

GOSSELIN
DE WALQUE



Revue de presse

2023

Table des matières

1. Finance stuurt het groeipad aan - Page 38, 39, 40, 41 - CFO Magazine - Décembre 2023.
2. Le défi climatique - Le climat, c'est aussi une opportunité économique - Trends-tendances - Article papier et digital - 14 décembre 2023
3. I-care : l'entreprise montoise devenue leader mondial d'un secteur en pleine expansion - RTBf - Online, podcast et radio - 14 décembre 2024
4. L'invité des Infos : Fabrice Brion, CEO D'I-Care Group - Tele MB - JT - 20 novembre 2023
5. Machinedokter uit Borinage zet zinnen op de beurs - Page 13 - De Tijd - 9 novembre 2023.
6. Machinedokter uit Borinage zet zinnen op de beurs - Online - De Tijd - 9 novembre 2023.
7. 60% des salariés de Technord sont devenus actionnaires de l'entreprise - Trends-Tendances - online - 19 novembre 2023
8. 250 collaborateurs vont devenir actionnaires de Technord - l'Echo - online - 18 novembre 2023
9. L'ange gardien des brasseries d'AB InBev se prénommera I-care - L'Echo - 9 novembre 2023.
10. I-care signe le plus gros contrat de son histoire avec AB InBev - Trends-Tendances - 9 novembre 2023.
11. La société montoise I-care décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire - Belga Wire - 9 novembre 2023.
12. Henegouws bedrijf monitort fabrieksinstallaties van AB InBev - Belga Wire - 9 novembre 2023.
13. La société montoise I-care décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire - Belga Online - 9 novembre 2023.
14. La société montoise I-care décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire - La Libre - 9 novembre 2023.
15. La société montoise I-care décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire - La Dernière Heure - 9 novembre 2023.
16. La société montoise I-care décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire - RTL Info - 9 novembre 2023.

17. Henegouws bedrijf monitort fabrieksinstallaties van AB InBev - Het Nieuwsblad - 9 novembre 2023.
18. Henegouws bedrijf monitort fabrieksinstallaties van AB InBev - Gazet van Antwerpen - 9 novembre 2023.
19. "Machinedokter" I-care wereldwijd aan de slag voor ABInBev - De Tijd - 9 novembre 2023.
20. Mon 5 à 7 avec Damien - Bel RTL - 9 novembre 2023.
21. I-care décroche le plus gros contrat de son histoire - Trends-Tendances - 9 novembre 2023.
22. I-care, pépite montoise devenue l'un des leaders mondiaux en maintenance prédictive : "En tant que wallon, il faut oser entreprendre", encourage son patron - RTL Info - 9 novembre 2023.
23. Nouveau contrat historique pour la société de Mons I-care : son fondateur, Fabrice Brion, est en plus nominé pour le manager de l'année - Sud Info - 9 novembre 2023.
24. I-care décroche le plus gros contrat de son histoire - Trends-Tendances - 9 novembre 2023.
25. I-care décroche, avec AB InBev, le plus gros contrat de son histoire - La Libre - 10 novembre 2023.
26. I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie - L'Echo - 10 novembre 2023.
27. L'activation des chômeurs est la priorité en Wallonie - L'Echo - 10 novembre 2023.
28. I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie - Belga Wire - 10 novembre 2023.
29. I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie - Belga Online - 10 novembre 2023.
30. I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie - La Libre - 10 novembre 2023.
31. I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie - La Dernière Heure - 10 novembre 2023.
32. I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie - RTL Info - 10 novembre 2023.
33. Un leader mondial décidé à peser cinq fois plus - Page 18-19 - Trends-Tendances - 9 novembre 2023.
34. Un leader mondial décidé à peser cinq fois plus - Online - Trends-Tendances - 9 novembre 2023.
35. Qui sera le Manager de l'Année 2023 ? - Trends-Tendances - 9 novembre 2023.
36. Qui sera le Trends Manager de l'Année 2023 ? - Trends-Tendances - 9 novembre 2023.
37. Nouveau contrat historique pour la société de Mons I-care : son fondateur, Fabrice Brion, est en plus nominé pour le manager de l'année - Sud Info - 9 novembre 2023.



38. Canal Z - 9 novembre 2023.
39. I-care et Ecosteryl en lice pour le Manager de l'année - La Province - 10 novembre 2023.
40. Mission économique en Australie : peut-on encore faire du business avec un pays si lointain ? La Libre - Online et papier - 27 octobre 2023
41. Qui sera la prochaine pépite de la tech belge - Trends-Tendances - online - 29 octobre 2023
42. I-Care dans la course du Chips Act grâce à Cepy Electronics - Trends-Tendances - online - 2 octobre 2023
43. I-care rachète le spécialiste de cartes électroniques Cepy Electronics - La Libre - Papier - 30 septembre 2023
44. La société namuroise Cepy Electronics, spécialiste de cartes électroniques, rachetée par I-care - Sudpresse - digital - 29 septembre 2023
45. I-care s'offre Cepy Electronics - Trends-Tendances - 29 septembre 2023 - Online
46. Waalse 'machinedokter' I-care koopt zijn leverancier - De Tijd , Online & digital 29/09/2023.
47. Fabrice Brion, patron du groupe I-Care: "Le secteur digital est trop peu valorisé en Wallonie" -L'avenir - Papier et digital - 15 septembre 2023.
48. De debatten van Trends Summer University 2023 zitten erop - Trends - 3 septembre 2023.
49. Décarboner les usines, mission de l'intelligence artificielle? - Trends-Tendances - 3 septembre 2023.
50. L'international, levier stratégique pour Wallonie Entreprendre - L'Echo - 29 Jun. 2023 - Page 8
51. Le copilote d'I-care sort de l'ombre Expérience - La Libre Belgique - 24 Jun. 2023 - Page 16
52. Les industriels veulent décarboner sans se tirer une balle dans le pied - L'Echo - 25 mai 2023 - Page 3
53. Imec à Liège, l'entrepreneuriat sans frontière linguistique L'Echo - 24 Mai. 2023 - Page
54. General Atomics recherche des partenaires belges L'Echo - 11 Mai. 2023 - Page 12
55. Clarisse Ramakers (Agora): « L'intelligence artificiel et ChatGPT ne vont pas tout déstructurer » trends.levif.be/economie - 21 avr. 2023 - Online
56. Comment l'intelligence artificielle va doper votre productivité - trends.levif.be/economie - 18 avril 2023 - Online
57. Comment l'intelligence artificielle va doper votre productivité - Trends/Tendances - 13 Apr. - Page 20

58. 200 entreprises et forces vives réunies pour la première édition de l'UMons Innovation Network event - La Dernière Heure - 04 avr. 2023 - Online
59. - 200 entreprises et forces vives réunies pour la première édition de l'UMons Innovation Network event - L'Avenir - 04 avril 2023. Online.
60. « Non, le master en médecine ne sera pas sous-financé » Sud Presse - 31 mar. 2023 - Page 7
61. « Je suis Dubois qui plie mais qui ne rompt pas » Sud Presse - 27 mar. 2023 - Page 4
62. La société montoise I-care veut engager plus de femmes en Belgique ainsi qu'à l'étranger - Sud Presse - 08 mar. 2023 - Online
63. I-care poursuit sa quête mondiale - Trends/Tendances - 09 mar. 2023 - Page 7
64. I-care veut engager plus de femmes - Sud Presse - 09 mar. 2023 - Page 7
65. Une nouvelle acquisition pour I-care - La Libre Belgique - 03 mar. 2023 - Page 25
66. Cinquième acquisition en six ans pour la société montoise I-care, qui accélère son expansion internationale - La Dernière Heure - 02 mar. 2023 - Online
67. Cinquième acquisition en 6 ans pour I-care, qui accélère son expansion internationale - trends.levif.be/economie - 02 mar. 2023 - Online
68. Cinquième acquisition en six ans pour I-care, qui accélère son expansion internationale - La Libre Belgique - 02 mar. 2023 - Online
69. La société montoise I-care rachète une entreprise américaine et accélère encore son expansion internationale - Sudpresse - 02 mars 2023
70. I-care entre dans la cour des grands en matière de formation - L'Echo - 02 mar. 2023 - Online
71. I-care entre dans la cour des grands en matière de formation - L'Echo - 03 mar. 2023 - Page 13
72. Une nouvelle acquisition pour I-care - La Libre - 03 mars 2023 - Page 23
73. I-care rachète une entreprise américaine - La Province - 03 mars 2023 - Page 9
74. Waalse 'machinedokter' op overnamepad in de VS - De Tijd, online - 02/03/2023.
75. Waalse 'machinedokter' op overnamepad in de VS - De Tijd, Pagina 14 - 02/03/2023.
76. La 5G arrive: en coulisses, des entreprises s'y préparent déjà - L'Echo - 25 février 2023 - Page 23
77. 100 miljoen uit België om Europese techkampioenen ... De Tijd - 14 fév. 2023 - Page 14,15
78. Dans l'industrie, l'IA deviendra une technologie de base: "L'enjeu crucial, c'est la qualité des données" - La Libre Belgique - 03 fév. 2023 - Online
79. HelloHouston veut révolutionner la maintenance des sites industriels - La Libre Belgique - 03 février 2023 - Online



80. Cette petite clause qui effraie les entrepreneurs Trends/Tendances - 26 jan. 2023 - Page 32

81. Cette petite clause qui effraie les entrepreneurs Trends/Tendances - 26 jan. 2023 - Page 32

82. Les entreprises disent "oui" à WE Trends/Tendances - 19 jan. 2023 - Page 44

83. «En 2023, notre défi sera d'aider nos membres à traverser cette crise sans précédent», déclare J-J.Cloquet, qui préside le club d'affaires carolo B4C Sud Presse - 10 jan. 2023 - Online

84. I-Care : un nouveau bâtiment de 15.000 m2 pour 500 futurs salariés - Sud Presse - 03 jan. 2023 - Page 7



ARNAUD STEVENART

MEDEOPRICHTER EN BESTUURSLID BIJ I-CARE

FABRICE BRION

OPRICHTER EN CEO VAN I-CARE

FINANCE STUURT HET GROEIPAD AAN

I-care Group heeft ambitie. Op vijf jaar wil het bedrijf met een verdubbeling van het personeel zijn omzet vervienvoudigen. Kostenplaatje van dat plan: 100 miljoen euro. Groeien gaat namelijk niet vanzelf. “Er is innovatie en disruptie nodig. En je moet de dingen vooral zelf doen.”

□ DRIES VAN DAMME | □ JERRY DE BRIE

MEDEWERKERS: +750
OMZET: 52 MILJOEN EURO

I-care bouwt oplossingen voor predictief en preventief onderhoud. Sensoren capteren data bij machines en sturen die naar de cloud. Daar analyseert AI de data en krijgt ze zicht op de werking van de machines. Vervolgens brengt de software van I-care de beheerders van het machinepark op de hoogte wanneer er onderhoud nodig is. Klinkt als een futuristische uitvinding uit Silicon Valley? Toch niet. De oprichters van I-care komen uit de Borinage. Medeoprichter en CEO Fabrice Brion is afkomstig uit Jemappes, andere medeoprichter en bestuurslid Arnaud Stevenaert uit Dour.

ONDERNEMEN OP MENSENMAAT De streek rond Bergen kende vanaf de negentiende eeuw een enorme opgang dankzij de mijnbouw, wat onder meer veel Vlaamse immigranten aantrok. Maar na de sluiting van de mijnen kwam er geen andere industrie in de plaats. In de jaren 1980 en 1990 had de Borinage de hoogste werkloosheidsgraad van het hele land. “We groeiden op in die periode”, zegt Arnaud Stievenart. “Het gevoel van vroeger was er nog. We wisten dat we ooit een rijke regio waren. Maar wat mij betreft is er geen taboe rond: er was lange tijd gewoon onvoldoende initiatief, met name in de privésector, om uit de impasse te geraken.” Na hun studies kozen ze er beiden voor om hun carrière in Vlaanderen te starten. Fabrice ging aan de slag bij Emerson, Arnaud bij PwC: twee Angelsaksische bedrijven met vestigingen in het Nederlandstalige landsgedeelte. Maar daar rijpte stilaan het idee om iets terug te geven aan de Borinage. “Ik had gezien hoe mijn vader investeerde in het festival van Dour”, vertelt Arnaud Stievenart, “en in een spin-off van Les

Câbleries et Corderies de Dour, het bedrijf dat kabels maakte voor de koolmijnen. Zoiets wilde ik ook graag doen.” Alleen zou het op mensenmaat moeten gebeuren, niet zoals bij die Amerikaanse multinationals. Daar kregen de huidige waarden van I-care al vorm: sterk presteren, maar altijd met respect voor de mensen en oog voor duurzaamheid.

WAT JE ZELF DOET...

“Vandaag kun je niet zonder innovatie”, zegt Fabrice Brion. “Zomaar groeien is in de huidige markt niet meer mogelijk. Er is disruptie nodig!” Daar moet je lef voor hebben, zo blijkt. “Je mag niet bang zijn van je concurrenten. En je moet de dingen zelf doen. Kijk naar Tesla. Het bedrijf kwam op de markt met een product dat al honderd jaar bestaat, maar besliste toch om die auto’s helemaal zelf te bouwen.” Dat idee – de dingen zelf doen – zagen Brion en Stievenart veel meer in Vlaanderen dan in Wallonië. “Maar het was precies dat wat we met I-care voor ogen hadden.” Vandaag beheert I-care dan ook de complete ketting in hun domein: van de sensoren die bij machines data capteren, tot de software om die data te analyseren en erover te rapporteren, en zo *predictive maintenance* mogelijk te maken. Dat I-care doet wat het vandaag doet, is geen toeval. Fabrice Brion studeerde met grootste onderscheiding af aan de Haute Ecole Louvain en Hainaut met een scriptie over *predictive maintenance*. “We hebben ook andere ideeën getest, hoor”, lacht Arnaud Stievenart. “Maar nog belangrijker dan het idee zelf, is de wil om de verwachtingen van de klant te overtreffen – en daarbij echt *à fond* te gaan.” Dat doet denken aan de overtuiging van Jeff Bezos, al is ook Elon Musk nooit ver weg. “We hebben zeker inspiratie gehaald uit lean management, met name uit de automobielsector, dat klopt.”



LEES DIT ARTIKEL INDIEN U WILT WETEN:

- Hoe I-care de komende vijf jaar zijn omzet wil ver vienvoudigen.
- Hoe het bedrijf daarbij de hele waardeketen controleert.
- Hoe het zijn groeipad financiert.



#KMO
#financieren
#groei
#innovatie



FABRICE BRION, CEO VAN I-CARE:

“Drie jaar geleden zijn we al op IFRS overgestapt voor onze geconsolideerde rapportering. We willen klaar zijn.”

OMZET MAAL VIJF Dat I-care er vol voor gaat, blijkt ook uit de cijfers. Sinds 2004 groeide I-care uit tot een organisatie met 750 medewerkers, waarvan 450 in België: de helft in Bergen, de helft in Leuven. “We zijn een transregionale start-up”, klinkt het, “met ook heel wat Vlamingen in het management. Dat we verschillende culturen samenbrengen, is onze sterkte.” Dit jaar klokt I-care af op een omzet van 70 miljoen euro, liefst 35% meer dan in 2022. “We willen op vijf jaar tijd onze omzet verviervoudigen”, zegt Fabrice Brion. Belangrijke opmerking: I-care wil alleen zijn omzet verviervoudigen op vijf jaar, niet zijn personeelsbestand. Dat zou maximaal mogen verdubbelen. “De prognose steunt op marktonderzoek”, zegt Fabrice Brion. “Akkoord, geen enkele studie kan de markt correct voorspellen. Maar alle analisten zijn het erover eens dat de markt voor predictief onderhoud de komende jaren minstens maal vier gaat. Als marktleider moet je meer kunnen dan de markt. Daarom zeggen wij: maal vijf.” Die ambitie steunt op twee vaststellingen. Bedrijven hebben meer dan ooit oog voor duurzaamheid. Predictive maintenance draagt daar op heel uiteenlopende manieren aan bij. Wanneer machines niet langer ongepland uitvallen, zorgt dat onder meer voor een betere productkwaliteit, maar bijvoorbeeld ook

BIO

FABRICE BRION is elektromechanisch ingenieur (Haute Ecole Louvain en Hainaut) en studeerde innovatiebeheer (Université de Mons). Hij startte zijn professionele loopbaan als Reliability Engineer bij Emerson in Leuven. Na vier jaar, in 2004, richtte hij samen met Arnaud Stievenart I-care op.

voor minder ongevallen. De tweede reden heeft alles te maken met de hoge vlucht die AI neemt. Data verzamelen en analyseren – en zo datamodellen trainen – is iets waar I-care intussen al bijna twintig jaar ervaring mee heeft. “En toch was het tot een paar jaar geleden vaak heel moeilijk om uit te leggen wat we doen”, zegt Fabrice Brion, “terwijl zowat iedereen die vorm van AI vandaag normaal vindt.”

VERS KAPITAAL... EN STABILITEIT I-care ging in 2004 van start met 6.200 euro kapitaal. De voor- bije twintig jaar legde het bedrijf al een indrukwekkend parcours af. Maar voor de komende jaren voorziet I-care een belangrijke versnelling. Alleen: hoe financiert het bedrijf dat? “We hebben 50 miljoen euro opgehaald”, zegt Arnaud Stievenart. Daarvan is 10 miljoen afkomstig van de eigen medewerkers. Sinds 2008 biedt het bedrijf zijn medewerkers de mogelijkheid om aandelen te kopen. Intussen is zowat de helft van het personeel aandeelhouder. De overige 40 miljoen is afkomstig van private en publieke investeerders: Finasucre (suikerindustrie, familie Lippens), de Waalse bank CPH, de Bergense investeerder IMBC, het investeringsfonds Wallonie Entrepreneur en Amerigo. “Het bedrag is eigenlijk minder belangrijk”, vindt Arnaud Stievenart. “Een goede governance komt op de eerste plaats. Onze investeerders brengen veel extra ervaring aan.” De komende vijf jaar heeft I-care echter 100 miljoen nodig om zijn groeitraject te financieren. De ontbrekende 50 miljoen zou het bedrijf via een notering op Euronext willen binnenhalen. Daar heeft I-care een goede reden voor. “In 2017 deden we de overname van een Vlaams bedrijf”, vertelt Arnaud Stievenart. “Het was eerder al overgenomen door een investeringsfonds, maar kwam vervolgens verschillende keren bij andere fondsen terecht, elke keer met een due diligence, een nieuwe financieel directeur, enzovoort. Die instabiliteit vernietigt waarde en we zien dat liever niet weer gebeuren. We hopen dat de komende jaren oplegging van de dividendstabiliteitsregels dat gezegd: doorgelopen kan worden. Dingen zelf te doen”, zegt Arnaud Stievenart. “Daar bouwen we op verder.” Daarbij is een sleutelrol weggelegd voor nieuwe technologie. Om data te verzamelen

over een machine, moesten de ingenieurs van I-care vroeger ter plaatse gaan bij de klant. Via geconnecteerde sensoren – aangesloten op het Internet of Things – capteert I-care die data vandaag automatisch en vanop afstand. I-care verwacht daar de grote groei. Het bedrijf heeft nu al een productiecapaciteit van 100.000 IoT-sensoren per maand. “De vergelijking met Tesla gaat ook hier op”, glimlacht Fabrice Brion. “Het bedrijf begon destijds met de productie van enkele duizenden dure Roadsters, maar bouwt intussen miljoenen exemplaren van het veel goedkopere Model 3.”

I-care bouwde intussen de capaciteit om op grote schaal IoT-sensoren te produceren en heeft de klanten die erop willen overstappen. “Het grote voordeel zit in het feit dat onze ingenieurs niet meer ter plaatse langs moeten gaan om de sensoren uit te lezen”, zegt Arnaud Stievenart. “We hadden op een verdubbeling van de efficiëntie gerekend, maar dat blijkt nu factor drie te zijn.” Zo doet I-care het verhaal ook financieel kloppen. Zowat 70% van de cashflow gaat naar de lonen van de ingenieurs. Maar als die drie keer meer kunnen doen in dezelfde tijd, kan het bedrijf zijn personeel behouden en toch sterk groeien. “Het mooie aan de IoT-formule is bovendien dat de klant er ook iets meer voor wil betalen”, legt Arnaud Stievenart uit. “Het klassieke rapport per kwartaal maakt plaats voor continu inzicht in de gezondheid van het machinepark. De IoT-sensoren sturen ieder kwartier een nieuwe meetwaarde door. Dat verhoogt meteen ook de waarde van het predictieve onderhoud.”

BIO

ARNAUD STIEVENART studeerde rechten aan de Universiteit de Namur en de KU Leuven. Hij werkte drie jaar als belastingadviseur en auditor bij PWC. In 2004 richtte hij samen met Fabrice Brion I-care op.



ARNAUD STIEVENART, BESTUURSLID BIJ I-CARE:

“Finance verlaat zijn puur ondersteunende rol en ontpopt zich tot een echte driver voor de business. We zoeken nog een CFO om aan het stuur te zitten.”

FINANCE ALS DRIVER

Uit de manier waarop I-care zijn groeitraject voor de komende jaren uittekent, blijkt meteen dat de rol van finance zal veranderen. “Het belang van het financiële aspect neemt alleen maar toe”, zegt Arnaud Stievenart. “Finance verlaat zijn puur ondersteunende rol en ontpopt zich tot een echte driver voor de business. We zoeken daarbij nog een CFO om aan het stuur te zitten.” Het finance team in Bergen bestaat uit tien medewerkers. Daarnaast is er een finance medewerker in elk van de elf buitenlandse filialen: Frankrijk, Spanje, Zwitserland, Duitsland, Polen, Nederland, het VK, de VS, Brazilië, Canada en Australië. “Onze groei zal vooral uit het buitenland komen”, vult Fabrice Brion aan. “Op korte termijn komen er twaalf nieuwe kantoren bij, onder meer in Zweden en Ierland.”

De evolutie binnen finance houdt uiteraard ook verband met de plannen rond de beursgang. “Drie jaar geleden zijn we al op IFRS overgestapt voor onze geconsolideerde rapportering”, zegt Fabrice Brion. “Dat was best een grote oefening, die we vooral als een vorm van voorbereiding zagen. We willen klaar zijn.” Dat blijkt ook uit het feit dat I-care al twee jaar een externe audit laat doen, net zoals die nodig zal zijn in het kader van een IPO. “Daar zit dezelfde filosofie achter”, vervolgt Fabrice Brion. “We bereiden ons voor om straks – wanneer de IPO er aankomt – al die materie al in de vingers te hebben.” Daarnaast voorziet I-care ook een belangrijk luik niet-financiële rapportering. Nog voor de beursgang wil het bedrijf het certificaat van ‘B Corporation’ behalen.

LANGE TERMIJN

Tegen die achtergrond is I-care momenteel op zoek naar een nieuwe CFO. Tegelijk wil het bedrijf nog voor de IPO twee of drie onafhankelijke bestuurders aan boord hijsen. “Dat moet ons verder ondersteunen in onze zoektocht naar waarde op lange termijn”, aldus nog Fabrice Brion. “We bouwen oplossingen die op de lange termijn zijn gericht, bedoeld om de industrie duurzamer te maken. Die langetermijnvisie laat ons toe de beste beslissingen te nemen. Dat is de juiste manier om het bedrijf verder uit te bouwen.” □



Le climat, c'est aussi une opportunité économique



Réussir la transition écologique passera notamment par des investissements massifs dans les technologies innovantes développées par les entreprises.

1. La technologie nous sauvera-t-elle du risque climatique?

« Nous sommes engagés dans une course contre la montre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre », pointe d'emblée Nabil Jijakli, deputy CEO de Credendo. Il rappelle, de concert avec Jean Jouet, CTO du groupe John Cockerill, « les conclusions sans équivoque » des rapports du Giec sur les impacts de l'activité industrielle sur le climat.

« Les énergies fossiles nous ont aussi permis d'atteindre un niveau de richesse et de confort incroyable, ajoute Marc Van Den Neste, qui a été CTO d'AGC pendant 15 ans avant de prendre en charge, l'an dernier, la mise en place d'un district cleantech à Charleroi. Je ne suis pas de ceux qui croient que nous pourrions maintenant diminuer ce confort. »

« La technologie ne nous sauvera pas mais nous ne pourrions pas être sauvés sans la technologie. » Marc Van Den Neste (Ekosys)

Le défi n'est plus aujourd'hui de trouver des alternatives aux énergies fossiles mais de rendre leur utilisation simple et, nous y viendrons au point 4, accessible financièrement. Jean Jouet est convaincu que la technologie aura ici un rôle décisif. « C'est en effet un moyen de faciliter l'utilisation de toutes les alternatives aux énergies fossiles, de rendre demain la biomasse peut-être aussi simple que le chauffage au gaz naturel, estime Jean Jouet. Mais la priorité, c'est de réduire la consommation et cela implique aussi d'adapter nos comportements. Pour prendre une image simple : nous devons éteindre la lumière en sortant de la pièce, même si nous avons mis placé des ampoules leds ou placé des panneaux photovoltaïques sur le toit. »

« La technologie ne nous sauvera pas, mais nous ne pourrions pas être sauvés sans la technologie, abonde Marc Van Den Neste. Elle fait partie de la solution, comme les réductions de consommation et plus largement l'adaptation de nos comportements. »

2. Quels sont les atouts de l'économie belge face au défi climatique?

« Le premier atout de notre tissu économique est d'exister, assène Jean Jouet. Il est beaucoup plus difficile de créer du neuf que de maintenir ce qui existe. Battons- nous donc pour garder nos industries et les aides à évoluer. » Et de citer l'exemple de Lhoist et Carmeuse, les leaders mondiaux de la production de chaux, basés en Wallonie et désormais lancés dans d'ambitieux projets de décarbonation.

Le second, c'est une politique d'innovation soutenue, à travers laquelle les entreprises ont appris à travailler avec les centres de recherche et les universités. Jean Jouet est le CTO de Rely, la co-entreprise créée par John Cockerill et Technip energies pour former ni plus ni moins que la plus grande société d'ingénierie dans l'hydrogène vert.

« Cela va peut-être vous étonner mais je ne classe pas l'hydrogène comme la première alternative aux énergies fossiles, nuance Jean Jouet. Il faut d'abord développer les énergies renouvelables et la capture du CO là où il n'existe pas d'autres solutions. L'hydrogène vert vient ensuite, notamment pour sa capacité à stocker de l'énergie qui serait produite à partir de sources renouvelables. »

« Avec des entreprises comme Jan De Nul ou DEME, nous avons en Belgique des champions de l'éolien offshore, présents dans le monde entier, reprend Nabil Jijakli. Cela se voit dans notre portefeuille : le secteur Oil&Gas est descendu de la troisième à la septième place en quelques années, au profit des producteurs d'énergie renouvelable, désormais bien dans le top 3 de notre portefeuille. On peut dire la même chose avec des sociétés comme Denys ou Aspac dans le traitement des eaux. »

« Le risque majeur pour le défi climatique, c'est la perte de confiance dans les sciences. » Jean Jouet (John Cockerill)

Marc Van Den Neste pointe également le bon positionnement de la Belgique dans l'économie circulaire . Les systèmes de collecte des déchets ont été mis en place très tôt, le tri devient de plus en plus performant (« le tri robotisé des métaux mis au point par le groupe Comet, c'est de la vraie industrie fine », dit-il) et les filières de recyclage se développent. « Tout cela est certes subsidié mais de manière intelligente, insiste Marc Van Den Neste. On trouve les solutions de circularité d'abord, on développe la supply chain ensuite et, en bout de course, on commence à imposer une certaine parts de matériaux recyclés dans la production. On crée l'offre avant d'imposer la demande. »

3. Quels sont les principaux écueils de cette transition industrielle?

Nos interlocuteurs pointent quatre types d'écueil. Il y a évidemment celui de la tuyauterie. Si l'on veut développer une industrie de l'hydrogène et du stockage de CO dans les fonds marins, il faut aménager les réseaux en conséquence. « Il faut designer les infrastructures pour les besoins de demain, comme nous avons construit des autoroutes à quatre ou six bandes à une époque où il n'y avait pas autant de véhicules , pointe Marc Van Den Neste. C'est un pari sur l'avenir et cela implique des financements publics, notamment européens, importants. »

Il salue dans cet esprit le choix d'implanter deux centres de test pour l'hydrogène à haut débit à Anvers et Charleroi. « En ce domaine, nous avons vraiment besoin d'une stratégie belge pour disposer des volumes suffisants, dit-il. Tout comme nous avons besoin du CO des cimenteries et chaufferies wallonnes pour le terminal gazier de Zeebrugge. »

Le deuxième écueil est celui de la main-d'œuvre nécessaire pour concevoir, construire et faire fonctionner l'industrie du futur. « La capacité à trouver les ingénieurs dont nous avons besoin est l'un des risques, estime Jean Jouet. Quand on se lance dans un projet sur l'hydrogène, on se projette à 20, 30, 40 ans voire plus. Il faut vraiment donner aux jeunes le goût, l'envie de travailler à la mise au point de ces technologies. Quand je vois des sociétés comme I-care qui prédit les incidents des machines industrielles ou, dans un tout autre domaine, Eyed Pharma, qui développe des implants oculaires, je me dis que nous avons les exemples pour montrer ce que la technologie peut apporter à la société, tant en amélioration des processus qu'en confort de vie. »

Marc Van Den Neste évoque un troisième risque : l'approvisionnement en énergie. Si l'électricité remplace le gaz dans les processus industriels, cela démultiplie les besoins. « Un parc éolien offshore, c'est génial mais ce sera un peu juste pour remplacer nos centrales nucléaires , dit-il. Nous avons pris, en Belgique avec le centre de Mol et l'IRE à Fleurus, une place considérable dans les connaissances scientifiques liées à l'énergie nucléaire. Nous avons les atouts pour être, demain, parmi les leaders des petits réacteurs (SMR) ou du nucléaire thermique. »

A titre de comparaison, pour alimenter l'usine sidérurgique d'ArcelorMittal de Gand par l'hydrogène, il faudrait 500 à 600 électrolyseurs, soit l'équivalent de deux à trois ans de production d'une gigafactory , telle que les conçoit John Cockerill...

Jean Jouet ajoute un quatrième écueil, qu'il placerait d'ailleurs volontiers tout en haut de la liste : la perte de confiance dans les sciences. « Pour moi, la montée de l'anti-science est le risque majeur , dit-il. La science nous dit ce qui est, pas ce qui doit ou devrait être, elle nous présente les faits, notamment en matière de bouleversement climatique. Mais trop souvent, des opinions – les positions du nouveau président argentin par exemple – viennent contester ces faits. Dans ces conditions, il devient plus difficile de faire passer les messages sur la nécessité de changer nos comportements et je trouve cela très inquiétant. »

4. Le coût des opportunités économiques liées au climat n'est-il pas prohibitif ?

Les énergies fossiles nous ont amené un confort de vie mais également des produits et plus généralement une énergie à un coût relativement faible. Le passage aux énergies renouvelables et à une électrification massive des procédés industriels devrait se traduire par une forte hausse des coûts de production.

« Effectivement, l'hydrogène vert est aujourd'hui cinq à six fois plus cher que celui que l'on produit à partir de gaz naturel, concède Jean Jouet. Nous parviendrons à réduire ce prix en rendant la production plus efficace et en augmentant les volumes. Mais cela restera plus cher. Je vous l'ai dit, la première chose à faire, c'est de consommer moins. »

« J'ai travaillé longtemps dans l'industrie du verre, abonde Marc Van Den Neste. Le coût de production actuel d'un mètre carré de verre est issu d'années d'optimisation des procédés, années durant lesquelles les émissions de CO₂ n'entraient pas dans l'équation. Aujourd'hui, les paramètres sont différents, les procédés sont revus et ils seront améliorés au fil du temps. » Cela vaut aussi en matière de rénovation énergétique des bâtiments, avec des chantiers qui peuvent désormais être industrialisés en utilisant des parois et toitures préfabriquées en atelier, selon une technique mise au point par la jeune société Build Up (Aarschot) et qui a déjà séduit des grands groupes de la construction.

Les cinq volets de l'Atlas des risques mondiaux, dont est tiré cet article, feront chacun l'objet d'un débat télévisé. Vous pouvez les retrouver en vidéos sur Canal Z ou en podcast sur www.trends-tendances.be

LE DÉFI CLIMATIQUE

Le climat, c'est aussi une opportunité économique

Réussir la transition écologique passera notamment par des investissements massifs dans les technologies innovantes développées par les entreprises. CHRISTOPHE DE CAEVEL

1. La technologie nous sauvera-t-elle du risque climatique ?

"Nous sommes engagés dans une course contre la montre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre", pointe d'emblée Nabil Jijakli, *deputy CEO* de Credendo. Il rappelle, de concert avec Jean Jouet, CTO du groupe John Cockerill, "les conclusions sans équivoque" des rapports du Giec sur les impacts de l'activité industrielle sur le climat. "Les énergies fossiles nous ont aussi permis d'atteindre un niveau de richesse et de confort incroyable, ajoute Marc Van Den Neste, qui a été CTO d'AGC pendant 15 ans avant de prendre en charge, l'an dernier, la mise en place d'un district cleantech à Charleroi. Je ne suis pas de ceux qui croient que nous pourrions maintenant diminuer ce confort."

Le défi n'est plus aujourd'hui de trouver des alternatives aux énergies fossiles mais de rendre leur utilisation simple et, nous y viendrons au point 4, accessible financièrement. Jean Jouet est convaincu que la technologie aura ici un rôle décisif. "C'est en effet un moyen de faciliter l'utilisation de toutes les alternatives aux énergies fossiles, de

rendre demain la biomasse peut-être aussi simple que le chauffage au gaz naturel, estime Jean Jouet. Mais la priorité, c'est de réduire la consommation et cela implique aussi d'adapter nos comportements. Pour prendre une image simple : nous devons éteindre la lumière en sortant de la pièce, même si nous avons mis placé des ampoules leds ou placé des panneaux photovoltaïques sur le toit." "La technologie ne nous sauvera pas, mais nous ne pourrions pas être sauvés sans la technologie, abonde Marc Van Den Neste. Elle fait partie de la solution, comme les réductions de consommation et plus largement l'adaptation de nos comportements."

2. Quels sont les atouts de l'économie belge face au défi climatique ?

"Le premier atout de notre tissu économique est d'exister, assène Jean Jouet. Il est beaucoup plus difficile de créer du neuf que de maintenir ce qui existe. Battons-nous donc pour garder nos industries et les aides à évoluer."

Et de citer l'exemple de Lhoist et Carmeuse, les leaders mondiaux de la production de chaux, basés

en Wallonie et désormais lancés dans d'ambitieux projets de décarbonation.

Le second, c'est une politique d'innovation soutenue, à travers laquelle les entreprises ont appris à travailler avec les centres de recherche et les universités. Jean Jouet est le CTO de Rely, la co-entreprise créée par John Cockerill et Technip énergies pour former ni plus ni moins que la plus grande société d'ingénierie dans l'hydrogène vert. "Cela va peut-être vous étonner mais je ne classe pas l'hydrogène comme la première alternative aux énergies fossiles, nuance Jean Jouet. Il faut d'abord développer les énergies renouvelables et la capture du CO2 là où il n'existe pas d'autres solutions. L'hydrogène vert vient ensuite, notamment pour sa capacité à stocker de l'énergie qui serait produite à partir de sources renouvelables."

"Avec des entreprises comme Jan De Nul ou DEME, nous avons en Belgique des champions de l'éolien offshore, présents dans le monde entier, reprend Nabil Jijakli. Cela se voit dans notre portefeuille : le secteur Oil&Gas est descendu de la troisième à la septième place en quelques années, au profit des producteurs

“
Nous sommes engagés dans une course contre la montre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre”

NABIL JIJAKLI,
DEPUTY CEO
DE CREDENDO

I-care : l'entreprise montoise devenue leader mondial d'un secteur en pleine expansion

L'entreprise montoise I-care, créée il y a presque 20 ans, est aujourd'hui leader mondial de son secteur d'activité : la maintenance prédictive des machines industrielles.

Découverte dans le podcast Made in Belgium, qui revient sur les success stories entrepreneuriales belges.

Publicité

Que cache cette définition quelque peu nébuleuse de ce secteur d'activité? On peut apparenter cette société montoise à un surnom plus évocateur : I-care, c'est le Doctor House de la machine industrielle.

"On est un peu un docteur pour machine. On va mesurer des paramètres sur des équipements industriels. Et à partir de ces mesures, on a être capable de prédire quand elles vont casser" précise Fabrice Brion, le patron et fondateur d'I-care.

Partout dans le monde des grandes entreprises industrielles payent les Belges d'I-care pour qu'ils veillent sur leur machine. Avec cet objectif : prévoir les pannes avant qu'elles ne surviennent. Savoir quand intervenir sur quelle machine.

La maintenance prédictive industrielle : un secteur né dans la course à l'arme atomique

Ce business très particulier est très ciblé. Ce secteur d'activité n'est pas pourtant pas si récent : il est né pendant la Seconde Guerre mondiale, au moment de la confection de la bombe atomique par Oppenheimer.

"Les scientifiques à cette époque, commencent à jouer avec des technologies qui les dépassent et qui peuvent rapidement mal tourner. Et donc, pour que les machines qui gèrent ces technologies ne tombent pas en panne et ne provoquent pas des catastrophes, ils commencent à développer des outils pour prédire quelles vont être les pannes sur ces machines" raconte Fabrice Brion à ce sujet.

Depuis plusieurs années, le secteur de la maintenance prédictive est en pleine croissance. Cela coûte moins cher aux entreprises de surveiller l'état de leur machines et de les réparer à temps plutôt que de les laisser se casser. I-care vient par exemple de signer un énorme contrat avec le géant AB InBev. Une signature avec le géant brassicole qui prouve que la société se porte très bien. Le patron de l'entreprise montoise, nommé au titre de manager de l'année en janvier prochain, savoure : " On a toujours une certaine modestie en Belgique et en Wallonie en particulier, mais je pense réellement qu'avec le contrat qu'on vient de signer avec AB InBev, on peut être considéré comme le leader mondial de notre secteur ".



L'invité des Infos : Fabrice Brion, CEO D'I-Care Group

Nominé au titre de Manager de l'année par Trends-Tendances, Fabrice Brion, CEO d'I-Care Group, une entreprise montoise, peut se targuer de diriger un leader mondial. Il nous explique ce qu'est la maintenance prédictive, comment il a créé son entreprise, nous parle de son dernier contrat décroché avec AB InBEV ou encore de la fierté du développement d'I-Care.

Ondernemen & Beleggen

DE TIJD DONDERDAG 9 NOVEMBER 2023

D'leteren koopt voor 100 miljoen euro eigen aandelen in Analisten juichen operatie toe

BELEGGEN PAGINA 18-19

Markten

Bel 20	3.456,59	-0,18%	Euro Stoxx 50	4.178,49	+0,60%	Dow Jones	34.112,27	-0,12%	Euro in dollar	1,0709	+0,09%	Rend. olo 10 Jaar	3,24%	-6 basispunten	Goud \$/ounce	1.960,70	-1,20%
--------	----------	--------	---------------	----------	--------	-----------	-----------	--------	----------------	--------	--------	-------------------	-------	----------------	---------------	----------	--------

Machinedokter uit Borinage zet zinnen op de beurs

De Waalse 'machinedokter' **I-care** wil over vijf jaar wereldmarktleider zijn in het voorspellen van defecten in machines en industriële installaties. Een beursgang moet mee de groei versnellen. 'Volgend jaar of in 2025 trekken we naar de beurs', zegt CEO en medeoprichter Fabrice Brion.

MARC DE ROO EN MICHAEL SEPPIHA

Dat is onze 'captive', zegt CEO Fabrice Brion van het Belgische bedrijf I-care trots, en hij zet een eenvoudig uitziend blok van 10 bij 10 centimeter met een blauwe dop op tafel. Deze datacollector wordt op een installatie geëerd om de trillingen, de temperatuurschommelingen en andere belangrijke parameters van een machine te monitoren. Met algoritmes en artificiële intelligentie analyseren we ze om op basis daarvan defecten te detecteren of te voorspellen. Maanden of jaren op voorhand. Zo kunnen bedrijven onnodigheden op tijd vervangen, hun risico's beter beheersen en hun financiële en ecologische impact meten. Dat heet predictief onderhoud.

Het Belgische I-care is als machinedokter, gespecialiseerd in het voorspellen van defecten in machines en industriële installaties, een wereldautoriteit. De capture waarover Brion het in saggig Bergens Frans heeft, is maar het topje van de ijsberg. Achter de schermen ontwikkelt I-care ook de software en de protocollen om draadloos gegevens door de sturen, de organisatie van de big data via AI en het beheer van de datageschiedenis voor bedrijven die hun machines door I-care-sensoren laten monitoren. 'We zijn een van de weinigen die dat hele pakket aanbieden', zegt Brion. 'We hebben concurrenten, maar het gros verzoekt alleen de monitoring, de software of de communicatie. Door de overname van enkele kleine bedrijven beschikken we over een uitgebreide databank van pannes en defecten die teruggaat tot 1984. Dat geeft ons een enorm concurrentievoordeel.'

'Voeger vervangen de meeste bedrijven hun onderdelen pas die stuk gingen', zegt Brion. 'Met alle risico's van dien. Nu werken veel grote bedrijven met een jaarlijks onderhoud. De fabriek ligt dan een tijd stil en vaak worden dingen vervangen die niet vervangen moesten worden. Bij 2019 onderhoud spendeert een bedrijf meestal veel meer dan nodig. Met onze oplossing kunnen we meer dan 99 procent van de industriële storingen vermijden, wordt de tijd dat machines stilstaan met 10 tot 20 procent vermindert en gaan de onderhoudskosten met 35 à 45 procent omlaag.'

Indrukwekkend klantenbestand

Volgens een studie van de consultant Roland Berger part wereldwijd maar 30 procent van de bedrijven predictief onderhoud toe. En als ze het doen, is het gemiddeld voor minder dan 10 procent van hun machinepark. 'We hebben nog veel werk', zegt Brion glimlachend. 'We zien dat steeds meer bedrijven vragende partij zijn.' I-care kan bogen op een indrukwekkend klantenbestand. Het installeerde sensoren bij ruim 2.000 bedrijven wereldwijd en monitort machines en installaties van vaccin- en geneesmiddelenfabrieken, kern-



Fabrice Brion (links) en Arnaud Stievenart richten I-care bijna twee decennia geleden samen op. © BRUUTER VAN VOORDE

Grootste contract ooit

I-care heeft zopas een grote commerciële slag geslagen. AB InBev koos I-care om met zijn sensoren vijf jaar lang het productieapparaat van de bierreus in 30 landen in het oog te houden. Het is het grootste contract ooit voor I-care. 'Dit contract vertegenwoordigt ongeveer 20 procent van onze productiecapaciteit', zegt Fabrice Brion, de CEO en medeoprichter van I-care. Met behulp van kunstmatige intelligentie en gegevens die verzameld worden via sensoren controleert I-care wereldwijd meer dan 300.000 machines bij klanten in de drank- en voedingssector, de dienstsector, transport en logistiek, maar ook bij farmabedrijven.

centrales, windturbines, woelingsbedrijven, microchipproductielijnen tot iconische monumenten als de Eiffeltoren. Belende internationale klanten zijn onder meer Carrefour, TotalEnergies, BASF en Ineos. Het Belgische bedrijf sloot zopas zijn grootste contract ooit met AB InBev (26 miljard).

Brion, een opleiding ingenieur, richtte I-care op in 2004 samen met Arnaud Stievenart, een van zijn beste vrienden. De opstart ging gepaard met de gebruikelijke uitdagingen - te weinig geld, het verliezen van de technologie, het zoeken naar klanten - maar de afgelopen jaren leende I-care een exponentieel groei. In 2017 zette het een reusinstap met de overname van zijn Vlaamse concurrent: AGG Europe, het voormalige Emerson Process Management, de onderneming was de jonge Brion in het begin van zijn carrière uitgeleend. In 2020 volgde de bekroning als Franstalige Onderneming van het Jaar.

Wielig jaar 2023 I-care een omzet van 50 miljoen euro voorleggen (-48%). Dit jaar is 70 miljoen euro omzet in zicht. Een derde daarvan komt uit de farm- en voedingsindustrie en de chemie sector. Energie

We willen de Borinage haar ambitie teruggeven om te ondernemen zoals in Vlaanderen, want die ontbreekt hier wel eens.

Arnaud Stievenart
Medeoprichter I-care

en wind zijn goed voor 20 procent, zware industrie (staal en mijnbouw) voor 15 procent.

Voer de volgende vijf jaar voorziet Brion een jaarlijkse groei van 50 procent per jaar. Hij mikt op 250 miljoen euro omzet in 2027. 'We willen sneller groeien dan de markt. We hebben nu een marktaandeel van ongeveer 10 procent en zijn een van de belangrijkste drie spelers in de wereld. Onze ambitie is wereldmarktleider worden met een marktaandeel van 20 procent.' Dat loent overeen met de installatie van 1 miljoen captureurs per jaar. Eensveel als de totale markt nu.

Bocht van Francorchamps

Om zijn groei te financieren haalde I-care sinds 2021 50 miljoen euro op, waarvan 9 miljoen bij zijn personeel. Een op de twee medewerkers is aandeelhouder, van wie veel Vlamingen. In 2022 zamelde het bedrijf 40 miljoen in. Dat geld kwam van bestaande en nieuwe aandeelhouders, waaronder de Waalse bank CPI, de familie

Lees verder op pagina 18

Machinedokter uit Borinage zet zinnen op de beurs

Vervolg van pagina 14

Tippens (Finasacre) en het nieuwe Waalse fonds Amerigo. Brion en Stievenart hebben de meerderheid in handen.

Een deel van het geld wordt gebruikt voor de bouw van een nieuwe fabriek tegenover de hoofdvestel in Bergues. Ze zal 25 miljoen euro kosten en moet in 2024 operationeel zijn. De bedoeling is daar een deel van de productie te robotiseren.

In een derde fase van het groeiplan 'Eau Rouge' - een verwijzing naar een bocht van het circuit in Spa/Francorchamps - willen de formele 3-fans Brion en Stievenart nog eens 30 miljoen ophalen. Dat moet onder meer dienen voor overnames. Brion: 'De markt zal consolideren. We gaan concurrenten oplossen. We mikken op bedrijven die al jaren actief zijn in het klassieke onderhoud maar wel dezelfde klanten hebben, of bedrijven die vernield hebben

te investeren in nieuwe technologie en verouderd zijn te verbijzen'.

Brion en Stievenart hebben hun zinnen gezet op een beursgang om hun groei te financieren. Gezien het moeilijke beursklimaat staan de plannen voorlopig on hold, maar de operatie mag er voor hen 'zo snel mogelijk' komen, mogelijk al in 2024 of in 2025. 'Voor marketing en zichtbaarheid is de beurs op termijn interessant. Een beursgang moet ons transparanter maken en ons toelaten correct gevalueerd te worden door de markten.'

Belangrijkste uitdaging

Maar er is nog een reden. 'Met onze beursgang willen we onze bakermat, de Borinage, haar ambitie teruggeven om te ondernemen zoals in Vlaanderen', zegt Stievenart. 'Want die ambitie ontbreekt hier wel eens. We willen de regio haar fierheid teruggeven. We zijn in 2014 begon-

Profiel I-care

- ▶ **Machinedokter, gespecialiseerd in het voorspellen van defecten aan machines en industriële installaties.**
- ▶ **Franstalige Onderneming van het Jaar in 2020.**
- ▶ **Opgericht: in 2004, door Arnaud Stievenart en Fabrice Brion.**
- ▶ **Omzet (2022): 52 miljoen euro.**
- ▶ **Aantal werknemers: 790.**
- ▶ **Aandeelhouders: Arnaud Stievenart en Fabrice Brion (72%), werknemers (8%), financiële investeerders (SRI&I, IMBC, Finasacre, CPH Amerigo) (20%).**

nen met een kapitaal van 6.200 euro. De eerste jaren liep de weg niet over rozen. We hebben lang gewerkt zonder onszelf te betalen. Met de beursgang willen we de boodschap geven dat het mogelijk is werkloos te worden.'

'Oms voorbeeld is Silicon Valley', vult Brion aan. Lokale bedrijven investeren, gaan naar de beurs, recupereren geld en herinvesteren het in start-ups die opnieuw naar de beurs trekken. Zo is de cirkel rond. Dat is in Europa een beetje verloren gegaan. Velen hebben schrik van de beurs. Vaak gaat de meerwaarde hier naar buitenlandse investeerders. Wij hebben bewust geld opgehaald bij Belgische investeerders'. Brion verwijst als inspiratie naar Marc Coucke. 'Hij investeert de meerwaarde van zijn investeringen in andere bedrijven in België, die daarmee op hun beurt kunnen groeien. Dat model willen we ook hier toepassen.'

'De verdere digitalisering en artificiële intelligentie zijn de belangrijkste uitdagingen', zegt Brion. 'Die zijn noodzakelijk door de toenemende schaarste van de grondstoffen en de impact daarvan op het klimaat, en het gegeven dat we meer moeten doen met minder mensen. We kunnen niet anders. We hebben geen keuze!'

I-care wil 1.000 mensen aanwerven in de volgende vijf jaar. Dat verkoopt minder moeizaam dan in Vlaanderen. 'Het is niet zo moeilijk om in Vlaanderen te vinden', zegt Brion. 'We werken samen met universiteiten en met headhunters, we hebben onze I-care Academy en we investeren in employer branding. Mensen die komen solliciteren, laten we binnen de 48 uur weten of ze aangeworven zijn of niet. Voor jongeren is dat heel belangrijk. In veel bedrijven krijg je pas na zes weken een contract en heb je drie interviews nodig.'

Machinedokter uit Borinage zet zinnen op beurs



De Waalse machinedokter **I-care** wil binnen de vijf jaar wereldmarktleider zijn in het voorspellen van defecten aan machines en industriële installaties.

Een beursgang moet de groei versnellen. 'Volgend jaar of in 2025 trekken we naar de beurs.'

'Dat is onze 'capteur'', zegt CEO **Fabrice Brion** van het Bergense bedrijf **I-care** trots, en hij zet een eenvoudig uitzierend blok van 10 bij 10 centimeter met een blauwe dop op tafel. 'Deze datacollector wordt op een installatie gezet om de trillingen, de temperatuurschommelingen en andere belangrijke parameters van een machine te monitoren. Met algoritmes en artificiële intelligentie analyseren we ze om op basis daarvan defecten te detecteren of te voorspellen. Maanden of jaren op voorhand. Zo kunnen bedrijven onderdelen op tijd vervangen, hun risico's beter beheren en hun financiële en ecologische impact meten. Dat heet predictief onderhoud.'

Het Bergense **I-care** is als machinedokter, gespecialiseerd in het voorspellen van defecten in machines en industriële installaties, een wereldautoriteit.

De capteur waarover Brion het in sappig Bergens Frans heeft, is maar het topje van de ijsberg. Achter de schermen ontwikkelt **I-care** ook de software en de protocollen om draadloos gegevens door de sturen, de organisatie van de big data via AI en het beheer van de datageschiedenis voor bedrijven die hun machines door **I-care**-sensoren laten monitoren. 'We zijn een van de weinigen die dat totale pakket aanbieden', zegt Brion. 'We hebben concurrenten, maar het gros verzorgt alleen de monitoring, de software of de communicatie. Dankzij de overname van verschillende kleine bedrijven beschikken we over een uitgebreide databank van pannes en defecten die teruggaat tot 1984. Dat geeft ons een enorm concurrentievoordeel.'

'Vroeger vervingen de meeste bedrijven hun onderdelen pas als die stuk gingen', zegt Brion. 'Met alle risico's van dien. Nu werken veel grote bedrijven met een jaarlijks onderhoud. De fabriek ligt dan een tijd stil, ze produceert niet en men vervangt vaak dingen die niet vervangen moeten worden. Bij zo'n onderhoud spendeert een bedrijf meestal veel meer dan nodig. Met onze oplossing kunnen we meer dan 99 procent van de industriële storingen vermijden, wordt de tijd dat machines stilstaan met 10 tot 20 procent verminderd en gaan de onderhoudskosten met 35 à 45 procent omlaag.'

Volgens een studie van de consultant Roland Berger past wereldwijd slechts 10 procent van de bedrijven predictief onderhoud toe. En als ze het doen, is het gemiddeld voor minder dan 10 procent van hun machinepark. 'We hebben nog veel werk', zegt Brion grinnikend. 'We zien dat steeds meer bedrijven vragende partij zijn.'

I-care kan bogen op een indrukwekkend klantenbestand. Het installeerde al sensoren bij ruim 2.000 bedrijven wereldwijd en monitort machines en installaties van vaccin- en geneesmiddelenfabrieken, kerncentrales, windturbines, voedingsbedrijven, microchipproductielijnen tot iconische monumenten als de Eiffeltoren. Bekende internationale klanten zijn onder meer Cargill, TotalEnergies, BASF of Ineos. Het Bergense bedrijf sloot zopas zijn grootste contract ooit met AB InBev. (zie inzet

Onderneming van het Jaar

Brion, van opleiding ingenieur, richtte **I-care** in 2004 samen met Arnaud Stiévenart, een van zijn beste vrienden, op. De opstart ging gepaard met de gebruikelijke uitdagingen - te weinig geld, het verfijnen van de technologie, het zoeken naar klanten - maar de afgelopen jaren kende **I-care** een exponentiële groei. In 2017 zette het een reuzenstap met de overname van zijn Vlaamse concurrent ARG Europe, het voormalige Emerson Process Management, de onderneming waar de jonge Brion in het begin van zijn carrière stage liep. In 2020 volgde de bekroning tot Franstalige Onderneming van het Jaar.

Vorig jaar kon **I-care** een omzet van 52 miljoen euro voorleggen (+41%). Dit jaar is een omzet van 70 miljoen in zicht. Een derde daarvan komt uit de farma- en voedingsindustrie en de chemiesector. Energie en wind zijn goed voor 20 procent, zware industrie (staal en mijnbouw) voor 15 procent.

Voor de volgende vijf jaar voorziet Brion een jaarlijkse groei van 50 procent per jaar. Hij mikt op 250 miljoen euro omzet in 2027. 'We willen sneller groeien dan de markt. We hebben nu een marktaandeel van ongeveer 10 procent en behoren tot de belangrijkste drie spelers op wereldvlak. Onze ambitie is wereldmarktleider te worden met een marktaandeel van 20 procent', zegt hij. Dat komt overeen met de installatie van 1 miljoen capteurs per jaar. Evenveel als de totale markt nu.

Bocht van Francorchamps

Om zijn groei te financieren haalde **I-care** sinds 2021 50 miljoen euro op, waarvan 9 miljoen bij zijn personeel. Een op de twee medewerkers is er aandeelhouder, onder wie veel Vlamingen. In 2022 zamelde het bedrijf 40 miljoen in. Dat geld kwam van bestaande en nieuwe aandeelhouders, waaronder de Waalse bank CPH, de familie Lippens (Finasucre) en het nieuwe Waalse fonds Amerigo. Brion en Stiévenart hebben de meerderheid in handen.

Een deel van het geld wordt gebruikt voor de bouw van een nieuwe fabriek tegenover de hoofdzetel in Mons. Ze moet in 2024 operationeel zijn en zal 25 miljoen euro kosten. De bedoeling is daar een deel van de productie te robotiseren.

In een derde fase van het groeiplan 'Eau Rouge' - een verwijzing naar een bocht van het circuit in Spa/Francorchamps - willen de formule 1-fans Brion en Stiévenart nog eens 50 miljoen ophalen. Dat moet onder meer dienen voor overnames. Brion: 'De markt zal consolideren. We gaan concurrenten opkopen. We mikken op bedrijven die al jaren actief zijn in het klassieke onderhoud maar wel dezelfde klanten hebben, of bedrijven die verzuimd hebben te investeren in nieuwe technologie en veroordeeld zijn te verdwijnen'.

Brion en Stiévenart hebben hun zinnen gezet op een beursgang om hun groei te financieren. Gezien het moeilijke beursklimaat staan de beursplannen voorlopig on hold, maar de operatie mag er wat hen betreft 'zo snel mogelijk' komen, mogelijk al in 2024 of in 2025. Waarom naar de beurs? 'Op het vlak van marketing en zichtbaarheid is dat op termijn interessant. Een beursgang moet ons transparanter maken en ons toelaten correct geëvalueerd te worden door de markten', klinkt het.

Belangrijkste uitdaging

Maar er is nog een reden. 'Met onze beursgang willen we onze bakermat, de Borinage, haar ambitie teruggeven om te ondernemen zoals in Vlaanderen', zegt Stiévenart. 'Want die ambitie ontbreekt hier weleens. We willen de regio haar fierheid teruggeven. We zijn in 2004 begonnen met een kapitaal van 6.200 euro. De eerste jaren liep niet alles over rozen. We hebben lang gewerkt zonder onszelf te betalen. Met de beursgang willen we de boodschap geven dat het mogelijk is wereldtop te worden.'

Brion: 'Ons voorbeeld is Silicon Valley. Lokale bedrijven investeren, gaan naar de beurs, recupereren geld en herinvesteren het in start-ups die opnieuw naar de beurs trekken. Zo is de cirkel rond. Dat is in Europa een beetje verloren gegaan. Velen hebben schrik van de beurs. In veel gevallen gaat de meerwaarde hier naar buitenlandse investeerders. Wij hebben bewust geld opgehaald bij Belgische investeerders.' Brion verwijst als inspiratie naar Marc Coucke. 'Hij investeert de meerwaarde van zijn investeringen in andere bedrijven in België, die daarmee op hun beurt kunnen groeien. Dat model willen we ook hier toepassen.'

De belangrijkste uitdaging? 'De verdere digitalisering en artificiële intelligentie', zegt Brion zonder verpinken. 'Die wordt noodzakelijk gemaakt door de toenemende schaarste van de grondstoffen en de impact daarvan op het klimaat, en het gegeven dat we meer moeten doen met minder mensen. We kunnen niet anders. We hebben geen keuze.'

I-care wil de volgende vijf jaar 1.000 mensen aanwerven. Dat verloopt minder moeizaam dan in Vlaanderen. 'Het is niet zo moeilijk mensen te vinden', zegt Brion. 'We werken samen met universiteiten en met headhunters, we hebben onze I-care Academy en we investeerden in employer branding. Mensen die komen solliciteren, laten we binnen de 48 uur weten of ze aangeworven zijn of niet. Voor jongeren is dat heel belangrijk. In veel bedrijven krijg je pas na zes weken een contract, en heb je drie interviews nodig.'

60% des salariés de Technord sont devenus actionnaires de l'entreprise



Entreprises La famille Foucart reste l'actionnaire majoritaire de cette société d'électricité industrielle, en pleine croissance, après

avoir réussi les virages de l'informatique industrielle et aujourd'hui de l'intelligence artificielle.

« Faire se rapprocher la logique économique et la logique sociale, ça a été le combat de toute ma vie. » Michel Foucart est particulièrement réjoui de voir le succès de l'opération d'ouverture du capital de la société familiale à ses salariés. Quelque 240 collaborateurs sur un effectif total de 400 ont souscrit des parts lors d'une opération qui s'est clôturée le 15 novembre. Ils détiendront ensemble 20% du capital de l'entreprise. « Le ticket moyen est trois fois supérieur aux montants que nous avons imaginé, abonde Philippe Foucart, fils de Michel et actuel CEO de l'entreprise. Toutes les catégories de travailleurs ont suivi, un tiers des ouvriers a pris des parts, les délégués syndicaux ont aussi pris des parts. »

Technord avait déjà envisagé la voie de l'actionnariat salarié en 2007. Les contraintes administratives n'avaient alors pas permis d'aboutir. Quinze ans plus tard, la voie n'est toujours pas simple -on travaille avec l'argent de monsieur et madame Toulemonde, cela implique une prudence bien légitime- mais elle est devenue plus courante. Technord a pu cette fois s'inscrire dans les pas d'Easi, Movify, Automation & Robotics ou I-Care pour mener l'exercice à bien. Avec une singularité importante : aucune circonstance particulière n'incitait à cette démarche, qui repose entièrement sur les fermes convictions de la famille Foucart.

Nous ne sommes pas en effet pas dans le cadre d'une cession de l'entreprise (exemple d'A&R). A 47 ans, Philippe Foucart semble avoir l'intention de tenir le gouvernail encore quelques années. Il ne prend pas en considération les offres de rachat qui arrivent régulièrement au siège de l'entreprise et la génération suivante est trop jeune pour déjà envisager un relais (l'aîné des huit cousins a tout juste 20 ans).

Nous ne sommes pas non plus dans le cadre d'une levée de fonds (exemple d'I-Care). « Technord a les moyens de ses ambitions, assure Philippe Foucart. Nous n'avons pas de dette bancaire et j'ai la fierté de dire que nous n'avons jamais perdu d'argent, même les années plus compliquées. » Et les perspectives incitent à l'optimisme avec les énormes marchés de la production de batteries ou de la décarbonation de l'industrie, dans lesquels les métiers de Technord ont une place très importante.

Les raisons d'une vente

Alors, pourquoi cette ouverture du capital ? Philippe et Bénédicte Foucart sont convaincus qu'en cédant une partie de leurs actions, ils pérennisent l'entreprise et son ancrage local. D'un point de vue technique, parce la participation du personnel pourrait freiner voire rebuter certains acquéreurs potentiels, notamment en raison des implications en terme de gouvernance et de consolidation d'un management de type participatif. Mais surtout d'un point de vue économique. Ils citent une étude européenne qui conclut que l'actionnariat salarié augmente la productivité de 2,3% et le chiffre d'affaires de 2,4%, tout simplement grâce à l'implication et la motivation plus grande des travailleurs, à tous les échelons de l'entreprise. Ils sont par ailleurs convaincu que cette formule les aidera à attirer et fidéliser les talents, répondant ainsi à ce qui est sans doute le principal défi d'une entreprise qui a créé près de 200 postes supplémentaires sur les cinq dernières années afin de soutenir sa croissance. Technord dispose désormais de son académie interne pour améliorer constamment les compétences de ses 400 collaborateurs (auxquels il faut ajouter une centaine

d'emplois indirects et de sous-traitants). « Nous avons délivré l'an dernier 25.000 heures de formation et sans le moindre subside pour cela », précise le CEO.

Toutes les catégories de personnel

Nous savons maintenant pourquoi les propriétaires de Technord ont souhaité se lancer dans cette aventure. Mais nous ne savons pas encore comment ils ont concrétisé cette ambition. « Avec Philippe, nous avons commencé à imaginer la future structure et les modalités d'achat et de vente des actions au cours d'un repas (les repas, c'est sacré dans la famille Foucart et ça doit toujours commencer par un bon apéritif, NDLR), se souvient Bénédicte Foucart. J'ai encore le set de table sur lequel nous avons griffonné les contours du projet. » Pour mener à bien l'opération, ils ont été accompagnés par l'unité « Cession & Acquisition » de Wallonie Entreprendre.

Principe de base : l'ouverture du capital est accessible à toutes les catégories de personnel des data scientists aux monteuses. La seule condition est d'avoir un an d'ancienneté au sein de l'entreprise. Les parts doivent a priori être conservées au moins trois ans, afin de garantir la vision à long terme qui est l'un des buts de l'opération. Deux cents quarante personnes ont donc décidé de souscrire et généralement bien au-delà de la mise de fond minimale fixée à 200 euros. « Qu'il y ait autant de gens qui se projettent chez nous à plus de trois ans, c'est formidable », pointe Philippe Foucart. C'est d'autant plus vrai que 30% de ces salariés-actionnaires ont moins de de trois ans d'ancienneté chez Technord et que l'âge moyen des souscripteurs est de 31 ans. « Les jeunes ont investi dans le projet, c'est la ressource de demain pour le groupe et cela va étaler les entrées et sorties de l'actionnariat », se réjouit Bénédicte Foucart. Ils notent par ailleurs avec satisfaction qu'on est autour des 60% d'actionnaires dans toutes les agences du groupe (Liège, Louvain-La-Neuve, Charleroi, Lille, Orléans, Lyon, Amsterdam...) et pas uniquement au siège central à Tournai.

Si l'opération était ouverte à tous, la famille Foucart avait sondé au préalable le comité de direction (11 personnes), avec ici un apport minimal de 8.000 euros. Si « la garde rapprochée » ne suivait pas à concurrence d'au moins 75%, tout le projet aurait été repensé. Elle a suivi à 100% et aucun directeur ne s'est contenté du plancher d'investissement. « Cette marque de confiance était pour nous indispensable », disent Bénédicte et Philippe Foucart.

Quand réaliser ses plus-values ?

Ces 240 personnes, directeurs inclus, n'ont pas acheté directement des parts du groupe Technord mais bien de la société TAS (Technord Actionnariat Salarié). Celle-ci rachètera des parts de Philippe et Bénédicte Foucart à concurrence de 20% de l'ensemble. Elle sera, à ce titre, représentée au conseil d'administration. Le prix d'achat a été défini par Deloitte, sur base d'une formule intégrant l'Ebitda des trois dernières années et la position de trésorerie de l'entreprise. L'investissement total des salariés représente 30% du prix d'achat, dont le montant est tenu secret mais qui se calcule en millions d'euros. Le solde sera apporté par Wallonie Entreprendre et par un prêt de la famille Foucart à TAS. Les dividendes des premières années serviront à rembourser les dettes de TAS.

Les dividendes, parlons-en. Ils ne vont a priori pas être gigantesques car Technord a pour habitude –« et ça ne changera pas », assure Philippe Foucart- de distribuer la moitié de son bénéfice sous forme de bonus à l'ensemble du personnel. Le retour sur investissement, les salariés-actionnaires l'auront essentiellement lors de la revente de leurs actions, en faisant le pari que l'entreprise aura continué à croître et que sa valeur aura donc augmenté. Le chiffre d'affaires, qui était de 90 millions l'an dernier, devrait atteindre 120 millions cette année, 150 millions en 2024 et on table sur les 200 millions en 2027.

Les perspectives sont donc encourageantes. Encore faut-il pouvoir trouver un acquéreur pour revendre. Dans les sociétés non-cotées, c'est parfois un problème. Technord a prévu une fenêtre de vente tous les trois ans vers les collègues d'abord, Wallonie Entreprendre ensuite (durant les 10 premières années), puis TAS et, enfin, en dernier ressort, la famille Foucart. « Cela garantit de la liquidité pour les actionnaires », résume Bénédicte Foucart. Les cessions se feront toujours, selon la formule imaginée au départ par Deloitte et dont les paramètres auront évolué. Les personnes qui quittent l'entreprise (retraite, départ volontaire, licenciement) sont obligées de vendre leurs parts à brève échéance. Les statuts prévoient aussi une possibilité de vente exceptionnelle, hors de la fenêtre triennale, en cas de circonstances personnelles imprévisibles (maladie d'un proche, par exemple).

Encadré

Carte de visite

Technord est une PME familiale, fondée en 1945 à Tournai. Elle s'est fortement développée ces dernières années, en évoluant progressivement de l'électricité industrielle (qui reste son premier métier) vers l'informatique industrielle et l'intelligence artificielle. Cet éventail de compétences lui permet d'aider ses clients à optimiser leurs lignes de production. Parmi les clients de Technord, on trouve des géants de la pharma (Takeda, GSK, IBA), de l'agro-alimentaire (Moët & Chandon, Panzani), de l'extraction (Holcim, Lhoist), de l'énergie (Engie, Elia), etc.

L'entreprise emploie aujourd'hui 400 personnes et a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 90 millions d'euros. Il devrait grimper cette année à 120 millions et continuer vers les 200 millions d'euros à l'horizon 2027.

La Commission européenne favorable à l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie.

PLAN LARGE PAGES 6-7

9
jeudi 9 novembre 2023
www.lecho.be

142^e ANNÉE
N°219
BEL 3,50 €
LUX 4,00 €

L'Echo



La biotech
liégeoise
Dendrogenix
veut soigner la
surdité avec
un
médicament.

PAGE 13

Visé par les villes
et la justice,
Airbnb évolue
malgré tout.

PAGE 12



I-care surveillera les sites
d'AB InBev dans 50 pays.

PAGE 11



Fabrice Brion,
CEO d'I-care Group.

Une base militaire américaine expose
11 villages wallons à une eau toxique.

PAGE 4

Entreprendre & Investir

L'ÉCHO JEUDI 9 NOVEMBRE 2023

Biotech

Soigner la surdité par médicament, le pari de Dendrogenix.

INNOVER PAGE 13

Spécialiste de la «maintenance prédictive», I-care va surveiller les sites du géant brassicole AB InBev dans 50 pays. Un contrat d'une ampleur inédite pour la société montoise.

L'ange gardien des brasseries d'AB InBev se prénommera I-care

SIMON SOURIS

Nature du client oblige, ce n'est pas au champagne, mais bien à la bière que ce nouveau gigas-contrat a été fêté. Et pour cause, l'entreprise montoise I-care a été choisie pour surveiller sur les cinq prochaines années les sites de production du géant brassicole AB InBev dans 50 pays.

On parle ici d'un ordre de grandeur jamais vu pour le «B». L'issue des machines industrielles et l'entreprise de l'année 2020, «Ce contrat représente environ 20% de notre capacité de production (soit un million d'unités en 2024, NDLR)», précise Fabrice Brion, CEO et cofondateur. «Dès, on a tendance à dire à chaque fois que l'on signe le plus important contrat de notre histoire, mais c'est vrai. On signe des contrats de plus en plus gros, comme ici encore.» Nous n'en saurons pas plus.

Grâce à l'intelligence artificielle

(IA) et ses capteurs développés et produits à Mons, l'entreprise I-care est capable de prédire plus de 200 problèmes machine types sur base de données récoltées sur site (vibrations, ultrasons, dégagements de chaleur...).

Ses services de maintenance prédictive, tels que qualifiés dans le jargon, sont ainsi prisés par les brasseries, mais pas que. On retrouve ainsi ses clients dans des secteurs aussi divers que l'agro-alimentaire, l'industrie lourde, la chimie ou encore l'énergie. Un parc de plus de 300.000 équipements dans le monde est surveillé par ses soins.

Croissance

À côté de sa croissance organique, I-care grandit également par acquisition. Fin septembre, le champion montois s'offre ainsi le spécialiste namurois du développement et de la production de cartes électroniques Ceyna Electronic, signant au passage sa sixième opération de croissance externe en six ans. Plus tôt cette année, c'était le formateur

américain en diagnostic et monitoring vibratoire TAC qui passait sous pavillon botain.

À la clé, l'entreprise a d'ores et déjà atteint la croissance de 2022 pour 2023, à savoir 35%. De quoi lui permettre de loger un chiffre d'affaires de près de 70 millions cette année, contre 50 millions sur l'exercice écoulé.

Pour financer cette stratégie, de même que l'objectif de doubler ses douze filiales à l'étranger, I-care peut compter sur sa levée de quelque 40 millions d'euros auprès de la banque européenne CFI et de fonds wallons de relance privé-public, Anarigo.

Intervenu fin de l'année 2022 et soutenu également par les Lippens (Finasoc), s'apprenait-on après coup, le tour de table s'inscrit dans le cadre d'une opération à tirage, dont le dernier volet doit être achevé en bourse. La société montoise est conseillée à cet effet depuis mai de l'an passé par Bruno Colmant (ex-banquier et dirigeant d'Eurocoot Brussels), au rang d'administrateur indépendant,

ainsi que par la banque d'affaires JP Morgan.

Mémoire

Fondée en 2004 sur base d'un mémoire académique, I-care compte désormais plus de 750 employés répartis entre seize pays. Ses fondateurs, Fabrice Brion et Arnaud Stévenant, détiennent encore la majorité du capital. Un employé sur deux y a également investi suite à l'entrée de près de 200 employés au capital. Fin 2022, tout comme l'outil économique et financier wallon WEL (ex-SIRW) et l'invest montois IMIC.

D'ici à 2025, un cap a été fixé: 250 millions d'euros de chiffre d'affaires. Un scénario «réaliste», à en croire Fabrice Brion, puisque le chiffre d'affaires a augmenté jusqu'ici de 35% par an en moyenne depuis 2011. À noter, moins d'une machine sur mille dans le monde est aujourd'hui équipée d'un dispositif de maintenance prédictive. Ce qui ouvre d'importantes perspectives pour le leader mondial dans sa niche, I-care.

0,1%

Moins d'une machine sur 1.000 (soit 0,1%) dans le monde est aujourd'hui équipée d'un dispositif de maintenance prédictive. De quoi ouvrir d'importantes perspectives.



L'usine d'Ambev, filiale brésilienne d'AB InBev, dans la ville de Pirai, au Brésil. I-care va surveiller les sites du géant brassicole AB InBev dans 50 pays. © REUTERS

L'ange gardien des brasseries d'AB InBev se prénommera **I-care**



Spécialiste de la "maintenance prédictive", **I-care va surveiller les sites du géant brassicole AB InBev dans 50 pays. Un contrat d'une ampleur inédite pour la société montoise.**

Nature du client oblige, ce n'est pas au champagne, mais bien à la bière que ce nouveau giga-contrat a été fêté. Et pour cause, l'entreprise hennuyère **I-care** a été choisie pour surveiller sur les cinq prochaines années les sites de production du géant brassicole AB InBev dans 50 pays.

On parle ici d'un . "Ce contrat représente aux environs 20% de notre capacité de production (soit un million d'unités en 2024, NDLR)", précise **Fabrice Brion**, CEO et cofondateur. "Alors, on a tendance à dire à chaque fois que l'on signe le plus important contrat de notre histoire, mais c'est vrai. On signe des contrats de plus en plus gros, comme ici encore". Nous n'en saurons pas plus.

Grâce à l'intelligence artificielle (IA) et ses capteurs développés et produits à Mons, **I-care** est capable de prédire plus de 200 problèmes machine types sur base de données récoltées sur site (vibrations, ultrasons, dégagements de chaleur...). Ses services de "maintenance prédictive", tels que qualifiés dans le jargon, sont ainsi prisés par les brasseurs, mais pas que. On retrouve ses clients dans des secteurs aussi divers que l'agro-alimentaire, l'industrie lourde, la pharma, la chimie ou encore l'énergie. Un parc de plus de 300.000 équipements dans le monde est surveillé par ses soins.

D'ici à 2025, un cap a été fixé: 250 millions d'euros de chiffre d'affaires. Un scénario "prudent", à en croire **Fabrice Brion**, puisque le chiffre d'affaires a augmenté jusqu'ici de 35% par an en moyenne depuis 2011.

Croissance

À côté de sa croissance organique, **I-care** grandit également par acquisitions. Fin septembre, le champion hennuyer s'offrait ainsi le spécialiste namurois du développement et de la production de cartes électroniques Cepy Electronics, signant au passage sa sixième opération de croissance externe en six ans. Plus tôt cette année, c'était le formateur américain en diagnostic et monitoring vibratoire TAC qui passait sous pavillon borain.

À la clé, l'entreprise a d'ores et déjà atteint la croissance de 2022 pour 2023, à savoir 35%. De quoi lui permettre de lorgner un chiffre d'affaires de près de 70 millions cette année, contre 50 millions sur l'exercice écoulé.

Pour financer cette stratégie, de même que l'objectif de doubler ses douze filiales à l'étranger, **I-care** peut compter sur sa levée de quelque 40 millions d'euros auprès de la banque hennuyère CPH et du fonds wallon de relance privé/public Amerigo.

Intervenu fin 2022 et soutenu également par les Lippens (Finasucré), apprenait-on après coup, le tour de table s'inscrit dans le cadre d'une opération à tiroirs, dont le dernier volet doit être une entrée en bourse. La société est conseillée à cet effet depuis mai de l'an passé par Bruno Colmant ex-banquier et dirigeant d'Euronext Brussels, au rang d'administrateur indépendant, ainsi que par la banque d'affaires JP Morgan.

Moins d'une machine sur mille dans le monde est aujourd'hui équipée d'un dispositif de maintenance prédictive. De quoi ouvrir d'importantes perspectives.

Mémoire

Fondée en 2004 sur base d'un mémoire académique , **I-care** compte désormais plus de 750 employés répartis entre seize pays. Ses fondateurs, **Fabrice Brion** et Arnaud Stiévenart, détiennent encore la majorité du capital. Un employé sur deux y a également investi suite à l'entrée de près de 200 employés au capital, fin 2021 , tout comme l'outil économique et financier wallon WE (ex-SRIW) et l'invest hennuyer IMBC.

D'ici à 2025, un cap a été fixé: 250 millions d'euros de chiffre d'affaires Un scénario "prudent" , à en croire **Fabrice Brion** , puisque le chiffre d'affaires a augmenté jusqu'ici de 35% par an en moyenne depuis 2011. À noter, moins d'une machine sur mille dans le monde est aujourd'hui équipée d'un dispositif de maintenance prédictive . Ce qui ouvre d'importantes perspectives pour le leader mondial dans sa niche, **I-care** .

Simon Souris



DU BELGO-BELGE À TAILLE MONDIALE

I-care signe le plus gros contrat de son histoire avec AB InBev

La firme montoise assurera les services de maintenance prédictive dans toutes les usines du n° 1 mondial de la brasserie. CHRISTOPHE DE CAEVEL

“ Si on m'avait dit en 2004 à la création de notre entreprise que nous aurions l'honneur de signer un contrat mondial avec un groupe comme AB InBev, je ne l'aurais pas cru », sourit Arnaud Stievenart, cofondateur d'I-care. Certes, celle-ci compte des sociétés comme GSK ou TotalEnergies parmi ses clientes mais un tel deal mondial, c'est une première. Si le contrat-cadre se déploie au rythme escompté, il couvrira jusqu'à 20 % de la capacité de production des capteurs de l'entreprise montoise. “ Cela ne veut pas dire 20 % de notre chiffre d'affaires, précise Arnaud Stievenart. Nous ne voulons pas être dépendants d'un seul client. Le plus gros représente moins de 10 % de notre chiffre d'affaires.” I-care avait déjà signé des contrats de maintenance prédictive pour plusieurs usines d'AB InBev. Le

partenariat est désormais étendu à l'ensemble du groupe, présent dans plus de 50 pays. “ C'est vraiment un groupe global, souligne Ben Detober, CEO d'I-care USA. Nous avons négocié ce contrat avec deux acheteurs en Inde et au Brésil, et avec un décideur technique au Canada.”

Prédire les pannes

“ Il y a quand même une histoire belge derrière AB InBev, qui rend ce deal un peu spécial, ajoute Arnaud Stievenart. On sous-estime la capacité technique que nous avons en Belgique. Nous pouvons prédire les pannes des machines, c'est quand même extraordinaire ! Comme c'est extraordinaire de voir Aerospacelab fabriquer des satellites... Sur le plan technique, nous n'avons rien à envier aux Etats-Unis mais nous osons moins le dire.” Si I-care peut assurer de telles missions planétaires, c'est grâce à sa technologie Wi-care mise sur le marché en 2015 et qui permet de surveiller à distance l'état des machines. L'entreprise avait levé l'an dernier 50 millions d'euros afin de passer à une production de masse et réduire ainsi le coût de sa technologie. L'idée était que les grands clients généralisent alors le service I-care à tous leurs équipements

au lieu de le réserver aux machines ou usines les plus sensibles.

“ Le contrat avec AB InBev s'inscrit dans cette logique d'une mesure à distance d'une très grande quantité d'équipements. Cela démontre que nous avons vu juste », résume Arnaud Stievenart. Précision importante : si les données sont collectées par des capteurs et analysées par l'intelligence artificielle, I-care tient à maintenir une intervention humaine en bout de chaîne. “ Nous prévoyons un contact régulier pour présenter les résultats et prioriser les actions, poursuit le cofondateur. Il n'y a pas que la technologie, il faut garder ce lien humain pour faire passer les messages.” A priori, le service plaît car le taux de rotation des clients est... proche de zéro ! Ce contrat a été signé aux Etats-Unis, pays qui pèse désormais 15 % du chiffre d'affaires d'I-care. Sa filiale locale est dirigée par Ben Detober, dont le parcours illustre la philosophie d'I-care. Cet ingénieur industriel fut en effet le septième employé recruté par I-care et il a gravi les échelons depuis. “ C'est l'une de nos forces pour attirer des talents aux Etats-Unis, dit-il. Nous leur offrons un contrat, mais surtout des plans de carrière et de formation. Nous les aidons à se projeter dans l'avenir.” ①



La société montoise **I-care** décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire

La société **I-care**, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire, annonce-t-elle jeudi dans un communiqué. Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays.

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent. AB InBev "renforce son expertise, grâce notamment à une prise de décisions fondées sur des données chiffrées, et maintient, ainsi, un haut degré de performances", souligne **I-care**.

Le montant exact du contrat n'a pas été dévoilé mais un porte-parole d'I-care a précisé que l'accord représentait 20% de la capacité de production annuelle de capteurs.

Fondée à Mons en 2004, **I-care** compte plus de 750 employés et des filiales dans 14 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. A l'aide de solutions basées sur l'intelligence artificielle, le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 70 milliards d'euros) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

CLA

Henegouws bedrijf monitort fabrieksinstallaties van AB InBev

Het bedrijf **I-care** uit Bergen, dat gespecialiseerd is in voorspellend machineonderhoud, heeft met brouwer AB InBev het grootste contract uit zijn geschiedenis afgesloten. Het zal machines monitoren in alle productievestigingen van de brouwer, in een vijftigtal landen, zo heeft **I-care** donderdag aangekondigd.

Concreet zullen de machines uitgerust worden met door **I-care** ontwikkelde sensoren, om mogelijke pannes preventief op te sporen. "Onze AI- en datagestuurde oplossingen voorspellen industriële storingen maanden of zelfs jaren voordat ze zich voordoen", zegt het bedrijf zelf in een persbericht.

Welke bedragen met het contract gemoeid zijn, wordt niet gepreciseerd. Maar een woordvoerder van **I-care** geeft mee dat het 20 procent vertegenwoordigt van de jaarlijkse productiecapaciteit van de sensoren.

I-care werd in 2004 opgericht in Bergen. Het telt nu meer dan 750 werknemers, heeft kantoren in veertien landen, en bedient klanten in sectoren als voeding, farma en chemie. De sensoren zijn ook te vinden in kerncentrales en op monumenten zoals de Eiffeltoren in Parijs. In 2020 werd het bedrijf uitgeroepen tot Franstalige Onderneming van het Jaar.

CLA

La société montoise **I-care** décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire

La société **I-care, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire, annonce-t-elle jeudi dans un communiqué. Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays.**

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent. AB InBev "renforce son expertise, grâce notamment à une prise de décisions fondées sur des données chiffrées, et maintient, ainsi, un haut degré de performances", souligne **I-care**.

Le montant exact du contrat n'a pas été dévoilé mais un porte-parole d'I-care a précisé que l'accord représentait 20% de la capacité de production annuelle de capteurs.

Fondée à Mons en 2004, **I-care** compte plus de 750 employés et des filiales dans 14 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. A l'aide de solutions basées sur l'intelligence artificielle, le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 70 milliards d'euros) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

CLA

La société montoise **I-care** décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire

La société **I-care**, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire, annonce-t-elle jeudi dans un communiqué. Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays.

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent. AB InBev "renforce son expertise, grâce notamment à une prise de décisions fondées sur des données chiffrées, et maintient, ainsi, un haut degré de performances", souligne **I-care**.

Le montant exact du contrat n'a pas été dévoilé mais un porte-parole d'I-care a précisé que l'accord représentait 20% de la capacité de production annuelle de capteurs.

Fondée à Mons en 2004, **I-care** compte plus de 750 employés et des filiales dans 14 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. A l'aide de solutions basées sur l'intelligence artificielle, le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 70 milliards d'euros) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

[Belga Belga](#)

La société montoise **I-care** décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire

La société **I-care**, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire, annonce-t-elle jeudi dans un communiqué. Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays.

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent. AB InBev "renforce son expertise, grâce notamment à une prise de décisions fondées sur des données chiffrées, et maintient, ainsi, un haut degré de performances", souligne **I-care**.

Le montant exact du contrat n'a pas été dévoilé mais un porte-parole d'I-care a précisé que l'accord représentait 20% de la capacité de production annuelle de capteurs.

Fondée à Mons en 2004, **I-care** compte plus de 750 employés et des filiales dans 14 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. A l'aide de solutions basées sur l'intelligence artificielle, le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 70 milliards d'euros) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

[Belga Belga](#)

La société montoise **I-care** décroche avec AB InBev le plus gros contrat de son histoire

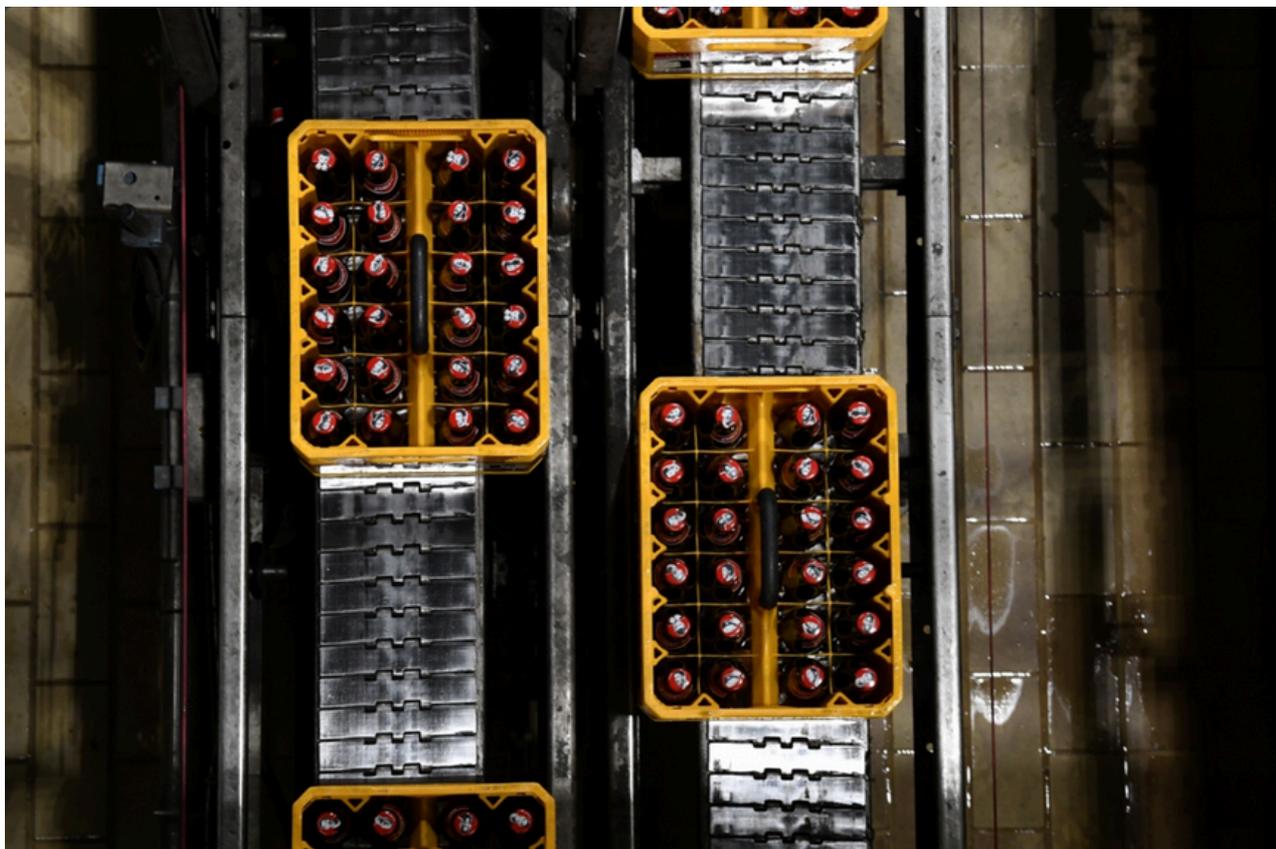
La société **I-care**, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire, annonce-t-elle jeudi dans un communiqué. Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays.

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent. AB InBev "renforce son expertise, grâce notamment à une prise de décisions fondées sur des données chiffrées, et maintient, ainsi, un haut degré de performances", souligne **I-care**.

Le montant exact du contrat n'a pas été dévoilé mais un porte-parole d'I-care a précisé que l'accord représentait 20% de la capacité de production annuelle de capteurs.

Fondée à Mons en 2004, **I-care** compte plus de 750 employés et des filiales dans 14 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. A l'aide de solutions basées sur l'intelligence artificielle, le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 70 milliards d'euros) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

Henegouws bedrijf monitort fabrieksinstallaties van AB InBev



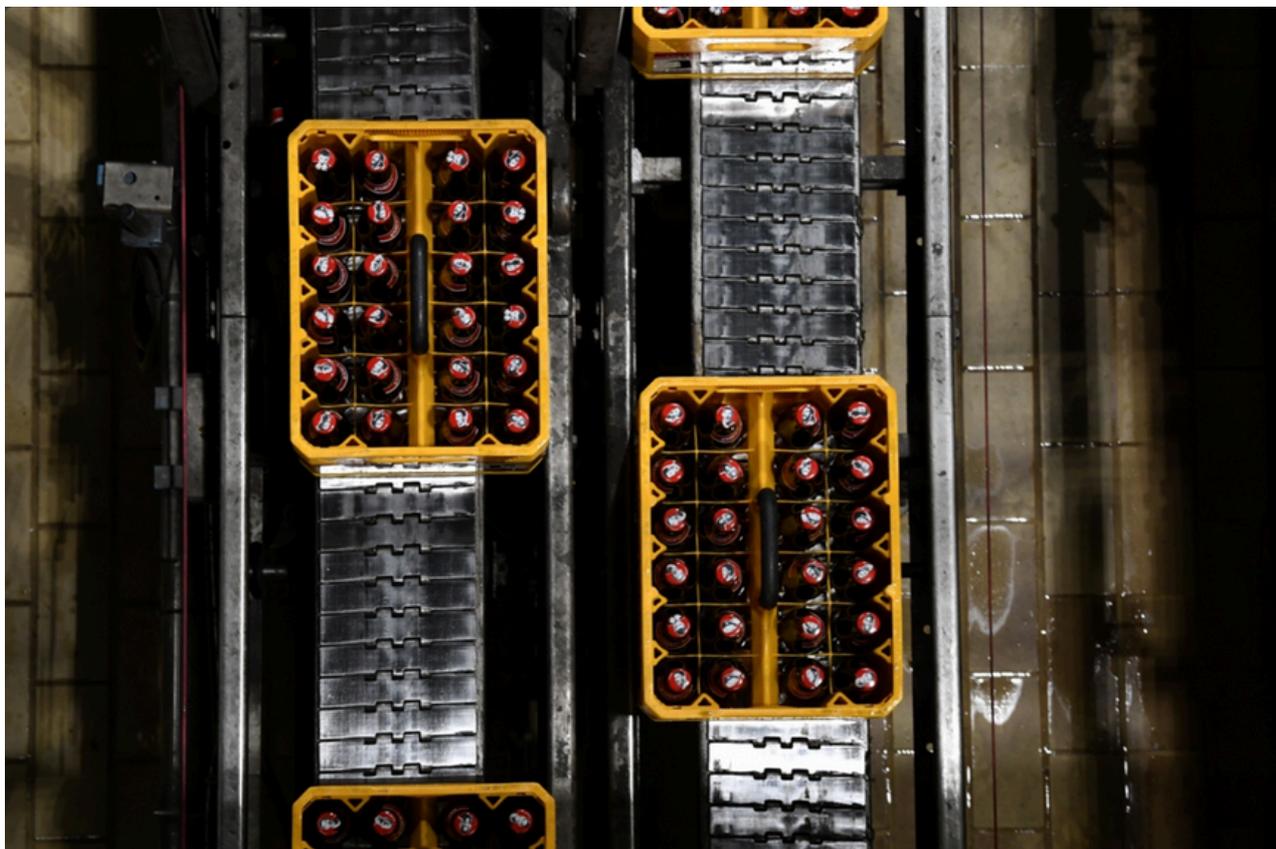
Het bedrijf **I-care** uit Bergen, dat gespecialiseerd is in voorspellend machineonderhoud, heeft met brouwer AB InBev het grootste contract uit zijn geschiedenis afgesloten. Het zal machines monitoren in alle productievestigingen van de brouwer, in een vijftigtal landen, zo heeft **I-care** donderdag aangekondigd.

Concreet zullen de machines uitgerust worden met door **I-care** ontwikkelde sensoren, om mogelijke pannes preventief op te sporen. "Onze AI- en datagestuurde oplossingen voorspellen industriële storingen maanden of zelfs jaren voordat ze zich voordoen", zegt het bedrijf zelf in een persbericht.

Welke bedragen met het contract gemoeid zijn, wordt niet gepreciseerd. Maar een woordvoerder van **I-care** geeft mee dat het 20 procent vertegenwoordigt van de jaarlijkse productiecapaciteit van de sensoren.

I-care werd in 2004 opgericht in Bergen. Het telt nu meer dan 750 werknemers, heeft kantoren in 14 landen, en bedient klanten in sectoren als voeding, farma en chemie. De sensoren zijn ook te vinden in kerncentrales en op monumenten zoals de Eiffeltoren in Parijs. In 2020 werd het bedrijf uitgeroepen tot Franstalige Onderneming van het Jaar.

Henegouws bedrijf monitort fabrieksinstallaties van AB InBev



Het bedrijf **I-care** uit Bergen, dat gespecialiseerd is in voorspellend machineonderhoud, heeft met brouwer AB InBev het grootste contract uit zijn geschiedenis afgesloten. Het zal machines monitoren in alle productievestigingen van de brouwer, in een vijftigtal landen, zo heeft **I-care** donderdag aangekondigd.

Concreet zullen de machines uitgerust worden met door **I-care** ontwikkelde sensoren, om mogelijke pannes preventief op te sporen. “Onze AI- en datagestuurde oplossingen voorspellen industriële storingen maanden of zelfs jaren voordat ze zich voordoen”, zegt het bedrijf zelf in een persbericht.

Welke bedragen met het contract gemoeid zijn, wordt niet gepreciseerd. Maar een woordvoerder van **I-care** geeft mee dat het 20 procent vertegenwoordigt van de jaarlijkse productiecapaciteit van de sensoren.

I-care werd in 2004 opgericht in Bergen. Het telt nu meer dan 750 werknemers, heeft kantoren in 14 landen, en bedient klanten in sectoren als voeding, farma en chemie. De sensoren zijn ook te vinden in kerncentrales en op monumenten zoals de Eiffeltoren in Parijs. In 2020 werd het bedrijf uitgeroepen tot Franstalige Onderneming van het Jaar.

09/11 | Dominantie grootbanken zet rem op spaarrente | 'Machinedokter' I-care wereldwijd aan de slag voor AB-Inbev | Waar kunnen we nog zonnepanelen leggen?

De 7 is een dagelijkse podcast van De Tijd. U krijgt het nieuws dat u nodig heeft om uw dag goed te starten in zeven punten. Wat zit er in De 7 vandaag?

Er is te weinig concurrentie tussen de banken, en daardoor loopt de spaarder rente-inkomsten mis. Dat zegt de Belgische concurrentiewaakhond in een pittig nieuw rapport.

De Henegouwse machinedokters van I-care gaan wereldwijd defecten voorspellen in de werktuigen van gigabrouwer AB-Inbev. We praten met de oprichter van I-care.

En tegen 2050 hebben we meer dan 6 keer meer zonnepanelen nodig. Waar gaan we die leggen in het kleine Vlaanderen? De Agri-PV-oplossing, in de landbouw, is veelbelovend, maar ook controversieel.

[Bert Rymen, Roan Van Eyck, Tijd Redactie](#)



Mon 5 à 7 avec Damien

[index-bel-rtl.htm](#)

[Click here](#) to visit the page.



I-care décroche le plus gros contrat de son histoire



Entreprises La société **I-care**, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire, annonce-t-elle dans un communiqué.

Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays.

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent. AB InBev « renforce son expertise, grâce notamment à une prise de décisions fondées sur des données chiffrées, et maintient, ainsi, un haut degré de performances », souligne **I-care**.

Le montant exact du contrat n'a pas été dévoilé mais un porte-parole d'I-care a précisé que l'accord représentait 20% de la capacité de production annuelle de capteurs.

Fondée à Mons en 2004, **I-care** compte plus de 750 employés et des filiales dans 14 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. A l'aide de solutions basées sur l'intelligence artificielle, le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 70 milliards d'euros) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

I-Care, pépète montoise devenue l'un des leaders mondiaux en maintenance prédictive: "En tant que wallon, il faut oser entreprendre", encourage son patron

Fabrice Brion, le fondateur de I-Care, était l'invité de Bel RTL. Le directeur d'un leader mondial wallon en maintenance prédictive, nommé manager de l'année 2023, tient un discours positif sur sa région. Il estime que les Wallons n'ont pas à rougir de leurs capacités, que du contraire: "Il faut oser entreprendre", encourage-t-il.

Fabrice Brion est un exemple de réussite. La société I-Care qu'il a cofondée en 2004 est devenue en quelques années un leader mondial dans un domaine bien particulier : la maintenance prédictive. " On est l'ange gardien des machines industrielles : on va mesurer une série de paramètres avec des capteurs sur les machines industrielles pour les rendre plus fiables, plus propres, plus sûres", a-t-il décrit ce matin sur Bel RTL.

La pépète wallonne embauche aujourd'hui 750 employés " dont plus de la moitié ont été embauchés sur les trois dernières années" . L'entreprise est présente dans une vingtaine de pays, mais son siège est à Mons et le restera. " J'aime ma ville" , confie le directeur qui précise que l'entreprise est aussi présente à Bruxelles, Liège et en Flandre.

I-Care, qui bénéficie d'un chiffre d'affaires en pleine croissance, ne cache pas son ambition. "Nous voulons multiplier notre chiffre d'affaires par cinq dans les cinq prochaines années ", déclare **Fabrice Brion**, dont les employés sont aussi actionnaires de l'entreprise. " A chaque tour de table, les employés sont invités à participer aux mêmes conditions que les cofondateurs et les investisseurs", décrit-il.

Les instruments de mesure sont fabriqués à Mons. Pour prédire le moment où les machines vont tomber en panne, I-Care utilise de l'intelligence artificielle. "Il y a vingt ans, quand on a commencé, on recevait une donnée tous les trois mois. Aujourd'hui, on en reçoit une toutes les quinze minutes ", a-t-il comptabilisé.

Interrogé sur les clichés au sujet du Hainaut, stigmatisant parfois cette région comme improductive, [Fabrice Brion](#) les a contredit. "Je ne sais pas vraiment s'il y a des clichés. Moi, je n'en ai jamais souffert. La meilleure manière qu'il n'y ait pas de clichés, c'est justement d'oser. Oser entreprendre en tant que wallon, oser se développer pour montrer que la Wallonie n'est plus celle des clichés ", a-t-il expliqué, précisant par ailleurs que 50% des employés d'I-Care étaient basés en Flandre et qu'il n'avait observé "aucune différence notable entre eux et les employés francophones wallons.

Après avoir signé des contrats très fructueux avec un géant américain de l'agro-alimentaire, I-Care vient de signer le plus gros contrat de son histoire avec le géant brassicole AB-InBev. Selon son directeur, I-Care ne fait pas face à la pénurie de main d'œuvre actuelle. "Pour deux raisons, comptabilise [Fabrice Brion](#) . La première raison est qu'on a un taux de rotation de personnel extrêmement faible : on investit beaucoup pour que les gens restent chez nous. La deuxième est qu'on grandit : on doit embaucher pour faire face à cette croissance. Là, on investit dans le recrutement mais aussi dans la formation Icare Academy pour les métiers, Icare University pour nos futurs managers".

I-Care embauche majoritairement des ingénieurs, mais propose aussi " des profils pour des personnes moins qualifiées".

Nouveau contrat historique pour la société de Mons I-Care : son fondateur, **Fabrice Brion**, est en plus nominé pour le manager de l'année

La société I-Care est toujours en pleine expansion partout dans le monde avec sa technologie permettant de prévenir les pannes des machines industrielles. Elle vient d'ailleurs d'obtenir un très gros contrat ! Et **Fabrice Brion** est nominé pour devenir le manager de l'année. Une autre société montoise fait d'ailleurs également partie des nominés : **Ecosteryl**.

La société I-Care, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire. Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays.

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent.

Contrat avec AB Inbev

Le montant exact du contrat n'a pas été dévoilé mais un porte-parole d'I-Care a précisé que l'accord représentait 20 % de la capacité de production annuelle de capteurs.

Fondée à Mons en 2004, I-Care compte plus de 750 employés et des filiales dans 14 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. À l'aide de solutions basées sur l'intelligence artificielle, le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 70 milliards d'euros) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux. I-Care ambitionne désormais d'entrer en bourse.

Candidats managers de l'année

Fabrice Brion, le fondateur d'I-Care est par ailleurs en lice pour être nommé manager de l'année. Dans le concours organisé par Trends Tendance et Canal Z, un jury composé de spécialistes a identifié cinq candidats dont **Fabrice Brion** et une autre société montoise : Ecosteryl. Olivier Dufrasne, Amélie Matton et Romain Dufrasne sont candidats managers de l'année pour cette société. Pour rappel, Ecosteryl est une société qui existe depuis 75 ans à Mons. Dans les années 2000, elle a mis au point une machine qui décontamine les déchets médicaux infectieux.

L'équipe d'AMB Ecosteryl à Mons. - Anthony Dehez

Nos deux entreprises montoises ont déjà reçu plusieurs prix chacune. Mais pas encore celui de manager(s) de l'année ! Pour voter, rendez-vous sur le site . Les votes sont ouverts jusqu'au 7 décembre inclus. Les résultats seront dévoilés le 10 janvier 2024 à l'occasion d'une soirée de gala.



I-care décroche le plus gros contrat de son histoire



La société I-care, spécialisée dans la maintenance prédictive, annonce une collaboration unique dans un communiqué.

Elle s'est en effet engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays. Le contrat le plus important de l'histoire d'I-care.

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent. AB InBev « renforce son expertise, grâce notamment à une prise de décisions fondées sur des données chiffrées, et maintient, ainsi, un haut degré de performances », souligne I-care.

“Si on m'avait dit en 2004 à la création de notre entreprise que nous aurions l'honneur de signer un contrat mondial avec un groupe comme AB InBev, je ne l'aurais pas cru”, sourit Arnaud Stievenart, cofondateur d'I-care. Certes, celle-ci compte des sociétés comme GSK ou TotalEnergies parmi ses clientes mais un tel deal mondial, c'est une première. Si le contrat-cadre se déploie au rythme escompté, il couvrira jusqu'à 20% de la capacité de production des capteurs de l'entreprise montoise. “Cela ne veut pas dire 20% de notre chiffre d'affaires, précise Arnaud Stievenart. Nous ne voulons pas être dépendants d'un seul client. Le plus gros représente moins de 10% de notre chiffre d'affaires.”

« Nous tenons à remercier AB InBev pour sa confiance. Nous sommes ravis de soutenir l'une des plus grandes entreprises mondiales dans sa volonté de développer en permanence des processus de production toujours plus efficaces, plus sûrs et plus durables », a déclaré Joel Crawford, directeur des ventes chez [I-care](#) Reliability.

Objectif de croissance

Un contrat unique – le plus gros jamais conclu par [I-care](#) – qui démontre l'ambition du groupe. Celle de multiplier la taille d'I-care par cinq. Un solide défi. « Les innovations technologiques développées en interne rendent les industries plus efficaces et plus durables. Suite à notre levée de fonds de 50 millions d'euros l'année dernière, ce contrat unique avec AB InBev démontre que nous sommes sur la bonne voie », a ainsi conclu Fabrice Brion, Cofondateur et CEO d'I-care Group.

[I-care](#) avait déjà signé des contrats de [maintenance prédictive](#) pour plusieurs usines d'AB InBev. Le partenariat est désormais étendu à l'ensemble du groupe, présent dans plus de 50 pays. « C'est vraiment un groupe global, souligne Ben Detober, CEO d'I-care USA. Nous avons négocié ce contrat avec deux acheteurs en Inde et au Brésil, et avec un décideur technique au Canada. »

Prédire les pannes

“Il y a quand même une histoire belge derrière AB InBev, qui rend ce deal un peu spécial, ajoute Arnaud Stievenart. On sous-estime la capacité technique que nous avons en Belgique. Nous pouvons prédire les pannes des machines, c'est quand même extraordinaire! Comme c'est extraordinaire de voir Aerospacelab fabriquer des satellites... Sur le plan technique, nous n'avons rien à envier aux États-Unis mais nous osons moins le dire.”

Si [I-care](#) peut assurer de telles missions planétaires, c'est grâce à sa technologie Wi-care mise sur le marché en 2015 et qui permet de surveiller à distance l'état des machines. L'entreprise avait levé l'an dernier 50 millions d'euros afin de passer à une production de masse et réduire ainsi le coût de sa technologie. L'idée était que les grands clients généralisent alors le service [I-care](#) à tous leurs équipements au lieu de le réserver aux machines ou usines les plus sensibles. "Le contrat avec AB InBev s'inscrit dans cette logique d'une mesure à distance d'une très grande quantité d'équipements. Cela démontre que nous avons vu juste", résume Arnaud Stievenart. Précision importante: si les données sont collectées par des capteurs et analysées par l'intelligence artificielle, [I-care](#) tient à maintenir une intervention humaine en bout de chaîne. "Nous prévoyons un contact régulier pour présenter les résultats et prioriser les actions, poursuit le cofondateur. Il n'y a pas que la technologie, il faut garder ce lien humain pour faire passer les messages." A priori, le service plaît car le taux de rotation des clients est... proche de zéro!

Ce contrat a été signé aux Etats-Unis, pays qui pèse désormais 15% du chiffre d'affaires d'I-care. Sa filiale locale est dirigée par Ben Detober, dont le parcours illustre la philosophie d'I-care. Cet ingénieur industriel fut en effet le septième employé recruté par [I-care](#) et il a gravi les échelons depuis. "C'est l'une de nos forces pour attirer des talents aux Etats-Unis, dit-il. Nous leur offrons un contrat, mais surtout des plans de carrière et de formation. Nous les aidons à se projeter dans l'avenir."

Maintenance

I-care décroche, avec AB InBev, le plus gros contrat de son histoire

La société montoise I-care, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire. Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du groupe brassicole, répartis dans une cinquantaine de pays. Les machines du brasseur seront équipées de capteurs développés par I-care afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent. Fondée en 2004, I-care compte plus de 750 employés, des filiales dans 14 pays et des clients dans plus de 55 pays. (Belga)

Comment profiter de votre pension à l'étranger.

MON ARGENT
PAGES 41-42

Brian Chesky (Airbnb)
«Je ne compte pas me battre avec les villes du monde entier.»

INTERVIEW PAGES 23-24



Comment capitaliser sur le regain d'éclat de l'or?

INVESTIR
PAGES 37-38

François Hollande
«Il faut faire comprendre à Israël qu'il lui faut penser à l'avenir.»

INTERVIEW PAGES 16-17



122^e ANNÉE
N°220
BEL 5,80 €
LUX 6,50 €



week-end

vendredi 10 novembre 2023
www.lecho.be

L'Echo

Échassières, 373 habitants et capitale européenne du lithium.

REPORTAGE PAGES 6-7

Le réalisme magique de Balaji, candidat belge aux Oscars.

CULTURE PAGE 45



I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie

L'entreprise va construire une ligne de production à Mons pour fabriquer en interne des millions d'objets connectés, dont ceux des industriels wallons.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE ET SIMON SOURIS

C'est une étape majeure que s'apprête à franchir I-care. L'entreprise montoise, leader mondial des solutions de maintenance prédictive pour les entreprises, va implanter à Mons une ligne de production d'objets connectés.

Sans rentrer dans les détails, Fabrice Brion, le CEO d'I-care, confirme le projet et parle d'un investissement de plusieurs dizaines de millions d'euros. Outre via une récente levée de fonds, l'investissement sera soutenu par la Région wallonne à travers l'initiative industrielle 3i. Ce vaste programme public vise à soutenir 17 projets d'innovation industrielle en Wallonie, dont celui d'I-care, qui pourrait bénéficier d'une dizaine de millions pour déployer un outil industriel en Wallonie.

Pour le ministre wallon de l'Économie Willy Borssat, cette étape est vae comme un élément majeur dans le processus de réindustrialisation de la Wallonie. «Notre Région se démarque déjà dans de nombreux domaines mais nous devons soutenir encore davantage ces secteurs prioritaires qui vont être les leviers de la relance et pourvoyeurs de l'emploi du futur.» Concrètement, le projet opéré par I-care en collaboration

avec le centre de recherche Siris, va permettre à l'entreprise montoise de localiser en Belgique une grande partie de sa production de capteurs qui pédisent l'état de l'outillage des industriels.

«Se positionner comme facteur de références»

«Aujourd'hui, nous nous traitons cette production auprès de fournisseurs qui se situent un peu partout dans le monde. Demain, ces objets connectés seront fabriqués chez nous», explique Fabrice Brion.

«Notre capacité de production pourra servir à d'autres acteurs. La ligne de production sera ainsi capable de fabriquer plusieurs millions d'unités à Mons.»

FABRICE BRION
CEO D'I-CARE

Mais cela va plus loin. «On compte également se positionner comme facteur de référence pour les acteurs industriels qui voudraient connecter leurs produits (camion, boîte, montres...). Avec ce projet, on fait le pari d'une véritable réindustrialisation européenne sur l'industrie 4.0.»

Utilisée pour les besoins d'I-care, la ligne de production pourra ainsi fournir d'autres entreprises européennes. «Nous serons capables de fabriquer pour d'autres acteurs des prototypes et des objets connectés en grande série. La ligne de production sera ainsi capable de fabriquer plusieurs millions d'unités à Mons», précise le CEO.

Selon le timing de l'investissement, le site de production, qui s'étendra sur 18.000 m², sera complètement opérationnel en 2027.

L'investissement devrait créer 60 emplois directs et plusieurs dizaines d'emplois indirects. «Le traitement des données et la création de logiciels vont être des vecteurs de création d'emplois.»



La fascination de l'inachevé de Tomaso Buzzi en Ombrie.

Sabato

PUBLICITÉ

Être bien entouré, ça n'a pas de prix.

Découvrez des partenariats uniques entre des personnes passionnées et talentueuses.

Retrouvez le magazine Precious. Partnerships. Dès aujourd'hui dans Sabato.

Precious. Partnerships.



Degroof
Petercam
Trust. Knowledge.

I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie



L'entreprise va construire une ligne de production à Mons pour fabriquer en interne des millions d'objets connectés, dont ceux des industriels wallons.

C'est une étape majeure que s'apprête à franchir I-care. L'entreprise montoise, leader mondial des solutions de **maintenance prédictive** pour les entreprises, va implanter à Mons une ligne de production d'objets connectés.

Sans rentrer dans les détails, Fabrice Brion, le CEO d'I-care, confirme le projet et parle d'un investissement de plusieurs dizaines de millions d'euros. Outre via une récente levée de fonds, l'investissement sera soutenu par la Région wallonne à travers l'initiative industrielle S3. Ce vaste programme public vise à soutenir 17 projets d'innovation industrielle en Wallonie, dont celui d'I-care, qui pourrait bénéficier d'une dizaine de millions pour redéployer un outil industriel en Wallonie.

Pour le ministre wallon de l'Économie Willy Borsus , cette étape est vue comme un élément majeur dans le processus de réindustrialisation de la Wallonie. "Notre Région se démarque déjà dans de nombreux domaines mais nous devons soutenir encore davantage ces secteurs prioritaires qui vont être les leviers de la relance et pourvoyeurs de l'emploi du futur."

"Notre capacité de production pourra servir à d'autres acteurs. La ligne de production sera ainsi capable de fabriquer plusieurs millions d'unités à Mons."

Fabrice Brion

Ceo d'I-care

"Se positionner comme l'acteur de référence"

Concrètement, le projet opéré par I-care en collaboration avec le centre de recherche Sirris, va permettre à l'entreprise montoise de localiser en Belgique une grande partie de sa production de capteurs qui prédisent l'état de l'outillage des industriels. "Aujourd'hui, nous sous-traitons cette production auprès de fournisseurs qui se situaient un peu partout dans le monde. Demain, ces objets connectés seront fabriqués chez nous", explique Fabrice Brion.

Mais cela va plus loin. "On compte également se positionner comme l'acteur de référence pour les acteurs industriels qui voudraient connecter leurs produits (camion, hotte, montres...). Avec ce projet, on fait le pari d'une véritable réindustrialisation européenne sur l'industrie 4.0".

Utilisée pour les besoins d'I-care, la ligne de production pourra ainsi fournir d'autres entreprises européennes. "Nous serons capables de fabriquer pour d'autres acteurs des prototypes et des objets connectés en grande série. La ligne de production sera ainsi capable de fabriquer plusieurs millions d'unités à Mons", précise le CEO.

Selon le timing de l'investissement, le site de production, qui s'étendra sur 18.000 m², sera complètement opérationnel en . L'investissement devrait créer 60 emplois directs et plusieurs dizaines d'emplois indirects. "Le traitement des données et la création de logiciels vont être des vecteurs de création d'emplois."

Simon Souris, François-Xavier Lefèvre

Économie & Politique Belgique

Un CDI sur six est rompu dans les six mois

La rupture rapide de contrats de travail embarrasse les entreprises qui sont confrontées à des pénuries de personnel, constate Secorex qui s'est penché sur ce phénomène dans une étude menée auprès de 59.724 travailleurs en Belgique.

76,8% des contrats à durée indéterminée (CDI) qui ont été signés en 2022 ont été rompus dans les six mois, 64,5% par des «fast quitters», ces travailleurs qui quittent volontairement leur job, et 35,5% suite à un licenciement.

«L'impact de ces recrutements infructueux ne doit pas être sous-estimé, en particulier pour les PME.»

SÉBASTIEN COBUT
DIRECTEUR DE SECUREX
CONSULTING

Cette situation est plus fréquente dans les PME de moins de 50 travailleurs (23,5%) qui représentent la grande majorité des employeurs belges. Ils ne disposent pas d'un département RH ou des ressources pour sélectionner ou tester les candidats...

Les ouvriers claquent plus volontiers la porte. Les employés sont davantage licenciés.

Investissement

«L'impact de ces recrutements infructueux ne doit pas être sous-estimé», avertit Sébastien Cobut, directeur de Securex Consulting.

«Le recrutement et l'intégration d'un nouveau collègue ont un coût et exigent un investissement en temps pour le former. Lorsque le contrat est rompu aussi vite, l'investissement ne porte pas ses fruits. Il en attendant, les collaborateurs doivent prendre en charge le travail de l'ancien collègue.»

«Il est important d'une procédure de recrutement minutieuse pour s'assurer que le candidat possède les aptitudes requises, qu'il est motivé, adhère aux valeurs et à la culture de l'entreprise. Ensuite, une politique d'accueil, d'onboarding et un accompagnement du manager sont indispensables.»

MURIEL MICHEL

Pour le ministre wallon de l'Économie **Willy Borsus**, les mesures prises jusqu'ici par la Wallonie pour remettre les personnes à l'emploi «ne produisent pas assez d'effets».

«L'activation des chômeurs est la priorité de la Wallonie»



À titre personnel, Willy Borsus plaide pour une limitation dans le temps des indemnités de chômage. © ANTOINETTE WILBERT / HANS LUCAS

LE RÉSUMÉ

Pour le ministre de l'Économie, la clé de l'amélioration socio-économique de la Wallonie réside dans la mise à l'emploi des chômeurs.

À ses yeux, les dernières mesures prises par la Wallonie ne produisent pas assez d'effets. Il plaide notamment pour que les sanctions soient effectives.

À côté de l'emploi, il évoque les perspectives de réindustrialisation et met en avant le nouveau projet d'«-care». L'entreprise va investir dans une ligne de production à Mons.

FRANÇOIS-XAVIER LEFFÈVE

Où va la Wallonie? Depuis les crises, et particulièrement celle du covid, on a beaucoup entendu parler de réindustrialisation, de stratégie de relocalisation des filières. Le gouvernement wallon dirigé par le socialiste Elio Di Rupo s'est également assigné comme objectif de réduire le taux de chômage pour atteindre les 7% chez les 20-64 ans d'ici 2030, soit 10% de plus qu'aujourd'hui. Sur le terrain, la création d'entreprises a augmenté de 8,3% en 2022. Le politique y voit des frémissements, même si d'autres continuent à pester contre une certaine logique de «bassins», un saupoudrage des moyens financiers et un chômage endémique.

Un gamechanger

«Viable tout en étant très rond dans ses propos, le ministre de l'Économie Willy Borsus (MR) ne donne pas tort aux critiques sur l'emploi. Il reconnaît que l'objectif de taux d'emploi fixé en début de législature ne sera pas rencontré. «On doit continuer à travailler fortement les mesures destinées à activer le marché du travail.» Selon lui, il faut faire plus vite et plus fort. Il n'hésite pas à y voir un gamechanger. «L'activation des demandeurs d'emploi, c'est la priorité de la Wallonie. Ce qui devait être accéléré, c'est le marché de l'emploi en priorité. L'activation du marché de l'emploi et singulièrement d'un certain nombre de demandeurs d'emploi reste aujourd'hui un chantier largement ouvert.»

Mais il refuse les critiques laissant imaginer que le gouvernement découvre ce dossier en fin de législature, au point d'aller frapper en urgence à la porte du Recem il y a trois semaines. «Il y a par exemple eu les opérations coup de boost, les incitatifs financiers pour promouvoir les formations dans les métiers en pénurie. Mais ce que nous observons, c'est que les mesures ne produisent pas assez d'effets, puisque le nombre de métiers en pénurie continue à croître d'une part, et qu'il y a 214.000 demandeurs d'emploi inoccupés. On doit donc accélérer le rythme, on doit décider de réformes complémentaires.» Quitte à secouer de toute urgence le Recem.

Sa solution, défendue par l'ensemble des libéraux, serait d'inciter fortement les demandeurs d'emploi à prendre le chemin du travail. «D'autres mettent l'accent sur l'accompagnement. Le gouvernement a eu une rencontre

avec le Recem et nous avons demandé des mesures complémentaires fortes avec des effets rapides. Et lorsque le demandeur d'emploi refuse un emploi considéré comme convenable ou lorsqu'il refuse de s'inscrire dans une formation considérée comme adaptée par rapport à sa situation, s'il y a des refus, il faut une sanction. Le but n'est pas de sanctionner pour sanctionner mais la sanction doit être effective. À titre personnel, je suis favorable à ce que les indemnités de chômage soient limitées dans le temps. Mais ce type de débat fait partie des débats des prochaines négociations gouvernementales.»

Moins de saupoudrage dans la recherche

À côté de cet important chapitre, Willy Borsus a finalisé ce jeudi en gouvernement un dossier stratégique, notamment encouragé par le patronat wallon, avec la fusion des centres de recherche. «Il y a une volonté d'atteindre des masses critiques et de sortir des logiques de bassin ou des logiques de territoire telles qu'on les a observées dans le passé. Il s'agit d'un processus de fusion progressif pour atteindre des masses critiques. On rassemblera par exemple 100-150 chercheurs. Cela doit donner une autre amplitude aux structures avec des perspectives plus importantes, en ce compris la participation à des programmes européens.»

Le ministre évoquait le levier de l'emploi. Il aurait tout aussi bien pu aborder l'interview en pointant l'innovation comme la mère nourricière de la Wallonie. Il nous parle de la stratégie de la S3. Dernière ces termes abscons, il faut voir une stratégie de spécialisation. Elle vise à travers l'innovation à réimplanter en Wallonie l'industrie du futur. On y trouve des projets dans l'agroalimentaire, les matériaux... «Le gouvernement a approuvé récemment 17 dossiers

liés à des appels à projets. L'idée est de dire quels sont nos grands choix et nos priorités et comment on peut rassembler les acteurs pour porter un certain nombre de projets.»

Sur le terrain, on devine déjà les effets de cette S3 avec par exemple l'entreprise I-care et son mégaprojet de fabrication de capteurs pour l'industrie 4.0 à travers la construction d'une ligne de production à Mons (lire en page 1). «C'est un projet qui n'aurait pas été possible sans tout le travail de recherche et d'innovation. Cela ramène de l'activité industrielle. Le fait de pouvoir digitaliser un certain nombre de process est un élément majeur de la croissance industrielle chez nous.»

La Wallonie ne fera pas comme la France

On souligne malgré tout que la Wallonie n'a pas réussi à attirer le projet de Futuro, ce dernier préférant la Normandie pour construire son usine de plastiques biosourcés.

La Wallonie n'arriverait-elle pas à séduire? demande-t-on. «Je voudrais casser les idées à un candidat parce qu'on me cite régulièrement des gigafactories ou autres usines qui sont installées soit en France, soit en Allemagne. Elles y sont installées au prix d'aides de centaines de millions d'euros d'argent public qui sont mobilisées par les États concernés. Mais est-ce qu'en Wallonie, ou en Belgique, on se voit accorder plusieurs centaines de millions pour localiser une gigafactory de batteries? Je ne pense pas. Mais plutôt que de rêver de dédier plusieurs centaines de millions pour attirer telle ou telle entreprise, il faut investir dans la recherche et l'innovation, et dans la formation. On s'appassera sur tel ou tel dossier mais d'autres nous manquent comme I-care. Oéou. Je ne suis pas aveugle face à certaines difficultés mais il faut souligner la performance d'un certain nombre

«Est-ce qu'en Wallonie, ou en Belgique, on se voit accorder plusieurs centaines de millions pour localiser une gigafactory de batteries? Je ne pense pas.»

WILLY BORSUS (MR)
MINISTRE WALLON
DE L'ÉCONOMIE

d'acteurs et de secteurs. Mais on revient encore et toujours à la question de l'emploi. Le futur de la Région passe par la croissance socio-économique. L'activation des ressources est le seul chemin de la Wallonie. Il n'y en a pas d'autres qui soient pertinentes.»

Sans se lancer en campagne à huit mois du scrutin, on entend forcément la petite musique destinée à séduire l'électeur... «Il est clair que le poids qui est le nôtre (chez celui du Mouvement réformateur) est déterminant pour mettre en œuvre ce discours.» Willy Borsus se montre malgré tout satisfait de la cohabitation avec les socialistes. «Elle a permis un certain nombre d'ouvertures. Le message porté au Recem avec Elio Di Rupo il y a trois semaines s'accompagnait d'une obligation de résultats.» Voilà qui est dit!

IMMOBILIER D'INVESTISSEMENT



Investissez dans votre propre paradis

- Seul d'investissement sans avoir des frais d'accès à partir de 185 000 €
- Excellent rendement moyen de 5,5%
- Emplacement unique au Cap Nord ou en Andalousie

Vous êtes à la recherche d'un investissement rentable?

Découvrez Serena Bay ou l'île paradisiaque du Cap Nord et l'océan de Barbate sur la Costa de la Luz en Andalousie

Intéressé(e)?

Partagez-nous lors d'une séance d'information, inscrivez-vous sur www.bay.com.eu/serenabay.com

Willy Borsus : "L'activation des chômeurs est la priorité de la Wallonie"



Pour le ministre wallon de l'Économie Willy Borsus, les mesures prises jusqu'ici par la Wallonie pour remettre les personnes à l'emploi "ne produisent pas assez d'effets."

Où va la Wallonie ? Depuis les crises, et particulièrement celle du covid, on a beaucoup entendu parler de réindustrialisation, de stratégie de relocalisation des filières. Le gouvernement wallon dirigé par le socialiste Elio Di Rupo s'est également assigné comme objectif de redorer le taux d'emploi pour atteindre les 75% chez les 20-64 ans d'ici 2030, soit 10% de plus qu'aujourd'hui. Sur le terrain, la création d'entreprises a augmenté de 8,3 % en 2022. Le politique y voit des frémissements même si d'autres continuent à pester contre une certaine logique de bassins, un saupoudrage des moyens financiers et un chômage endémique.

Un gamechanger

Volubile tout en étant très rond dans ses propos, le ministre de l'Économie Willy Borsus (MR) ne donne pas tort aux critiques sur l'emploi. Il reconnaît que l'objectif de taux d'emploi fixé en début de législature ne sera pas rencontré. "On doit continuer à travailler fortement les mesures destinées à activer le marché du travail." Selon lui, il faut faire plus vite, et plus fort. Il n'hésite pas à y voir un gamechanger. "L'activation des demandeurs d'emploi, c'est la priorité de la Wallonie. Ce qui devrait être amélioré, c'est le marché de l'emploi en priorité. L'activation du marché de l'emploi et singulièrement d'un certain nombre de demandeurs d'emploi reste aujourd'hui un chantier largement ouvert

"L'activation du marché de l'emploi et singulièrement d'un certain nombre de demandeurs d'emploi reste aujourd'hui un chantier largement ouvert."

Willy Borsus (MR)

Ministre wallon de l'Economie

Mais il refuse les critiques laissant imaginer que le gouvernement découvre ce dossier en fin de législature, au point d'aller frapper en urgence à la porte du Forem il y a trois semaines. "Il y a par exemple eu les opérations coup de boost, les incitants financiers pour promouvoir les formations dans les métiers en pénurie. Mais ce que nous observons, c'est que les mesures ne produisent pas assez d'effets puisque le nombre de métiers en pénurie continue à croître d'une part, et qu'il y a 219.000 demandeurs d'emploi inoccupés. On doit donc accélérer le rythme, on doit décider de réformes complémentaires." Quitte à secouer de toute urgence le Forem...

Sa solution, défendue par l'ensemble des libéraux, serait d'inciter fortement les demandeurs d'emploi à prendre le chemin du travail. "D'autres mettent l'accent sur l'accompagnement. Le gouvernement a eu une rencontre avec le Forem et nous avons demandé des mesures complémentaires fortes avec des effets rapides. Et lorsque le demandeur d'emploi refuse un emploi considéré comme convenable ou lorsqu'il refuse de s'inscrire dans une formation considérée comme adaptée par rapport à sa situation, s'il y a deux refus, il faut une sanction. Le but n'est pas de sanctionner pour sanctionner mais la sanction doit être effective. À titre personnel, je suis favorable à ce que les indemnités de chômage soient limitées dans le temps. Mais ce type de débat fait partie des débats des prochaines négociations gouvernementales."

"Je suis favorable à ce que les indemnités de chômage soient limitées dans le temps. Mais ce type de débat fait partie des débats des prochaines négociations gouvernementales."

Willy Borsus (MR)

Ministre wallon de l'Economie

Moins de saupoudrage dans la recherche

À côté de cet important chapitre, Willy Borsus a finalisé ce jeudi en gouvernement un dossier stratégique, notamment encouragé par le patronat wallon, avec la fusion des centres de recherche . "Il y a une volonté d'atteindre des masses critiques et de sortir des logiques de bassin ou des logiques de territoire telles qu'on les a observées dans le passé. Il s'agit d'un processus de fusion progressif pour atteindre des masses critiques. On rassemblera par exemple 100-150 chercheurs. Cela doit donner une autre amplitude aux structures avec des perspectives plus importantes, en ce compris la participation à des programmes européens."

Le ministre évoquait le levier de l'emploi. Il aurait tout aussi bien pu aborder l'interview en pointant l'innovation comme la mère nourricière de la Wallonie. Il nous parle de la stratégie de la S3. Derrière ces termes abscons, il faut voir une stratégie de spécialisation. Elle vise à travers l'innovation à réimplanter en Wallonie l'industrie du futur. On y trouve des projets dans l'agroalimentaire, les matériaux... "Le gouvernement a approuvé récemment 17 dossiers liés à des appels à projets . L'idée est de dire quels sont nos grands choix et nos priorités et comment on peut rassembler les acteurs pour porter un certain nombre de projets."

Sur le terrain, on devine déjà les effets de cette S3 avec par exemple l'entreprise [I-care](#) et son méga-projet de fabrication de capteurs pour l'industrie 4.0 à travers la construction d'une ligne de production à Mons . "C'est un projet qui n'aurait pas été possible sans tout le travail de recherche et d'innovation. Cela ramène de l'activité industrielle . Le fait de pouvoir digitaliser un certain nombre de process est un élément majeur de la croissance industrielle chez nous."

"Est-ce qu'en Wallonie, ou en Belgique, on se voit accorder plusieurs centaines de millions pour localiser une gigafactory de batteries? Je ne pense pas."

Willy Borsus (MR)

Ministre wallon de l'Economie

La Wallonie ne fera pas comme la France

On souligne malgré tout que la Wallonie n'a pas réussi à attirer le projet de Futerro , ce dernier préférant la Normandie pour construire son usine de plastiques biosourcés.

La Wallonie n'arriverait-elle pas à séduire ? demande-t-on. "Je voudrais casser les pattes à un canard parce qu'on me cite régulièrement des gigafactories ou autres usines qui sont installées soit en France, soit en Allemagne. Elles y sont installées au prix d'aides de centaines de millions d'euros d'argent public qui sont mobilisées par les États concernés. Mais est-ce qu'en Wallonie, ou en Belgique, on se voit accorder plusieurs centaines de millions pour localiser une gigafactory de batteries? Je ne pense pas. Mais plutôt que de rêver de dédier plusieurs centaines de millions pour attirer telle ou telle entreprise, il faut investir dans la recherche et l'innovation , et dans la formation. On s'appesantit sur tel ou tel dossier mais d'autres rayonnent comme I-care, Odoo. Je ne suis pas aveugle face à certaines difficultés mais il faut souligner la performance d'un certain nombre d'acteurs et de secteurs. Mais on revient encore et toujours à la question de l'emploi. Le futur de la Région passe par la croissance socio-économique. L'activation des ressources est le seul chemin de la Wallonie. Il n'y en a pas d'autres qui soient pertinents."

Sans se lancer en campagne à huit mois du scrutin, on entend forcément la petite musique destinée à séduire l'électeur... " Il est clair que le poids qui est le nôtre (lisez celui du Mouvement réformateur) est déterminant pour mettre en œuvre ce discours. " Willy Borsus se montre malgré tout satisfait de la cohabitation avec les socialistes. "Elle a permis un certain nombre d'ouvertures. Le message porté au Forem avec Elio Di Rupo il y a trois semaines s'accompagnait d'une obligation de résultats." Voilà qui est dit!

Le résumé

Pour le ministre de l'Économie, la clé de l'amélioration socio-économique de la Wallonie réside dans la mise à l'emploi des chômeurs.

À ses yeux, les dernières mesures prises par la Wallonie ne produisent pas assez d'effets. Il plaide notamment pour que les sanctions soient effectives.

À côté de l'emploi, il évoque les perspectives de réindustrialisation et met en avant le nouveau projet d'I-care. L'entreprise va investir dans une ligne de production à Mons.

François-Xavier Lefèvre

I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie (PRESS)

L'entreprise montoise I-care, leader mondial des solutions de maintenance prédictive pour les entreprises, va implanter à Mons une ligne de production d'objets connectés, annonce le journal L'Echo vendredi.

L'investissement devrait s'élever à plusieurs dizaines de millions d'euros et sera soutenu en partie par la Wallonie, à travers l'initiative industrielle S3.

Concrètement, le projet opéré par I-care en collaboration avec le centre de recherche Sirris, va permettre à l'entreprise montoise de localiser en Belgique une grande partie de sa production de capteurs qui prédisent l'état de l'outillage des industriels.

"Aujourd'hui, nous sous-traitons cette production auprès de fournisseurs qui se situaient un peu partout dans le monde. Demain, ces objets connectés seront fabriqués chez nous", explique à L'Echo Fabrice Brion, le PDG d'I-care.

La ligne de production pourra aussi fournir d'autres entreprises européennes.

Selon le calendrier de l'investissement, le site de production, qui s'étendra sur 18.000 m², sera complètement opérationnel en 2027.

L'investissement devrait créer 60 emplois directs et plusieurs dizaines d'emplois indirects.

Disclaimer: Belga diffuse quotidiennement des dépêches reprenant des informations provenant d'autres médias. Ces dépêches sont identifiables par le mot-clé PRESS. Belga ne peut toutefois pas être tenu pour responsable de ces informations fournies par d'autres médias. Merci aux rédactions qui les utiliseraient de toujours citer la source exacte des informations relayées par Belga.

BAJ

I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie

L'entreprise montoise I-care, leader mondial des solutions de maintenance prédictive pour les entreprises, va implanter à Mons une ligne de production d'objets connectés, annonce le journal L'Echo vendredi.

L'investissement devrait s'élever à plusieurs dizaines de millions d'euros et sera soutenu en partie par la Wallonie, à travers l'initiative industrielle S3.

Concrètement, le projet opéré par I-care en collaboration avec le centre de recherche Sirris, va permettre à l'entreprise montoise de localiser en Belgique une grande partie de sa production de capteurs qui prédisent l'état de l'outillage des industriels.

"Aujourd'hui, nous sous-traitons cette production auprès de fournisseurs qui se situaient un peu partout dans le monde. Demain, ces objets connectés seront fabriqués chez nous", explique à L'Echo Fabrice Brion, le PDG d'I-care.

La ligne de production pourra aussi fournir d'autres entreprises européennes.

Selon le calendrier de l'investissement, le site de production, qui s'étendra sur 18.000 m², sera complètement opérationnel en 2027.

L'investissement devrait créer 60 emplois directs et plusieurs dizaines d'emplois indirects.

BAJ

I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie

L'entreprise montoise I-care, leader mondial des solutions de **maintenance prédictive** pour les entreprises, va implanter à Mons une ligne de production d'objets connectés, annonce le journal L'Echo vendredi.

L'investissement devrait s'élever à plusieurs dizaines de millions d'euros et sera soutenu en partie par la Wallonie, à travers l'initiative industrielle S3.

Concrètement, le projet opéré par **I-care** en collaboration avec le centre de recherche Sirris, va permettre à l'entreprise montoise de localiser en Belgique une grande partie de sa production de capteurs qui prédisent l'état de l'outillage des industriels.

"Aujourd'hui, nous sous-traitons cette production auprès de fournisseurs qui se situaient un peu partout dans le monde. Demain, ces objets connectés seront fabriqués chez nous", explique à L'Echo Fabrice Brion, le PDG d'I-care.

La ligne de production pourra aussi fournir d'autres entreprises européennes.

Selon le calendrier de l'investissement, le site de production, qui s'étendra sur 18.000 m², sera complètement opérationnel en 2027.

L'investissement devrait créer 60 emplois directs et plusieurs dizaines d'emplois indirects.

Belga Belga

I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie

L'entreprise montoise I-care, leader mondial des solutions de **maintenance prédictive** pour les entreprises, va implanter à Mons une ligne de production d'objets connectés, annonce le journal L'Echo vendredi.

L'investissement devrait s'élever à plusieurs dizaines de millions d'euros et sera soutenu en partie par la Wallonie, à travers l'initiative industrielle S3.

Concrètement, le projet opéré par **I-care** en collaboration avec le centre de recherche SIRRIS, va permettre à l'entreprise montoise de localiser en Belgique une grande partie de sa production de capteurs qui prédisent l'état de l'outillage des industriels.

"Aujourd'hui, nous sous-traitons cette production auprès de fournisseurs qui se situaient un peu partout dans le monde. Demain, ces objets connectés seront fabriqués chez nous", explique à L'Echo Fabrice Brion, le PDG d'I-care.

La ligne de production pourra aussi fournir d'autres entreprises européennes.

Selon le calendrier de l'investissement, le site de production, qui s'étendra sur 18.000 m², sera complètement opérationnel en 2027.

L'investissement devrait créer 60 emplois directs et plusieurs dizaines d'emplois indirects.

[Belga Belga](#)

I-care fait le pari de la réindustrialisation en Wallonie

L'entreprise montoise I-care, leader mondial des solutions de **maintenance prédictive** pour les entreprises, va implanter à Mons une ligne de production d'objets connectés, annonce le journal L'Echo vendredi.

L'investissement devrait s'élever à plusieurs dizaines de millions d'euros et sera soutenu en partie par la Wallonie, à travers l'initiative industrielle S3.

Concrètement, le projet opéré par **I-care** en collaboration avec le centre de recherche Sirris, va permettre à l'entreprise montoise de localiser en Belgique une grande partie de sa production de capteurs qui prédisent l'état de l'outillage des industriels.

"Aujourd'hui, nous sous-traitons cette production auprès de fournisseurs qui se situaient un peu partout dans le monde. Demain, ces objets connectés seront fabriqués chez nous", explique à L'Echo Fabrice Brion, le PDG d'I-care.

La ligne de production pourra aussi fournir d'autres entreprises européennes.

Selon le calendrier de l'investissement, le site de production, qui s'étendra sur 18.000 m², sera complètement opérationnel en 2027.

L'investissement devrait créer 60 emplois directs et plusieurs dizaines d'emplois indirects.

FABRICE BRION, CEO D'I-CARE

Un leader mondial décidé à peser cinq fois plus

Toujours à la tête du groupe qu'il a cofondé, Fabrice Brion peut se targuer de diriger un leader mondial. Ce spécialiste de la maintenance prédictive compte 750 personnes et compte multiplier son activité par cinq. Tout en gardant l'humain au cœur de son développement. CHRISTOPHE CHARLOT

Quand il assiste au Grand Prix de Spa-Francorchamps, Fabrice Brion ne se contente pas d'observer les bolides tourner. Il y puise aussi de l'inspiration. C'est ainsi que l'opération de levée de fonds menée pour I-care en 2022 à hauteur de 50 millions d'euros, était appelée en interne "l'opération Eau Rouge", du nom du virage du célèbre circuit wallon qui fait la différence entre les amateurs et les professionnels.

Le fondateur et CEO d'I-care est mordu de F1. En témoignent les photos de bolides, les casques et autres souvenirs de circuits qu'il affiche dans son bureau à Mons. Mais Fabrice Brion aime surtout les valeurs qu'il trouve dans ce sport.

La performance, bien sûr. Mais aussi la recherche de durabilité. "C'est dans la F1 que l'on trouve le plus de progrès en matière d'émissions et de consommation, insiste le patron d'I-care. Les véhicules tournent toujours plus vite mais consomment de moins en moins." Sans oublier l'humain: "il s'agit de l'un des rares sports qui combine individuel et équipe. Et il doit y avoir énormément de respect et de confiance entre les pilotes pour rouler à 300 km/h les uns près des autres". Ces valeurs, ce sont aussi celles que Fabrice Brion entend insuffler dans le groupe qu'il a cofondé voici quasi 20 ans et qui s'est spécialisé dans la maintenance prédictive au travers de la combinaison de capteurs (produits en Belgique) et de logiciels. La performance, il la place dans

ses produits et services proposés aux clients. Elle doit être au-dessus de leurs attentes et rejaillir sur l'entreprise. Quant à l'humain, le patron porte une attention toute particulière à son personnel. Et ce n'est pas un mot en l'air: il a mis en place une I-care Academy interne pour former les équipes aux métiers, ainsi qu'une I-care University pour former certains membres du personnel à des tâches de manager, "car on privilégie l'évolution interne avant de proposer des responsabilités à des externes", insiste Fabrice Brion. Le CEO d'I-care veut aussi impliquer ses employés dans l'actionariat de l'entreprise et, depuis 2008, il permet aux équipes d'acheter des actions de la société.

"L'IA EST ESSENTIELLE, MAIS L'HUMAIN DOIT AVOIR LA DÉCISION FINALE"

"L'intelligence artificielle dont on parle énormément aujourd'hui n'a rien de très nouveau pour nous. Car en réalité, elle est présente chez I-care depuis les tous débuts. I-care est natif IA. Beaucoup de gens la craignent, mais il

faut la voir comme un outil qui permet de concentrer l'intelligence humaine sur des tâches à plus forte valeur ajoutée. Un peu comme la calculatrice l'a été à un moment donné. Aujourd'hui, l'IA permet de réaliser tellement de

choses qui seraient impossibles sans elle. Notamment dans le traitement de données qui sont de plus en plus nombreuses. Imaginez qu'en 2004, quand on a lancé I-care, nous recevions des données tous les trois mois.

Aujourd'hui, nous recevons et analysons des données toutes les 15 minutes. Nous avons besoin de l'intelligence artificielle pour cela. Elle est essentielle, mais je reste convaincu que l'humain doit avoir la décision finale..."



FRÉDÉRIC SUC RAKOWSKI

Les initiatives pour choyer le personnel semblent fonctionner car, à en croire Fabrice Brion, I-care peut se targuer d'avoir un taux de départ assez faible et une moyenne d'âge de 32 ans.

Un secteur qui explose

“L'année passée, nous avons noté que 10% du personnel – soit environ 75 personnes sur 750 – était présent depuis 10 ans”, se réjouit-il. Quand on sait que la société employait 80 personnes à l'époque, c'est plutôt un beau score. Il faut dire que le groupe enregistre une énorme croissance ces dernières années, lui permettant de viser les 70 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023... et 100 millions en 2024.

“Nous sommes sur un secteur hyperporteur”, avance Fabrice Brion, relativement modeste. En réalité, l'homme a eu le génie de se lancer en 2004, avec Arnaud Stiévenart (qui reste actionnaire et administrateur), sur un créneau quasi inexistant et avec une technologie qu'il a imaginée à la suite de son mémoire de fin d'études d'ingénieur. Véritable pionnier à une époque où il fallait encore éduquer un marché balbu-

tiant, I-care est arrivé avec un produit différent et l'idée de fabriquer lui-même les capteurs. Depuis, la maintenance prédictive dans l'industrie est devenue une évidence et le marché a décollé. “Nous sommes dans le top 3 mondial”, sourit Fabrice Brion. Voire même un leader au niveau mondial car I-care possède des clients dans 55 pays, qui sont desservis au travers de 12 filiales et de quelques bureaux commerciaux. Cela lui permet de toucher de grands groupes industriels internationaux en tant qu'interlocuteur crédible, doté d'un positionnement idéal sur le marché. “Nous n'avons pas de concurrents semblables, avance le patron. Nous faisons face soit à de grandes sociétés mais qui n'ont qu'un petit département dédié à la maintenance prédictive, soit à des start-up qui n'ont pas notre taille.”

Déjà six acquisitions

Le groupe a connu une croissance phénoménale, organique, bien sûr, mais également externe. I-care a déjà racheté pas moins de six entreprises ces dernières

C.V.

- **2000.** Reliability Engineer chez Emerson Process Management
- **2001.** Master of Engineering (M.Eng.) à la Haute Ecole Roi Baudouin
- **2003.** Master in Innovative Management à l'Ecole Polytechnique de Mons2004 et création d'I-care avec Arnaud Stiévenart
- **De 2016 à 2023.** Six acquisitions d'entreprises à travers le monde
- **Depuis 2017.** Membre du conseil d'administration du pôle Mecatech

années en Belgique (Mecotec et Cepya Electronics en Wallonie et ARG EMEA en Flandre) mais également à l'étranger comme à Rotterdam (Dutch World-class Maintenance Group) ou aux Etats-Unis (Lindsay Engineering et Technical Associates of Charlotte).

Et même s'il ne dévoile pas ses intentions sur de prochaines acquisitions, Fabrice Brion ne manque pas d'afficher son ambition: “Notre plan à cinq ans est de multiplier la taille d'I-care par cinq”. Un solide défi. “Le rôle d'un CEO est d'adapter son entreprise au futur, détaille-t-il. Et parce qu'aujourd'hui, il faut souvent se préparer à toutes les éventualités, je mise sur une entreprise souple et agile. Pour cela, je laisse beaucoup d'autonomie aux équipes et je joue la carte de la transparence en interne, tant par rapport aux risques et aux challenges de l'entreprise que sur les comptes, les ventes grâce à des communications mensuelles, la politique salariale ou de recrutement.” Il insiste aussi sur la vision que doit avoir un boss d'entreprise tech en matière d'innovation. Alors que la technologie bouge sans cesse, Fabrice Brion garde le rôle de “VP R&D”: “nous avons développé plus de technologies ces trois dernières années que les 16 précédentes”. Cultivant sa curiosité pour les évolutions techs comme pour l'entrepreneuriat, il continue à se former et a notamment suivi un programme de formation de deux ans au MIT (tout en continuant à diriger I-care) et vient de postuler pour un programme à Harvard qui le pousserait à passer deux semaines à Boston... toutes les six semaines. Preuve que Fabrice Brion aime les défis, à tous les niveaux. **t**



Fabrice Brion (I-care): un leader mondial décidé à peser cinq fois plus



Toujours à la tête du groupe qu'il a cofondé, **Fabrice Brion** peut se targuer de diriger un leader mondial.

Ce spécialiste de la maintenance prédictive compte 750 personnes et compte multiplier son activité par cinq. Tout en gardant l'humain au cœur de son développement.

Quand il assiste au Grand Prix de Spa-Francorchamps, **Fabrice Brion** ne se contente pas d'observer les bolides tourner. Il y puise aussi de l'inspiration. C'est ainsi que l'opération de levée de fonds menée pour **I-care** en 2022 à hauteur de 50 millions d'euros, était appelée en interne "l'opération Eau Rouge", du nom du virage du célèbre circuit wallon qui fait la différence entre les amateurs et les professionnels. Le fondateur et CEO d'I-care est mordu de F1. En témoignent les photos de bolides, les casques et autres souvenirs de circuits qu'il affiche dans son bureau à Mons. Mais **Fabrice Brion** aime surtout les valeurs qu'il trouve dans ce sport. La performance, bien sûr. Mais aussi la recherche de durabilité. "C'est dans la F1 que l'on trouve le plus de progrès en matière d'émissions et de consommation, insiste le patron d'I-care. Les véhicules tournent toujours plus vite mais consomment de moins en moins." Sans oublier l'humain: "il s'agit de l'un des rares sports qui combine individuel et équipe. Et il doit y avoir énormément de respect et de confiance entre les pilotes pour rouler à 300 km/h les uns près des autres".

Ces valeurs, ce sont aussi celles que **Fabrice Brion** entend insuffler dans le groupe qu'il a cofondé voici quasi 20 ans et qui s'est spécialisé dans la maintenance prédictive au travers de la combinaison de capteurs (produits en Belgique) et de logiciels. La performance, il la place dans ses produits et services proposés aux clients. Elle doit être au-dessus de leurs attentes et rejaillir sur l'entreprise. Quant à l'humain, le patron porte une attention toute particulière à son personnel. Et ce n'est pas un mot en l'air: il a mis en place une **I-care** Academy interne pour former les équipes aux métiers, ainsi qu'une **I-care** University pour former certains membres du personnel à des tâches de manager, "car on privilégie l'évolution interne avant de proposer des responsabilités à des externes", insiste **Fabrice Brion**. Le CEO d'I-care veut aussi impliquer ses employés dans l'actionnariat de l'entreprise et, depuis 2008, il permet aux équipes d'acheter des actions de la société.

Les initiatives pour choyer le personnel semblent fonctionner car, à en croire **Fabrice Brion**, **I-care** peut se targuer d'avoir un taux de départ assez faible et une moyenne d'âge de 32 ans.

Un secteur qui explose

"L'année passée, nous avons noté que 10% du personnel – soit environ 75 personnes sur 750 – était présent depuis 10 ans", se réjouit-il. Quand on sait que la société employait 80 personnes à l'époque, c'est plutôt un beau score. Il faut dire que le groupe enregistre une énorme croissance ces dernières années, lui permettant de viser les 70 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023... et 100 millions en 2024.

"Nous sommes sur un secteur hyper-porteur", avance **Fabrice Brion**, relativement modeste. En réalité, l'homme a eu le génie de se lancer en 2004, avec Arnaud Stiévenart (qui reste actionnaire et administrateur), sur un créneau quasi inexistant et avec une technologie qu'il a imaginée à la suite de son mémoire de fin d'études d'ingénieur. Véritable pionnier à une époque où il fallait encore éduquer un marché balbutiant, **I-care** est arrivé avec un produit différent et l'idée de fabriquer lui-même les capteurs. Depuis, la maintenance prédictive dans l'industrie est devenue une évidence et le marché a décollé. "Nous sommes dans le top 3 mondial", sourit **Fabrice Brion**. Voire même un leader au niveau mondial car **I-care** possède des clients dans 55 pays, qui sont desservis au travers de 12 filiales et de quelques bureaux commerciaux. Cela lui permet de toucher de grands groupes industriels internationaux en tant qu'interlocuteur crédible, doté d'un positionnement idéal sur le marché. "Nous n'avons pas de concurrents semblables, avance le patron. Nous faisons face soit à de grandes sociétés mais qui n'ont qu'un petit département dédié à la maintenance prédictive, soit à des start-up qui n'ont pas notre taille."

Déjà six acquisitions

Le groupe a connu une croissance phénoménale, organique, bien sûr, mais également externe. I-care a déjà racheté pas moins de six entreprises ces dernières années en Belgique (Mecotec et Cepy Electronics en Wallonie et ARG EMEA en Flandre) mais également à l'étranger comme à Rotterdam (Dutch World-class Maintenance Group) ou aux Etats-Unis (Lindsay Engineering et Technical Associates of Charlotte).

Et même s'il ne dévoile pas ses intentions sur de prochaines acquisitions, Fabrice Brion ne manque pas d'afficher son ambition: "Notre plan à cinq ans est de multiplier la taille d'I-care par cinq". Un solide défi. "Le rôle d'un CEO est d'adapter son entreprise au futur, détaille-t-il. Et parce qu'aujourd'hui, il faut souvent se préparer à toutes les éventualités, je mise sur une entreprise souple et agile. Pour cela, je laisse beaucoup d'autonomie aux équipes et je joue la carte de la transparence en interne, tant par rapport aux risques et aux challenges de l'entreprise que sur les comptes, les ventes grâce à des communications mensuelles, la politique salariale ou de recrutement." Il insiste aussi sur la vision que doit avoir un boss d'entreprise tech en matière d'innovation. Alors que la technologie bouge sans cesse, Fabrice Brion garde le rôle de "VP R&D": "nous avons développé plus de technologies ces trois dernières années que les 16 précédentes". Cultivant sa curiosité pour les évolutions techs comme pour l'entrepreneuriat, il continue à se former et a notamment suivi un programme de formation de deux ans au MIT (tout en continuant à diriger I-care) et vient de postuler pour un programme à Harvard qui le pousserait à passer deux semaines à Boston... toutes les six semaines. Preuve que Fabrice Brion aime les défis, à tous les niveaux.

C.V.

- Reliability Engineer chez Emerson Process Management
- Master of Engineering (M.Eng.) à la Haute Ecole Roi Baudouin
- Master in Innovative Management à l'Ecole Polytechnique de Mons 2004 et création d'I-care avec Arnaud Stiévenart
- De 2016 à 2023. Six acquisitions d'entreprises à travers le monde
- Depuis 2017. Membre du conseil d'administration du pôle Mecatech

CINQ CANDIDATS EN LICE

Qui sera le Manager de l'Année 2023?

Cinq finalistes sont sur les rangs pour accéder au titre convoité de Manager de l'Année 2022 de Trends-Tendances. Dans ce numéro, nous vous présentons ces managers dont le jury a épinglé les mérites

LA RÉDACTION / PHOTOS : FRÉDÉRIC SIERAKOWSKI

C

inq finalistes sont sur les rangs pour accéder au titre convoité de Manager de l'Année 2023 de *Trends-Tendances*. Le Manager de l'Année est une récompense décernée depuis 1985 par notre magazine. Chaque année, le jury composé de membres de la rédaction et de spécialistes des milieux économiques et financiers se réunit pour désigner les finalistes. Les managers épinglés cette année sont Fabrice Brion (I-care), Ilham Kadri (Solvay), Michaël Labro (PMSweet), François Lepot (Safran Aero Boosters) et le trio Amelie Matton, Olivier Dufrasne et Romain Dufrasne (Ecosteryl) dont vous découvrirez les

portraits dans les pages suivantes. Qui succédera à Diane Govaerts, CEO de Ziegler, lauréate de l'édition 2022 et enrichira un palmarès comptant des personnalités telles que Pierre De Muelenaere, Jean-Pierre Lutgen et Fabien Pinckaers? Pour voter, rendez-vous du jeudi 9 novembre au jeudi 7 décembre sur le site www.managerdelannee.be. A l'issue de cette période, les trois finalistes ayant récolté le plus de suffrages seront reçus dans un ordre aléatoire par le jury, qui désignera ensuite le lauréat. Le nom de celui-ci sera dévoilé le mercredi 10 janvier 2024 lors d'une soirée de gala à Brussels Expo. **1**



**FABRICE
BRION**
I-CARE



**ILHAM
KADRI**
SOLVAY



**MICHAËL
LABRO**
PMSWEET



**FRANÇOIS
LEPOT**
SAFRAN AERO
BOOSTERS



**OLIVIER DUFRASNE,
AMÉLIE MATTON ET
ROMAIN DUFRASNE**
ECOSTERYL



Qui sera le Manager de l'Année 2023?

Cinq finalistes sont sur les rangs pour accéder au titre convoité de Manager de l'Année 2022 de Trends-Tendances. Dans ce numéro, nous vous présentons ces managers dont le jury a épinglé les mérites

Cinq finalistes sont sur les rangs pour accéder au titre convoité de Manager de l'Année 2023 de Trends-Tendances

Le Manager de l'Année est une récompense décernée depuis 1985 par notre magazine. Chaque année, le jury composé de membres de la rédaction et de spécialistes des milieux économiques et financiers se réunit pour désigner les finalistes. Les managers épinglés cette année sont:

[Fabrice Brion](#) (I-care)

Ilham Kadri (Solvay)

Michaël Labro (PMSweet)

François Lepot (Safran Aero Boosters) et

le trio Amelie Matton, Olivier Dufrasne et Romain Dufrasne (Ecosteryl)

Qui succédera à Diane Govaerts, CEO de Ziegler, lauréate de l'édition 2022 et enrichira un palmarès comptant des personnalités telles que Pierre De Muelenaere, Jean-Pierre Lutgen et Fabien Pinckaers?

Pour voter, rendez-vous du jeudi 9 novembre au jeudi 7 décembre sur le site www.managerdelannee.be. A l'issue de cette période, les trois finalistes ayant récolté le plus de suffrages seront reçus dans un ordre aléatoire par le jury, qui désignera ensuite le lauréat. Le nom de celui-ci sera dévoilé le mercredi 10 janvier 2024 lors d'une soirée de gala à Brussels Expo.

Trends MANAGER DE L'ANNÉE 2023

MERCREDI 10 JANVIER 2024 - BRUSSELS EXPO PALAIS 10



François Lepot
Safran Aero Boosters



Michael Labro
PMSweet



Olivier Dufrasne, Amélie Matton,
Romain Dufrasne
Ecosteryl



Ilham Kadri
Solvay



Fabrice Brion
I-care Group

QUI SERA LE TRENDS MANAGER DE L'ANNEE 2023 ?

Découvrez en avant-première le 39^{ème} Manager de l'Année qui succèdera à Diane Govaerts, CEO de Ziegler, et rencontrez les personnalités influentes du monde des entreprises, de l'économie et de la finance le mercredi 10 janvier 2024 à Brussels Expo.

Votez dès maintenant pour votre candidat favori sur www.managerdelannee.be

Une initiative de
Trends
CHANGE
THE
GAME

CANAL Z

accenture

Avec le soutien de



ING

Grâce à



Trends
Business Information

Nouveau contrat historique pour la société de Mons I-Care : son fondateur, **Fabrice Brion**, est en plus nominé pour le manager de l'année

La société I-Care est toujours en pleine expansion partout dans le monde avec sa technologie permettant de prévenir les pannes des machines industrielles. Elle vient d'ailleurs d'obtenir un très gros contrat ! Et **Fabrice Brion** est nominé pour devenir le manager de l'année. Une autre société montoise fait d'ailleurs également partie des nominés : **Ecosteryl**.

La société I-Care, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire. Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays.

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent.

Contrat avec AB Inbev

Le montant exact du contrat n'a pas été dévoilé mais un porte-parole d'I-Care a précisé que l'accord représentait 20 % de la capacité de production annuelle de capteurs.

Fondée à Mons en 2004, I-Care compte plus de 750 employés et des filiales dans 14 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. À l'aide de solutions basées sur l'intelligence artificielle, le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 70 milliards d'euros) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux. I-Care ambitionne désormais d'entrer en bourse.

Candidats managers de l'année

Fabrice Brion, le fondateur d'I-Care est par ailleurs en lice pour être nommé manager de l'année. Dans le concours organisé par Trends Tendance et Canal Z, un jury composé de spécialistes a identifié cinq candidats dont **Fabrice Brion** et une autre société montoise : Ecosteryl. Olivier Dufrasne, Amélie Matton et Romain Dufrasne sont candidats managers de l'année pour cette société. Pour rappel, Ecosteryl est une société qui existe depuis 75 ans à Mons. Dans les années 2000, elle a mis au point une machine qui décontamine les déchets médicaux infectieux.

L'équipe d'AMB Ecosteryl à Mons. - Anthony Dehez

Nos deux entreprises montoises ont déjà reçu plusieurs prix chacune. Mais pas encore celui de manager(s) de l'année ! Pour voter, rendez-vous sur le site . Les votes sont ouverts jusqu'au 7 décembre inclus. Les résultats seront dévoilés le 10 janvier 2024 à l'occasion d'une soirée de gala.



Zalonia / L'ESA compte envoyer des astronautes dans la station privée Starlab / Les partenaires sociaux veulent améliorer la p
21% / UnifiedPost Group S.A. 2.30 ▼-2.34% / Van de Velde 32.80 ▲+0.15% / Vastned Retail Belgium NV 28.00 ▼-0.36%

MONS

I-CARE ET ECOSTERYL EN LICE POUR LE TITRE DE **MANAGER DE L'ANNÉE**

La société I-Care est toujours en pleine expansion partout dans le monde avec sa technologie permettant de prévenir les pannes des machines industrielles. Elle vient d'ailleurs d'obtenir un très gros contrat ! Et Fabrice Brion est nommé pour devenir le manager de l'année. Une autre société montoise fait d'ailleurs également partie des nominés : Ecosteryl.

La société I-Care, spécialisée dans la maintenance prédictive, a conclu le plus gros contrat de son histoire. Elle s'est engagée auprès d'AB InBev pour offrir ses services de maintenance sur l'ensemble des sites de production du premier groupe brassicole mondial, répartis dans une cinquantaine de pays.

Les machines du brasseur seront ainsi équipées de capteurs développés par la société montoise afin de détecter les pannes avant que celles-ci ne se produisent.

Le montant exact du contrat n'a pas été dévoilé mais un porte-parole d'I-Care a précisé que l'accord représentait 20 % de la capacité de production annuelle de capteurs.

Fondée à Mons en 2004, I-Care compte plus de 750 employés et des filiales dans 14



Fabrice Brion (I-Care). © BELGA

I-Care va « soigner » toutes les usines d'AB InBev dans le monde !

pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. À l'aide de solutions basées sur l'intel-



L'équipe d'AMB Ecosteryl à Mons. © Anthony Dehez

ligence artificielle, le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 70 milliards d'euros) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux. I-Care

ambitionne désormais d'entrer en bourse.

CANDIDATS MANAGERS DE L'ANNÉE

Fabrice Brion, le fondateur d'I-Care est par ailleurs en lice pour être nommé manager de l'année. Dans le concours organisé par Trends Tendence

et Canal Z, un jury composé de spécialistes a identifié cinq candidats dont Fabrice Brion et une autre société montoise : Ecosteryl. Olivier Dufrasne, Amélie Matton et Romain Dufrasne sont candidats managers de l'année pour cette société. Pour rappel, Ecosteryl est une société qui existe depuis 75 ans à Mons. Dans les années 2000, elle a mis au point une machine qui décontamine les déchets médicaux infectieux.

Nos deux entreprises montoises ont déjà reçu plusieurs prix chacune. Mais pas encore celui de manager(s) de l'année ! Pour voter, rendez-vous sur le site www.managerdelannee.be. Les votes sont ouverts jusqu'au 7 décembre inclus. Les résultats seront dévoilés le 10 janvier 2024 à l'occasion d'une soirée de gala. ■

A.U. ET BELGA

Mission économique en Australie : peut-on encore faire du business avec un pays si lointain ?

La question des émissions de CO₂ se pose dans le cadre d'une mission économique si lointaine.

Plus de 150 entreprises et fédérations sectorielles belges ont pris la direction de l'Australie pour une mission économique d'une semaine. Certains se sont demandé s'il était bien opportun dans le contexte climatique actuel d'aller commercer avec l'Australie, un pays distant de plus de 16.000 km. Nous avons donc abordé cette question délicate avec plusieurs acteurs de cette mission.

Selon Pascale Delcomminette, directrice de l'Agence wallonne aux exportations (Awex), plusieurs éléments font qu'il est opportun de continuer à exporter vers des marchés lointains, comme l'Australie. C'est notamment le cas pour le secteur pharmaceutique qui représente environ 40 % de la valeur des exportations belges vers l'Australie et 54 % des exportations wallonnes. *"C'est notre responsabilité sociétale de fournir les vaccins et les médicaments dont les Australiens ont besoin"*, déclare ainsi la directrice de l'Awex.

En outre, Pascale Delcomminette avance que les entreprises wallonnes exportent, de plus en plus, dans le segment des services *"qui ont beaucoup moins d'impact au niveau du CO₂"* que les produits exportés. Et de citer N-Side, une société qui fournit des algorithmes permettant de fixer les prix de l'électricité, ou encore I-Care qui fournit des solutions à base d'intelligence artificielle pour l'industrie.

En dehors des services et des médicaments, certains produits exportés en Australie permettent de réduire les émissions de carbone sur place, ajoute Pascale Delcomminette. *"La société montoise Ecosteryl propose une solution permettant à ses clients de ne plus brûler les déchets médicaux"*, explique-t-elle. *De son côté, John Cockerill pourrait contribuer au développement de la filière de l'hydrogène vert en Australie."*

Screening du carbone

"Quand une entreprise wallonne souhaite exporter vers un pays, l'Awex peut faire un screening pour voir si cela a du sens", ajoute sa directrice. *Ce screening prend en compte les aspects économiques mais aussi climatiques."*

Parfois décrits comme "chauvins" ou "protectionnistes" au cours de la mission, les Australiens n'achèteront pas un produit étranger s'il n'apporte pas une valeur ajoutée par rapport aux produits locaux. Pour être compétitives sur le marché australien, les entreprises wallonnes doivent, donc, proposer des produits de niche, selon l'Awex.

Selon Pascale Delcomminette, la Wallonie a proposé énormément de produits de niche en Australie. Et de citer Dirty Monitor, expert du mapping vidéo qui rêve de travailler avec l'opéra de Sydney, ou encore EVS, fleuron liégeois de la production vidéo live. Ainsi, environ 80 % des entreprises wallonnes qui ont intégré la mission économique sont actives dans les secteurs de la chimie/pharma, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'ingénierie et du développement durable.

Néanmoins, certaines entreprises participantes sortent du cadre de ces produits de niche. Citons les traditionnels secteurs du chocolat, des gaufres... Or, ces secteurs doivent exporter plus régulièrement leurs produits vers leurs marchés, avec des émissions de CO₂ à la clef. Le secteur alimentaire, par exemple, n'est pas marginal, parmi les exportateurs wallons : il représente environ 11 % des exportations wallonnes vers l'Australie.

La Fevia nuance l'impact du transport ?

Présente dans la mission économique, la Fevia, la fédération belge du secteur alimentaire, a tenu à nuancer l'impact des émissions de CO₂ liées au transport. *"Il est important de savoir que le transport des denrées alimentaires ne représente que 6 % des émissions totales liées à la production alimentaire, peut-on lire dans un communiqué de la Fevia. Pour le climat, il est donc plus important de s'intéresser à ce que les gens mangent et à la manière dont cela a été produit, plutôt qu'à l'endroit d'où cela provient."*

On pourrait conclure que, d'un point de vue climatique, il vaut mieux manger du tofu australien que du Blanc Bleu Belge. Notons que cette nuance, apportée par la Fevia, n'est pas totalement désintéressée. En effet, le secteur alimentaire souhaite avoir un meilleur accès au marché australien via l'accord de libre-échange en discussion entre le gouvernement australien et la Commission européenne.

Se rapprocher des marchés

Interrogée sur son impact climatique, la société CE + T Power qui a décroché trois contrats en Australie, avance, quant à elle, qu'elle a des filiales de production en Inde et en Chine. Cela permet de réduire la distance de transport vers le marché australien. En outre, ses solutions d'alimentation électrique critique remplacent parfois des générateurs diesel, plus polluants.

Enfin, Pascale Delcomminette ajoute que les entreprises wallonnes n'ont parfois pas le choix : il faut exporter pour trouver de la croissance.

[Laurent Lambrecht](#)

Mission économique en Australie : peut-on encore faire du business avec un pays si lointain ?

■ La question des émissions de CO₂, se pose, dans le cadre d'une mission économique menée aux antipodes par 150 entreprises belges et fédérations sectorielles.

Laurent Lambrecht
En Australie

Plus de 150 entreprises et fédérations sectorielles belges ont pris la direction de l'Australie, pour une mission économique d'une semaine. Certains se sont demandé s'il était bien opportun, dans le contexte climatique actuel, d'aller commercer avec l'Australie, un pays distant de plus de 16000 km. Nous avons donc abordé cette question délicate, avec plusieurs acteurs de cette mission.

Selon Pascale Delcomminette, directrice de l'Agence wallonne aux exportations (Awex), plusieurs éléments font qu'il est opportun de continuer à exporter vers des marchés lointains, comme l'Australie. C'est notamment le cas pour le secteur pharmaceutique, qui représente environ 40% de la valeur des exportations belges vers l'Australie et 54% des exportations wallonnes. "C'est notre responsabilité sociale de fournir les vaccins et les médicaments dont les Australiens ont besoin", déclare ainsi la directrice de l'Awex.

En outre, Pascale Delcomminette avance que les entreprises wallonnes exportent, de plus en plus, dans le segment des services, "qui ont beaucoup moins d'impact au niveau du CO₂", que les produits exportés. Et de citer N-Side, une société qui fournit des algorithmes permettant de fixer les prix de l'électricité, ou encore I-Care, qui fournit des solutions à base d'intelligence artificielle pour l'industrie.

En dehors des services et des médicaments, certains produits exportés en Australie permettent de réduire les émissions de carbone sur place, ajoute Pascale Delcomminette. "La société montoise Ecosteryl propose une solution permettant à ses clients de ne plus brûler les déchets médicaux, explique-t-elle. De son côté, John Cockerill pourrait contribuer au développement de la filière de l'hydrogène vert en Australie".

Screening du carbone

"Quand une entreprise wallonne souhaite exporter vers un pays, l'Awex peut faire un screening pour voir si cela a du sens, ajoute sa directrice. Ce screening prend en compte les aspects économiques mais aussi climatiques."

Parfois décrits comme "chauvins" ou "protectionnistes" au cours de la mission, les Australiens n'achèteront pas un produit étranger s'il n'apporte pas une valeur ajoutée par rapport aux produits locaux. Pour être compétitives sur le marché australien, les entreprises wallonnes doivent,

donc, proposer des produits de niche, selon l'Awex.

Selon Pascale Delcomminette, la Wallonie a proposé énormément de produits de niche en Australie. Et de citer Dirty Monitor, expert du mapping vidéo qui rêve de travailler avec l'opéra de Sydney, ou encore EVS, fleuron liégeois de la production vidéo live. Ainsi, environ 80% des entreprises wallonnes qui ont intégré la mission économique sont actives dans les secteurs de la chimie/pharma, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'ingénierie et du développement durable.

Néanmoins, certaines entreprises participantes sortent du cadre de ces produits de niche. Citons les traditionnels secteurs du chocolat, des gaufres... Or ces secteurs doivent exporter plus régulièrement leurs produits vers leurs marchés, avec des émissions de CO₂ à la clef. Le secteur alimentaire, par exemple, n'est pas marginal, parmi les exportateurs wallons: il représente environ 11% des exportations wallonnes vers l'Australie.

La Fevia nuance l'impact du transport ?

Présente dans la mission économique, la Fevia, la fédération belge du secteur alimentaire, a tenu à nuancer l'impact des émissions de CO₂, liées au transport. "Il est important de savoir que le transport des denrées alimentaires ne représente que 6% des émissions totales liées à la production alimentaire, peut-on lire dans un communiqué de la Fevia. Pour le climat, il est donc plus important de s'intéresser à ce que les gens mangent et à la manière dont cela a été produit, plutôt qu'à l'endroit d'où cela provient".

On pourrait conclure que, d'un point de vue climatique, il vaut mieux manger du tofu australien que du Blanc Bleu Belge. Notons que cette nuance, apportée par la Fevia, n'est pas totalement désintéressée. En effet, le secteur alimentaire souhaite avoir un meilleur accès au marché australien, via l'accord de libre-échange en discussion entre le gouvernement australien et la Commission européenne.

Se rapprocher des marchés

Interrogée sur son impact climatique, la société CE + T Power, qui a décroché trois contrats en Australie, avance, quant à elle, qu'elle a des filiales de production en Inde et en Chine. Cela permet de réduire la distance de transport vers le marché australien. En outre, ses solutions d'alimentation électrique critique remplacent parfois des générateurs diesel, plus polluants.

Enfin, Pascale Delcomminette ajoute que les entreprises wallonnes n'ont parfois pas le choix: il faut exporter pour trouver de la croissance.

"Quand une entreprise wallonne souhaite exporter vers un pays, l'Awex peut faire un screening pour voir si cela a du sens."

Pascale Delcomminette
directrice de l'Agence wallonne aux exportations

40%

Le secteur pharma domine les échanges avec l'Australie

Le secteur pharmaceutique représente environ 40% de la valeur des exportations belges vers l'Australie et 54% des exportations wallonnes.

Qui sera la prochaine pépite de la tech belge ?



Tech-Médias Casier pour clés de voiture bloqué par éthylotest, méthanisation, impression d'images en 3D, distributeur à canettes sans

déchets, culottes menstruelles chauffantes : cinq projets sont retenus pour la finale d'un concours pour étudiants-ingénieurs-entrepreneurs.

Des projets de plus de 500 étudiants en ingénierie, il n'en reste aujourd'hui que cinq. Ils se disputeront la grande finale de Startech, concours organisé par l'incubateur technologique WSL (Wallonia Space Logistics), jeudi soir.

Peuvent participer : les universités et hautes écoles situées en Wallonie. Elles ont d'ailleurs fait un premier concours interne et sélectionné les projets envoyés en finale. Ces cinq derniers devront maintenant passer sous la loupe du jury professionnel. Il est notamment composé par Didier Leboutte (WSL), Jean-Pierre Di Bartolomeo (Wallonie Entreprendre), Philippe Lachapelle (Awex), Olivier Dupont (Lambda X), Fabrice Brion (I-care) et Stéphanie Gowenko (Xérius).

Les projets

Les jeunes entrepreneurs et ingénieurs proposent des projets très variés, avec des prototypes plus ou moins avancés. Metha-Start de la Polytech de l'Umons par exemple, se penche sur les déchets alimentaires générés dans les commerces locaux. Le projet se veut comme une boîte de consultation, pour transformer ces denrées en gaz produisant de l'énergie.

Ethylock, par les étudiants d'Henallux, veut lutter contre la conduite sous influence dans le milieu des mouvements de jeunesse. En arrivant dans un local, les personnes doivent déposer leurs clés de voiture dans un casier. Celui-ci se verrouille automatiquement. Pour le rouvrir, il faut monter patte blanche, c'est-à-dire souffler et ne pas dépasser le taux d'alcool autorisé. Le prototype existe et est fonctionnel.

Kiwo, d'EPL-UCL, est un distributeur de canettes sans déchets. Pour encore plus limiter l'impact sur la planète, le projet s'est associé à un fabricant de soda belge. Le prototype du projet n'est pas encore fonctionnel mais des démarches pour des tests sur le campus sont en cours.

PEACH de la FACSA de l'Uliège, est actif dans le domaine de la santé. Cette équipe propose une culotte menstruelle chauffante – la chaleur ayant un effet soulageant en cas de règles douloureuses. Une bande entoure ainsi le bas du ventre et du dos. Une telle solution existe déjà, mais ce prototype-ci (encore à développer) se veut plus fin et plus discret et devrait pouvoir être porté sous un vêtement.

Last but not least, ImmerSell d'HELMo Gramme à Liège propose l'impression d'images en 3D de produits vendus en ligne, pour les présenter aux clients. Le rendu serait « de qualité et léger ».

I-Care dans la course du Chips Act grâce à Cepya Electronics



Vidéo | Canal Z I-Care Group, leader mondial de la santé des machines, annonce le rachat de Cepya Electronics, spécialisée

dans le développement et la production de cartes électroniques. I-Care entend doubler les capacités de production de Cepya Electronics et devenir ainsi le 1er fabricant belge d'objets connectés industriels.

Industrie

I-care rachète le spécialiste de cartes électroniques Cepya Electronics

I-care Group acquiert l'entreprise namuroise Cepya Electronics, spécialisée dans le développement et la production de cartes électroniques, a annoncé vendredi le groupe wallon. Spécialisé dans la maintenance prédictive des machines, I-care a l'objectif de doubler les capacités de production de Cepya Electronics et de devenir le premier fabricant belge d'objets connectés industriels. Il s'agit de la sixième acquisition d'I-care en six ans. (Belga)

La société namuroise Cepya Electronics, spécialiste de cartes électroniques, rachetée par I-care

La société I-care Group a racheté l'entreprise namuroise Cepya Electronics, spécialisée dans les cartes électroniques. L'objectif est de doubler les capacités de production et de devenir le premier fabricant belge d'objets connectés industriels.

Par Belga

Publié le 29/09/2023 à 20:30

L'entreprise namuroise Cepya Electronics, spécialisée dans le développement et la production de cartes électroniques, a été rachetée par la société montoise I-care Group. Ce vendredi, cette dernière a annoncé avoir pour objectif de doubler les capacités de production de Cepya Electronics et de devenir le premier fabricant belge d'objets connectés industriels.

Créé en 2014 à Assesse et déjà fournisseur d'I-care, Cepya Electronics travaille au développement et à la production de cartes électroniques, « composant indispensable à la transformation digitale des industries ». Le rachat permet au groupe de mieux contrôler la chaîne de production. L'entreprise montoise prévoit d'investir 2 millions d'euros supplémentaires dans Cepya Electronics.

Il s'agit de la sixième acquisition d'I-care en six ans. En mars dernier, la société fondée en 2004 avait annoncé le rachat de l'entreprise américaine Technical Associates of Charlotte (TAC). I-care emploie plus de 700 personnes et possède des filiales dans douze pays.

I-care s'offre Cepy Electronics



Entreprises La société montoise I-care, leader mondial de « la santé des machines », grandit encore et s'offre Cepy Electronics, une

entreprise namuroise spécialisée dans le développement et la production de cartes électroniques.

A l'aube de ses 20 ans qu'elle fêtera en 2024, la société montoise I-care s'offre déjà un beau cadeau d'anniversaire. Ce spécialiste de la maintenance prédictive des machines annonce en effet le rachat de Cepy Electronics, une entreprise namuroise spécialisée dans le développement et la production de cartes électroniques. Grâce à cette sixième acquisition en six ans à peine, I-care confirme ainsi sa stratégie d'intégration verticale et renforce sa position de leader mondial de la transformation digitale industrielle.

Que de chemin parcouru pour Fabrice Brion, fondateur et CEO d'I-care, depuis ses débuts dans le grenier de sa grand-mère à Quaregnon, dans le Borinage ! A l'époque, le jeune homme termine ses études d'ingénieur industriel et son promoteur de mémoire l'invite à se pencher sur la santé des outils industriels en développant un programme de maintenance prédictive. Le « Docteur House des machines », comme on le surnommera rapidement, n'en sortira plus et, quasiment 20 ans plus tard, I-care est devenu leader mondial dans son secteur avec un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros et plus de 700 collaborateurs répartis dans 12 pays.

Cette fulgurante ascension lui a d'ailleurs valu le titre de « L'Entreprise de l'Année » en 2020. Grâce à I-care, les machines du monde entier sont en effet plus sûres, plus productives et plus durables : ses solutions basées sur les données et l'intelligence artificielle prédisent les défaillances industrielles des mois, voire des années avant qu'elles ne se produisent.

Précieuse acquisition

Cette belle success story wallonne n'en finit pas de grandir et, aujourd'hui, c'est donc une nouvelle entreprise que le groupe I-care ajoute à son portefeuille déjà bien garni. Créée à Assesse en 2014, Cepy Electronics est une entreprise spécialisée dans le développement et la production de cartes électroniques, un composant indispensable à la transformation digitale des industries.

Ce nouvel investissement permettra à I-care de bénéficier d'un meilleur contrôle de la chaîne de production. « Plus qu'un partenaire stratégique, Cepy Electronics jouit d'une grande expertise dans la production de l'un des composants essentiels de la transformation digitale, explique le CEO Fabrice Brion. Renforcer son développement au sein de notre groupe est un pas essentiel pour soutenir la réindustrialisation de l'Europe et tendre vers l'objectif du Chips Act qui est de parvenir à 20% de parts de marché dans le secteur des puces électroniques d'ici 2030. »

I-care prévoit d'investir 2 millions d'euros supplémentaires dans Cepy Electronics. Son objectif est de doubler les capacités de production de son nouveau pôle pour devenir le premier fabricant belge d'objets connectés industriels.

[Frederic Brebant](#)

Waalse 'machinedokter' I-care koopt zijn leverancier

De Waalse 'machinedokter' I-care neemt Cepya Electronics over, een bedrijf gespecialiseerd in de ontwikkeling en de productie van printplaten. Het is I-cares zesde overname in zes jaar.

I-care is een specialist in 'predictive maintenance', het voorspellen van defecten in machines en industriële installaties. Dankzij zijn sensoren kunnen bedrijven trillingen, temperatuurschommelingen of geluiden in het oog houden en op tijd - tot maanden of jaren vooraf - onderdelen vervangen, waardoor ze kosten besparen. Het Bergense bedrijf werd in 2020 verkozen tot Franstalige Onderneming van het Jaar.

De ambitie van I-care is de grootste Belgische fabrikant van industriële geconnecteerde objecten te worden. De overname van Cepya Electronics moet daartoe bijdragen. Het tienjarige bedrijf uit de provincie Namen specialiseert zich in de ontwikkeling en de productie van printplaten, een belangrijk onderdeel bij de digitale transformatie van industrieën. Het bedrijf, goed voor een omzet van 2 miljoen euro en een beperkte winst, is een van de belangrijkste leveranciers van I-care. Het stelt zowat 15 mensen tewerk.

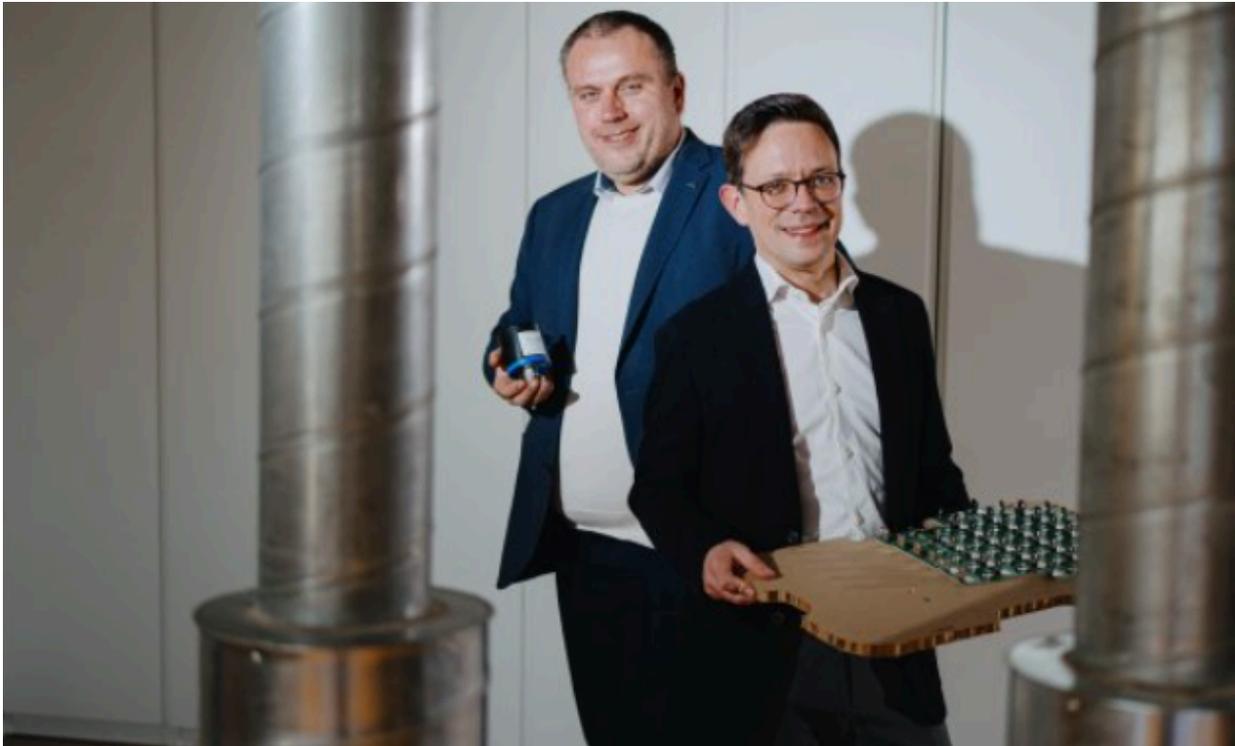
Boven op de overname is I-care van plan nog eens 2 miljoen euro te investeren in Cepya Electronics. Het doel is de productiecapaciteit te verdubbelen. Begin dit jaar kocht I-care de Amerikaanse opleider van technisch personeel TAC.

I-care haalde de jongste jaren bijna 50 miljoen euro op. Eind 2021 zamelde de Waalse sensorenproducent zowat 9 miljoen euro in bij zijn personeel. Een op de twee medewerkers is aandeelhouder, onder wie veel Vlamingen.

Een jaar geleden volgde een kapitaalronde van 40 miljoen euro. Dat geld kwam van de Waalse bank CPH, de familie Lippens (Finasucre), het nieuwe Waalse fonds Amerigo en de bestaande investeerders IMBC (Bergen) en SRIW (nu WE). De oprichters en de medewerkers van I-care bezitten 80 procent van de aandelen.

Michaël Sepiha

Waalse 'machinedokter' **I-care** koopt leverancier Cepy Electronics



De Waalse 'machinedokter' **I-care neemt Cepy Electronics over, een bedrijf gespecialiseerd in de ontwikkeling en de productie van printplaten.**

Het is I-care's zesde overname in zes jaar.

I-care is een specialist in 'predictive maintenance', het voorspellen van defecten in machines en industriële installaties. Dankzij zijn sensoren kunnen bedrijven trillingen, temperatuurschommelingen of geluiden in het oog houden en op tijd - tot maanden of jaren vooraf - onderdelen vervangen, waardoor ze kosten besparen. Het Bergense bedrijf werd in 2020 verkozen tot Franstalige Onderneming van het Jaar.

De ambitie van I-care is de grootste Belgische fabrikant van industriële geconnecteerde objecten te worden. De overname van Cepy Electronics moet daartoe bijdragen. Het tienjarige bedrijf uit de provincie Namen specialiseert zich in de ontwikkeling en de productie van printplaten, een belangrijk onderdeel bij de digitale transformatie van industrieën. Het bedrijf, goed voor een omzet van 2 miljoen euro en een beperkte winst, is een van de belangrijkste leveranciers van iCare. Het stelt zowat 15 mensen te werk.

Boven op de overname is I-care van plan nog eens 2 miljoen euro te investeren in Cepy Electronics. Het doel is de productiecapaciteit te verdubbelen. Begin dit jaar kocht I-care de Amerikaanse opleider van technisch personeel TAC.

Vers geld

I-care haalde de jongste jaren bijna 50 miljoen euro op. Eind 2021 zamelde de Waalse sensorenproducent zowat 9 miljoen euro in bij zijn personeel. Een op de twee medewerkers is aandeelhouder, onder wie veel Vlamingen.

Een jaar geleden volgde een kapitaalronde van 40 miljoen euro. Dat geld kwam van de Waalse bank CPH, de familie Lippens (Finasucre), het nieuwe Waalse fonds Amerigo en de bestaande investeerders IMBC (Bergen) en SRIW (nu WE). De oprichters en de medewerkers van I-care bezitten 80 procent van de aandelen.

Delen

[Michaël Sephiha](#)

Fabrice Brion, patron du groupe I-Care: "Le secteur digital est trop peu valorisé en Wallonie" (vidéo)

Dans le cadre des 100 ans des Fêtes de Wallonie, "L'Avenir" donne la parole cette semaine à six acteurs de la croissance au sud du pays. Entretien avec Fabrice Brion, actif dans l'intelligence artificielle.

Fabrice Brion, quand et comment votre projet est-il né ?

I-Care est le prolongement de mon mémoire de fin d'études d'ingénieur sur l'intelligence artificielle (IA) appliquée à la maintenance prédictive. Je me suis intéressé aux moyens d'anticiper les pannes pour éviter des arrêts de production et des immobilisations de machines coûteuses pour l'industrie. J'ai commencé à travailler pour une start-up d'Heverlee qui s'est fait racheter par un grand groupe américain. Comme les repreneurs ne semblaient guère intéressés à l'époque par le potentiel de l'IA, j'ai démissionné en 2004 pour lancer un projet personnel avec Arnaud Stiévenart. I-Care a vu le jour ici à Mons, à la Maison de l'Entreprise. Au départ, nous nous sommes développés lentement, en réinvestissant tous nos bénéfices et même plus dans notre R&D. Nos premiers résultats sont arrivés en 2013 avec la mise sur le marché du wi-care, un collecteur de données IOT et de notre plateforme I-see (Big data) venue dans la foulée.

Où en êtes-vous dans le développement de l'entreprise ?

Sacrée meilleure entreprise belge de l'année en 2020, I-Care a élaboré l'an dernier un plan de croissance à 5 ans qui doit nous donner le leadership mondial. Nous sommes déjà aujourd'hui dans le top 3 avec un chiffre d'affaires consolidé d'une septantaine de millions d'euros. Notre groupe qui compte onze filiales continue à étendre son réseau commercial à l'export avec l'ouverture de 12 bureaux en 12 mois. Actuellement, nos produits ont été fournis à des clients dans plus de 35 pays. Nous occupons 750 travailleurs et en recrutons en moyenne un nouveau par semaine. Précision d'importance: 10% de nos effectifs, c'est-à-dire 75 employés, ont une ancienneté de 10 ans. C'est vous dire le faible turn-over, puisque voici une décennie nous étions... 75 (rires) !

Quel est le secret de cette stabilité ?

Le capital humain est la ressource essentielle de l'entreprise, c'est pourquoi nous priorisons les soft skills, les compétences transversales. Pour nous, elles ont plus de valeur que l'intelligence technique pure. Nous y sommes très attentifs en tant qu'employeurs et recruteurs. Le patron de Google l'a confié: on peut toujours se remettre d'un crash informatique, on récupère les 100% en quelques heures ou jours. Mais on peut ne pas se remettre de la perte de 20% de ses équipes.

Quel potentiel le marché des IA représente-t-il pour les acteurs du digital ?

Un potentiel énorme impossible à chiffrer. Je le mesure déjà dans mon segment de niche, la maintenance prédictive. Mais il est important de mettre un cadre et des règles bien définies en place comme est en train de le faire l'Union Européenne pour garder le contrôle de nos décisions. L'IA constitue un outil extraordinaire de qualité et de croissance. Nous devons l'exploiter !

Identifiez-vous des menaces dont il faut se prémunir ?

Aucune pour autant que ce soit bien encadré ! L'IA, c'est un outil au même titre qu'une calculatrice ou qu'un tableur Excel. Quand l'accès aux PC s'est démocratisé, on a redouté que l'homme soit dépassé par la machine. Avec l'arrivée de la calculatrice, on a entendu dire que les étudiants allaient devenir incapables de calculer. Mêmes menaces évoquées après l'apparition du fichier Excel. Aucune de ces prophéties ne s'est concrétisée. Au contraire, ces outils nous permettent de concentrer notre esprit sur des tâches à haute valeur ajoutée, ils nous libèrent de tâches répétitives. Les limites d'une IA sont celles que son concepteur a lui-même fixées, l'homme doit toujours rester maître de sa propre décision !

Dans quels secteurs I-Care est-elle la plus active ?

Le plus important, c'est celui de la pharma et de la biopharma. L'agroalimentaire vient derrière, avant la chimie, puis la production d'énergie. Pour prendre la pole position du marché, nous devons grandir aussi vite que lui. C'est ce que prévoit notre plan quinquennal. Après une année, nous sommes pleinement dans nos ambitions, et même légèrement à l'avance.

La Wallonie a-t-elle joué un rôle important dans votre développement ?

Certainement, et à différentes étapes de maturité de notre projet. Nous avons d'abord été incubés ici à Mons par La Maison de l'Entreprise qui nous a accompagnés et hébergés. Nous avons bénéficié de sa totale confiance. Pour notre R&D, nous avons pu compter sur des avances récupérables de la DGO6, la direction générale opérationnelle wallonne de l'Économie, l'Emploi et la Recherche. Ensuite, les pôles de compétitivité nous ont ouvert la porte de collaborations avec des opérateurs comme le centre d'innovation Multitel, et l'écosystème de Mecatech. Enfin, l'Invest Mons Borinage Centre (IMBC) et Wallonie Entreprendre nous ont aidés dans le financement de notre croissance.

Avez-vous été tenté de partir à l'étranger ?

La facilité aurait été de revendre l'entreprise. Mais nous avons fait le choix de rester pour poursuivre le développement du business. Il est important que les centres de décision restent chez nous en Europe, et en particulier en Wallonie. Notre modèle est rentable, nous grandissons plus vite que l'inflation.

La Wallonie accuse-t-elle un retard sur la Flandre dans le digital ?

C'est un secteur trop peu valorisé au sud, peut-être parce qu'il n'y est pas toujours bien compris. Mais c'est un moteur pour le redéploiement de notre région, avec des retours sur investissements beaucoup plus rapides que dans les biotechs où le time to market se compte parfois sur 10 à 15 ans ! Pour gagner, nous avons intérêt à bâtir des écosystèmes comme l'a fait le BioPark à Charleroi (NDLR: lire nos éditions de lundi), ou l'A6K-E6K dans lequel nous avons embarqué.

Qu'est-ce qui pourrait booster votre secteur en Wallonie ?

Primo, une culture de l'investissement plus présente car il subsiste encore beaucoup de frilosité et cela constitue un frein. Deuxio, un impact plus marqué de nos grandes entreprises publiques sur la croissance des petites, elles ne nous font pas suffisamment confiance. En comptabilité, le subsidie apparaît comme une dette alors que les prestations et la vente de produits sont du chiffre d'affaires. Cela change tout !

Votre rapport à la Wallonie et aux Fêtes

1. Que représente pour vous la Wallonie ?

La région où j'ai grandi et qui a permis à mon projet de grandir. Je vais citer et peut-être légèrement adapter Talleyrand qui a tenu ce propos: "Quand je me regarde je me déssole, et quand je me compare je me console." Soyons fiers de ce que nous faisons, la Wallonie est la terre de tous les possibles. Peut-être que l'on forme de meilleurs ingénieurs dans le nord du pays, mais c'est ici dans le sud que nous avons les meilleurs managers !

2. Vous sentez-vous wallon ?

Je suis fier de l'être même si je tiens à l'unité de notre pays. Ce serait ridicule de perdre notre identité belge, les divisions n'ont jamais renforcé personne. Et je **le** revendique: je me sens montois aussi, je ne voudrais pas travailler ailleurs !

3. Comment rendre la **Wallonie** encore plus attractive, plus "sexy" ?

Au niveau microéconomique, **en** améliorant la propreté. Même si de nombreux étrangers ne **s'en** plaignent pas, certains nous disent ressentir un sentiment d'insécurité, il y a un effort à faire. Au niveau macro, nous devons arrêter de nous sous-évaluer sans pour autant nous survendre. Je vais prendre l'exemple de la production de vaccins: savez-vous que notre région produit **le** plus de vaccins au monde ? La plupart des Wallons l'ignorent !

4. Citez-nous un ou deux coups de cœur

Le BioPark de Charleroi dont **le** modèle et l'écosystème sont inspirants et **le** projet de la Grand Poste à Liège, qui **est** La Maison de l'Entreprise de Mons **en** version 4.0 ! J'ai un autre coup de cœur, **c'est le** festival de Dour, un ambassadeur formidable. Sur une île **en** Australie, j'ai rencontré un serveur de restaurant qui y était venu (rires) !

5. Quel **est** votre coup de blues ?

Comme je suis un éternel optimiste, je **n'en** ai pas ! Ou alors juste celui-ci: nous devons croire davantage **en** nous !

5. Quel **est** votre coup de blues ?

Comme je suis un éternel optimiste, je **n'en** ai pas ! Ou alors juste celui-ci: nous devons croire davantage **en** nous !

6. Un lieu qui vous inspire, une ambiance ?

J'adore **le** centre-ville de Mons pour ses lieux de culture, son horeca, son commerce, son ambiance. Si je dois choisir un lieu, je dirais la Grand Place. Mais **le** sommet d'un terril ce **n'est** pas mal non plus pour **le** point de vue !

7. Un souvenir lié aux fêtes de **Wallonie** ?

En septembre 2006, **peu** avant les fêtes de **Wallonie**, les présidents de parti avaient mis une rencontre d'une heure aux enchères sur eBay. Avec mon associé, nous avons remporté **le** rendez-vous avec Elio Di Rupo que nous ne connaissions pas. Il nous a accordé bien davantage que les 60 minutes. Ce fut une rencontre passionnante, nous **en** avons eu largement pour notre mise au profit d'une œuvre de charité !

Didier Albin, Jacques Duchateau



« Le secteur digital est trop peu valorisé au sud du pays »

TECHNOLOGIES

Dans le cadre des 100 ans des Fêtes de Wallonie, « L'Avenir » donne la parole cette semaine à six acteurs de la croissance au sud du pays. Entretien avec Fabrice Brion, actif dans l'intelligence artificielle.

Fabrice Brion, quand et comment votre projet est-il né ?

I-Care est le prolongement de mon mémoire de fin d'études d'ingénieur sur l'intelligence artificielle (IA) appliquée à la maintenance prédictive. Je me suis intéressé aux moyens d'anticiper les pannes pour éviter des arrêts de production et des immobilisations de machines coûteuses pour l'industrie. J'ai commencé à travailler pour une start-up d'Heverlee qui s'est fait racheter par un grand groupe américain. Comme les entrepreneurs ne semblaient guère intéressés à l'époque par le potentiel de l'IA, j'ai démissionné en 2004 pour lancer un projet personnel avec Arnaud Stiévenart. I-Care a vu le jour ici à Mons, à la Maison de l'entreprise. Au départ, nous nous sommes développés lentement, en réinvestissant tous nos bénéfices et même plus dans notre R&D. Nos premiers résultats sont arrivés en 2013 avec la mise sur le marché du wi-care, un collecteur de données IOT et de notre plateforme I-sec (Big data) venue dans la foulée.

Où en êtes-vous dans le développement de l'entreprise ?

Sacrée meilleure entreprise belge de l'année en 2020, I-Care a élaboré l'an dernier un plan de croissance à 5 ans qui doit nous donner le leadership mondial. Nous sommes déjà aujourd'hui dans le Top 3 avec un chiffre d'affaires consolidé d'une septantaine de millions d'euros. Notre groupe qui

compte onze filiales continue à étendre son réseau commercial à l'export avec l'ouverture de 12 bureaux en 12 mois. Actuellement, nos produits ont été fournis à des clients dans plus de 35 pays. Nous occupons 750 travailleurs et en recrutons en moyenne un nouveau par semaine. Précision d'importance : 10 % de nos effectifs, c'est-à-dire 75 employés, ont une ancienneté de 10 ans. C'est vous dire le faible turn-over, puisque voici une décennie nous étions... 75 (rires) !

Quel est le secret de cette stabilité ?

Le capital humain est la ressource essentielle de l'entreprise, c'est pourquoi nous priorisons les soft skills, les compétences transversales. Pour nous, elles ont plus de valeur que l'intelligence technique pure. Nous y sommes très attentifs en tant qu'employeurs et recruteurs. Le patron de Google l'a confié : on peut toujours se remettre d'un crash informatique, on récupère les 100 % en quelques heures ou jours. Mais on peut ne pas se remettre de la perte de 20 % de ses équipes.

Quel potentiel le marché des IA représente-t-il pour les acteurs du digital ?

Un potentiel énorme impossible à chiffrer. Je le mesure déjà dans mon segment de niche, la maintenance prédictive. Mais il est important de mettre un cadre et des règles bien définies en place comme est en train de le faire l'Union européenne

FICHE D'IDENTITÉ

Fabrice Brion

FONCTION
CEO du groupe I-Care

TITRE
Ingénieur industriel électromécanicien, master en management de l'innovation des Facultés polytechniques de Mons, diplôme complémentaire en stratégie, micro-économie et compétitivité de l'ULB, accélération de l'entrepreneuriat à la MIT de Boston

CV EXPRESS

Il a été ingénieur d'application dans une start-up d'Heverlee avant de créer I-Care avec son ami d'enfance Arnaud Stiévenart en 2004.

pour garder le contrôle de nos décisions. L'IA constitue un outil extraordinaire de qualité et de croissance. Nous devons l'exploiter !

Identifiez-vous des menaces dont il faut se prémunir ?

Aucune, pour autant que ce soit bien encadré ! L'IA, c'est un outil au même titre qu'une calculatrice ou qu'un tableur Excel. Quand l'accès aux PC s'est démocratisé, on a redouté que l'homme soit dépassé par la machine. Avec l'arrivée de la calculatrice, on a entendu dire que les étudiants allaient devenir incapables de calculer. Mêmes menaces évoquées après l'apparition du fichier Excel. Aucune de ces prophéties ne s'est concrétisée. Au contraire, ces

outils nous permettent de concentrer notre esprit sur des tâches à haute valeur ajoutée, ils nous libèrent de tâches répétitives. Les limites d'une IA sont celles que son concepteur a lui-même fixées : l'homme doit toujours rester maître de sa propre décision !

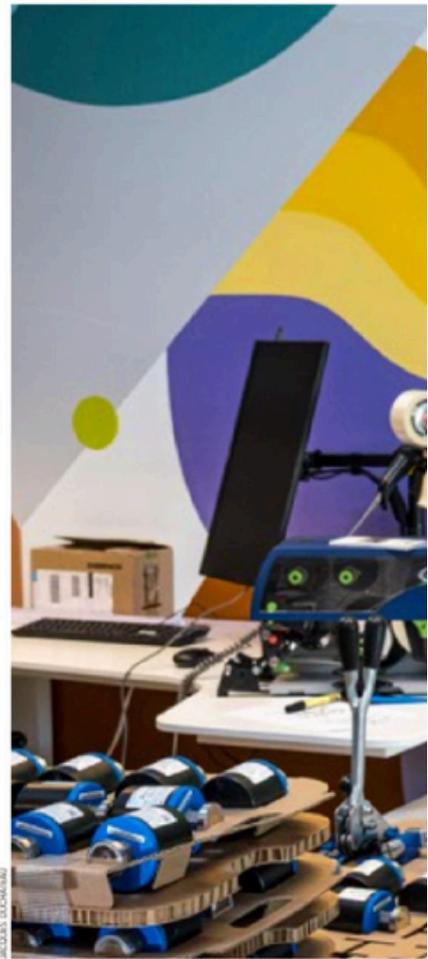
Dans quels secteurs I-Care est-elle la plus active ?

Le plus important, c'est celui de la pharma et de la biopharma. L'agroalimentaire vient derrière, avant la chimie, puis la production d'énergie. Pour prendre la pole position du marché, nous devons grandir aussi vite que lui. C'est ce que prévoit notre plan quinquennal. Après une année, nous sommes pleinement dans

nos ambitions, et même légèrement à l'avance.

La Wallonie a-t-elle joué un rôle important dans votre développement ?

Certainement, et à différentes étapes de maturité de notre projet. Nous avons d'abord été incubés ici à Mons par la Maison de l'entreprise, qui nous a accompagnés et hébergés. Nous avons bénéficié de sa totale confiance. Pour notre R&D, nous avons pu compter sur des avances récupérables de la DGO6, la direction générale opérationnelle wallonne de l'Économie, l'Emploi et la Recherche. Ensuite, les pôles de compétitivité nous ont ouvert la porte de collaborations avec des opérateurs comme le centre



JACQUES DUCOMMARI



Fabrice Brion salue le soutien financier qu'il a reçu des autorités pour développer son projet.

d'innovation Multitel, et l'écosystème de Mecatech. Enfin, l'Invest Mons Borinage Centre (IMBC) et Wallonie Entreprendre nous ont aidés dans le financement de notre croissance.

Avez-vous été tenté de partir à l'étranger ?

La facilité aurait été de revendre l'entreprise. Mais nous avons fait le choix de rester pour poursuivre le développement du business. Il est important que les centres de décision restent chez nous en Europe, et en particulier en Wallonie. Notre modèle est rentable, nous grandissons plus vite que l'inflation.

La Wallonie accuse-t-elle un retard sur la Flandre dans le

digital ?

C'est un secteur trop peu valorisé au sud, peut-être parce qu'il n'y est pas toujours bien compris. Mais c'est un moteur pour le redéploiement de notre région, avec des retours sur investissements beaucoup plus rapides que dans les biotechs où le time to market se compte parfois sur 10 à 15 ans ! Pour gagner, nous avons intérêt à bâtir des écosystèmes comme l'a fait le BioPark à Charleroi (NDLR : lire nos éditions de lundi), ou l'A6K-E6K dans lequel nous avons embarqué.

Qu'est-ce qui pourrait booster votre secteur en Wallonie ?

Primo, une culture de l'investissement plus présente,

car il subsiste encore beaucoup de frilosité et cela constitue un frein. Deuxio, un impact plus marqué de nos grandes entreprises publiques sur la croissance des petites : elles ne nous font pas suffisamment confiance. En comptabilité, le subsidie apparaît comme une dette alors que les prestations et la vente de produits sont du chiffre d'affaires. Cela change tout !

INTERVIEW : DIDIER ALBIN &



Votre rapport à la Wallonie et aux Fêtes

1. QUE REPRÉSENTE POUR VOUS LA WALLONIE ?

La région où j'ai grandi et qui a permis à mon projet de grandir. Je vais citer et peut-être légèrement adapter Talleyrand qui a tenu ce propos : « *Quand je me regarde je me déssole, et quand je me compare je me console.* » Soyons fiers de ce que nous faisons, la Wallonie est la terre de tous les possibles. Peut-être que l'on forme de meilleurs ingénieurs dans le nord du pays, mais c'est ici dans le sud que nous avons les meilleurs managers !



« La Wallonie est la terre de tous les possibles », insiste Fabrice Brion.

2. VOUS SENTEZ-VOUS WALLON ?

Je suis fier de l'être, même si je tiens à l'unité de notre pays. Ce serait ridicule de perdre notre identité belge, les divisions n'ont jamais renforcé personne. Et je le revendique : je me sens montois aussi, je ne voudrais pas travailler ailleurs !

3. COMMENT RENDRE LA WALLONIE ENCORE PLUS ATTRACTIVE, PLUS « SEXY » ?

Au niveau microéconomique, en améliorant la propreté. Même si de nombreux étrangers ne s'en plaignent pas, certains nous disent ressentir un sentiment d'insécurité : il y a un effort à faire. Au niveau macro, nous devons arrêter de nous sous-évaluer, sans pour autant nous surprendre. Je vais prendre l'exemple de la production de vaccins : savez-vous que notre région produit le plus de vaccins au monde ? La plupart des Wallons l'ignorent !

4. CITEZ-NOUS UN OU DEUX COUPS DE CŒUR.

Le BioPark de Charleroi, dont le modèle et l'écosystème sont inspirants, et le projet de la Grand Poste à Liège, qui est la Maison de l'entreprise de Mons en version 4.0 ! J'ai un autre coup de cœur, c'est le festival de Dour, un ambassadeur formidable. Sur une île en Australie, j'ai rencontré un serveur de restaurant qui y était venu (rites) !

5. QUEL EST VOTRE COUP DE BLUES ?

Comme je suis un éternel optimiste, je n'en ai pas ! Ou alors juste celui-ci : nous devons croire davantage en nous.

6. UN LIEU QUI VOUS INSPIRE, UNE AMBIANCE ?

J'adore le centre-ville de Mons pour ses lieux de culture, son horeca, son commerce, son ambiance. Si je dois choisir un lieu, je dirais la Grand-Place. Mais le sommet d'un terril, ce n'est pas mal non plus pour le point de vue !

7. UN SOUVENIR LIÉ AUX FÊTES DE WALLONIE ?

En septembre 2006, peu avant les Fêtes de Wallonie, les présidents de parti avaient mis une rencontre d'une heure aux enchères sur eBay. Avec mon associé, nous avons remporté le rendez-vous avec Elio Di Rupo, que nous ne connaissions pas. Il nous a accordé bien davantage que les 60 minutes. Ce fut une rencontre passionnante. Nous en avons eu largement pour notre mise au profit d'une œuvre de charité !



De debatten van Trends Summer University 2023 zitten erop

Laatste update gisteren, 13:31 Volg de laatste updates van de 10de editie van Trends Summer University.

De belangrijkste Belgische bedrijfsleiders en ook premier Alexander De Croo zullen er discussiëren over economische en politieke thema's. Lees hier live de debatten en bekijk video-interviews van vrijdag 1 tot zaterdag 2 september.

We openen vrijdag met een keynote van Ilham Kadri (CEO van Solvay). Daarnast volgt een debat met Rika Coppens (CEO van House of HR), onze huidige Trends Manager van het Jaar. Zij vertelt hoe CEO's zelf eerst vernieuwing moeten uitstralen als ze succesvol met hun bedrijf de markt willen ontworpen.

Later op de dag spreken Marc Raisière (CEO van Belfius) en premier Alexander De Croo over de groeikansen van België en de rol van innovatie.

Verder neemt Proximus-CEO Guillaume Boutin deel aan een debat over de 'netflixisering' van onze economie. Op welke manier kunnen abonnementsmodellen belangrijk zijn voor de groei van bedrijven en welke spelregels zijn daarbij cruciaal?

Zaterdag spreekt de Amerikaanse ambassadeur Michael Adler met eurocommissaris Didier Reynders over onze industrie. Die krijgt te maken met uitdagingen op het vlak van klimaat, energie en geopolitiek. Adler praat ook over de concurrentie van Europa ten opzichte van de VS.

De inhoud op deze pagina wordt momenteel geblokkeerd om jouw cookie-keuzes te respecteren. Klik hier om jouw cookie-voorkeuren aan te passen en de inhoud te bekijken.

Je kan jouw keuzes op elk moment wijzigen door onderaan de site op "Cookie-instellingen" te klikken."

gisteren

De debatten van Trends Summer University 2023 zitten erop

Het laatste debat van de Trends Summer University zit erop. Lees alle samenvattingen opnieuw en bekijk alle video's nog ons eens opnieuw in dit liveblog. We bedanken alle sprekers voor hun bijzondere inzichten en presentaties van de voorbije dagen!

'Leslie Cottonjé (Hello Customer): 'Elke dag denk je na over wat de klant vandaag wil, daarna over hoe ChatGPT daarin helpt'

Leslie Cottenje (CEO Hello Customer) gaat verder in op het debat over generatieve AI. "Klanten krijgen vaak enorm uitgebreide analyses met veel grafieken. Ze raken daar geen wijs meer uit. Dankzij generatieve artificiële intelligentie (tools vergelijkbaar met ChatGPT en Bard, nvdr.) kunnen we nu toegankelijke samenvattingen aanbieden waardoor bedrijven sneller hun strategie kunnen aanpassen. Elke dag denk je na over wat de klant vandaag wil. Daarna denk je hoe ChatGPT die klant kan helpen."

'Het is nog steeds mogelijk om vandaag op de trein van AI te stappen, over 6 maanden zal het te ingewikkeld zijn'

Waarom is artificiële intelligentie belangrijker dan de hervorming van de pensioenen en de fiscaliteit voor onze economie? John Abel, technical director voor Google Cloud spreekt erover in het laatste onderwerp van Trends Summer University 2023.

“Ik heb dyslexie en ik gebruik onze chatbot Bard om een sneller een email te schrijven, maar ik deel er geen vertrouwelijke informatie mee. Die overweging moet je altijd maken in een professionele context.”

Laurent Alexandre (opiniemaker en schrijver van het boek 'La guerre des intelligences'): “ Het is nog steeds mogelijk om vandaag op de trein van AI te stappen. Over 6 maanden is het voorbij en zal het te ingewikkeld zijn. Nu is het moment om het te doen. Op individuele schaal is er een echte uitdaging.”

Michael Adler (ambassadeur VS): 'We willen geen industrie in de VS aantrekken ten koste van Europa'

Ambassadeur van de Verenigde Staten Michael Adler zegt dat de mensen veruit de belangrijkste sterkte zijn van ons land. Hij bespreekt ook de voordelen van de Inflation Reduction Act van de Verenigde Staten.

“We willen geen industrie in de VS aantrekken ten koste van Europa. We willen industrie in beide regio's, zodat onze aanvoerketens niet gegijzeld kunnen worden.”

Thierry Geerts (country director Google): 'Premier De Croo interviewen was een innovatief formaat'

Thierry Geerts is de country director van Google, maar gisteren nam hij een tijdlang de rol van interviewer over tijdens het gesprek met premier Alexander De Croo.

Eurocommissaris Didier Reynders: 'Industrieel beleid moeten we financieren met Europees geld, anders geven de sterkste landen de meeste steun'

John-Eric Bertrand (co-CEO Ackermans & van Haaren) discussieert mee over het Europese en Belgische industriële beleid. "We moeten meer inzetten op ecosystemen met bedrijven en de meer dan 100 Belgische kennisinstellingen. Zo maken we het verschil in biotechnologie. Dit kan ook in offshore energie of waterstof."

Jan Remeysen (CEO van BASF Antwerpen): "In de basischemie is de benutting van onze capaciteit sterk gedaald door lagere vraag en goedkoper import. Dat laatste is structureel en verontrustend."

"Europa moet een doordacht industrieel beleid voeren. De green deal heeft vooral aandacht voor ecologie, maar we hebben ook economische duurzaamheid nodig. Dat evenwicht is er nu niet."

Herman Van de Velde (CEO van Van de Velde : "We hebben al in de jaren '70 onze productie moeten verhuizen. In de eerste plaats omdat we geen mensen meer vonden, later omwille van de kost. Tussen Tunesië en België gaat het bijvoorbeeld over een factor 10."

"Daarnaast is er nog de strenge regelgeving. We zijn al meer dan 10 jaar bezig met de voorbereiding om ons distributiecentrum uit te kunnen bereiden. 10 jaar! En nu pas kunnen we onze omgevingsvergunning aanvragen en het is nog altijd geen garantie dat het gaat lukken."

Eurocommissaris voor Justitie Didier Reynders : "Industrieel beleid moeten we ook financieren met Europees geld. Anders vallen we terug op staatssteun per lidstaat. Het zijn dan de landen met de sterkste overheidsfinanciën die meeste steun kunnen geven."

Dirk Coorevits (CEO Soudal): 'Soudal wil niet verborgen blijven wereldwijd, wij worden een wereldmerk'

Dirk Coorevits (CEO van Soudal) geeft een voorbeeld van een manier waarop zijn bedrijf telkens de lat hoog heeft gelegd voor zichzelf. "We hebben altijd al de lat hoog gelegd voor ons personeel. Al in de jaren '80 namen we bijvoorbeeld bijna alleen maar universitair geschoolden, licentiaten vertaler-tolk, aan als verkoper."

Soudal is een bedrijf dat de onnodige Belgische bescheidenheid naast zich neerlegt. "We doen ons best om opgemerkt te worden met Soudal. We bouwen een wereldmerk. Soudal past zijn producten aan aan onze klanten en exportmarkten. Dat is soms een logistieke nachtmerrie, maar dat zit in ons dna."

Fabrice Brion (CEO van [I-care](#) Group): "België is een zeer innovatie gedreven land. We houden van competitie en houden ook graag de touwtjes in handen. Belgische bedrijven zijn niet graag afhankelijk van andere leveranciers, we maken het liever zelf."

België is een land van innovators, maar die innovaties moeten we beter uitspelen. "Innovatie zonder disruptie is niets. Disruptie is durven concurreren. In België zijn we sterk in Innovatie, maar kom we tekort in de toepassing van de Innovatie", aldus Brion.

'Peter De Keyzer: België heeft het potentieel van 100 extra verborgen kampioenen'

Peter De Keyzer, econoom en opiniemaker van Growth Inc., trapt de tweede dag af van de Trends Summer University. Zijn presentatie is getiteld 'België een land van verborgen wereldleiders'. Belgen zijn vaak onnodig bescheiden, maar hij noemt de rode duivels als een voorbeeld van een verdienste waarbij we in ons land die zwakte hebben overstegen.

"België telt 28 zogenaamde 'verborgen kampioenen' (niet beursgenoteerde bedrijven met een omzet van meer dan een miljard euro, nvdr). 22 bevinden zich in Vlaanderen, en telkens 3 in Brussel en Wallonië. In vergelijking met Duitsland heeft Vlaanderen het potentieel van 100 extra verborgen kampioenen."

Premier Alexander De Croo: 'Als ik vandaag opnieuw zou kunnen beginnen, wil ik de politieke zwaargewichten in de regering, niet erbuiten'

Premier Alexander De Croo: "Als ik vandaag opnieuw zou kunnen beginnen als premier zou ik willen eisen dat de politieke zwaargewichten in de regering zitten en niet erbuiten. Het grote verschil tussen een premier en een premier is dat je als eerste minister je team niet kan kiezen."

Ik ben graag premier van België en ik zou het zo opnieuw willen doen, maar de dag dat het over is zal ook een goede dag zijn. Het liefste heb ik dat men zegt: 'dat is onmogelijk'. De kerncentrales openhouden, daar beet ik me in vast met de rest van de regering en we hebben het klaargespeeld. Dat was een team effort."

Lees het volledige verslag van de toespraak van van Premier Alexander De Croo

Premier Alexander De Croo en Belfius-CEO Marc Raisière

Over de toekomst van mobiliteit: 'Deelsteps bieden geen toegevoegde waarde in de steden, anders dan deelfietsen en deelauto's'

Op Trends Summer University 2023 gaat het over de toekomst van onze mobiliteit. Om met de deur in huis te vallen: België is een land van salariswagens, dat ziet ook Axel Smits (PwC Belgium). "Slechts 4% van werknemers is bereid om bedrijfswagen op te geven. Maar de Jongere generatie ziet bedrijfswagen niet meer als statussymbool."

Koen Van De Putte (CEO van Olympus Mobility) "Het mobiliteitsbudget is zodanig fiscaal interessant dat je je er huis mee kan afbetalen." Op die manier kan de privéwagen heer en meester te blijven in steden. "Deelsteps bieden ook geen toegevoegde waarde in de steden, in tegenstelling tot deelfietsen en deelauto's".

Hélène de Troostembergh (BuildUp): 'Tegen 2050 moeten we in Europa 43 miljoen woningen renoveren of 7.000 renovaties per dag'

Hélène de Troostembergh (CEO van BuildUp): "Als we energieneutraal willen zijn tegen 2050, moeten we onze steden renoveren. In Europa gaat het om 43 miljoen woningen en dat vergt 7.000 renovaties per dag. Dat wordt heel moeilijk."

Maar Troostenbergh is ook optimistisch en legt uit hoe technologie ons kan helpen om de doelstelling te halen.

'Veel bedrijfsmodellen zijn afhankelijk van lage rentevoeten en de rente is nu veel hoger dan een jaar geleden'

Robin Rivaton, auteur van het boek 'L'immobilier demain', spreekt over proptech, ofwel innovatieve bedrijven in de immobiëlesector:

"Men is vergeten dat de bouwsector cyclisch is. Consumenten zijn minder mobiel dan gedacht. Veel bedrijfsmodellen zijn afhankelijk van lage rentevoeten en de rente is nu veel hoger dan een jaar geleden."

Guillaume Boutin (Proximus) ziet economie netflixiseren: "De consument raakt overspoeld door streamingdiensten"

Abonnementsformules kunnen een grote meerwaarde zijn in een economie die 'netflixiseert'. Arne Vandendriessche (CEO Signpost): "Ik vind het verrassend dat zoveel startups abonnementen lanceren en klassieke bedrijven vasthouden aan transacties. Maar alles wat een abonnement kan worden, zal het ook ooit worden."

Cyril Vart (vice-president Fabernovel): "Is een abonnement een goed idee voor uw bedrijf? Dat uitzoeken, is een goede oefening voor elk bedrijf. Wat wilt de klant? Voor de prijszetting moet je weten welke kosten je maakt en welke hoeveelheden je verkoopt. Enzovoort."

'Consument overspoeld'

Guillaume Boutin (CEO Proximus): "Ik ben heel tevreden met de voorspelbaarheid van inkomsten uit abonnementen, maar er mogen ook niet te veel abonnementen komen. Netflix, Disney en alle andere streamingdiensten dreigen de consument te overspoelen."

Arne Vandendriessche: "Er zijn ook negatieve kanten aan een abonnement. Als de klant zes maanden huurt, dan betaalt die meer dan wanneer de klant meteen de laptop koopt. Wij moeten bij de bank lenen om dat bedrag te kunnen voorschieten. En klanten verwachten ook meer dienstverlening bij een abonnement. Als je die niet kan bieden verlies je snel klanten."

Rika Coppens, CEO van House of HR. "Voor innovatie moet je een cultuur in je bedrijf hebben, waar fouten maken niet alleen getolereerd, maar zelfs gestimuleerd wordt. Sommige innovaties gaan slagen. Andere niet. Fouten maken mag. Fouten maken is zelfs verplicht bij ons. Vertrouwen is de sleutel van innovatieve teams."

"Schaarste aan talent is een mogelijke killer van ons bedrijf en bij veel andere bedrijven. Ondernemingen zullen hun personeel zelf moeten opleiden. We stimuleren aandeelhouderschap bij onze medewerkers. Onze aandeelhouder/medewerkers willen dat het bedrijf blijft bestaan, voor de volgende generatie. Zelfs als ze ooit weggaan bij het bedrijf."

Ilham Kadri (CEO van Solvay): "Ik ben optimistisch dat we klimaatprobleem de baas kunnen. Wetenschap en innovatie zullen ons helpen. Wij gebruiken bijvoorbeeld uw afval om de activiteiten van Solvay te decarboniseren"

Xavier Bouckaert opent Trends Summer University 2023

Xavier Bouckaert, CEO van Roularta Media Group: "Trends Summer University is geïnspireerd op World Economic Forum in Davos, maar dan iets bescheidener. De bedoeling is om samen na te denken over economische vraagstukken."



Décarboner les usines, mission de l'intelligence artificielle ?



A la une Des capteurs malins pour réduire les besoins en énergie des machines, du béton moins polluant ou des outils pour traquer les

émissions en CO2: loin de se cantonner à ChatGPT, l'intelligence artificielle (IA) peut-elle aussi aider à décarboner ?

C'est le pari de nombreuses entreprises. Dans les travées des conférences sur le changement climatique, il n'est plus rare de tomber sur des startups vantant leurs capacités à mesurer et réduire les émissions: l'américaine Watershed, l'allemande Carbme, ou encore la française Greenly, qui propose d'analyser les activités des entreprises pour les traduire et les quantifier en gaz à effet de serre.

Au-delà de ChatGPT, qui a fait les gros titres ces derniers mois, les applications de l'IA sont infiniment nombreuses, notamment pour apporter davantage de traçabilité, élément majeur de la décarbonation. Dans ce cadre, l'IA peut jouer un rôle majeur, estime Geoffroy Petit, spécialiste du sujet pour le cabinet BearingPoint. « L'un de ses apports est sa capacité à reconstruire une partie des données, à les projeter pour fournir des estimations sur les émissions liées à un produit qui soient les moins fausses possibles », explique-t-il.

Car si les entreprises peuvent aisément savoir ce qu'elles émettent directement, c'est moins facile avec les émissions indirectes (dites de Scope 3), dont celles de leurs fournisseurs. « Par exemple, l'IA pourrait permettre de dire aux entreprises: Ce que vous faites pour décarboner votre flotte de véhicules, c'est bien, mais le sujet chez vous, c'est le modèle d'affaires qui repose sur l'entrée dans vos entrepôts de milliers de produits dont vous ne maîtrisez absolument pas le bilan carbone », décrypte Léo Génin, consultant environnement pour [i Care](#), chez BearingPoint.

Un point loin d'être négligeable: selon un rapport récent de CapGemini, les émissions indirectes représentaient l'an dernier 92% des émissions totales affichées par les entreprises européennes interrogées. Mais l'IA peut être utilisée à d'autres fins, dont l'amélioration des procédés de fabrication au sein d'une usine. « On peut, grâce aux données que l'on récolte, dire quelles sont les raisons pour lesquelles on produit mal ou bien », décrit ainsi Paul Pinault, l'un des responsables de Braincube, entreprise française proposant des solutions numériques aux industriels. Cela permet notamment d'évaluer, via des millions de données, quels seront les processus industriels les moins énergivores.

« Impact environnemental »

Des industriels se sont lancés, comme le français Suez avec son logiciel Aquadvanced, pour aider à la gestion des réseaux d'eau. L'allemand Siemens a lui mis au point un logiciel de mesure des émissions tout au long de la chaîne de valeur. Et les Gafam sont de la partie: l'américain Meta a collaboré avec l'université de l'Illinois l'an dernier, pour concevoir un algorithme afin de créer des bétons plus frugaux en émissions. Au-delà de la décarbonation des procédés et des produits, l'IA peut aussi aider aux processus de décision des entreprises. Par exemple, une société devrait-elle plutôt démolir un bâtiment et le reconstruire avec des matériaux plus verts, ou au contraire réutiliser une partie du site et reconstruire l'autre partie avec des matériaux recyclés ?

L'avenir de la planète passe-t-il pour autant par l'intelligence artificielle ? Ce serait occulter le fait que le numérique représente 3 à 4% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, selon un rapport de l'Agence de la transition écologique (Ademe) et de l'Arcep, autorité de régulation des télécoms. En d'autres termes, la solution potentielle fait aussi partie du problème.

« La question du retour sur investissement, du point de vue environnemental, de ces infrastructures numériques au regard des bénéfices et des promesses induites reste quelque chose de peu vérifié à l'heure actuelle », souligne Léo Génin. Et encore faut-il que les entreprises veuillent mettre en place ces outils, avec des coûts potentiels additionnels à court terme.

Les spécialistes soulignent néanmoins un changement des mentalités, bien que lent. « Précédemment, les entreprises nous contactaient en disant: +J'ai un problème de qualité à résoudre dans mon usine+. Aujourd'hui, elles disent: +J'ai un problème de qualité et je veux aussi mesurer mon impact environnemental+ », témoigne Paul Pinault. Le plus incitatif serait encore de faire rimer environnement et économies. « Quand on couple aspect financier et aspect climatique, les entreprises prennent des décisions beaucoup plus rapidement », atteste ainsi Geoffroy Petit.

L'international, levier stratégique pour Wallonie Entreprendre



L'Echo - 29 Jun. 2023
Page 8
L'Echo

... marchés et certainement pas se limiter à la seule Wallonie. Il en va aussi de la croissance pour les entreprises. La croissance par acquisition permet de gagner 2 ans.» Des exemples comme Lasea, Deltrian, I-Care, CE+T, ou dernièrement Neoceram qui a racheté une société aux États-Unis, illustrent ce...

À l'image du montant record de 60 milliards d'euros enregistré par les exportations wallonnes en 2022, un plongeon dans les chiffres de la Sofinex, l'outil public wallon dédié au financement des projets d'internationalisation des sociétés wallonnes en appui de partenaires privés, permet d'analyser le dynamisme des entreprises au-delà de la Wallonie. Question de nécessité, assure même Laurence Glautier, membre du comité de direction de Wallonie Entreprendre (WE), chargée du volet international. «La réindustrialisation de la Wallonie passe par la conquête internationale. Il faut conquérir les marchés et certainement pas se limiter à la seule Wallonie. Il en va aussi de la croissance pour les entreprises. La croissance par acquisition permet de gagner 2 ans.» Des exemples comme Lasea, Deltrian, I-Care, CE+T, ou dernièrement Neoceram qui a racheté une société aux États-Unis, illustrent ce dynamisme. Sur les 4 dernières années, l'outil a soutenu 28 projets de croissance externe pour un montant total de financement de 25 millions et représentant des projets d'investissement d'entreprises wallonnes de l'ordre de 120 millions.

Mais avant d'aller plus loin dans les chiffres de la Sofinex, une information pratique... Aujourd'hui intégrée dans Wallonie Entreprendre (l'outil public wallon né de la fusion entre Sowalfin, SRIW et Sogepa), la Sofinex entame un nouveau chapitre de son histoire. «On profite de cette fusion pour jouer sur la cohérence avec l'ensemble du groupe et abandonner notre nom Sofinex au profit de Wallonie Entreprendre International. Cette intégration aura un impact positif, car on gagne en visibilité autour d'une marque unique», estime Laurence Glautier. Ce rebranding s'accompagne surtout de la fin du plafond d'intervention pour les financements directs, jusqu'ici limité à 1,5 million. «La fusion dans WE nous permet de financer des projets plus importants. Nous travaillons actuellement sur un dossier d'acquisition d'une entreprise et financerons 2 millions sur les 7 nécessaires. Avec cette opération, l'entreprise doublera de taille.»

Évolution du profil des entreprises

La structure financière de l'ex-Sofinex a par ailleurs été revue avec une augmentation de capital de 80 millions d'euros opérée par sa maison mère WE. «Avec un capital qui passe à 82,5 millions, nous gagnons en autonomie et nous limitons notre impact sur les taux.» Cette parenthèse refermée, chez Wallonie Entreprendre International, on constate, sur près de 20 ans d'existence, une évolution dans le chemin que prennent les entreprises vers l'international. «Sur 20 ans, ce sont 273 entreprises qui ont été financées pour un montant global de 178 millions. On remarque une accélération ces dernières années. Notre volume de financement est passé de 7,3 millions en 2016 à 33,6 millions en 2022», note Emmanuel Calay, manager de Wallonie Entreprendre International. Au niveau des 1.425 garanties accordées toutes ces années, elles représentent un montant de 422 millions. Sur le terrain, que cela soit pour le rachat d'un concurrent, la création d'une filiale, ou l'engagement de commerciaux en Belgique pour attaquer le marché international, certaines mutations se sont également opérées avec un financement accru dans la croissance des start-ups. «Nos opérations portaient surtout sur la création de filiales à l'étrangers. Mais depuis quelques années, nous avons ouvert le financement aux demandes des start-ups», conclut Emmanuel Calay. Le résumé

Intégrée dans Wallonie Entreprendre (né de la fusion entre Sowalfin, Sriw et Sogepa), la Sofinex change de nom et devient Wallonie Entreprendre International .

Sur 20 ans, l'outil qui aide les entreprises dans leurs projets à l'international a financé 273 entreprises pour un montant global de 178 millions .

Le plafond de financement, jusqu'ici limité à 1,5 million, vient de sauter . De quoi soutenir de plus gros projets à l'étranger .

François-Xavier Lefèvre

Économie & Politique Belgique

Canal Nord-Sud

Alain
Narinx



Il n'y a pas de malades imaginaires

Cher Wim,

Comme tu l'as indiqué toi-même dans ta dernière chronique, le biais communautaire dans les dépenses de santé est largement dépassé. Des écarts sont certes visibles dans la consommation de tel médicament ou dans le nombre de consultations pour telle pathologie. Mais ceux-ci sont expliqués et surveillés. Il n'y a pas de déséquilibre global nord/sud injustifié.

Wim, pourquoi, dès lors, certains en Flandre souhaitent-ils procéder à une régionalisation accrue (voire totale) des soins de santé? Quelles sont les positions des partis flamands à cet égard? Quels seront leurs objectifs lors des négociations après les élections de 2024? N'y a-t-il pas, derrière cette revendication de régionalisation, une volonté de casser la solidarité? Ce serait un simple calcul cynique consistant à payer moins pour la collectivité, notamment car la Flandre, plus prospère, contribue davantage aux recettes finançant la sécurité sociale.

Pour justifier une régionalisation des soins de santé, certains mettent en exergue le manque d'efficacité de notre système. Il s'agit de bâtir un paquet homogène de compétences. Il est exact que leur éparpillement actuel complique la donne. Lors de la crise du covid, on a (à juste titre) regretté de réunir neuf ministres de la Santé. Mais cette complexité n'est-elle pas justement le produit des différentes réformes de l'État successives? À moins d'une scission totale des soins de santé, le problème persistera peu ou prou.

Une solution ne peut-elle pas résider dans une refédéralisation? La pandémie nous a enseigné que le niveau fédéral restait prépondérant pour gérer la santé publique de manière optimale. Et elle a montré qu'un petit virus se moque bien d'une frontière. Puis, par principe, une assurance maladie est plus performante lorsque le nombre de ses contributeurs et de bénéficiaires est élevé puisque le risque est ainsi lissé.

Reprenons ton exemple: la consommation d'antihistaminiques ou d'anticoagulants est nettement plus importante en Flandre qu'en Wallonie. Le fait que le sud du pays dépense moins pour ces médicaments permet justement d'équilibrer le budget. Sans cela, il faudrait des mesures plus restrictives, au détriment des patients, pour éviter une entorse budgétaire sur ce poste. Le raisonnement vaut évidemment dans l'autre sens pour les antidépresseurs par exemple.

Wim, notre focus doit rester l'efficacité des politiques menées. En l'occurrence, l'objectif doit être, dans le respect d'un budget limité et bien géré, d'organiser notre système de manière à ce que chaque Belge bénéficie de la meilleure protection pour sa santé, des soins les plus optimaux, des remboursements les plus adéquats...

Enfin, Wim, je ne suis pas sûr qu'un débat sur un transfert de compétences soit la priorité. Il y a bien d'autres choses plus urgentes et plus importantes. Quelques exemples: la réforme du financement des hôpitaux, la modernisation de la nomenclature ou encore la pénurie de personnel qualifié.

Last but not least, la remise à l'emploi des malades de longue durée est un enjeu fondamental. Selon les dernières estimations du Bureau du Plan, la politique inchangée, il y aura, en 2035, 580.000 travailleurs en incapacité de longue durée. Aujourd'hui déjà, ces malades sont plus nombreux que les chômeurs. Ce problème est particulièrement important pour la Flandre, car la Région souffre d'une pénurie de main-d'œuvre criante et le retour au boulot d'une proportion de ces personnes en incapacité pourrait soulager un marché du travail tendu.

Wim, peut-on mener de front ces nombreux chantiers avec un processus de réformes institutionnelles, avec ce que ça implique comme moyens humains, financiers, organisationnels? J'en attends tout.

Alain

Le nord et le sud du pays portent-ils un regard différent sur l'actualité? C'est le sujet que nous souhaitons aborder dans notre chronique, publiée simultanément dans L'Écho et De Tijd. Alain Narinx (L'Écho) et Wim Van de Velden (De Tijd) croisent le fer chaque semaine.

SANTÉ

Les hôpitaux obligés de proposer les IRM au tarif conventionné

Chaque hôpital de Belgique devra d'ici la fin de l'année offrir aux patients les services d'imagerie médicale lourde aux tarifs officiels. Vendredi dernier, le gouvernement a approuvé en première lecture un avant-projet de loi en ce sens porté par le ministre Frank Vanhecke. Aujourd'hui, les patients référés à l'hôpital pour un CT-scan ou une IRM trouvent trop peu souvent un radiologue qui respecte les tarifs officiels.

Ils sont donc contraints de payer un supplément d'honoraires. relève le ministre, sur base de l'étude 2023 de l'Agence inermu-tualiste (AIM).

DOUANES

2 millions €

De janvier à mai 2023, 2 millions d'euros en espèces ont déjà été saisis à l'aéroport de Zaventem, selon les derniers chiffres de la douane, diffusés à l'occasion d'une conférence de presse du SPF Finances.

ÉNERGIE

Une réforme du tarif social en préparation

La ministre de l'Énergie Tinne van der Straeten (Groen) propose une réforme du tarif social pour le gaz et l'électricité. Son projet a déjà reçu les avis favorables du CD&V et de Vooruit. La suppression du tarif social élargi aura lieu le 1er juillet. Il existe un risque de choc tarifaire pour certains ménages, préviennent en effet les associations de protection des consommateurs et de lutte contre la pauvreté. Dans De Standaard, Tinne Van der Straeten propose donc une réforme de ce tarif social avec l'instauration d'un système par paliers, qui fixerait trois catégories de ménages.

FISCALITÉ

«Vu l'atmosphère au sein du gouvernement, une réforme fiscale de 6 milliards d'euros est utopique.»

CONNOR ROUSSEAU
PRÉSIDENT DE VOORUIT

Le président de Vooruit, Connor Rousseau, espère que des avancées pourront être réalisées ce week-end sur la réforme fiscale. Un deal à 6 milliards serait toutefois «utopique», estime-t-il.

L'international, levier stratégique pour Wallonie Entreprendre



Des exemples comme Lasea, Deltrian, I-Care, CE+T (notre photo), ou dernièrement Neoceram qui a racheté une société aux États-Unis, illustrent ce dynamisme pour l'international. © ANTHONY DEHEZ

LE RÉSUMÉ

Intégrée dans Wallonie Entreprendre (né de la fusion entre Sowafin, Srw et Sogepal), la Sofinex change de nom et devient Wallonie Entreprendre International.

Sur 20 ans, l'outil qui aide les entreprises dans leurs projets à l'international a financé 273 entreprises pour un montant global de 178 millions.

Le plafond de financement, jusqu'ici limité à 1,5 million, vient de sauter. De quoi soutenir de plus gros projets à l'étranger.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

À l'image du montant record de 60 milliards d'euros enregistré par les exportations wallonnes en 2022, un plongeon dans les chiffres de la Sofinex, l'outil public wallon dédié au financement des projets d'internationalisation des sociétés wallonnes en appui de partenaires privés, permet d'analyser le dynamisme des entreprises au-delà de la Wallonie. Question de nécessité, assure même Laurence Gautier, membre du comité de direction de Wallonie Entreprendre (WE), chargée du volet international et à l'réinvention de la Wallonie passe par la conquête internationale. Il faut conquérir les marchés et certainement pas se limiter à la seule Wallonie. Il en va aussi de la

croissance pour les entreprises. La croissance par acquisition permet de gagner 2 ans. Des exemples comme Lasea, Deltrian, I-Care, CE+T, ou dernièrement Neoceram qui a racheté une société aux États-Unis, illustrent ce dynamisme. Sur les 4 dernières années, l'outil a soutenu 28 projets de croissance externe pour un montant total de financement de 25 millions et représentant des projets d'investissement d'entreprises wallonnes de l'ordre de 120 millions.

Mais avant d'aller plus loin dans les chiffres de la Sofinex, une information pratique... Aujourd'hui intégrée dans Wallonie Entreprendre (l'outil public wallon né de la fusion entre Sowafin, Srw et Sogepal), la Sofinex entame un nouveau chapitre de son histoire. «On profite de cette fusion pour jouer sur

la cohérence avec l'ensemble du groupe et abandonner notre nom Sofinex au profit de Wallonie Entreprendre International. Cette intégration aura un impact positif, car on gagne en visibilité autour d'une marque unique», estime Laurence Gautier. Ce rebranding s'accompagne surtout de la fin du plafond d'intervention pour les financements directs, jusqu'ici limité à 1,5 million. «La fusion dans WE nous permet de financer des projets plus importants. Nous travaillons actuellement sur un dossier d'acquisition d'une entreprise et financerons 2 millions sur les 7 nécessaires. Avec cette opération, l'entre-prise doublera de taille.»

Évolution du profil des entreprises

La structure financière de Tec-Sofinex a par ailleurs été revue avec une augmentation de capital de 80 millions d'euros opérée par sa maison mère WE. «Avec un capital qui passe à 82,5 millions, nous gagnons en autonomie et nous limitons notre

28

Sur les 4 dernières années, Wallonie Entreprendre International (ex-Sofinex) a soutenu 28 projets de croissance externe pour un montant total de financement de 25 millions.

impact sur les taxes. Cette parenthèse réformée, chez Wallonie Entreprendre International, on constate, sur près de 20 ans d'existence, une évolution dans le chemin que prennent les entreprises vers l'international. «Sur 20 ans, ce sont 273 entreprises qui ont été financées pour un montant global de 178 millions. On remarque une accélération ces dernières années. Notre volume de financement est passé de 7,3 millions en 2016 à 33,6 millions en 2022», note Emmanuel Calay, manager de Wallonie Entreprendre International. Au niveau des 1.245 garanties accordées toutes ces années, elles représentent un montant de 422 millions. Sur le terrain, que cela soit pour le rachat d'un concurrent, la création d'une filiale, ou l'engagement de commerciaux en Belgique pour attaquer le marché international, certaines mutations se sont également opérées avec un financement accru dans la croissance des start-ups. «Nos opérations portaient surtout sur la création de filiales à l'étranger. Mais depuis quelques années, nous avons ouvert le financement aux demandes des start-ups», conclut Emmanuel Calay.

Le copilote d'I-care sort de l'ombre Expérience

La Libre Belgique - 24 Jun. 2023
Page 16

La Libre Belgique



Rencontre Pierre-François Lovens

La société technologique montoise I-care fêtera ses vingt ans en 2024. Avec quelques autres (IBA, EVS, Odo, Aerospacelab,...), elle fait partie des "nouveaux" fleurons de l'économie wallonne. I-care, spécialisée dans la maintenance prédictive et prescriptive de sites industriels (via des capteurs de données et des algorithmes de machine learning), n'est pas encore une "licorne" (société valorisée à plus d'1 milliard d'euros), mais elle s'en rapproche à grandes enjambées. Avec une croissance annuelle de l'ordre de 35 % et plus de 750 collaborateurs, l'ancienne PME est devenue un groupe international.

Quand on parle d'I-care dans les médias, c'est le nom et le visage de Fabrice Brion qui apparaissent. Depuis la création de la société en 2004, c'est lui qui pilote la société au jour le jour. Ce passionné d'automobile est toutefois bien placé pour savoir que, dans les courses d'endurance ou les longs raids (avec traversée périlleuse de déserts), la victoire dépend autant des qualités du pilote que de son copilote. Un rôle moins en vue, mais précieux quand il s'agit de mener la voiture à bon port.

Entreprendre dans le Borinage

"Fabrice est le seul pilote d'I-care et je suis son navigateur", répond Arnaud Stiévenart quand on lui demande le rôle qu'il occupe dans l'attelage qu'il forme avec Fabrice Brion depuis la création de l'entreprise. Arnaud Stiévenart, dont les apparitions sont rares dans les médias, est l'homme de l'ombre chez I-care. Et ce n'est pas pour déplaire à ce juriste de formation. "Dès la création d'I-care, il était clair que Fabrice aurait un rôle opérationnel plus important que le mien. Cela ne m'a jamais posé le moindre souci. Comme beaucoup de CEO, il a une énergie hors du commun. L'avantage que j'ai sur lui, c'est le recul. En n'étant pas au four et au moulin comme lui, j'ai une vue plus globale et stratégique sur l'évolution du groupe."

Un recul très relatif... Arnaud Stiévenart n'est jamais très loin de Fabrice Brion. "On est en contact permanent. Fabrice m'envoie des WhatsApp dès 6 heures du matin ! Ce qui est assez incroyable avec lui, c'est que, quand je lui fais une suggestion, il arrive souvent qu'elle soit déjà d'application dans la journée ! Au-delà de notre longue amitié, c'est sans doute ça qui m'anime : à travers les conseils et les idées que je partage avec Fabrice, j'ai pu contribuer à faire grandir I-care et à faire en sorte que notre entreprise inspire toute une région."

Arnaud Stiévenart a croisé la route de Fabrice Brion dès les années de collège, à Saint-Ghislain. Originaires tous les deux du Borinage, ils ont progressivement nourri le projet d'entreprendre, ensemble, dans une région industrielle durement frappée par la crise industrielle et le chômage. "Tous les deux, nous étions animés par la volonté de montrer qu'il était possible, dans le Borinage, de renouer avec la prospérité économique sans devoir délocaliser", raconte Arnaud Stiévenart, dont l'esprit d'entreprise lui vient surtout de son père. Médecin à Dour, celui-ci avait eu l'opportunité, en fin de carrière, de reprendre une maison de repos et d'investir dans différentes sociétés de la région.

L'ingénieur et le juriste

Avant de fonder I-care, Fabrice Brion et Arnaud Stiévenart ont eu l'occasion de travailler pour le compte de grosses boîtes (le premier chez Emerson, le deuxième chez PwC). "C'est Fabrice qui, en 2004, est venu avec l'idée de lancer un projet en se basant sur son mémoire de fin d'études (à la Faculté Polytechnique de Mons, Ndlr). On se retrouvait chez ma grand-mère pour réfléchir. C'est là qu'on a posé les jalons d'I-care."

S'ils partagent de nombreux points communs (attachement à leur région, passion pour l'automobile, goût pour l'entrepreneuriat,...), l'ingénieur en électromécanique et le juriste ont des profils très complémentaires. Ils ont eu aussi, dès les débuts d'I-care, la volonté de "faire du business autrement", souligne Arnaud Stiévenart, ce qui signifiait "mettre davantage l'humain au centre" du projet. Fabrice Brion ne manque d'ailleurs jamais de rappeler toute l'importance qu'I-care accorde au bien-être de ses collaborateurs au travail, à l'implication des employés dans la vie de l'entreprise (beaucoup d'entre eux sont devenus actionnaires en 2022) et à la solidarité avec la région (ce fut notamment le cas lors de la crise sanitaire).

Alignés sur les valeurs et la stratégie (laquelle prévoit, à terme, une introduction en Bourse), les deux fondateurs d'I-care dégagent, vingt ans après le début de l'aventure, l'impression d'un duo très soudé. Un peu comme le pilote et le copilote d'un bolide lancé à pleine vitesse, auquel la victoire ne peut échapper.

26 avril 1979 : naissance d'Arnaud Stiévenart.

1997-2003 : bac et master en droit (UNamur et KU Leuven). Master en administration et gestion (UCLouvain).

2003-2006 : auditeur et consultant chez PwC Belgium.

2004: cofondateur d'I-care.

2017: acquisition de Varina, société d'Antoing (injection plastique).

La découverte du "lean management"

Dans le parcours d'Arnaud Stiévenart, il y a une expérience qui l'a marqué à titre personnel, mais qui a eu aussi des retombées concrètes sur I-care. En 2007, soit trois ans après la création d'I-care, il a eu l'occasion de passer un an à la prestigieuse université Waseda de Tokyo. "C'est lors de ce voyage que j'ai étudié le modèle du lean management mis en place chez Toyota, raconte-t-il . Ce fut, pour moi, une vraie claque en matière de gestion d'entreprise qualitative et efficace." Dès son retour en Belgique, Arnaud Stiévenart parle de sa découverte à Fabrice Brion et lui suggère d'appliquer le modèle chez I-care. Un modèle qui repose sur deux grands piliers, dit-il. Le premier consiste à améliorer "de façon continue" l'efficacité de l'entreprise, c'est-à-dire la capacité à tirer le meilleur parti des ressources disponibles. Le deuxième pilier est l'attention à l'humain et le respect.

FACE ET PROFIL

Le copilote d'I-care sort de l'ombre

■ Arnaud Stiévenart est l'ami et l'associé de Fabrice Brion, patron de la pépite montoise.

26 avril 1979 : naissance d'Arnaud Stiévenart.

1997-2003 : bac et master en droit (UNamur et KU Leuven). Master en administration et gestion (UCLouvain).

2003-2006 : auditeur et consultant chez PwC Belgium.

2004 : cofondateur d'I-care.

2017 : acquisition de Varina, société d'Antoing (injection plastique).

Rencontre Pierre-François Lovens

La société technologique montoise I-care fêtera ses vingt ans en 2024. Avec quelques autres (IBA, EVS, Odo, Aerospace-lab,...), elle fait partie des "nouveaux" fleurons de l'économie wallonne. I-care, spécialisée dans la maintenance prédictive et prescriptive de sites industriels (via des capteurs de données et des algorithmes de *machine learning*), n'est pas encore une "licorne" (société valorisée à plus d'1 milliard d'euros), mais elle s'en rapproche à grandes enjambées. Avec une croissance annuelle de l'ordre de 35% et plus de 750 collaborateurs, l'ancienne PME est devenue un groupe international.

Quand on parle d'I-care dans les médias, c'est le nom et le visage de Fabrice Brion qui apparaissent. Depuis la création de la société en 2004, c'est lui qui pilote la société au jour le jour. Ce passionné d'automobile est toutefois bien placé pour savoir que, dans les courses d'endurance ou les longs raids (avec traversée périlleuse de déserts), la victoire dépend autant des qualités du pilote que de son copilote. Un rôle moins en vue, mais précieux quand il s'agit de mener la voiture à bon port.

Entreprendre dans le Borinage

"Fabrice est le seul pilote d'I-care et je suis son navigateur", répond Arnaud Stiévenart quand on lui demande le rôle qu'il occupe dans l'attelage qu'il forme avec Fabrice Brion depuis la création de l'entreprise. Arnaud Stiévenart, dont les apparitions sont rares dans les médias, est l'homme de l'ombre chez I-care. Et ce n'est pas pour déplaire à ce juriste de formation. "Dès la création d'I-care, il était



JEAN-LUC TIEBAUX

c'est sans doute ça qui m'anime: à travers les conseils et les idées que je partage avec Fabrice, j'ai pu contribuer à faire grandir I-care et à faire en sorte que notre entreprise inspire toute une région."

Arnaud Stiévenart a croisé la route de Fabrice Brion dès les années de collège, à Saint-Ghislain. Originaires tous les deux du Borinage, ils ont progressivement nourri le projet d'entreprendre, ensemble, dans une région industrielle durement frappée par la crise industrielle et le chômage. "Tous les deux, nous étions animés par la volonté de montrer qu'il était possible, dans le Borinage, de renouer avec la prospérité économique sans devoir délocaliser", raconte Arnaud Stiévenart, dont l'esprit d'entreprise lui vient surtout de son père. Médecin à Dour, celui-ci avait eu l'opportunité, en fin de carrière, de reprendre une maison de repos et d'investir dans différentes sociétés de la région.

L'ingénieur et le juriste

Avant de fonder I-care, Fabrice Brion et Arnaud Stiévenart ont eu l'occasion de travailler pour le compte de grosses boîtes (le premier chez Emerson, le deuxième chez PwC). "C'est Fabrice qui, en 2004, est venu avec l'idée de lancer un projet en se basant sur son mémoire de fin d'études (à la Faculté Polytechnique de Mons, Ndlr). On se retrouvait chez ma grand-mère pour réfléchir. C'est là qu'on a posé les jalons d'I-care."

S'ils partagent de nombreux points communs (attachement à leur région, passion pour l'automobile, goût pour l'entrepreneuriat,...), l'ingénieur en électromécanique et le juriste ont des profils très complémentaires. Ils ont eu aussi, dès les débuts d'I-care, la volonté de "faire du business autrement", souligne Arnaud Stiévenart, ce qui signifiait "mettre davantage l'humain au centre" du projet. Fabrice Brion ne manque d'ailleurs jamais de rappeler toute l'importance qu'I-care accorde au bien-être de ses collaborateurs au travail, à l'implication des employés dans la vie de l'entreprise (beaucoup d'entre eux sont devenus actionnaires en 2022) et à la solidarité avec la région (ce fut notamment le cas lors de la crise sanitaire).

Alignés sur les valeurs et la stratégie (laquelle prévoit, à terme, une introduction en Bourse), les deux fondateurs d'I-care dégagent, vingt ans après le début de l'aventure, l'impression d'un duo très soudé. Un peu comme le pilote et le copilote d'une bolide lancé à pleine vitesse, auquel la victoire ne peut échapper.

Expérience

La découverte du "lean management"

Dans le parcours d'Arnaud Stiévenart, il y a une expérience qui l'a marqué à titre personnel, mais qui a eu aussi des retombées concrètes sur I-care. En 2007, soit trois ans après la création d'I-care, il a eu l'occasion de passer un an à la prestigieuse université Waseda de Tokyo. "C'est lors de ce voyage que j'ai étudié le modèle du lean management mis en place chez Toyota, raconte-t-il. Ce fut, pour moi, une vraie claque en matière de gestion d'entreprise qualitative et efficace."

Dès son retour en Belgique, Arnaud Stiévenart parle de sa découverte à Fabrice Brion et lui suggère d'appliquer le modèle chez I-care. Un modèle qui repose sur deux grands piliers, dit-il. Le premier consiste à améliorer "de façon continue" l'efficacité de l'entreprise, c'est-à-dire la capacité à tirer le meilleur parti des ressources disponibles. Le deuxième pilier est l'attention à l'humain et le respect.

clair que Fabrice aurait un rôle opérationnel plus important que le mien. Cela ne m'a jamais posé le moindre souci. Comme beaucoup de CEO, il a une énergie hors du commun. L'avantage que j'ai sur lui, c'est le recul. En n'étant pas au four et au moulin comme lui, j'ai une vue plus globale et stratégique sur l'évolution du groupe."

Un recul très relatif... Arnaud Stiévenart n'est jamais très loin de Fabrice Brion. "On est en contact permanent. Fabrice m'envoie des WhatsApp dès 6 heures du matin! Ce qui est assez incroyable avec lui, c'est que, quand je lui fais une suggestion, il arrive souvent qu'elle soit déjà d'application dans la journée! Au-delà de notre longue amitié,

Les industriels veulent décarboner sans se tirer une balle dans le pied



...Du côté de Mons, Fabrice Brion, le CEO d'I-care, spécialiste dans la maintenance prédictive, met en avant l'importance de pouvoir mobiliser les capitaux. «Nous avons tous les outils nécessaires pour gagner la bataille de la décarbonation. Il ne s'agit plus d'inventer mais d'investir massivement. Il...

Continuer les efforts environnementaux déjà sur les rails mais mettre en pause certains textes européens en cours de discussion qui feraient porter un effort trop important sur l'industrie. C'est, en résumé, l'idée évoquée par le Premier ministre, Alexander De Croo, dans un discours, lundi.

Côté industriel, on sent le terrain miné. «Il y a des considérations politiques et je ne veux pas faire de politique», pose ce capitaine d'industrie wallon, qui s'exprime sous la condition de l'anonymat. «Clairement, les propos de De Croo, c'est une position politique. Il s'adresse à l'électorat qui lui reste, et c'est celui des entreprises, qui connaissent beaucoup de contraintes et de pressions.»

Un terrain miné, donc. Et un appel à la nuance. «Ce n'est pas soit le CO2, soit la biodiversité», poursuit le chef d'entreprise, qui entend bien préciser qu'il n'a aucun souci avec les objectifs «ambitieux» fixés pour 2030. «Nos actionnaires et les jeunes générations nous poussent dans ce sens», affirme-t-il encore.

Après les précautions d'usage, le fond. Et le spectre des délocalisations et de la désindustrialisation belge et européenne, aggravé entre autres par les sirènes de l'Inflation Reduction Act (IRA) américain. «On n'a pas les mêmes considérations environnementales ailleurs dans le monde. Quand vous devez investir dans une nouvelle usine, vous regardez où c'est le plus avantageux, et ce ne sera plus en Europe, vu les coûts énergétiques.»

Concurrence intra-européenne

Le danger n'est d'ailleurs pas uniquement hors du continent. D'où un appel à renforcer l'attractivité du pays face aux incitants mis en place par certains pays européens, dont la France. Car si changer de continent peut s'avérer périlleux, aller établir des activités dans les pays limitrophes l'est beaucoup moins. «Si je ne le fais pas, je me ferais virer parce que je suis un mauvais manager.»

Le Premier ministre fait-il bien de se joindre aux voix qui demandent une pause réglementaire ? «Tout ce qu'on va faire [en matière de réductions des émissions, NDLR] est déjà extrêmement ambitieux. Ne nous tirons pas une balle dans le pied. (...) C'est une transition longue et coûteuse. La question, c'est de savoir comment la réussir sans passer par le chaos total d'un pays appauvri.»

Réduire le coût de l'investissement

Le discours est un peu différent du côté d'un cimentier, qui s'exprime également en off. «Notre secteur a déjà pris et continue de prendre toute une série de mesures pour limiter ses émissions de CO2. Mais il n'y a pas de raison de se limiter au CO2. Il faut que chaque secteur industriel contribue à l'effort.» Au risque d'entamer la compétitivité belge? «Je comprends que De Croo soit inquiet de la fuite des entreprises. (...) À mon sens, le risque est plus important pour un secteur qui serait visé par différentes mesures en même temps.»

Du côté de Mons, Fabrice Brion, le CEO d'I-care, spécialiste dans la maintenance prédictive, met en avant l'importance de pouvoir mobiliser les capitaux. «Nous avons tous les outils nécessaires pour gagner la bataille de la décarbonation. Il ne s'agit plus d'inventer mais d'investir massivement. Il faudrait que la BCE ait des taux directeurs différenciés. Les investissements à impact positif seraient proches de 0%, les neutres seraient proches des taux actuels, et les investissements à impact négatifs seraient doublés par rapport aux taux actuels. Avoir un seul taux directeur, ça date de l'époque du télégramme. Aujourd'hui, on peut bien en avoir trois.»

Un chef d'entreprise demandant l'anonymat

Environnement et Vivaldi: la grande incompréhension

Alexander De Croo était-il en campagne électorale lorsqu'il a évoqué une pause dans les réglementations environnementales européennes?

SOPHIE LEROY

Depuis le début de la semaine, la question environnementale suscite tout un emballement politico-médiatique. C'est particulièrement la façon de gérer la mise en œuvre du Pacte vert européen qui fait bouillonner le débat.

Rappel de la séquence: le président français Emmanuel Macron a réclamé une «pauses réglementaire européenne, non pour remettre en cause les objectifs climatiques de l'Union, mais pour passer à une phase de mise en œuvre. Alexander De Croo, notre Premier ministre, a aussi évoqué ce principe. La ministre flamande de l'Énergie, Zuhair Demir, a elle plaidé pour que l'accord européen porte plutôt sur l'adaptation aux conséquences des changements climatiques.

Ce qui marque surtout Caroline Sägesser, chercheuse au Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques), c'est que le monde politique a pris la mesure de ces thématiques pour les jeunes générations. L'emballement est là pour rester, alors que pendant longtemps, la question climatique était laissée en périphérie des grands enjeux pour la Belgique.

Fraie c'emballe

Ces sorties politiques ont fait bondir les écologistes. La ministre wallonne de l'Environnement Céline Tellier a grogné sur LinkedIn ce mercredi: «Ces propos (d'Alexander De Croo) sont totalement lunaires par rapport aux enjeux qui sont aujourd'hui les nôtres.»

Sur Twitter, Jean-Marc Nollet, coprésident d'Écolo, a jugé «hallucinantes» les déclarations d'Alexander De Croo. Zakia Khatib, la ministre fédérale du Climat, a pointé que «ce n'est pas la position #begov».

Au PS aussi, on s'étonnait. «Une fois de plus, le Premier ministre ne respecte pas son propre accord de gouvernements», remarquait le président Paul Magnette sur Twitter. «L'ambivalence générale est tendue et distendue au sein de la Vivaldi», rappelle Caroline Sägesser. «Toute question se transforme en pré-campagne électorale.»

Et pour Écolo, les temps sont durs. «Les sondages montrent une situation délicate pour tous les partis de la Vivaldi, sauf pour Vooruit», rappelle Caroline Sägesser. «C'est particulièrement difficile pour Écolo, qui est le plus susceptible d'avoir été élu en électorat, sur la question nucléaire et la guerre en

Ukraine. Il ne peut se permettre de ne pas donner de la voix dans les circonstances actuelles.»

Maladroït?

Dans l'entourage du Premier ministre, on tient à préciser le message de celui-ci, insistant qu'on en reste bien à une «totale ambition climatique, plus que jamais», mais que la priorité est mise sur «l'objectif CO2 pour lequel il y a un momentum, le Fit For 55», qui vise à réduire les émissions de l'UE d'au moins 55% d'ici à 2030. «Si on fait tout en même temps, on perdra nos industries, nos PME et les ménages dans cette lutte.»

Caroline Sägesser recadre aussi. «Il s'agissait d'une prise de parole d'Alexander De Croo, pas d'un acte de gouvernement! Il faut donc en relativiser la portée. C'était sans doute

«C'était sans doute maladroït de la part du Premier ministre, mais je n'ai pas l'impression qu'il faille y voir une stratégie.»

CAROLINE SÄGESSER
CHERCHEUSE
AU CRISP

maladroït de la part du Premier ministre, mais je n'ai pas l'impression qu'il faille y voir une stratégie.»

Aller chercher des électeurs

Pour l'Open Vid, malmené lui aussi dans les sondages, il devient nécessaire d'apaiser un électorat d'entrepreneurs qui se débat avec de multiples règles contraignantes. Tout comme pour la N-VA, dépassée dans les sondages par le Vlaams Belang, il est intéressant de draguer les agriculteurs, public traditionnel du CD&V, et le patronat industriel, plutôt lié à l'Open Vid.

Et voilà la question climatique qui devient enfin un vrai enjeu électoral. Elle y gagne clairement en visibilité. En clarté, c'est beaucoup moins sûr, vu les dissensions que ces dernières sorties ont fait apparaître.



Dans l'entourage d'Alexander De Croo (ci-dessus Zuhair Demir, ministre flamande de l'Énergie), on tient à préciser le message de celui-ci, insistant qu'on en reste bien à une «totale ambition climatique, plus que jamais». © PHOTONIEWS

3 questions à

Georges Gilkinet
vice-Premier
ministre Écolo



1 Comment réagissez-vous aux propos d'Alexander De Croo?

La législature n'est pas terminée, il y a encore beaucoup de défis à relever. La perte de biodiversité est une menace au moins aussi importante que celle du dérèglement climatique. Et toutes les deux pèseront de plus en plus lourdement sur nos dépenses publiques et sur notre capacité à laisser une planète viable à nos enfants. C'est quelque chose qui doit mobiliser, jusqu'au bout de la législature, l'ensemble du gouvernement. Nous avons encore beaucoup de pain sur la planche, notamment pour poursuivre la transformation de notre économie après les crises qui se sont succédées et qui ont un lien très étroit avec les enjeux environnementaux et de santé publique.

2 Comment comprenez-vous ces propos?

Nous sommes habitués aux provocations de la N-VA, au conservatisme des familles politiques traditionnelles au sein du Parlement européen, moins à un tel positionnement du Premier ministre. Il est logique de lui rappeler notre accord de gouvernement et nos engagements internationaux. Et de l'engager à continuer à travailler ensemble contre toutes ces pollutions qui dégradent nos conditions de vie, provoquent des maladies et ont un coût énorme pour les finances publiques et l'économie.

3 En tant que Vice-Premier Écolo, comment allez-vous réagir?

Nous sortons de la plus grave crise sanitaire depuis des décennies, crise qui est en lien étroit avec la pression que l'homme fait peser sur la biodiversité. Une crise qui a coûté des milliards! Ce n'est pas d'une pause dont nous avons besoin, mais d'une accélération.

Les industriels veulent décarboner sans se tirer une balle dans le pied

Les industriels réagissent de manière nuancée aux propos d'Alexander De Croo. Il s'agit de réussir à transformer les activités sans entraver la dynamique économique.

MAXIME DELRUE, SIMON SOURIS

Continuer les efforts environnementaux déjà sur les rails mais mettre en pause certains textes européens en cours de discussion qui feraient porter un effort trop important sur l'industrie. C'est, en résumé, l'idée évoquée par le Premier ministre, Alexander De Croo, dans un discours, lundi.

Côté industriel, on sent le terrain miné. «Il y a des considérations politiques et je ne veux pas faire de politiques», pose ce capitaine d'industrie wallon, qui s'exprime sous la

condition de l'anonymat. «Clairément, les propos de De Croo, c'est une position politique. Il s'adresse à l'électorat qui lui reste, et c'est celui des entreprises, qui connaissent beaucoup de contraintes et de pressions.»

Un terrain miné, donc. Et un appel à la instance. «Ce n'est pas soit le CO2, soit la biodiversité», poursuit le chef d'entreprise, qui entend bien préciser qu'il n'a aucun souci avec les objectifs «ambitieux» fixés pour 2030. «Nos actionnaires et les jeunes générations nous poussent dans ce sens», affirme-t-il encore.

Après les précautions d'usage, le fond. Et le spectre des délocalisations et de la désindustrialisation belge et européenne, aggraveré entre autres par les séismes de l'inflation Reduction Act (IRA) américain. «On n'a pas les mêmes considérations

environnementales ailleurs dans le monde. Quand vous devez investir dans une nouvelle usine, vous regardez où c'est le plus avantageux, et ce ne sera plus en Europe, vu les coûts énergétiques.»

Concurrence intra-européenne

Le danger n'est d'ailleurs pas uniquement hors du continent. D'où un appel à renforcer l'attractivité du pays face aux incitations mis en place par certains pays européens, dont la France. Car si changer de continent peut s'avérer périlleux, aller établir des activités dans les pays limitrophes l'est beaucoup moins. «Si je ne le fais pas, je me ferai virer parce que je suis un mauvais manager.»

Le Premier ministre fait-il bien de se joindre aux voix qui demandent une pause réglementaire? «Tout ce

«C'est une transition longue et coûteuse. La question est de savoir comment la réussir sans passer par le chaos total d'un pays appauvri.»

UN CHEF D'ENTREPRISE
DEMANDANT L'ANONYMAT

qu'on va faire [en matière de réductions des émissions, NDR], est déjà extrêmement ambitieux. Ne nous tirons pas une balle dans le pied. (...) C'est une transition longue et coûteuse. La question, c'est de savoir comment la réussir sans passer par le chaos total d'un pays appauvri.»

Réduire le coût de l'investissement

Le discours est un peu différent du côté d'un cimentier, qui s'exprime également en off. «Notre secteur a déjà pris et continue de prendre toute une série de mesures pour limiter ses émissions de CO2. Mais il n'y a pas de raison de se limiter au CO2. Il faut que chaque secteur industriel contribue à l'effort.» Au risque d'entamer la compétitivité belge? «Je comprends que De Croo soit inquiet de la fuite des

entreprises. (...) À mon sens, le risque est plus important pour un secteur qui serait visé par différentes mesures en même temps.»

Du côté de Mons, Fabrice Brion, le CEO d'I-care, spécialiste dans la maintenance prédictive, met en avant l'importance de pouvoir mobiliser les capitaux. «Nous avons tous les outils nécessaires pour gagner la bataille de la décarbonation. Il ne s'agit plus d'inventer mais d'investir massivement. Il faudrait que la BCE ait des taux directeurs différenciés. Les investissements à impact positif seraient proches de 0%, les neutres seraient proches des taux actuels, et les investissements à impact négatifs seraient doublés par rapport aux taux actuels. Avoir un seul taux directeur, ça date de l'époque du télégramme. Aujourd'hui, on peut bien en avoir trois.»

Imec à Liège, l'entrepreneuriat sans frontière linguistique



L'Echo - 24 Mai. 2023
Page 2
L'Echo

... grands noms comme I-Care ou Odoo ont montré la voie et d'autres pépites attirent maintenant les regards...

L'arrivée du géant flamand imec sur le sol wallon, à La Grand Poste à Liège, à travers son accélérateur de start-ups imec.istart, va bien au-delà de la bonne nouvelle. Le fait que le centre de recherche de référence mondiale dans les semi-conducteurs et les technologies numériques au sens large, élu récemment meilleur accélérateur au monde lié à une université, s'intéresse à l'écosystème des start-ups technologiques en Wallonie est en soi un sujet de satisfaction. Cela prouve, à tout le moins pour ceux qui en douteraient, que les choses bougent aussi dans le monde des start-ups wallonnes. De grands noms comme I-Care ou Odoo ont montré la voie et d'autres pépites attirent maintenant les regards.

Cette collaboration, signée mardi entre imec et Noshag, démontre une fois de plus que le milieu des affaires est souvent imperméable à la polémique politique qui chatouille trop souvent les relations entre le nord et le sud de la Belgique. À un an des élections, cet accord est un nouvel élément concret qui prouve que dans un pays compliqué comme la Belgique, mais petit à l'échelle du monde, les collaborations restent possibles. Et chacun a à y gagner.

Dans les sciences du vivant, la Flandre et la Wallonie pourraient même devenir ensemble un acteur incontournable sur le plan mondial en boostant les partenariats dans les biotechs. Soyons réalistes. Le redressement de la Wallonie ne peut se limiter à tisser des liens économiques entre les bassins de Liège et Charleroi. Il viendra aussi par des partenariats avec les pôles de Genk, ou Louvain. L'arrivée d'imec est ainsi un bel exemple.

Mais au-delà de cette implantation, le succès d'imec, dont la force est née de la fusion de plusieurs centres de recherche universitaires afin d'en faire un acteur unique au monde avec des positions allant des États-Unis à l'Asie, doit pousser la Wallonie à s'interroger sur l'avenir de son écosystème de la recherche.

Ce n'est un secret pour personne. À l'inverse de la Flandre qui a réussi à fusionner ses centres de recherche dans les biotechs ou dans les technologies pour en faire des machines de guerre, le paysage de la recherche dans le sud du pays est trop fragmenté. Une multitude de centres de plus petites tailles cohabitent sans forcément pouvoir prétendre concurrencer des «institutions» comme imec. Cet éclatement est néfaste, tant au niveau de la force de frappe que de la réussite. Un projet de rapprochement était inscrit dans la déclaration de politique régionale du gouvernement wallon. Il reste un an pour l'accélérer.

François-Xavier Lefèvre

General Atomic recherche des partenaires belges



L'ECHO - 11 Mai. 2023

Page 12

L'ECHO

...I-care, Aerospacelab, Coexpair, ScioTeq, l'institut Vito: il y avait du beau monde mercredi dans les couloirs d'A6K, le hub d'innovation et de formation technologique situé à Charleroi. Plusieurs jeunes pousses et quelques acteurs confirmés de l'industrie technologique et aérospatiale belge avaient...

I-care, Aerospacelab, Coexpair, ScioTeq, l'institut Vito: il y avait du beau monde mercredi dans les couloirs d'A6K, le hub d'innovation et de formation technologique situé à Charleroi. Plusieurs jeunes pousses et quelques acteurs confirmés de l'industrie technologique et aérospatiale belge avaient fait le déplacement en bord de Sambre pour participer aux rencontres «Blue Magic Belgium», organisées par le constructeur américain de drones General Atomic Aeronautical Systems Inc (GA-ASI), qui a été retenu par le gouvernement belge pour la fourniture de quatre - et à terme six - drones MQ-9B SkyGuardian. Il s'agissait de la quatrième édition de cet événement, qui vise à rassembler des entreprises belges et des leaders de l'industrie aérospatiale susceptibles de participer aux activités de GA-ASI.

Pépites belges

Depuis qu'elle a été choisie par la Défense, la société californienne a commencé à travailler avec quelques sociétés belges - Sabca, ScioTeq et Thales Belgique - sur le programme SkyGuardian. Mais elle a également entrouvert la porte à un large éventail d'entreprises pour des collaborations sur d'autres projets, comme l'intelligence artificielle, les matériaux, les capteurs ou la fabrication avancée. Plusieurs pépites comme Coexpair, Simulators Group ou Airobot ont déjà été retenues, même si General Atomic se montre très discret sur la nature de ces partenariats. Pour ces sociétés, un accord avec le constructeur US représente, au-delà d'éventuels contrats de recherche, une belle carte de visite.

Par rapport aux éditions précédentes, le Blue Magic Belgium 2023 avait, par ailleurs, un intérêt particulier, avec la présence de Lockheed Martin Ventures, la branche capital-risque du géant américain de la défense. Lockheed Martin est le constructeur de l'avion de combat F-35, dont la Belgique a acheté 34 exemplaires. Le groupe a lui aussi déjà noué des coopérations avec l'industrie belge, mais a été invité par le gouvernement De Croo à développer ses contacts avec les entreprises de notre pays, les partenariats actuels étant jugés trop limités.

Lors d'une intervention, Thomas Dermine, le secrétaire d'État pour la relance et les investissements stratégiques, a fait valoir à ses hôtes américains que «la Belgique était désormais la meilleure place en Europe pour l'innovation, avec plus de 3,5% de son PIB consacré à la recherche et développement». Après avoir négligé le secteur de la défense pendant des décennies, le gouvernement belge a adopté en particulier une stratégie (DIRS) dotée de 1,8 milliard pour soutenir la recherche et l'industrie dans ce domaine.

Olivier Gosset

Clarisse Ramakers (Agora): « L'intelligence artificiel et ChatGPT ne vont pas tout déstructurer »

 trends.levif.be/economie - 21 avr. 2023

..., Aerospacelab ou I-Care qui sont en forte croissance... L'enjeu, c'est précisément de trouver suffisamment de personnel qualifié....

Olivier Mouton

Chef news

Chef news

Dans notre Trends Talk, la directrice générale de la fédération wallonne de l'industrie technologique insiste sur la nécessité d'embrasser le changement et insiste sur l'importance de la formation tout au long de la vie.

Clarisse Ramakers, directrice générale d'Agoria Wallonie, est l'invitée de notre Trends Talk, qui passe en boucle ce week-end sur Canal Z. Agoria, la plus grosse fédération sectorielle avec plus de 2000 entreprises, représente l'industrie technologique et se trouve au cœur des changements vertigineux de notre époque digitale

Lire aussi: Comment l'intelligence artificielle va doper votre productivité

Le leitmotiv de Clarisse Ramakers : le changement est porteur de positif, ce n'est pas le monstre dénoncé par les conservateurs de tous bords. « J'ai la chance d'être en contact avec des entreprises qui relèvent les défis sociétaux de demain », dit-elle. On le voit avec tout ce qui concerne le développement durable et l'enjeu climatique. Pas mal d'entreprises créent des innovations et ce sont des membres d'Agoria. Et à titre personnel, je trouve que globalement, le changement est quelque chose qui permet d'avancer et de se projeter dans l'avenir. »

Des cadres législatifs nécessaires

Faut-il dès lors embrasser les innovations technologiques, parfois vertigineuses ? « Aborder quelque chose avec crainte, c'est déjà mettre un biais par rapport à la manière dont on va aborder la problématique. Maintenant, il est clair que nous devons avoir des cadres législatifs, notamment par rapport à l'intelligence artificielle, avec une attention particulière au fait d'avoir un cadre européen afin que toutes les entreprises de la zone euro soient considérées de la même manière. » Avec un regard sur ce qui se passe ailleurs pour ne pas abîmer la compétitivité de nos entreprises.

Son regard sur la révolution ChatGPT, dont on parle tous les jours ? L'économiste Bruno Colmant affirme que cela va « tout chambouler ». « On considère souvent les évolutions technologiques comme des évolutions à court terme sans nécessairement voir leur impact à long terme. Il faut parfois raison garder. L'intelligence artificielle existe depuis plus de cinquante ans. Depuis 2008, avec les évolutions en terme de puissance de calcul et d'algorithme, on a renforcé l'auto-alimentation des systèmes de manière à aboutir à des systèmes comme ChatGPT. Cela ne va pas tout déstructurer comme le disait Bruno Colmant, mais cela va changer notre manière de travailler. »

Lire aussi: Intelligence artificielle: l'apocalypse de nos structures sociales?

L'importance de la formation

Clarisse Ramakers précise : « Selon les études, les gens qui sont très bons dans leurs métiers sont encore meilleurs grâce à ces innovations. Par contre, ceux qui sont un peu à la traîne ont plus de mal à monter dans le train. C'est pour cela que l'on doit beaucoup renforcer la formation tout au long de la vie. Je peux comprendre que cela fasse peur de se dire que l'on n'aura jamais fini d'apprendre, mais moi, je trouve que c'est une bonne chose. »

La directrice générale d'Agoria Wallonie souligne encore, dans notre Trends Talk, que l'innovation est indispensable pour la compétitivité de nos entreprises, alors que le coût du travail est élevé. Elle épingle les entreprises pionnières : Gitech ou Valeo dans le sous-trainé automobile, Aerospacelab ou I-Care qui sont en forte croissance... L'enjeu, c'est précisément de trouver suffisamment de personnel qualifié.

« Un écosystème en péril »

Clarisse Ramakers regrette aussi que le cadre fiscal belge ne soit pas toujours à la hauteur des enjeux et regrette notamment les réformes des droits d'auteur ou du précompte professionnel de chercheurs. « C'est tout un écosystème que l'on met en péril », prévient-elle.

Un entretien de fond passionnant, en boucle ce week-end sur Canal Z.

Vous avez repéré une erreur ou disposez de plus d'infos? Signalez-le ici

Partager:

<https://trends.levif.be/a-la-une/tech-medias/clarisse-ramakers-agera-lintelligence-artificiel-et-chatgpt-ne-vont-pas-tout-destructurer/>

Comment l'intelligence artificielle va doper votre productivité

 trends.levif.be/economie - 18 Apr. 2023

ChatGPT et les autres formes d'intelligence artificielle (IA) suscitent beaucoup d'interrogations et de craintes quant à la survie de certains métiers. Aujourd'hui pourtant, les IA se présentent essentiellement comme des sources d'optimisation de diverses tâches. Voici huit exemples parmi une multitude d'autres, illustrant comment l'IA vous permettra d'être tout simplement plus productif.

Plus de 1.400 spécialistes mondiaux ont publié une lettre pour freiner les développements de l'intelligence artificielle (IA) et surtout de ChatGPT. Parmi eux, l'omniprésent Elon Musk et des pontes de certains géants de la tech. Depuis quelques mois, la question de l'intelligence artificielle (IA) et de ses solutions génératives de textes et d'images est de tous les commentaires.

Lire aussi | Plus de 12.000 signataires demandent de ralentir le développement de l'IA

Récemment, une photo générée par une intelligence artificielle (donc, un fake) du pape François en grosse doudoune a fait le tour du web et des médias. Elle a soulevé diverses questions, d'abord sur son authenticité, puis sur les moyens d'éviter ou de reconnaître ce type de "faux", et enfin sur les dangers induits par ces créations artificielles et sur l'éthique nécessaire pour encadrer cette évolution. Des interrogations qui s'ajoutent aux grands débats en vigueur depuis plusieurs années à propos de l'impact réel de ces technologies sur les entreprises. D'un côté, ceux qui estiment que l'IA est une menace pour les emplois. De l'autre, ceux qui soutiennent qu'elle peut être un atout pour les travailleurs.

Dans le camp des pessimistes, on insiste sur le fait que puisqu'une IA est en mesure de réaliser des tâches humaines bien plus vite et parfois mieux que les humains eux-mêmes, de nombreux métiers passeront à la moulinette des algorithmes. Conséquence: ces derniers disparaîtront ou, au mieux, se raréfieront. Et les études sur le sujet sont nombreuses. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) évaluait en 2018 à près de 14% le nombre d'emplois qui, dans les pays membres, pourraient être automatisés d'ici 2028. La même année, le consultant PwC prévoyait que 30% des emplois seraient exposés à un risque élevé d'automatisation. Des chiffres qui précédaient pourtant l'irruption des IA génératives...

Plus récemment, Goldman Sachs pointait le nombre de 300 millions d'emplois à temps plein menacés par des IA génératives en Europe et aux Etats-Unis. Les métiers les plus touchés? Ceux qui nécessitent des tâches répétitives et prévisibles: opérateurs de saisie de données, caissiers, agents de production en usine, assistants administratifs, opérateurs téléphoniques, etc. Mais d'autres fonctions pourraient être touchées: dans le secteur de la santé, de la justice ou de la finance.

Lire aussi | Premiers licenciements à cause de ChatGPT

Dans le clan des technophiles, on voit davantage la bouteille à moitié pleine, précisant combien l'émergence des intelligences artificielles générera de nouveaux métiers: ingénieurs en apprentissage automatique, développeurs de chatbots, conseillers en stratégie d'IA, architectes d'IA, éthiciens de l'IA...

L'intelligence artificielle constituera d'ailleurs aussi un atout pour les employés puisqu'elle leur permettra de gagner du temps en délaissant les tâches répétitives et à faible valeur ajoutée. L'entrepreneur tech Roald Sieberath, qui vient de lancer Foundational.AI pour accompagner les entreprises dans l'intégration d'IA, soutient ainsi que cette dernière se révélera très intéressante même pour des profils peu qualifiés: "Ils seront dotés d'une sorte d'exosquelette pour tâches mentales qui leur donnera des 'super-pouvoirs'. Il leur facilitera la vie et leur permettra de réaliser des tâches qui ne pouvaient être exécutées jusque-là par des gens plus chers ou plus qualifiés".

Même son de cloche chez Goldman Sachs qui affirme qu'une introduction généralisée de l'IA dans les entreprises pourrait fortement doper la productivité des employés, et donc des firmes elles-mêmes. Il faut dire que les systèmes d'intelligence artificielle peuvent être déployés dans une multitude de domaines et d'usages. Jugez plutôt.

1 Assistance virtuelle et relations clients

La gestion de la relation clients constitue un enjeu fondamental pour nombre d'entreprises. Aujourd'hui déjà, l'IA est de plus en plus utilisée pour répondre automatiquement aux demandes les plus courantes des clients via des chatbots ou des assistants virtuels. Jusqu'ici relativement basiques, ceux-ci permettent d'opérer un premier tri dans les demandes. Les employés peuvent donc se concentrer sur les requêtes les plus complexes et gagner du temps en évitant de devoir répondre aux demandes répétitives.

ALEXIS SAFARIKAS © PG

ChatGPT constitue déjà un excellent outil de recherche de l'information en interne." ALEXIS SAFARIKAS, CEO DE CAMPFIRE

L'arrivée des technologies de type ChatGPT devrait jouer un rôle déterminant dans l'efficacité de ces outils. Mais dans un premier temps, pas forcément comme on pourrait l'imaginer. "Laisser ChatGPT répondre directement au client extérieur serait encore un peu dangereux, souligne d'emblée Alexis Safarikas, CEO de Campfire.AI, start-up qui aide à implémenter de l'IA dans les entreprises. On n'est pas sûr qu'il donne la bonne information et dans un certain nombre de cas, il y a des questions de responsabilité. Par contre, ChatGPT constitue déjà un excellent outil de recherche de l'information en interne sur laquelle un opérateur humain peut se baser pour apporter les réponses."

Brancher le robot conversationnel sur les données dispersées de l'entreprise permet en effet de puiser les infos dans des sources parfois très nombreuses et éclatées au sein des entreprises. Et donc de gagner pas mal de temps.

2 Aide à la décision

Prévision de la demande et gestion des stocks, analyse de données financières ou étude de marché et des nouvelles tendances: l'IA nourrie de multitudes de données peut se transformer en un copilote intéressant pour les patrons et les décideurs, peu importe leur niveau hiérarchique. Ainsi, l'IA peut être utilisée pour optimiser la chaîne d'approvisionnement en prévoyant les fluctuations de la demande, et donc en aidant les entreprises à ajuster les niveaux de stock en conséquence. Une entreprise de logistique utilisera, par exemple, l'IA pour prédire les volumes de colis et de marchandises transportés pendant une période donnée afin de planifier efficacement la disponibilité des véhicules et des conducteurs.

Des algorithmes seront également utilisés pour planifier les itinéraires les plus efficaces et minimiser les temps de trajet et les coûts de carburant. Mais l'aide à la décision peut toucher des tas d'autres domaines du business. "Au sein de notre comité de direction et de notre conseil d'administration, ChatGPT est devenu un conseiller à part entière que nous interrogeons pour nos décisions stratégiques, admet sans encombre Matthieu Remy, CEO de la fintech easyvest. Personnellement, en tant que CEO – job où on se sent parfois seul – je converse régulièrement avec ChatGPT pour challenger mes doutes stratégiques. Il me fournit régulièrement un cadre de réflexion et des éléments pertinents que je n'avais pas considérés d'emblée."

Les banques disposent déjà de nombreux robots d'aide à la décision. Par exemple dans le domaine des crédits hypothécaires. Et pas seulement pour l'analyse de dossiers. "Nous avons aussi un robot qui traite les demandes de suspension des crédits hypothécaires dans le cadre de notre crédit souple, glisse-t-on chez BNP Paribas Fortis. Cette possibilité permet d'alléger temporairement le remboursement si les crédits ont des difficultés financières. Avant la crise énergétique, le robot traitait environ 400 dossiers par mois. Mais lorsque le gouvernement a proposé en septembre 2022 un report de remboursement des prêts hypothécaires des ménages les plus touchés, nous avons adapté ce robot. Dans le mois, il a traité environ 2.000 dossiers par mois."

3 Reconnaissance d'images et description de photos

Dans son domaine (exploration de la seconde main pour améliorer l'image RSE des marques), la solution d'intelligence artificielle mise en place par la start-up française Enhancy est particulièrement novatrice. "Dans notre secteur, l'enjeu de la création d'une fiche de vente illustrée d'une photo est important, détaille Alexandre Fristot, cofondateur. Car elle implique des coûts parfois supportés juste pour une seule pièce à mettre en vente."

ALEXANDRE FRISTOT © PG

En passant de 20 minutes à deux minutes pour digitaliser une pièce unique, nous optimisons les coûts opérationnels." ALEXANDRE FRISTOT (ENHANCY)

Enhancy a donc développé une box studio qui photographie une pièce de vêtement, reconnaît ses attributs, décrit automatiquement sa fiche produit et la met en ligne en deux minutes. "Donc plus besoin d'expert photo, de copywriter, de merchandiser", précise Alexandre Fristot. En passant de 20 minutes à deux minutes pour digitaliser une pièce unique, nous optimisons les coûts opérationnels." Une technologie qui pourrait, selon son initiateur, être déployée sur d'autres biens que des vêtements. Et potentiellement rendre des services à d'autres secteurs...

La détection d'images via la technologie du deep learning offre d'ailleurs des tas d'autres possibilités. Elle peut, par exemple, être utilisée comme système de contrôle de qualité dans le classement automatique des fruits et légumes sur base de leur couleur, de leur forme, etc.

Au début du mois de février, Colruyt a lancé un test dans certains magasins. Grâce à une intelligence artificielle, une caméra placée au-dessus de la caisse scanne les produits transférés d'un chariot à un autre par un opérateur. Ce dernier ne doit plus scanner manuellement chaque produit. Le système permettrait de reconnaître 85% des produits. Certes, ceux situés sous le chariot doivent encore être scannés manuellement et les fruits et légumes doivent encore être pesés. Néanmoins, ce procédé devrait permettre de faire gagner du temps aux caissiers, donc aux clients.

4 Assistance au recrutement

Les ressources humaines comptent parmi les créneaux où l'apport de l'intelligence artificielle s'est déjà largement développée avant même l'apparition de ChatGPT. Dans le recrutement tout d'abord. L'IA est en effet de plus en plus souvent utilisée pour automatiser les processus de sélection en recherchant et en analysant les profils des candidats et en fournissant des informations pertinentes sur leurs compétences et leur expérience. L'IA peut effectuer une première sélection parmi les C.V. Elle est capable de reconnaître les mots clés pertinents, de détecter les lacunes et de sélectionner les meilleurs candidats... qu'il ne reste plus qu'à inviter à un rendez-vous avec un responsable RH humain pour aller plus loin.

Un outil comme ChatGPT peut également aider certains à rédiger les contrats. Stéphane Biron est CEO de la Smile School, une école privée récemment ouverte à Mont-Saint-Guibert. "Quand on s'est lancé l'an passé, on a fait face à pas mal de paperasse: des contrats étudiants, des fiches de paye, un règlement de travail, etc., explique le responsable. Avec de bonnes requêtes, ChatGPT a préparé une base sur laquelle je me suis appuyé, que j'ai corrigée, et en 30 minutes, un contrat était rédigé."

L'algorithme lui a permis de passer outre "l'angoisse de la page blanche", résume-t-il. Le CEO précise toutefois que s'il peut procéder de la sorte, c'est parce que cette matière fait partie de ses domaines de compétences et qu'il connaît les requêtes et les points devant figurer dans ce type de contrat. Et même s'il fait relire ensuite les documents par un avocat, "le gain de temps est réel, tout comme l'économie sur les frais d'avocat qui n'a plus à tout écrire".

5 Analyses et maintenance prédictive

Les entreprises et industries n'ont certes pas attendu l'émergence d'intelligences artificielles de bon niveau pour faire usage des innombrables données qu'elles sont en mesure de récolter. Depuis longtemps déjà, elles se sont appuyées sur le big data, notamment pour la surveillance de leurs machines de production ou pour l'analyse de comportements des clients.

Mais l'avènement d'IA plus sophistiquées offre des perspectives encore bien plus intéressantes. Dans l'industrie, par exemple, les données des capteurs des machines sont collectées en continu afin de surveiller les performances des équipements. Ces données sont analysées par des algorithmes d'IA pour détecter les signes avant-coureurs de problèmes, comme des changements dans les modèles de vibrations ou de température. Les informations issues de cette analyse sont utilisées pour planifier des activités de maintenance préventive, évitant ainsi des temps d'arrêt coûteux et des perturbations de la production.

C'est d'ailleurs dans ce créneau que se développe la star wallonne I-care dirigée par Fabrice Brion. Des études montrent que la maintenance prédictive peut réduire les coûts de maintenance jusqu'à 30%, augmenter la disponibilité des équipements jusqu'à 20%, et augmenter la production jusqu'à 25%...

6 Amélioration du SEO & "copywriting"

Les entreprises cherchent toujours à apparaître en haut des résultats de recherche Google sans dépenser beaucoup d'argent. Pour y parvenir, ce qu'on appelle le SEO (Search Engine Optimization) est essentiel. Le process se base essentiellement sur les contenus des sites et tient compte des titres, des textes, des mots clés, etc.

MAXIME HOUSIAUX © PG

Nous utilisons ChatGPT comme source d'inspiration. Il nous soumet parfois des idées auxquelles nous n'aurions pas pensé." MAXIME HOUSIAUX (LOOK & FIN)

Mais ChatGPT peut être un excellent auxiliaire, offrant les mots clés les plus pertinents. D'autant que le robot peut aussi générer des titres ou des textes. "Nous l'utilisons de temps à autre, précise Maxime Housiaux, directeur marketing chez le spécialiste belge du crowdlending Look & Fin. Pour améliorer notre SEO, nous avons besoin que des sites nous mentionnent et fassent des liens vers notre plateforme. Nous le proposons notamment à des partenaires à qui nous fournissons des textes. Pour qu'ils parlent du même sujet mais avec une structure et un phrasé différents, nous soumettons d'abord nos textes à ChatGPT et lui demandons de paraphraser. Cela nous permet de générer des textes beaucoup plus vite, même s'il va de soi que les textes pondus par l'intelligence artificielle doivent être relus et vérifiés."

Lire aussi | Après TikTok, ChatGPT un danger pour votre entreprise ?

Pour les textes publiés sur le site même de la start-up, le responsable marketing se montre toutefois plus frileux: "Nos propres textes doivent être beaucoup mieux pensés. Et puis, on se méfie du manque de sources: certaines parties de textes générées par ChatGPT ne sont-elles pas de purs plagiat de sites existants? On n'en sait rien. Par contre, nous utilisons ChatGPT comme source d'inspiration. Il peut non seulement nous aider pour identifier rapidement une bonne structure de texte mais en plus, nous soumet parfois des idées auxquelles on n'aurait pas pensé. Ce qui nous fait gagner un temps précieux."

Gabriel Goldberg, business coach chez Beci, ne dit pas autre chose: "Le copywriter d'aujourd'hui va être amené à utiliser ChatGPT comme un outil lui permettant d'aller plus vite, de compléter des textes et les rendre plus crédibles, par exemple en livrant des études chiffrées qui appuient tel ou tel argument. Trouver des études via ChatGPT est bien plus facile et rapide que sur Google".

7 Bureautique du futur

Des centaines de millions de personnes utilisent chaque jour les programmes de Microsoft 365: Word, Powerpoint, Excel... Les logiciels mis au point par la firme de Bill Gates constituent depuis des années des outils de productivité informatique.

En 2023, ils devraient être sous stéroïdes d'intelligence artificielle. En effet, le géant de l'informatique prévoit de lancer "Microsoft Copilot" qui permettra aux utilisateurs d'interagir avec leur ordinateur juste en utilisant le langage naturel pour lui demander de chercher des informations dans des documents, des e-mails et de les traiter. Par exemple, Copilot pourra créer la première trame d'un document Word ou d'une présentation PowerPoint à partir d'un document existant. Il pourra aussi "résumer de longs échanges d'e-mails ou rédiger des suggestions de réponses dans Outlook, synthétiser en temps réel les principaux points et actions à prendre d'une réunion Teams ou encore automatiser des tâches", indique la firme de Redmond qui mise largement sur l'IA pour se différencier des autres géants de la tech et faire gagner du temps aux utilisateurs de ses logiciels. Lire aussi | Microsoft dope ses logiciels à l'intelligence artificielle

Outre Microsoft, de nombreuses entreprises ont d'ailleurs déjà mis en place des solutions d'IA pour la gestion des e-mails. Quantité gigantesque de messages, nécessité de répondre et d'assurer les suivis: là aussi, l'intelligence artificielle peut jouer un rôle de facilitateur. L'IA est notamment utilisée pour classer automatiquement les e-mails reçus par les employés en les triant par ordre de priorité ou par catégories. Par ailleurs, l'IA peut également proposer des résumés d'e-mails, générer des (propositions de) réponses et, comme c'est le cas dans l'application Gmail de Google, par exemple, suggérer des relances à des e-mails auxquels il n'a pas encore été donné suite.

8 Codage accéléré

Du code qui génère du code. Voilà le fantasme que beaucoup auraient cru impossible voici encore quelques années. Et pourtant, aujourd'hui diverses solutions technologiques d'intelligence artificielle sont capables de générer du code à la demande, avec une précision toujours plus grande. Citons PolyCoder, CodeT5 ou OpenAI Codex.

MATTHIEU RÉMY © PG

On a l'impression d'avoir doublé la taille de l'équipe IT et sa bande passante pour 0 euro de frais en plus." MATTHIEU RÉMY CEO EASYVEST

Certaines sont même capables de générer du code sur base du langage naturel . "Dans notre département IT, nos programmeurs ne codent plus ex nihilo en partant d'une feuille blanche, précise Matthieu Rémy, CEO de la start-up easyvest. Ils expliquent d'abord à ChatGPT dans un langage humain la fonctionnalité de l'algorithme qu'ils souhaitent produire et dans quel langage informatique. ChatGPT sort ensuite le code complet de cet algorithme, et c'est franchement très qualitatif."

Pour les codeurs, il est aussi possible de faire appel à l'IA afin d' identifier des problèmes de codes et des bugs potentiels . Bugs pour lesquels ces systèmes peuvent également proposer des corrections. "On a l'impression d'avoir doublé la taille de l'équipe IT et sa bande passante pour 0 euro de frais en plus, résume Matthieu Rémy. L'effet levier est tel que je ne devrais peut-être plus jamais engager de développeurs supplémentaires."

Lire plus de:

ChatGPT

Elon Musk

Roald Sieberath

Alexis Safarikas

MATTHIEU RÉMY

BNP Paribas Fortis

Enhancy

Alexandre Fristot

Colruyt

Stéphane Biron

Fabrice Brion

Maxime Housiaux

Gabriel Goldberg

Bill Gates

OpenAI Codex

Partager:

<https://trends.levif.be/a-la-une/tech-medias/comment-lintelligence-artificielle-va-doper-votre-productivite/>

Comment l'intelligence artificielle va doper votre productivité



Trends/Tendances - 13 Apr. 2023
Page 20

* Trends/Tendances : Trends/Tendances

Plus de 1.400 spécialistes mondiaux ont publié une lettre pour freiner les développements de l'intelligence artificielle (IA) et surtout de ChatGPT. Parmi eux, l'omniprésent Elon Musk et des pontes de certains géants de la tech. Depuis quelques mois, la question de l'intelligence artificielle (IA) et de ses solutions génératives de textes et d'images est de tous les commentaires. Récemment, une photo générée par une intelligence artificielle (donc, un fake) du pape François en grosse doudoune a fait le tour du web et des médias. Elle a soulevé diverses questions, d'abord sur son authenticité, puis sur les moyens d'éviter ou de reconnaître ce type de "faux", et enfin sur les dangers induits par ces créations artificielles et sur l'éthique nécessaire pour encadrer cette évolution. Des interrogations qui s'ajoutent aux grands débats en vigueur depuis plusieurs années à propos de l'impact réel de ces technologies sur les entreprises. D'un côté, ceux qui estiment que l'IA est une menace pour les emplois. De l'autre, ceux qui soutiennent qu'elle peut être un atout pour les travailleurs.

Dans le camp des pessimistes, on insiste sur le fait que puisqu'une IA est en mesure de réaliser des tâches humaines bien plus vite et parfois mieux que les humains eux-mêmes, de nombreux métiers passeront à la moulinette des algorithmes. Conséquence: ces derniers disparaîtront ou, au mieux, se raréfieront. Et les études sur le sujet sont nombreuses. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) évaluait en 2018 à près de 14% le nombre d'emplois qui, dans les pays membres, pourraient être automatisés d'ici 2028. La même année, le consultant PwC prévoyait que 30% des emplois seraient exposés à un risque élevé d'automatisation. Des chiffres qui précédaient pourtant l'irruption des IA génératives... Plus récemment, Goldman Sachs pointait le nombre de 300 millions d'emplois à temps plein menacés par des IA génératives en Europe et aux Etats-Unis. Les métiers les plus touchés? Ceux qui nécessitent des tâches répétitives et prévisibles: opérateurs de saisie de données, caissiers, agents de production en usine, assistants administratifs, opérateurs téléphoniques, etc. Mais d'autres fonctions pourraient être touchées: dans le secteur de la santé, de la justice ou de la finance.

Dans le clan des technophiles, on voit davantage la bouteille à moitié pleine, précisant combien l'émergence des intelligences artificielles générera de nouveaux métiers: ingénieurs en apprentissage automatique, développeurs de chatbots, conseillers en stratégie d'IA, architectes d'IA, éthiciens de l'IA... L'intelligence artificielle constituera d'ailleurs aussi un atout pour les employés puisqu'elle leur permettra de gagner du temps en délaissant les tâches répétitives et à faible valeur ajoutée. L'entrepreneur tech Roald Sieberath, qui vient de lancer Foundational.AI pour accompagner les entreprises dans l'intégration d'IA, soutient ainsi que cette dernière se révélera très intéressante même pour des profils peu qualifiés: "Ils seront dotés d'une sorte d'exosquelette pour tâches mentales qui leur donnera des 'super-pouvoirs'. Il leur facilitera la vie et leur permettra de réaliser des tâches qui ne pouvaient être exécutées jusque-là par des gens plus chers ou plus qualifiés". Même son de cloche chez Goldman Sachs qui affirme qu'une introduction généralisée de l'IA dans les entreprises pourrait fortement doper la productivité des employés, et donc des firmes elles-mêmes. Il faut dire que les systèmes d'intelligence artificielle peuvent être déployés dans une multitude de domaines et d'usages. Jugez plutôt.

1 Assistance virtuelle et relations clients

La gestion de la relation clients constitue un enjeu fondamental pour nombre d'entreprises. Aujourd'hui déjà, l'IA est de plus en plus utilisée pour répondre automatiquement aux demandes les plus courantes des clients via des chatbots ou des assistants virtuels. Jusqu'ici relativement basiques, ceux-ci permettent d'opérer un premier tri dans les demandes. Les employés peuvent donc se concentrer sur les requêtes les plus complexes et gagner du temps en évitant de devoir répondre aux demandes répétitives. L'arrivée des technologies de type ChatGPT devrait jouer un rôle déterminant dans l'efficacité de ces outils. Mais dans un premier temps, pas forcément comme on pourrait l'imaginer. "Laisser ChatGPT répondre directement au client extérieur serait encore un peu dangereux, souligne d'emblée Alexis Safarikas, CEO de Campfire.AI, start-up qui aide à implémenter de l'IA dans les entreprises. On n'est pas sûr qu'il donne la bonne information et dans un certain nombre de cas, il y a des questions de responsabilité. Par contre, ChatGPT constitue déjà un excellent outil de recherche de l'information en interne sur laquelle un opérateur humain peut se baser pour apporter les réponses." Brancher le robot conversationnel sur les données dispersées de l'entreprise permet en effet de puiser les infos dans des sources parfois très nombreuses et éclatées au sein des entreprises. Et donc de gagner pas mal de temps.

2 Aide à la décision

Prévision de la demande et gestion des stocks, analyse de données financières ou étude de marché et des nouvelles tendances: l'IA nourrie de multitudes de données peut se transformer en un copilote intéressant pour les patrons et les décideurs, peu importe leur niveau hiérarchique. Ainsi, l'IA peut être utilisée pour optimiser la chaîne d'approvisionnement en prévoyant les fluctuations de la demande, et donc en aidant les entreprises à ajuster les niveaux de stock en conséquence. Une entreprise de logistique utilisera, par exemple, l'IA pour

prédire les volumes de colis et de marchandises transportés pendant une période donnée afin de planifier efficacement la disponibilité des véhicules et des conducteurs. Des algorithmes seront également utilisés pour planifier les itinéraires les plus efficaces et minimiser les temps de trajet et les coûts de carburant. Mais l'aide à la décision peut toucher des tas d'autres domaines du business. "Au sein de notre comité de direction et de notre conseil d'administration, ChatGPT est devenu un conseiller à part entière que nous interrogeons pour nos décisions stratégiques, admet sans encombre Matthieu Remy, CEO de la fintech easyvest. Personnellement, en tant que CEO – job où on se sent parfois seul – je converse régulièrement avec ChatGPT pour challenger mes doutes stratégiques. Il me fournit régulièrement un cadre de réflexion et des éléments pertinents que je n'avais pas considérés d'emblée."

Les banques disposent déjà de nombreux robots d'aide à la décision. Par exemple dans le domaine des crédits hypothécaires. Et pas seulement pour l'analyse de dossiers. "Nous avons aussi un robot qui traite les demandes de suspension des crédits hypothécaires dans le cadre de notre crédit souple, glisse-t-on chez BNP Paribas Fortis. Cette possibilité permet d'alléger temporairement le remboursement si les crédits ont des difficultés financières. Avant la crise énergétique, le robot traitait environ 400 dossiers par mois. Mais lorsque le gouvernement a proposé en septembre 2022 un report de remboursement des prêts hypothécaires des ménages les plus touchés, nous avons adapté ce robot. Dans le mois, il a traité environ 2.000 dossiers par mois."

3 Reconnaissance d'images et description de photos

Dans son domaine (exploration de la seconde main pour améliorer l'image RSE des marques), la solution d'intelligence artificielle mise en place par la start-up française Enhancy est particulièrement novatrice. "Dans notre secteur, l'enjeu de la création d'une fiche de vente illustrée d'une photo est important, détaille Alexandre Fristot, cofondateur. Car elle implique des coûts parfois supportés juste pour une seule pièce à mettre en vente." Enhancy a donc développé une box studio qui photographie une pièce de vêtement, reconnaît ses attributs, décrit automatiquement sa fiche produit et la met en ligne en deux minutes. "Donc plus besoin d'expert photo, de copywriter, de merchandiser, précise Alexandre Fristot. En passant de 20 minutes à deux minutes pour digitaliser une pièce unique, nous optimisons les coûts opérationnels." Une technologie qui pourrait, selon son initiateur, être déployée sur d'autres biens que des vêtements. Et potentiellement rendre des services à d'autres secteurs...

La détection d'images via la technologie du deep learning offre d'ailleurs des tas d'autres possibilités. Elle peut, par exemple, être utilisée comme système de contrôle de qualité dans le classement automatique des fruits et légumes sur base de leur couleur, de leur forme, etc. Au début du mois de février, Colruyt a lancé un test dans certains magasins. Grâce à une intelligence artificielle, une caméra placée au-dessus de la caisse scanne les produits transférés d'un chariot à un autre par un opérateur. Ce dernier ne doit plus scanner manuellement chaque produit. Le système permettrait de reconnaître 85% des produits. Certes, ceux situés sous le chariot doivent encore être scannés manuellement et les fruits et légumes doivent encore être pesés. Néanmoins, ce procédé devrait permettre de faire gagner du temps aux caissiers, donc aux clients.

4 Assistance au recrutement

Les ressources humaines comptent parmi les créneaux où l'apport de l'intelligence artificielle s'est déjà largement développée avant même l'apparition de ChatGPT. Dans le recrutement tout d'abord. L'IA est en effet de plus en plus souvent utilisée pour automatiser les processus de sélection en recherchant et en analysant les profils des candidats et en fournissant des informations pertinentes sur leurs compétences et leur expérience. L'IA peut effectuer une première sélection parmi les C.V. Elle est capable de reconnaître les mots clés pertinents, de détecter les lacunes et de sélectionner les meilleurs candidats... qu'il ne reste plus qu'à inviter à un rendez-vous avec un responsable RH humain pour aller plus loin.

Un outil comme ChatGPT peut également aider certains à rédiger les contrats. Stéphane Biron est CEO de la Smile School, une école privée récemment ouverte à Mont-Saint-Guibert. "Quand on s'est lancé l'an passé, on a fait face à pas mal de paperasse: des contrats étudiants, des fiches de paye, un règlement de travail, etc., explique le responsable. Avec de bonnes requêtes, ChatGPT a préparé une base sur laquelle je me suis appuyé, que j'ai corrigée, et en 30 minutes, un contrat était rédigé." L'algorithme lui a permis de passer outre "l'angoisse de la page blanche", résume-t-il. Le CEO précise toutefois que s'il peut procéder de la sorte, c'est parce que cette matière fait partie de ses domaines de compétences et qu'il connaît les requêtes et les points devant figurer dans ce type de contrat. Et même s'il fait relire ensuite les documents par un avocat, "le gain de temps est réel, tout comme l'économie sur les frais d'avocat qui n'a plus à tout écrire".

5 Analyses et maintenance prédictive

Les entreprises et industries n'ont certes pas attendu l'émergence d'intelligences artificielles de bon niveau pour faire usage des innombrables données qu'elles sont en mesure de récolter. Depuis longtemps déjà, elles se sont appuyées sur le big data, notamment pour la surveillance de leurs machines de production ou pour l'analyse de comportements des clients. Mais l'avènement d'IA plus sophistiquées offre des perspectives encore bien plus intéressantes. Dans l'industrie, par exemple, les données des capteurs des machines sont collectées en continu afin de surveiller les performances des équipements. Ces données sont analysées par des algorithmes d'IA pour détecter les signes avant-coureurs de problèmes, comme des changements dans les modèles de vibrations ou de température. Les informations issues de cette analyse sont utilisées pour planifier

des activités de maintenance préventive, évitant ainsi des temps d'arrêt coûteux et des perturbations de la production. C'est d'ailleurs dans ce créneau que se développe la star wallonne I-care dirigée par Fabrice Brion. Des études montrent que la maintenance prédictive peut réduire les coûts de maintenance jusqu'à 30%, augmenter la disponibilité des équipements jusqu'à 20%, et augmenter la production jusqu'à 25%...

6 Amélioration du SEO & "copywriting"

Les entreprises cherchent toujours à apparaître en haut des résultats de recherche Google sans dépenser beaucoup d'argent. Pour y parvenir, ce qu'on appelle le SEO (Search Engine Optimization) est essentiel. Le process se base essentiellement sur les contenus des sites et tient compte des titres, des textes, des mots clés, etc. Mais ChatGPT peut être un excellent auxiliaire, offrant les mots clés les plus pertinents. D'autant que le robot peut aussi générer des titres ou des textes. "Nous l'utilisons de temps à autre, précise Maxime Housiaux, directeur marketing chez le spécialiste belge du crowdlending Look & Fin. Pour améliorer notre SEO, nous avons besoin que des sites nous mentionnent et fassent des liens vers notre plateforme. Nous le proposons notamment à des partenaires à qui nous fournissons des textes. Pour qu'ils parlent du même sujet mais avec une structure et un phrasé différents, nous soumettons d'abord nos textes à ChatGPT et lui demandons de paraphraser. Cela nous permet de générer des textes beaucoup plus vite, même s'il va de soi que les textes pondus par l'intelligence artificielle doivent être relus et vérifiés." Pour les textes publiés sur le site même de la start-up, le responsable marketing se montre toutefois plus frileux: "Nos propres textes doivent être beaucoup mieux pensés. Et puis, on se méfie du manque de sources: certaines parties de textes générées par ChatGPT ne sont-elles pas de purs plagiats de sites existants? On n'en sait rien. Par contre, nous utilisons ChatGPT comme source d'inspiration. Il peut non seulement nous aider pour identifier rapidement une bonne structure de texte mais en plus, nous soumet parfois des idées auxquelles on n'aurait pas pensé. Ce qui nous fait gagner un temps précieux." Gabriel Goldberg, business coach chez Beci, ne dit pas autre chose: "Le copywriter d'aujourd'hui va être amené à utiliser ChatGPT comme un outil lui permettant d'aller plus vite, de compléter des textes et les rendre plus crédibles, par exemple en livrant des études chiffrées qui appuient tel ou tel argument. Trouver des études via ChatGPT est bien plus facile et rapide que sur Google".

7 Bureautique du futur

Des centaines de millions de personnes utilisent chaque jour les programmes de Microsoft 365: Word, Powerpoint, Excel... Les logiciels mis au point par la firme de Bill Gates constituent depuis des années des outils de productivité informatique. En 2023, ils devraient être sous stéroïdes d'intelligence artificielle. En effet, le géant de l'informatique prévoit de lancer "Microsoft Copilot" qui permettra aux utilisateurs d'interagir avec leur ordinateur juste en utilisant le langage naturel pour lui demander de chercher des informations dans des documents, des e-mails et de les traiter. Par exemple, Copilot pourra créer la première trame d'un document Word ou d'une présentation PowerPoint à partir d'un document existant. Il pourra aussi "résumer de longs échanges d'e-mails ou rédiger des suggestions de réponses dans Outlook, synthétiser en temps réel les principaux points et actions à prendre d'une réunion Teams ou encore automatiser des tâches", indique la firme de Redmond qui mise largement sur l'IA pour se différencier des autres géants de la tech et faire gagner du temps aux utilisateurs de ses logiciels.

Outre Microsoft, de nombreuses entreprises ont d'ailleurs déjà mis en place des solutions d'IA pour la gestion des e-mails. Quantité gigantesque de messages, nécessité de répondre et d'assurer les suivis: là aussi, l'intelligence artificielle peut jouer un rôle de facilitateur. L'IA est notamment utilisée pour classer automatiquement les e-mails reçus par les employés en les triant par ordre de priorité ou par catégories. Par ailleurs, l'IA peut également proposer des résumés d'e-mails, générer des (propositions de) réponses et, comme c'est le cas dans l'application Gmail de Google, par exemple, suggérer des relances à des e-mails auxquels il n'a pas encore été donné suite.

8 Codage accéléré

Du code qui génère du code. Voilà le fantasme que beaucoup auraient cru impossible voici encore quelques années. Et pourtant, aujourd'hui diverses solutions technologiques d'intelligence artificielle sont capables de générer du code à la demande, avec une précision toujours plus grande. Citons PolyCoder, CodeT5 ou OpenAI Codex. Certaines sont même capables de générer du code sur base du langage naturel. "Dans notre département IT, nos programmeurs ne codent plus ex nihilo en partant d'une feuille blanche, précise Matthieu Rémy, CEO de la start-up easyvest. Ils expliquent d'abord à ChatGPT dans un langage humain la fonctionnalité de l'algorithme qu'ils souhaitent produire et dans quel langage informatique. ChatGPT sort ensuite le code complet de cet algorithme, et c'est franchement très qualitatif."

Pour les codeurs, il est aussi possible de faire appel à l'IA afin d'identifier des problèmes de codes et des bugs potentiels. Bugs pour lesquels ces systèmes peuvent également proposer des corrections. "On a l'impression d'avoir doublé la taille de l'équipe IT et sa bande passante pour 0 euro de frais en plus, résume Matthieu Rémy. L'effet levier est tel que je ne devrais peut-être plus jamais engager de développeurs supplémentaires."

CHRISTOPHE CHARLOT

200 entreprises et forces vives réunies pour la première édition de l'UMONS Innovation Network event



Scientifiques, chefs d'entreprise et ministres échangeront autour des défis de demain. Trump arrive dans sa tour à New York, avant une comparution en justice historique Namur va limiter l'usage des trottinettes électriques en libre service Des exercices pour booster mémoire et concentration Des élèves de Nivelles visitent la caserne de Dossin et le Fort de Breendonk Charleroi passe entre les mains des journalistes pour l'analyse du Décrassage

C'est une grande première pour l'Université de Mons. Ce mercredi au sein de SparkOh!, elle organisera son premier "UMONS Innovation Network event", un événement majeur qui réunira plus de 200 personnes issues du monde scientifique, d'entreprises ou de centres de recherche agréés. Plusieurs ministres seront également de la partie.

Citons Elio Di Rupo, ministre-président de la Wallonie, Willy Borsus, vice-président de la Wallonie et ministre de l'économie, de la recherche et de l'innovation (ce dernier interviendra à distance) ou encore Thomas Dermine, secrétaire d'état pour la relance et les investissements stratégiques. La ministre de l'enseignement supérieur, Valérie Glatigny, sera quant à elle représentée par Nathalie Leboeuf, conseillère recherche scientifique au sein du cabinet.

La soirée affiche d'ores et déjà sold-out, preuve de l'engouement que suscite ce genre de réunions. "Les participants auront l'occasion de s'informer de manière efficace et conviviale de l'opportunité que représente l'UMONS Innovation Network", communique l'université. "Mis en place pour aider ses membres à plus collaborer, pour plus d'interactions et d'efficacité, l'UMONS Innovation Network vise à faciliter et à développer les partenariats autour de la recherche, de l'innovation et de l'entrepreneuriat pour répondre aux besoins et défis de la société."

Depuis quelques années, l'UMONS, qui s'appuie sur une recherche d'excellence, a tissé des liens très étroits avec un ensemble de partenaires reconnus dans leurs domaines, via entre autres des projets de recherche et des chaires. "Cette alliance, unique en Belgique, nous permet de mener une recherche fondamentale, stratégique et appliquée", précise Philippe Dubois, recteur.

Pour ce dernier, ce premier événement s'inscrit dans une suite logique alors que l'université a récemment lancé le label "UMONS Innovation Center" (UMIC), qui permet de mettre en avant le partenariat étroit que l'Université entretient avec ses centres de recherche. La complémentarité avec les chercheurs de l'UMONS permet ainsi de travailler sur tout projet d'innovation, quel que soit le niveau de maturité de la technologie.

« L'UMONS vise, à travers les UMONS Innovation Centers, à assurer un continuum de la recherche sur toute l'échelle TRL (en anglais "technology readiness level", qui peut se traduire par niveau de maturité technologique, NDIR). De cette manière l'UMONS et ses UMICs peuvent répondre plus rapidement et efficacement aux défis de la société et aux besoins de leurs partenaires socio-économiques », poursuit Ruddy Wattiez, Vice-Recteur à la Recherche, à l'Innovation et à l'Entrepreneuriat.

Côté entreprise, épinglons les représentants et responsables d'Alstom, B-Sens, Rolex, I-Care Group, Vesuvius et l'intercommunale IDEA. La soirée sera animée par Sylvie Honoré, de la RTBF, et se clôturera en musique avec un showcase d'Alice on the Roof.

La soirée affiche d'ores e-zt déjà sold-out, preuve de l'engouement que suscite ce genre de réunions. "Les participants auront l'occasion de s'informer de manière efficace et conviviale de l'opportunité que représente l'UMONS Innovation Network", communique l'université. "Mis en place pour aider ses membres à plus collaborer, pour plus d'interactions et d'efficacité, l'UMONS Innovation Network vise à faciliter et à développer les partenariats autour de la recherche, de l'innovation et de l'entrepreneuriat pour répondre aux besoins et défis de la société."

[Accueil Régions Mons-Centre Mons Emeline Berlier](#)

200 entreprises et forces vives réunies pour la première édition de l'UMONS Innovation Network event

 La Dernière Heure - 04 avr. 2023

...Côté entreprise, épinglons les représentants et responsables d'Alstom, B-Sens, Rolex, I-Care Group, Vesuvius et l'intercommunale IDEA. La soirée sera animée par Sylvie Honoré, de la RTBF, et se clôturera en musique avec un showcase d'Alice on the Roof...

C'est une grande première pour l'Université de Mons. Ce mercredi au sein de SparkOh!, elle organisera son premier "UMONS Innovation Network event", un événement majeur qui réunira plus de 200 personnes issues du monde scientifique, d'entreprises ou de centres de recherche agréés. Plusieurs ministres seront également de la partie.

Citons Elio Di Rupo, ministre-président de la Wallonie, Willy Borsus, vice-président de la Wallonie et ministre de l'économie, de la recherche et de l'innovation (ce dernier interviendra à distance) ou encore Thomas Dermine, secrétaire d'état pour la relance et les investissements stratégiques. La ministre de l'enseignement supérieur, Valérie Glatigny, sera quant à elle représentée par Nathalie Leboeuf, conseillère recherche scientifique au sein du cabinet.

La soirée affiche d'ores et déjà sold-out, preuve de l'engouement que suscite ce genre de réunions. "Les participants auront l'occasion de s'informer de manière efficace et conviviale de l'opportunité que représente l'UMONS Innovation Network", communique l'université. "Mis en place pour aider ses membres à plus collaborer, pour plus d'interactions et d'efficacité, l'UMONS Innovation Network vise à faciliter et à développer les partenariats autour de la recherche, de l'innovation et de l'entrepreneuriat pour répondre aux besoins et défis de la société."

Depuis quelques années, l'UMONS, qui s'appuie sur une recherche d'excellence, a tissé des liens très étroits avec un ensemble de partenaires reconnus dans leurs domaines, via entre autres des projets de recherche et des chaires. "Cette alliance, unique en Belgique, nous permet de mener une recherche fondamentale, stratégique et appliquée", précise Philippe Dubois, recteur.

Pour ce dernier, ce premier événement s'inscrit dans une suite logique alors que l'université a récemment lancé le label "UMONS Innovation Center" (UMIC), qui permet de mettre en avant le partenariat étroit que l'Université entretient avec ses centres de recherche. La complémentarité avec les chercheurs de l'UMONS permet ainsi de travailler sur tout projet d'innovation, quel que soit le niveau de maturité de la technologie.

« L'UMONS vise, à travers les UMONS Innovation Centers, à assurer un continuum de la recherche sur toute l'échelle TRL (en anglais "technology readiness level", qui peut se traduire par niveau de maturité technologique, NDIR). De cette manière l'UMONS et ses UMICs peuvent répondre plus rapidement et efficacement aux défis de la société et aux besoins de leurs partenaires socio-économiques », poursuit Ruddy Wattiez, Vice-Recteur à la Recherche, à l'Innovation et à l'Entrepreneuriat.

Côté entreprise, épinglons les représentants et responsables d'Alstom, B-Sens, Rolex, I-Care Group, Vesuvius et l'intercommunale IDEA. La soirée sera animée par Sylvie Honoré, de la RTBF, et se clôturera en musique avec un showcase d'Alice on the Roof.

La soirée affiche d'ores e-zt déjà sold-out, preuve de l'engouement que suscite ce genre de réunions. "Les participants auront l'occasion de s'informer de manière efficace et conviviale de l'opportunité que représente l'UMONS Innovation Network", communique l'université. "Mis en place pour aider ses membres à plus collaborer, pour plus d'interactions et d'efficacité, l'UMONS Innovation Network vise à faciliter et à développer les partenariats autour de la recherche, de l'innovation et de l'entrepreneuriat pour répondre aux besoins et défis de la société."

<https://www.dhnet.be/regions/mons/2023/04/04/200-entreprises-et-forces-vives-reunies-pour-la-premiere-edition-de-lumons-innovation-network-event-E242N44QXBALHHBA7H4W54J754/>

« Non, le master en médecine ne sera pas sous-financé »



Sud Presse - 31 mar. 2023

Page 7

* Sud Presse : La Province

...Sur le plan financier, une bonne nouvelle s'annonce par ailleurs : une chaire est en préparation. Et elle sera financée par des privés : « Fabrice Brion, de la société I-Care, a spontanément proposé d'intervenir dans une chaire académique à hauteur de 150.000 € par an, de manière récurrente. Et je...

Désamorcer des « contre-vérités dommageables à l'encontre du master en médecine à l'UMONS-ULB et, notamment, concernant son 'non-financement' par la Fédération Wallonie-Bruxelles », tel était l'objectif de la conférence de presse de l'UMONS ce jeudi, en présence du Philippe Dubois, recteur de l'université, et du professeur Alexandre Legrand, doyen de la faculté de médecine.

La question qui a le plus fait couler d'encre est celle du financement : l'université aurait obtenu son master, mais au prix d'un sous-financement. Faux, explique Philippe Dubois : « Par rapport aux étudiants qui font un master en médecine à l'université de Liège, à l'ULB et à l'UCL, nous aurions pu prétendre à 15 % de financement en plus parce que la taille de notre université est telle que nous ne franchissons pas un certain plafond. Cela aurait été ce « surfinancement », qui aurait fait qu'un étudiant en médecine à Mons aurait eu 15 % de financement en plus qu'un autre qui fait les mêmes études ailleurs. »

La suppression de ce bonus fait partie des trois conditions reprises par le gouvernement de la FWB pour la création du master. « Mais nous ne le revendiquons pas ! », affirme le recteur, qui préfère voir le côté positif : « Cela démontre que nous devenons une université de taille moyenne, voire une grande ».

Une chaire en médecine prédictive

Sur le plan financier, une bonne nouvelle s'annonce par ailleurs : une chaire est en préparation. Et elle sera financée par des privés : « Fabrice Brion, de la société I-Care, a spontanément proposé d'intervenir dans une chaire académique à hauteur de 150.000 € par an, de manière récurrente. Et je peux vous dire que d'autres entreprises sont venues frapper à la porte. Ça démontre à quel point notre demande était fondée. Jamais le doyen et moi-même n'aurions pu imaginer avoir un tel soutien, qui vient de partout ! » Il faudra au moins 6 mois pour finaliser la chaire.

Depuis 50 ans

L'UMONS rappelle que son master de médecine sera un master conjoint avec l'ULB, et qu'aucune faculté n'est à créer... puisqu'elle existe déjà depuis 50 ans : « Ce n'est pas du sous-localisme comme on a pu l'entendre. Des universités vieilles de plusieurs décennies ont décidé d'associer leurs forces pour faire cette proposition dans notre province. Les cours seront donnés ici, dans des bâtiments qui existent déjà. » Cette faculté compte 1.438 étudiants, dont 352 pour le bachelier en médecine. Le recteur insiste : il n'y aura donc pas de coût engendré pour la collectivité.

De même, aucun hôpital académique ne sera créé : l'UMONS est déjà partenaire de l'hôpital Erasme à Bruxelles. « Les étudiants pourront faire leur stage au sein des hôpitaux hainuyers hébergeant les 200 lits du CHU partagés par Erasme, mais aussi auprès de médecins généralistes hainuyers. »

L'UMONS attend 70 à 100 étudiants en master chaque année, à partir de 2024. À ses yeux, et étudie à l'appui, elle affirme que la création de ce master favorisera bel et bien l'installation de médecins généralistes dans le Hainaut.

MONS



Des patrouilles de police à Mons. © Cl.W.

Patrouilles de police : les équipes découvrent 29 grammes de drogue et une voiture volée

La zone de police de Mons-Quévy était particulièrement active sur le terrain la semaine dernière.

La semaine dernière, les équipes de sécurisation de la zone de police Mons-Quévy ont poursuivi leur tra-

vail et leurs patrouilles dans les différentes entités du territoire « avec une attention aux objectifs de notre plan zonal de sécurité », précise la police montoise.

De ces journées de patrouille-ressortent les chiffres sui-

vants : 29 personnes contrôlées, 25 véhicules contrôlés, 1 p.v. pour non-respect du règlement général de police, 3 p.v. judiciaires, 2 p.-v., 29g de stupéfiants, un véhicule volé et une contrefaçon de plaque d'immatriculation.

UMONS

« Non, le master en médecine ne sera pas sous-financé »

« Le master en médecine à l'UMONS ne sera pas un master au rabais » : ce jeudi, l'université montoise a tenu à expliquer pourquoi ses étudiants ne seraient pas sous-financés et, à l'inverse, pourquoi ils ne coûteraient pas plus que les autres.



NICOLAS ZINQUE
Journaliste

Désamorcer des « contre-vérités dommageables à l'encontre du master en médecine à l'UMONS-ULB et, notamment, concernant son « non-financement » par la Fédération Wallonie-Bruxelles », tel était l'objectif de la conférence de presse de l'UMONS ce jeudi, en présence du Philippe Dubois, recteur de l'université, et du professeur Alexandre Logrand, doyen de la faculté de médecine.

La question qui a le plus fait couler d'encre est celle du financement : l'université aurait obtenu son master, mais au prix d'un sous-financement. Faux, explique Philippe Dubois : « Par rapport aux étudiants qui font un master en médecine à l'université de Liège, à l'ULB et à l'UCL, nous aurions pu prétendre à 15 % de financement en plus parce que la taille de notre université est telle que nous ne franchissons pas un certain plafond. Cela aurait été ce « sur-financement », qui aurait fait qu'un étudiant en médecine à Mons aurait eu 15 % de financement en plus qu'un autre qui fait les mêmes études ailleurs. »

La suppression de ce bonus fait partie des trois conditions reprises par le gouvernement de la FWB pour la création du master. « Mais nous ne le revendiquons pas ! », affirme le recteur, qui préfère voir le côté positif : « Cela démontre que nous devenons une université de taille moyenne, voire une grande ».

UNE CHAIRE EN MÉDECINE PRÉDICTIONNELLE

Sur le plan financier, une bonne nouvelle s'annonce par ailleurs : une chaire est en préparation. Et elle sera financée par des privés : « Fabrice Brion, de la société I-Care, a spontanément proposé d'intervenir dans une chaire académique à hauteur de 150.000 € par an, de manière récurrente. Et je peux vous dire que d'autres entreprises sont venues frapper à la porte. Ça démontre à quel point notre demande était fondée. Jamais le doyen et moi-même n'aurions pu imaginer avoir un tel soutien, qui vient de partout ! » Il faudra au moins 6 mois pour finaliser la chaire.

DEPUIS 50 ANS

L'UMONS rappelle que son master de médecine sera un master conjoint avec l'ULB, et qu'aucune faculté n'est à créer... puisqu'elle existe déjà depuis 50 ans : « Ce n'est pas



Philippe Dubois, le recteur (à dr.) et Alexandre Logrand, doyen de la faculté de médecine. © N.Z.

du sous-localisme comme on a pu l'entendre. Des universités vieilles de plusieurs décennies ont décidé d'associer leurs forces pour faire cette proposition dans notre province. Les cours seront donnés ici, dans des bâtiments qui existent déjà. » Cette faculté compte 1.438 étudiants, dont 352 pour le bachelier en médecine.

Le recteur insiste : il n'y aura donc pas de coût engendré pour la collectivité.

De même, aucun hôpital académique ne sera créé : l'UMONS est déjà partenaire de l'hôpital Erasme à Bruxelles. « Les étudiants pourront faire leur stage au sein des hôpitaux hainuyers hébergeant les 200 lits du CHU

partagés par Erasme, mais aussi auprès de médecins généralistes hainuyers. »

L'UMONS attend 70 à 100 étudiants en master chaque année, à partir de 2024. À ses yeux, et étude à l'appui, elle affirme que la création de ce master favorisera bel et bien l'installation de médecins généralistes dans le Hainaut. ■

L'UMONS INSTALLE SON ÉCONOMAT À GHILIN

« Ce qu'on appelle économat, c'est un lieu de stockage, par exemple de papier pour les presses universitaires », explique Philippe Dubois, recteur de l'UMONS. À l'origine, cette réserve se trouvait sous le restaurant universitaire, à la plaine de Nimy. « Mais on va doubler la capacité de ce restaurant, on va récupérer le rez-de-chaussée pour offrir beaucoup plus de places assises à nos étudiants. »

L'économat a donc déménagé au 121 chaussée de Ghlin, dans les anciens locaux de Covalux (un magasin

de pièces de rechange automobiles).

Ce bâtiment fonctionne en symbiose avec les presses universitaires. Celles-ci se trouvaient également sous le restaurant universitaire, mais elles sont à présent installées tout en bas du piétonnier, à Mons, en face du Primark. Si les presses devaient rester dans le centre-ville (une question de facilité pour les étudiants), le fait que l'espace de stockage se situe en extramuros, à Ghlin, en l'occurrence, ne pose pas de problème. ■

NICOLAS ZINQUE

« Je suis Dubois qui plie mais qui ne rompt pas »



Sud Presse - 27 mar. 2023

Page 4

* Sud Presse : La Province

...Bien sûr et le montant est extrêmement dérisoire. En plus, on a reçu le soutien d'entreprises privées qui vont lancer des chaires académiques. Je rencontre d'ailleurs I-Care cette semaine !...

Héloïse Wibaut Ce samedi, le gouvernement a annoncé avoir trouvé un accord concernant les demandes d'habilitations

sollicitées par les différentes universités de Wallonie-Bruxelles. Cela veut donc dire que l'UMons a enfin l'autorisation d'organiser son master en médecine. Quel est votre sentiment face à cette nouvelle ?

C'est une grande satisfaction, en mon nom personnel, mais aussi de toute la communauté de l'université de Mons, ainsi que de notre partenaire, l'ULB. Je pense que c'est aussi une grande satisfaction pour toute la population car je suis intimement convaincu que cette nouvelle contribuera à résoudre les problèmes de pénurie de médecins de première ligne, particulièrement en Hainaut.

Que pensez-vous des conditions imposées pour cet octroi ?

Ce n'est pas une surprise, on s'y attendait, et en plus, deux des trois conditions figuraient déjà dans notre demande !

Pouvez-vous préciser ?

La première condition, c'est que l'UMons ne fera pas jamais appel à un hôpital académique. Mais ce n'a jamais été une option puisqu'on a déjà notre hôpital, Erasme.

Ouvrir un hôpital universitaire n'a donc jamais été une option pour vous ?

On n'a jamais imaginé un instant de revendiquer un nouvel hôpital ! Ça serait impossible financièrement et en plus complètement suicidaire de se séparer de notre partenaire.

Une des conditions concerne également le financement...

Chaque université qui propose un master en médecine va donc recevoir la même chose, et on ne recevra pas de financement complémentaire. Selon nos estimations, ce master nous coûterait au maximum 138.000 €. Sur un budget de 140 millions d'euros, ce financement est donc très relatif ! Il faut comprendre que ce master ne coûtera pas plus à la communauté, on travaille sur enveloppe fermée.

L'UMons a donc les moyens de payer ce master ?

Bien sûr et le montant est extrêmement dérisoire. En plus, on a reçu le soutien d'entreprises privées qui vont lancer des chaires académiques. Je rencontre d'ailleurs I-Care cette semaine !

Enfin, la dernière condition est une évaluation de l'habilitation cinq ans après.

C'est quelque chose que l'on fait déjà avec tous nos cursus mais je suis heureux qu'on ait cette évaluation car elle montrera le bien-fondé de ce master. On ne se serait pas lancé dans une telle aventure si il y avait des effets négatifs. Plusieurs études ont montré que les étudiants sont demandeurs et qu'il y a un réel effet bénéfique.

J'imagine que désormais, vous êtes soulagé que cette histoire prenne enfin fin...

J'ai vraiment été étonné de l'ampleur qu'a prise cette histoire au niveau politique. Mais finalement, je suis satisfait car c'est le parfait témoignage que la proposition a sa raison d'être. On a reçu beaucoup de soutien.

Quand est-ce que les étudiants en médecine pourront faire le master à Mons ?

Dès la rentrée 2024, et c'est d'ailleurs le cas du master en droit également.

Justement, à côté du master en médecine, 56 autres habilitations ont été accordées partout en Wallonie-Bruxelles. Qu'en est-il chez vous ?

C'est en effet une très bonne nouvelle qui en cache beaucoup d'autres. Pour l'UMons cela concerne cinq habilitations : le master en médecine et en droit à Mons. On nous reprochait de demander des cursus existants et de ne pas créer des formations innovantes et pourtant on crée trois nouvelles formations originales : un

master en ingénieur civil en génie de l'énergie pour notre faculté polytechnique, et à Charleroi, le master en urbanisme et développement territorial avec l'ULB et un bac en communication numérique en partenariat avec l'ULB, l'UCLouvain, le HEPH-Condorcet et Galilée.

Comment concluriez-vous ce dossier ?

Que je suis Dubois qui plie, mais qui ne rompt pas ! (rires)

Héloïse Wibaut

La société montoise I-care veut engager plus de femmes en Belgique ainsi qu'à l'étranger

 Sud Presse - 08 mar. 2023

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars, I-care organise une rencontre visant à promouvoir les métiers des STEM (sciences, technology, engineering and mathematics) auprès des femmes.

Par Sudinfo

Les employées et partenaires d'I-care seront ainsi mises à l'honneur lors d'un dîner chez SparkOH !, en marge d'une exposition consacrée aux métiers du futur. Plusieurs étudiantes provenant des universités et hautes écoles de la région ont également été invitées à échanger avec ces femmes inspirantes.

« Les STEM (sciences, technology, engineering and mathematics) dominent tous les aspects de nos vies et sont fondamentaux pour répondre aux défis actuels et futurs. Il est crucial que les femmes aient des chances égales d'y contribuer et d'en bénéficier. Or, elles ne représentent que 35 % des étudiants dans ces filières, d'après l'UNESCO » explique Virginie de Stexhe, corporate project manager et première femme ingénieure engagée chez I-care il y a 15 ans.

Plusieurs actions

Conscient de l'importance de cet enjeu, le leader de la santé des machines se donne l'ambition d'engager plus de femmes, tant en Belgique que dans ses bureaux aux quatre coins du monde. Pour y parvenir, I-care lance une série d'actions comme :

- Un « plan de diversité » pour monitorer de manière tangible ses efforts en matière de genre notamment. Tous les aspects de la vie en entreprise y sont analysés pour s'assurer de garantir des opportunités adaptées aux besoins de chacun et chacune.

- Un partenariat avec la Louvain School of Management pour obtenir des recommandations au départ du cours « Attracting and retaining women engineers in heavy industries ».

- Un onboarding qui met en avant les questions de diversité, d'équité et d'inclusion en matière de responsabilité sociale de l'entreprise.

Ce 8 mars à Frameries

Le déjeuner de ce 8 mars, en présence d'une quarantaine d'employées d'I-care, de partenaires extérieures et de quelques étudiantes se déroulera chez SparkOH !, le plus grand Science Center de Belgique. Il sera également l'occasion de mettre un focus sur « Toi demain, les métiers du futur », une exposition expliquant concrètement les métiers nouveaux ou méconnus en brossant le portrait d'une centaine de métiers STE(A)M dans différents domaines.

<https://www.sudinfo.be/id629773/article/2023-03-08/la-societe-montoise-i-care-veut-engager-plus-de-femmes-en-belgique-ainsi-qua>



📌 La photo de la semaine

LES TRACTEURS ONT PARALYSÉ BRUXELLES

Vendredi dernier, plus de 2.700 tracteurs venus des quatre coins de la Flandre ont paralysé Bruxelles. Les agriculteurs du nord du pays ont protesté contre le plan azote du gouvernement flamand qui vise, entre autres, à réduire les émissions agricoles et va entraîner des fermetures d'exploitations. Ce plan n'est, par ailleurs, toujours pas finalisé et paralyse le gouvernement de Jan Jambon. 📌

GASTRONOMIE

Chez Léon en PRJ

L'information a été révélée la semaine dernière par nos confrères de *L'Echo* : les restaurants Chez Léon et Aux Armes de Bruxelles, des monstres sacrés de la restauration belge, ont introduit une requête en réorganisation judiciaire (PRJ). On le sait, les deux établissements situés aux abords de la Grand-Place de Bruxelles ont grandement souffert de la pandémie, puis du retour très progressif des touristes.



Depuis le suicide de Rudy Vanlancker l'an dernier, c'est son fils Kevin qui est aux manettes des deux établissements. Pas vraiment remis de la pandémie, les restaurants ont dû encaisser l'inflation énergétique et l'indexation des salaires. Malgré de bons chiffres actuels en termes de fréquentation, c'était devenu ingérable pour Kevin Vanlancker qui évoque une hausse de 600.000 euros en frais de personnel. Il n'est pas en mesure de suivre comme prévu le plan d'apurement conclu (remboursement total en 18 mois) au sortir de la pandémie en termes de précompte et d'ONSS. La PRJ ne concerne que cette dette-là et pas les autres fournisseurs. C'est une procédure à l'amiable qui est engagée. 📌

384,4
MILLIONS

En euros, le dividende record que Belfius va proposer à l'Etat suite à des excellents résultats 2022. En 10 ans, l'Etat aura reçu 2,1 milliards de la banque.



xième génération qui cherchait un repreneur, va permettre à l'entreprise montoise de faire un solide pas en avant en termes de formation et certification ISO, un pan stratégique dans son développement. Dans ce domaine, ce rachat va lui faire gagner cinq ans. I-care va conserver la marque et la développer, notamment au niveau de la digitalisation. En 2023, I-care entend aussi ouvrir 12 nouvelles filiales à l'étranger et recruter plusieurs centaines de profils. 📌

INDUSTRIE

I-care poursuit sa quête mondiale

Fleurion wallon, I-care est devenu l'un des acteurs mondiaux importants de la maintenance prédictive industrielle. Le "Dr. House des machines industrielles", comme on le surnomme, emploie désormais 700 personnes, dispose de filiales dans 12 pays et surveille des équipements auprès de 55 clients pour une valeur totale de 75 millions de dollars. Elle a affiché un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros en 2022. Dopée par une solide levée de fonds l'an dernier, elle poursuit sa quête du leadership mondial du secteur. La semaine dernière, elle a annoncé le rachat de TAC, le formateur américain en diagnostic et monitoring vibratoire. C'est la cinquième opération de ce genre en six ans. TAC, une entreprise familiale aux mains de la deu-

MONS

Manif féministe

Ce mercredi, des dizaines de personnes étaient réunies sur la Grand'place de Mons à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes.

HÉLOÏSE WIBAUT

Malgré un temps à ne pas mettre un chien dehors, ces hommes et ces femmes n'ont pas hésité à manifester ce mercredi en fin de journée sous la pluie pour rappeler une nouvelle fois que « quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête ! »

PLUSIEURS ASSOCIATIONS

Cette action vient de l'initiative de Vie Féminine qui a rallié d'autres associations féministes montoises sur le terrain. « On sait très bien que les droits des femmes ne sont pas totalement acquis. Simone Veil a dit : nous devons être vigilants. Nous sommes là pour réclamer nos droits, et pour ceux qui

sont acquis, qu'on ne puisse pas reculer. Il y a encore beaucoup de choses à faire et à réclamer, on est dans la rue et on sera dans la rue jusqu'au moment où plus aucune femme ne sera laissée de côté », détaille Cécile, de l'association Vie Féminine. Vike Magrez est permanente à la JOC (Jeunesse Organisée et Combative), elle explique l'importance de la présence sur le terrain : « On se réunit chaque année car, malheureusement, les droits ne sont pas encore acquis, on en est bien loin ! Sur certains sujets, on recule même, le droit à l'avortement notamment », détaille la jeune femme.

ENCORE BEAUCOUP D'INÉGALITÉS

Un avis partagé par Apolline Dupuis, étudiante de 25 ans. « Je participe depuis que j'ai 17 ans et je me rends compte à quel point la mobilisation peut faire changer les choses. Quand on regarde un peu l'Histoire, on constate que c'est en sortant dans la rue et en désobéissant qu'on a obtenu les ac-



Des slogans engagés. © H.W.

quis sociaux actuels », constate l'étudiante. Apolline rappelle les inégalités encore très présentes dans notre société : « Les femmes aujourd'hui gagnent encore près de 23 % de moins que les hommes. Elles ont souvent les contrats les plus précaires, quand elles en ont un. En 2022, on a recensé 24 féminicides en Belgique. Sans parler des histoires de viols d'étudiantes qui ont encore fait l'actualité récemment. On ne peut plus laisser passer cela, c'est pour ça qu'on sort dans la rue. » ■

MONS



Pas assez de femmes dans les STEM ! © Twane

I-care veut engager plus de femmes

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars, I-care organisait une rencontre visant à promouvoir les métiers des STEM (sciences, technology, engineering and mathematics) auprès des femmes.

Les employées et partenaires d'I-care ont été mises à l'honneur lors d'un dîner chez SparkOH1, en marge d'une exposition consacrée aux métiers du futur. Plusieurs étudiantes provenant des universités et hautes écoles de la région ont été invitées à échanger avec ces femmes inspirantes.

« Les STEM (sciences, technology, engineering and mathe-

matics) dominent tous les aspects de nos vies et sont fondamentaux pour répondre aux défis actuels et futurs. Il est crucial que les femmes aient des chances égales d'y contribuer et d'en bénéficier. Or, elles ne représentent que 35% des étudiants dans ces filières, d'après l'UNESCO », explique Virginie de Stexhe, corporate project manager et première femme ingénieure engagée chez I-care il y a 15 ans.

Conscient de l'importance de cet enjeu, le leader de la santé des machines se donne l'ambition d'engager plus de femmes, tant en Belgique que dans ses bureaux aux quatre coins du monde. ■

FUCAM — UCLouvain MONS

Un nom de femme pour le nouveau bâtiment

L'UCLouvain a décidé de donner des noms féminins à onze de ses bâtiments universitaires répartis sur six campus. A Mons, ce sera désormais le bâtiment Michaelina Wautier.

En septembre 2022, l'UCLouvain avait mis sur pied un groupe d'action pour mettre en oeuvre la féminisation de la dénomination dans ses espaces universitaires. Une charte a fixé des balises pour le choix des noms. Les femmes retenues doivent incarner la pluralité et l'inclusion, être source d'inspiration pour les étudiants, le personnel, les habitants et les touristes qui traversent les campus. Concrètement, sur le campus de l'UCLouvain à Louvain-la-Neuve, on trouvera désormais un learning cen-



Le nouveau bâtiment montois. © DR



H. Wautier, autoportrait. © DR

ter Andrée de Jongh et un autre baptisé Christine de Pizan, un data center Frances Elisabeth Allen, un bâtiment Alice Guy et des locaux d'animation étudiante qui s'appelleront Hannah Arendt, Rosa Luxembourg et Joanne Simpson. Mons a choisi de nommer son nouveau bâtiment du nom de Michaelina Wautier. Il s'agit d'une artiste peintre montoise du XVII^e

siècle connue pour son style éclectique : religion, mythologie, portraits, natures mortes... Elle a connu le succès de son vivant, avant de retomber dans un certain oubli. Ses tableaux ont souvent été attribués à son frère, jusqu'à la redécouverte récente de son oeuvre. La première rétrospective mondiale consacrée à Michaelina Wautier a été organisée à Anvers en 2018.

DES PROTECTIONS HYGIÉNIQUES GRATUITES

Pour la journée internationale des droits de la femme, les Jeunes Socialistes de Mons-Borinage, en collaboration avec la fédération socialiste de la région, ont mené plusieurs actions.

« Dès 7h, nous avons distribué aux femmes des protections hygiéniques », explique Marie Meunier, présidente du CPAS de Mons. « La lutte pour l'accès aux protections gratuites est un des combats du parti au niveau national. La ministre Morreale a déjà mis en place un projet pilote pour que les personnes précarisées aient accès gratuitement à des protections hygiéniques, mais il faut aller plus loin. Nous prôtons une distribution plus large au niveau régional et même national, comme nous le faisons déjà à Mons via le CPAS et les maisons de quartier. »

Les Jeunes Socialistes ont également sensibilisé la population au statut de cohabitant en distribuant des flyers.

« Ce statut est injuste, en particulier pour les femmes », poursuit Marie Meunier. « Nous souhaitons sa disparition, parce qu'il crée des disparités importantes et il empêche les femmes d'être émancipées car elles dépendent financièrement de leur conjoint. » ■

« Les objectifs sont de visibiliser les femmes ayant marqué la société et, par de-là, reconnaître leurs contributions exceptionnelles. La démarche se veut

également didactique, avec des panneaux explicatifs sur les parcours de ces femmes », indiquent les responsables. ■

BELGA AVEC L.J.

I-care poursuit sa quête mondiale

 Trends/Tendances - 09 mar. 2023
Page 7

Trends/Tendances

Fleuron wallon, I-care est devenu l'un des acteurs mondiaux importants de la maintenance prédictive industrielle. Le "Dr. House des machines industrielles", comme on le surnomme, emploie désormais 700 personnes, dispose de filiales dans 12 pays et surveille des équipements auprès de 55 clients pour une valeur totale de 75 millions de dollars. Elle a affiché un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros en 2022. Dopée par une solide levée de fonds l'an dernier, elle poursuit sa quête du leadership mondial du secteur. La semaine dernière, elle a annoncé le rachat de TAC, le formateur américain en diagnostic et monitoring vibratoire. C'est la cinquième opération de ce genre en six ans. TAC, une entreprise familiale aux mains de la deuxième génération qui cherchait un repreneur, va permettre à l'entreprise montoise de faire un solide pas en avant en termes de formation et certification ISO, un pan stratégique dans son développement. Dans ce domaine, ce rachat va lui faire gagner cinq ans. I-care va conserver la marque et la développer, notamment au niveau de la digitalisation. En 2023, I-care entend aussi ouvrir 12 nouvelles filiales à l'étranger et recruter plusieurs centaines de profils.

PAGES RÉALISÉES PAR XAVIER BEGHIN

I-care veut engager plus de femmes

 Sud Presse - 09 mar. 2023
Page 7

* Sud Presse : La Province

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars, I-care organisait une rencontre visant à promouvoir les métiers des STEM (sciences, technology, engineering and mathematics) auprès des femmes.

Les employées et partenaires d'I-care ont été mises à l'honneur lors d'un dîner chez SparkOH !, en marge d'une exposition consacrée aux métiers du futur. Plusieurs étudiantes provenant des universités et hautes écoles de la région ont été invitées à échanger avec ces femmes inspirantes.

« Les STEM (sciences, technology, engineering and mathematics) dominent tous les aspects de nos vies et sont fondamentaux pour répondre aux défis actuels et futurs. Il est crucial que les femmes aient des chances égales d'y contribuer et d'en bénéficier. Or, elles ne représentent que 35 % des étudiants dans ces filières, d'après l'UNESCO », explique Virginie de Stexhe, corporate project manager et première femme ingénieure engagée chez I-care il y a 15 ans.

Conscient de l'importance de cet enjeu, le leader de la santé des machines se donne l'ambition d'engager plus de femmes, tant en Belgique que dans ses bureaux aux quatre coins du monde.

Une nouvelle acquisition pour I-care



La Libre Belgique - 03 mar. 2023

Page 25

* La Libre Belgique : édition nationale, Hainaut, Brabant Wallon, Bruxelles

La société montoise I-care Group a acquis l'entreprise américaine Technical Associates of Charlotte (TAC). Il s'agit de la 5e acquisition en six ans pour le spécialiste de la maintenance prédictive. TAC propose depuis plus de 60 ans des formations en monitoring vibratoire et la certification ISO en vibration à destination des industries. Au total, l'entreprise a formé près de 20 000 analystes en vibration (profils d'ingénieurs), principalement aux États-Unis, explique I-care. Pour le groupe montois, cette acquisition renforce encore son expertise et son positionnement en tant que leader dans le domaine de la maintenance prédictive dans l'industrie. Il s'agit de la 5e acquisition en six ans, après le rachat de Lindsay Engineering (Los Angeles), Dutch World-class Maintenance Group (Rotterdam), Mecotec (Wallonie) et ARG EMEA (Flandre).

Douze nouvelles filiales

En 2023, I-care ouvrira aussi 12 nouvelles filiales à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Autriche, en Norvège ou encore au Canada. Dans la foulée, la société engagera plusieurs centaines de personnes cette année, affirme-t-elle. Fondée à Mons en 2004, I-Care compte près de 700 employés et des filiales dans 12 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. Le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux. (Belga)

Cinquième acquisition en six ans pour la société montoise I-care, qui accélère son expansion internationale

 La Dernière Heure - 02 mar. 2023

En 2023, I-care ouvrira par ailleurs 12 nouvelles filiales à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Autriche, en Norvège ou encore au Canada.

La société montoise I-care Group a acquis l'entreprise américaine Technical Associates of Charlotte (TAC), annonce-t-elle jeudi. Il s'agit de la 5e acquisition en six ans pour le spécialiste de la maintenance prédictive, qui prévoit par ailleurs l'ouverture de 12 filiales à l'étranger en 2023.

TAC propose depuis plus de 60 ans des formations en monitoring vibratoire et la certification ISO en vibration à destination des industries. Au total, l'entreprise a formé près de 20.000 analystes en vibration (profils d'ingénieurs), principalement aux États-Unis, explique I-care. Pour le groupe montois, cette acquisition renforce encore son expertise et son positionnement en tant que leader dans le domaine de la maintenance prédictive dans l'industrie.

Il s'agit de la 5e acquisition en six ans, après le rachat de Lindsay Engineering (Los Angeles), Dutch World-class Maintenance Group (Rotterdam), Mecotec (Wallonie) et ARG EMEA (Flandre).

En 2023, I-care ouvrira par ailleurs 12 nouvelles filiales à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Autriche, en Norvège ou encore au Canada. Dans la foulée, la société engagera plusieurs centaines de personnes cette année, affirme-t-elle.

Fondée à Mons en 2004, I-Care compte près de 700 employés et des filiales dans 12 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. Le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 75 milliards de dollars) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

<https://www.dhnet.be/regions/mons/2023/03/02/cinquieme-acquisition-en-six-ans-pour-la-societe-montoise-i-care-qui-accelere-son-expansion-internationale-5NGJJ6NB3BEWJFPYHCWTM5ACG4/>

Cinquième acquisition en 6 ans pour I-care, qui accélère son expansion internationale

 trends.levif.be/economie - 02 mar. 2023

Mise à jour le: 09:57 Source : belga La société montoise I-care Group a acquis l'entreprise américaine Technical Associates

of Charlotte (TAC). Il s'agit de la 5e acquisition en six ans pour le spécialiste de la maintenance prédictive, qui prévoit par ailleurs l'ouverture de 12 filiales à l'étranger en 2023.

TAC propose depuis plus de 60 ans des formations en monitoring vibratoire et la certification ISO en vibration à destination des industries. Au total, l'entreprise a formé près de 20.000 analystes en vibration (profils d'ingénieurs), principalement aux États-Unis, explique I-care. Pour le groupe montois, cette acquisition renforce encore son expertise et son positionnement en tant que leader dans le domaine de la maintenance prédictive dans l'industrie.

Il s'agit de la 5e acquisition en six ans, après le rachat de Lindsay Engineering (Los Angeles), Dutch World-class Maintenance Group (Rotterdam), Mecotec (Wallonie) et ARG EMEA (Flandre).

12 nouvelles filiales à l'étranger

En 2023, I-care ouvrira par ailleurs 12 nouvelles filiales à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Autriche, en Norvège ou encore au Canada. Dans la foulée, la société engagera plusieurs centaines de personnes cette année, affirme-t-elle.

Fondée à Mons en 2004, I-Care compte près de 700 employés et des filiales dans 12 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. Le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 75 milliards de dollars) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

Partner Content

<https://trends.levif.be/entreprises/cinquieme-acquisition-en-6-ans-pour-i-care-qui-accelere-son-expansion-internationale/>

Cinquième acquisition en six ans pour I-care, qui accélère son expansion internationale

 La Libre Belgique - 02 mar. 2023

Le spécialiste de la maintenance prédictive prévoit l'ouverture de 12 filiales à l'étranger en 2023.

La société montoise I-care Group a acquis l'entreprise américaine Technical Associates of Charlotte (TAC), annonce-t-elle jeudi. Il s'agit de la 5e acquisition en six ans pour le spécialiste de la maintenance prédictive, qui prévoit par ailleurs l'ouverture de 12 filiales à l'étranger en 2023.

TAC propose depuis plus de 60 ans des formations en monitoring vibratoire et la certification ISO en vibration à destination des industries. Au total, l'entreprise a formé près de 20.000 analystes en vibration (profils d'ingénieurs), principalement aux États-Unis, explique I-care. Pour le groupe montois, cette acquisition renforce encore son expertise et son positionnement en tant que leader dans le domaine de la maintenance prédictive dans l'industrie.

Il s'agit de la 5e acquisition en six ans, après le rachat de Lindsay Engineering (Los Angeles), Dutch World-class Maintenance Group (Rotterdam), Mecotec (Wallonie) et ARG EMEA (Flandre).

En 2023, I-care ouvrira par ailleurs 12 nouvelles filiales à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Autriche, en Norvège ou encore au Canada. Dans la foulée, la société engagera plusieurs centaines de personnes cette année, affirme-t-elle.

Fondée à Mons en 2004, I-Care compte près de 700 employés et des filiales dans 12 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. Le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 75 milliards de dollars) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

<https://www.lalibre.be/nl/>

La société montoise I-care rachète une entreprise américaine et accélère encore son expansion internationale

 **Sud Presse** - 02 mar. 2023

La société montoise I-care Group a acquis l'entreprise américaine Technical Associates of Charlotte (TAC), annonce-t-elle jeudi.

Par Belga

Il s'agit de la 5e acquisition en six ans pour le spécialiste de la maintenance prédictive, qui prévoit par ailleurs l'ouverture de 12 filiales à l'étranger en 2023.

L'entreprise est située dans le parc Initialis. - D.R.

TAC propose depuis plus de 60 ans des formations en monitoring vibratoire et la certification ISO en vibration à destination des industries. Au total, l'entreprise a formé près de 20.000 analystes en vibration (profils d'ingénieurs), principalement aux États-Unis, explique I-care. Pour le groupe montois, cette acquisition renforce encore son expertise et son positionnement en tant que leader dans le domaine de la maintenance prédictive dans l'industrie.

12 nouvelles filiales

En 2023, I-care ouvrira par ailleurs 12 nouvelles filiales à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Autriche, en Norvège ou encore au Canada. Dans la foulée, la société engagera plusieurs centaines de personnes cette année, affirme-t-elle.

Arnaud Stiévenart (à gauche) et Fabrice Brion gèrent l'entreprise. - N.E.

Fondée à Mons en 2004, I-care compte près de 700 employés et des filiales dans 12 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. Le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 75 milliards de dollars) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux.

<https://www.sudinfo.be/id626744/article/2023-03-02/la-societe-montoise-i-care-rachete-une-entreprise-americaine-et-accelere-encore>

I-care entre dans la cour des grands en matière de formation

 L'ECHO - 02 mar. 2023

Le spécialiste de la maintenance prédictive acquiert le formateur américain en diagnostic et monitoring vibratoire TAC. Un développement "stratégique", selon Fabrice Brion, CEO.

Ses clients ont beau être à la pointe de leurs secteurs respectifs, le "Dr. House des machines industrielles" I-care se doit d'en former les ingénieurs à l'utilisation de ses capteurs maison, capables de prédire plus de 200 problèmes types.

À ce jour, plus de 2.000 personnes sont passées par les bancs du spécialiste de la maintenance prédictive et Entreprise de l'Année 2020. Un nombre qui va désormais être multiplié par dix suite à la reprise de Technical Associates of Charlotte (TAC), réalisée en milieu de semaine, a-t-on appris. L'entreprise américaine affiche en effet au compteur quelque 17.000 profils formés au diagnostic et au monitoring vibratoire depuis sa création en 1961, portant le total au-dessus des 20.000 pour l'acquéreur montois.

"Cette opération va nous aider à nous développer dans la formation et la certification ISO, un pan stratégique de notre activité puisqu'il permet notamment à ceux qui sont passés par là de comprendre la plus-value de nos solutions qui, si elles sont de haut niveau, sont également plus chères", nous a indiqué Fabrice Brion, CEO et cofondateur d'I-care. Et d'ajouter: "à défaut, il nous aurait certainement fallu plus de cinq ans pour atteindre en solo le volume qu'on acquiert ici en une fois."

Entreprise familiale

Basée en Caroline du Nord, TAC réalise de l'ordre d'une demi-dizaine de millions d'euros de chiffre d'affaires. Familiale, l'entreprise était dirigée jusqu'ici par la deuxième génération. Celle-ci cherchait à présent à prendre sa retraite, à défaut d'avoir porté un élan nouveau d'investissements dans la croissance et la digitalisation de l'activité; I-care prendra la relève sur ce point, offrant notamment dans la foulée des perspectives à la dizaine d'employés de TAC.

Si la marque sera conservée, forte d'une notoriété établie outre-Atlantique, un patron en provenance de la maison-mère - mais américain - sera toutefois nommé

À noter, l'opération permet aussi par effet de ricochet à I-care de se renforcer en Corée du Sud, de même que de mettre un pied au Chili où l'entreprise hennuyère n'était présente jusqu'ici que via un distributeur.

TAC signe par ailleurs la cinquième acquisition en six ans pour I-care. Pour financer sa croissance externe, de même que l'objectif de doubler ses douze filiales à l'étranger courant de cette année, la société peut compter sur la levée de quelque 40 millions d'euros fin 2022. La famille Lippens a notamment participé à l'opération.

I-care a généré un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros en 2022, en croissance annuelle de 35%. Le montois compte désormais plus de 700 employés, grâce à une embauche tous les deux jours environ l'an dernier. Cette année encore, plusieurs centaines de personnes seront recrutées.

<https://www.lecho.be/entreprises/private-equity/i-care-entre-dans-la-cour-des-grands-en-matiere-de-formation/10450840.html>

Bruno Humblet, CEO «Deceuninck participe à la mise en place d'habitats-conteneurs en Turquie»



Le CEO Bruno Humblet en convient: la reconstruction dans la région sinistrée constituera une opportunité. © JONAS JAMPAER

INTERVIEW MICHEL LAUWERS

Le fabricant de châssis, portes et fenêtres en aluminium et PVC Deceuninck est un des principaux industriels belges actifs en Turquie. Le séisme dans la région de Gaziantep au sud-est du pays l'a-t-il touché? Le groupe participe-t-il d'une manière ou d'une autre aux opérations de secours? Le point sur son implication avec son CEO Bruno Humblet.

Que représente la Turquie pour le groupe Deceuninck?

La Turquie génère environ 25% de notre chiffre d'affaires et la moitié de notre excédent brut d'exploitation (ebéda). C'est une région très importante pour nous. Nous y sommes présents depuis les années 1990. En 1999, on y a pris la majorité du capital d'Ége Profil, coté à la bourse d'Istanbul et qui exploite la marque Egepen. Nous y exploitons déjà la marque Winsa. Puis on a racheté, en 2004, la société Pimas qui détient Pimaper, la première marque dans ce pays pour les profils et fenêtres. Les trois marques occupent une belle place là-bas, avec une part de marché d'environ 25%

LES PHRASES CLÉS

«Nous collaborons avec des entreprises spécialisées pour mettre en place là-bas des conteneurs d'habitation qui vont reloger des sinistrés.»

«Même si l'on tente de l'organiser le plus vite possible, la reconstruction de la région va prendre deux, trois ou quatre ans.»

«Il n'y a pas beaucoup d'autres Belges qui réalisent 25% de leur chiffre d'affaires en Turquie ni qui y emploient mille personnes.»

Pourquoi avoir misé autant sur ce pays?

Cette décision date d'il y a plus de vingt ans. Nous avions des contacts en Turquie et les affaires s'y concluaient très bien. Nous avons eu cette opportunité de racheter Ége en 1999 et nous avons conservé cette entreprise tout en lui laissant une grande autonomie. Elle a toujours eu une direction forte, avec une belle continuité: leur CEO vient de quitter son poste fin décembre, après 30 ans de bons services (il a été nommé président). Ils comprennent bien le marché local et ses spécificités: entre autres différences, les marques y sont beaucoup plus prépondérantes qu'ici.

Combien de sites avez-vous en Turquie?

Deux usines très modernes et quelque 1.000 collaborateurs sur un effectif total de 4.000 pour le groupe. Les deux usines servent à 85% le marché turc, le solde allant en exportations vers des pays où nous ne livrons pas depuis l'Europe. Via la Turquie, nous exportons notamment vers l'Amérique latine.

Quelles régions de Turquie couvrez-vous?

Les usines sont établies près d'Istanbul (Gelbece) et Izmir, mais nous sommes présents dans toute la Turquie. Nous opérons dans le segment moyen à haut de gamme, ce qui explique qu'on soit plus actif

à Istanbul, Ankara et Izmir. La région touchée par les séismes est plus pauvre, donc un peu moins importante pour nous en termes opérationnels, mais nous y avons tout de même une cinquantaine de représentants et de clients. La région sinistrée représente 13% de la population turque, soit 11 millions d'habitants. Cela pèse entre 8 et 10% de notre business en Turquie, compte tenu du fait qu'on y est un peu sous-représenté.

Deceuninck est donc affecté?

Oui et non. Nos usines continuent de fonctionner, elles ont même davantage de travail, car il faut rénover ou reconstruire ces bâtiments. Nous sommes en contact direct avec nos gens en Turquie (j'y étais la semaine dernière) et on voit que le business continue. Nous avons entrepris trois actions pour aider la région sinistrée. Dans une de nos usines turques, il y avait beaucoup de matériel de secours et d'urgence entreposé là, car la région avait subi un tremblement de terre en 1999, ce qui avait poussé le site à s'équiper. Nous avons envoyé ce matériel dans la région autour de Gaziantep. Des dons d'argent ont été collectés auprès du personnel à travers tout le groupe. Et nous collaborons avec des entreprises spécialisées pour mettre en place là-bas des conteneurs d'habitation: quatre de nos lignes à Istanbul et Izmir produisent pour le moment des fenêtres pour équiper ces conteneurs qui vont reloger des sinistrés. Nous les leur livrons au prix coûtant.

La reconstruction sera-t-elle par la suite une opportunité pour vous?

C'est dommage de le formuler comme cela, mais oui, en effet. Ceci dit, cela va prendre du temps. Même si l'on tente de l'organiser le plus vite possible, la reconstruction de la région va prendre deux, trois ou quatre ans. Il y a des villages où il ne reste rien. Beaucoup de sinistrés sont partis ailleurs dans leurs familles, il faudra aussi rendre leur retour possible.

Devez-vous y réinvestir?

Dans l'immédiat, ce ne sera pas nécessaire. Nos usines sont bien équipées et disposent de beaucoup de capacités. Mais nous investissons en permanence là-bas, vu l'importance du marché, et nous allons continuer à le faire.

À votre connaissance, Deceuninck est-il un des principaux groupes industriels belges actifs en Turquie?

Des groupes comme Balta, Bekaert, Solvay et Soudal y sont présents aussi, mais il n'y a pas beaucoup d'autres Belges qui y réalisent 25% de leur chiffre d'affaires ni qui y emploient mille personnes. Pour le plus grand nombre d'entreprises belges concernées, c'est avant tout un marché d'exportation.

DES AMBITIONS DE CROISSANCE ET UN DIVIDENDE ACCRU

«2022 s'est déroulée une fois de plus dans un environnement commercial très difficile à gérer, il n'est dans le communiqué de Deceuninck.

Le fabricant belge de systèmes en PVC pour fenêtres et portes affiche pour son exercice 2022 un chiffre d'affaires en progression à 974 millions d'euros. Le résultat opérationnel passe, lui, de 84,3 à 87,2 millions pour un bénéfice net constant nous a barre des 10 millions à 7,6 millions d'euros, soit 0,04 euro par action. Deceuninck explique cette diminution par des notions comptables, des dépréciations de valeur de biens immobiliers en Russie et des impôts sur le revenu plus élevés. «Ces facteurs sont tous sans effet sur la trésorerie, précise-t-on chez Deceuninck. «Nous confirmons notre ambition de réaliser une nouvelle année de croissance du chiffre d'affaires et de «bitita tout en améliorant encore la génération de free cash flow. Le conseil d'administration propose la distribution d'un dividende augmenté de près de 17% à 0,07 euro par action.



I-care entre dans la cour des grands en matière de formation

Le spécialiste de la maintenance prédictive acquiert le formateur américain en diagnostic et monitoring vibratoire TAC. Un développement stratégiques, selon Fabrice Brion, CEO.

SIMON SOURIS

Ses clients ont beau être à la pointe de leurs secteurs respectifs, le «I-care se doit d'en former les ingénieurs à l'utilisation de ses capteurs maison, capables de prédire plus de 200 problèmes types.

À ce jour, plus de 2.000 personnes sont passées par les bancs du

spécialiste de la maintenance prédictive et Entreprise de l'Année 2020. Un nombre qui va désormais être multiplié par dix suite à la reprise de Technical Associates of Charlotte (TAC), réalisée en milieu de semaine, a-t-on appris. L'entreprise américaine affiche, en effet, au compteur quelque 17.000 profils formés au diagnostic et au monitoring vibratoire depuis sa création en 1963, portant le total au-dessus des 20.000 pour l'acquéreur montois.

«Cette opération va nous aider à nous développer dans la formation et la certification ISO, un pan stratégique de notre activité puisqu'il permet notamment à ceux qui sont

35%

I-care a généré un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros en 2022, en croissance annuelle de 35%.

passés par là de comprendre la plus-value de nos solutions qui, si elles sont de haut niveau, sont également plus chères, nous a indiqué Fabrice Brion, CEO et cofondateur d'I-care. Et d'ajouter: «à défaut, il nous aurait certainement fallu plus de cinq ans pour atteindre en solo le volume qu'on acquiert ici en une fois.»

Entreprise familiale

Basée en Caroline du Nord, TAC réalise de l'ordre d'une demi-dizaine de millions d'euros de chiffre d'affaires. Familiale, l'entreprise était dirigée jusqu'ici par la deuxième génération. Celle-ci cherchait à présent à prendre sa retraite, à défaut d'avoir

porté un plan nouveau d'investissements dans la croissance et la digitalisation de l'activité. L-care prendra la relève sur ce point, offrant notamment dans la foulée des perspectives à la dizaine d'employés de TAC.

Si la marque sera conservée, forte d'une notoriété établie outre-Atlantique, un patron en provenance de la maison mère - mais américain - sera toutefois nommé.

À noter, l'opération permet aussi par effet de ricochet à I-care de se renforcer en Corée du Sud, de même que de mettre un pied au Chili où l'entreprise hennuyère n'était présente jusqu'ici que via un distributeur.

TAC signe, par ailleurs, la

cinquième acquisition en six ans pour I-care. Pour financer sa croissance externe, de même que l'objectif de doubler ses douze filiales à l'étranger courant de cette année, la société peut compter sur la levée de quelque 40 millions d'euros fin 2022. La famille Lippens a notamment participé à l'opération.

I-care a généré un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros en 2022, en croissance annuelle de 35%. Le montois compte désormais plus de 700 employés, grâce à une embauche tous les deux jours environ l'an dernier. Cette année encore, plusieurs centaines de personnes seront recrutées.

Une nouvelle acquisition pour I-care

■ La société montoise a racheté l'entreprise américaine Technical Associates of Charlotte (TAC).

La société montoise I-care Group a acquis l'entreprise américaine Technical Associates of Charlotte (TAC). Il s'agit de la 5^e acquisition en six ans pour le spécialiste de la maintenance prédictive. TAC propose depuis plus de 60 ans des formations en monitoring vibratoire et la certification ISO en vibration à destination des industries. Au total, l'entreprise a formé près de 20000 analystes en vibration (profils d'ingénieurs), principalement aux États-Unis, explique I-care. Pour le groupe montois, cette acquisition renforce encore son expertise et son positionnement en tant que leader dans le domaine de la maintenance prédictive dans l'industrie. Il s'agit de la 5^e acquisition en six ans, après le rachat de Lindsay Engineering (Los Angeles), Dutch World-class Maintenance Group (Rotterdam), Mecotec (Wallonie) et ARG EMEA (Flandre).

Douze nouvelles filiales

En 2023, I-care ouvrira aussi 12 nouvelles filiales à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Autriche, en Norvège ou encore au Canada. Dans la foulée, la société engagera plusieurs centaines de personnes cette année, affirme-t-elle. Fondée à Mons en 2004, I-care compte près de 700 employés et des filiales dans 12 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. Le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux. (Belga)

RESTAURATION "Chez Léon" et "Aux Armes" en procédure de réorganisation judiciaire



Deux institutions culinaires bien connues des Bruxellois sont aujourd'hui en difficulté. D'après une information de nos confrères de L'Écho, les restaurants Chez Léon et Aux Armes de Bruxelles vont passer par la case de la PRL, la procédure de réorganisation judiciaire. Les deux établissements avaient été rassemblés sous une même coupole lorsque Rudy Vanlancker, propriétaire de Chez Léon, avait repris les Armes, restaurant situé à proximité. Il y a un an jour pour jour, le patron s'était donné la mort, laissant Bruxelles orphelin d'une personnalité bien connue du monde de l'Horeca.

vendredi 3 mars 2023 - La Libre Belgique 25

Retrouvez le prochain

ESSENTIELLE IMMO,

le magazine immobilier diffusé dans **LA LIBRE BELGIQUE** ce **samedi 4 mars**.

Dans cette édition, au-delà des pages d'architecture et de design, vous découvrirez un large éventail de biens immobiliers.



MONS-BORINAGE

C'EST LE GRAND NETTOYAGE DE PRINTEMPS !

Comme chaque année depuis 9 ans, les écoles, les particuliers, les entreprises et les associations sont appelés à participer au grand nettoyage de printemps. Cette année, il aura lieu le week-end du 23 au 26 mars.

KENNY HERBOT

Nettoyer les voiries tous ensemble, c'est l'objectif de l'organisme wallon BeWapp qui appelle les citoyens et les organisations à se mobiliser pour ramasser les déchets présents dans les rues de Wallonie. Il est possible d'y participer seul mais aussi en équipe. Constituez vous-même votre équipe avec vos amis, vos collègues ou votre famille. Si vous ne disposez pas du matériel adéquat, l'ASBL BeWapp se charge de vous fournir tout ce qu'il vous faut : gilets jaunes, gants et sacs-poubelles. Ils vous seront envoyés par colis à votre adresse postale. Dans le cas où vous disposez du maté-

riel, l'ASBL demande alors de le prendre avec vous, dans une démarche de développement durable. L'ASBL prévoit également un guide de ramassage qui reprend les 10 étapes à suivre.

UN PARRAIN BIEN CONNU

Cette action a permis, en cinq ans, de diminuer de 32,5 % la quantité de déchets récoltés par kilomètre. L'objectif est de donner un grand coup de propre à la Wallonie. L'action compte déjà pas moins de 68.000 inscrits en Wallonie pour cette année. Pour vous inscrire, rendez-vous sur le site <https://www.bewapp.be/je-passe-a-l'action/grand-nettoyage/>. Il faut s'inscrire avant le 16



C'est le moment de vous inscrire. © CV / PhotoNews

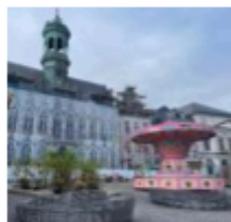
mars. Cette année, les participants seront accompagnés du célèbre animateur du Grand Cactus sur la RTBF, Adrien Devyver. Parrain de l'événement. Il prêtera son aide en ramassant les dé-

chets durant ces 3 jours aux côtés des citoyens. Une façon pour l'ASBL d'attirer le plus grand nombre de participants en montrant que tout le monde, peu importe sa fonction, peut mettre la main à la pâte. ■

ÉVÈNEMENT

Festival de printemps à Mons

Grande roue, animations dans le centre-ville et autres surprises seront au rendez-vous pour le festival de printemps, de retour à Mons.



De retour à partir du 24 mars.

© Archives / D.R.

Le festival de printemps est de retour à Mons du 24 mars au 23 avril prochain. La Ville de Mons va installer de magnifiques décorations printanières et florales. De multiples animations seront proposées dans les rues et la grande roue fera son grand retour sur la Grand'Place.

Le samedi 25 mars, par exemple, de 14h à 18h, des œufs en chocolat seront distribués. Le 8 avril, une chasse aux œufs sera organisée au musée du Doudou. Objectif : retrouver les œufs du dragon et découvrir le

mot de passe qui vous donnera accès au trésor ! Un concert de carillon est prévu le dimanche 9 avril à 14h30. Et toute une journée d'animations gratuites est proposée dans le parc du Beffroi le samedi 22 avril : grimaces, ballons, etc. ■

JURBISE

Elle se fait passer pour une assistante sociale

Soyez méfiants. Des individus essaient d'escroquer leurs victimes, par téléphone, en se faisant passer pour une assistante sociale.

Jacqueline Galant lance un appel à la vigilance. « Soyez prudents, il m'est revenu que des appels téléphoniques suspects touchent des citoyens de notre région et de la commune de Jurbise en particulier », prévient la bourgmestre de Jurbise. Le modus operandi est le suivant : une dame téléphone en expliquant qu'elle vient de la part de l'assistante sociale du CPAS et pose plusieurs questions. Cette dame



Attention ! © Facebook J. Galant

demande ensuite à la personne contactée, cible de l'arnaque, de rappeler l'assistante sociale via un numéro particulier. « Ne le faites surtout pas et surtout prévenez les services de police si le coup de téléphone paraît suspect » précise la bourgmestre. ■

MONS

I-care rachète une entreprise américaine

La société montoise I-care Group a acquis l'entreprise américaine Technical Associates of Charlotte (TAC), annonce-t-elle ce jeudi.



Arnaud Stievenart et Fabrice Brian (à droite) gèrent l'entreprise. © N.E.

Il s'agit de la cinquième acquisition en six ans pour le spécialiste de la maintenance prédictive, qui prévoit par ailleurs l'ouverture de 12 filiales à l'étranger en 2023.

TAC propose depuis plus de 60 ans des formations en monitoring vibratoire et la certification ISO en vibration à destination des industries. Au total, l'entreprise a formé près de 20.000 analystes en vibration (profils d'ingénieurs), principalement aux États-Unis, explique I-care. Pour le groupe montois, cette acquisition renforce encore son expertise et son positionnement en tant que leader dans le domaine de la maintenance prédictive dans l'industrie.

12 NOUVELLES FILIALES

En 2023, I-care ouvrira par ailleurs 12 nouvelles filiales à l'étranger, notamment aux États-Unis, en Autriche, en Norvège ou encore au Canada. Dans la foulée, la société engagera plusieurs centaines de personnes cette année, affirme-t-elle.

Fondée à Mons en 2004, I-care compte près de 700 employés et des filiales dans 12 pays (Amérique, Europe, Asie-Pacifique), avec des clients dans plus de 55 pays. Le groupe surveille en permanence les équipements industriels de milliers de clients (pour une valeur totale de 75 milliards de dollars) dans tous les grands secteurs industriels, notamment l'agroalimentaire, la chimie, la pharmacie, l'énergie et les matériaux. ■

BELGA

Waalse 'machinedokter' op overnamepad in de VS

De beloftevolle Waalse machinedokter I-care neemt de Amerikaanse opleider van technisch personeel TAC over voor een onbekend bedrag. De overname levert I-care een vertienvoudiging van mogelijke klanten op.

I-care is een specialist in 'predictive maintenance', het voorspellen van defecten in machines en industriële installaties. Dankzij zijn sensoren kunnen bedrijven trillingen, temperatuurschommelingen of geluiden in het oog houden en op tijd - tot maanden of jaren vooraf - onderdelen vervangen, waardoor ze kosten besparen.

Het neemt nu Technical Associates of Charlotte (TAC) in de Amerikaanse staat South Carolina over. Dat bedrijf is sinds de jaren 60 gespecialiseerd in de verkoop van diagnostische opleidingen voor technici en past perfect in de portefeuille van I-care. TAC heeft al 17.000 mensen opgeleid. Stuk voor stuk potentiële klanten van I-care, voorspelt co-oprichter Fabrice Brion. I-care heeft zo'n 2.000 gebruikers.

Het Bergense bedrijf werd in 2020 verkozen tot Franstalige Onderneming van het Jaar en is goed voor een omzet van 50 miljoen euro. Zijn klanten zijn actief in de farma- en de voedingssector, maar ook in de dienstensector en in transport en logistiek.

Om zijn groei te ondersteunen haalde I-care eind vorig jaar 40 miljoen euro vers kapitaal op. Dat geld kwam van de Waalse bank CPH (een tijdlang ook aandeelhouder van het dierenpark Pairi Daiza), een niet nader genoemde industriële familie en het nieuwe Waalse fonds Amerigo. De oprichters, CEO Fabrice Brion en Arnaud Stievenart, en de medewerkers van I-care bezitten na de kapitaalinjectie nog 80 procent van de aandelen.

Simon Souris

Ondernemen

Aliaxis verhoogt dividend ondanks druk op winst

De huizenproducent en waterbeheerspecialist Aliaxis, de Onderneming van het Jaar, kon de omzet vorig jaar optrekken. De winst stond onder druk.

BERT BROEDS EN TOM MICHELSEN

Aliaxis is een van de miljardenbedrijven van de discrete Kempsche familie Emseits, samen met de bouwmaterialengroep Elex en het grondstofconcern Silbels. Toch is een deel van de aandelen van Aliaxis verspreid onder het publiek. Het bedrijf noteert op de Expert Market van Euronext.

De groep pakte woensdag uit met haar jaarresultaten. CEO Eric Olsen had het in het persbericht over de cijfers over 'een zeer sterk jaar', net als 2021. Toch zetten de moeizame marktomstandigheden wat druk op de resultaten.

De omzet landde op 4,3 miljard euro. Dat is een stijging van 11,3 procent tegenover 2021, toch op vergelijkbare basis. De cijfers van 2021 werden herzien om rekening te houden met de vier overnames van vorig jaar. Aliaxis heeft het over een sterk marktmomentum in de eerste helft, dat werd gecompenseerd door de vertraging van de economie in de tweede helft.

De courante brutobedrijfswinst (cebidna) kwam uit op 728 miljoen euro. Dat is een toename van 8 procent, maar op vergelijkbare basis blijft het cijfer stabiel. De winstmarge (cebidna) daalde met 1,4 procentpunt tot 45,8 procent, maar het cijfer zit voor het derde jaar op rij boven 15 procent en boven het precoronavirus.

'In de nasleep van de tekorten en leveringsproblemen net na de coronacrisis hadden we in de eerste helft van 2022 grote voorraden aan-

gelegd', verklaart Olsen. 'Die hebben we relatief duur ingekocht en in de tweede jaarhelft moesten verkopen in een dalende markt. Daardoor konden we onze hogere aankoopkosten niet doorrekenen.'

Grotere en daurdere voorraden waren ook de reden waarom de nettoschuld opvallend is gestegen, met ruim 640 miljoen naar 742 miljoen euro. 'Dat is toe te schrijven aan de aangroei van het werkkapitaal door hogere inkoopkosten en lagere verkoopvolumes in het tweede en derde kwartaal', zegt Olsen.

Al met al was 2022 een zeer solide jaar voor Aliaxis, in lijn met de recordresultaten van 2021.

ERIC OLSEN
CEO ALIAXIS

Ook de nettowinst zakte, met 7,2 procent tot 371 miljoen euro. Na correctie voor eenmalige elementen was er een stijging van 3,1 procent. Toch ziet Aliaxis voldoende ruimte om het dividend met 10 procent op te trekken naar 0,86 euro bruto per aandeel.

Olsen: 'Al met al was 2022 een zeer solide jaar voor Aliaxis, in lijn met de recordresultaten van 2021. Bovendien hebben we een langetermijneffectiviteit aan het dividend met minstens 10 procent per jaar te verhogen, in plaats van het bloot te stellen aan opwaartse of neerwaartse schommelingen.'



CEO Eric Olsen bij de verkiezing van Aliaxis tot Onderneming van het Jaar. © CHRISTOPHE DE MUYCK

FINANCIËLE BERICHTEN

ANPHIKO ASSET MANAGEMENT S.A. (in liquidation)
Société anonyme
Registered office: 98, Rue de la Gare, L-8325 Capellen
RCS Luxembourg: B 139179

By virtue of a judgement rendered on 24 February 2023 and in accordance with Article 129 (1) point 1 of the law of 18 December 2015 on the failure of credit institutions and certain investment firms, the 2nd chamber of the Luxembourg District Court, dealing with commercial matters, pronounced the dissolution and ordered the liquidation of ANPHIKO ASSET MANAGEMENT S.A., having its registered office at L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 139179, previously under the regime of suspension of payments.

The same judgement has appointed Mrs. Anick Wulff, 1st vice-president at the district court of Luxembourg, as official receiver (*liquidateur*) and Mr. Anthony Braesch, attorney-at-law (*avocat à la Cour*), as liquidator.

The judgement orders the creditors to file their claims at the clerk's office of the Luxembourg district court, 2nd chamber, on 1 September 2023 at the latest, under penalty of foreclosure.

The filing of claims will be done in accordance with Article 134 of the aforementioned law of 18 December 2015.

The aforementioned judgment is enforceable by provision, notwithstanding any recourse, on the minute, before registration and without security.

Certified true extract.
Mr. Anthony BRAESCH
Liquidateur



Gilles Mattelin, Jörn Vansyacker en Wouter Van Respaillie, de oprichters van Henchman. © CHRISTOPHE DE MUYCK

Gentse legal start-up Henchman haalt 6,5 miljoen euro op

DE ESSENTIE

- Het gaat hard voor Henchman. Ondanks de malaise in de techsector zou de Gentse start-up 6,5 miljoen euro ophalen.
- Henchman bouwt software die het saai werk voor advocaten doet.
- Het bedrijf wil tegen 2026 30.000 advocaten bedienen.

Nieuwe advocaten moeten dankzij onze technologie niet voor elk contract dat ze opstellen raad vragen bij een ervaren collega.

GILLES MATTELIN
CO-CEO HENCHMAN

Enter Henchman, de digitale handlanger die het saai eppoekingswerk voor advocaten doet. Het concept is eenvoudig. Bij de meeste advocatenkantoren die gespecialiseerd zijn in vastgoedcontracten, bedrijfsfinancien of investeringsrecht de Dropbox of Google Drive uit van complexe contracten en clausules. De software van Henchman scant, indekseert en rangschikt die duizenden clausules. Het indexeren van zo'n database kan dagen duren. 'Je moet het vergelijken met bitcoins minen', zegt Mattelin. 'Wij minen contractclausules. Die rekenkracht kost een bom geld.' Henchman doet voor zijn computer-

kracht een beroep op AWS, de cloudtechnologie van Amazon.

'Nieuwvallende advocaten moeten dankzij onze technologie niet voor elk contract dat ze opstellen raad vragen bij een ervaren collega', zegt Mattelin. 'Ze kunnen veel zelfstandiger bijleren en werken. Met ons besparen ze niet alleen tijd, we verbeteren ook de kwaliteit omdat ze een moeit overzicht krijgen van alle clausules die ooit gebruikt zijn.'

De hype rond het taalmodel ChatGPT creëert de perfecte storm. 'Advocaten zijn aan het flippen. ChatGPT heeft zelfs de ogen geopend van de grootste criticasters voor technologie en artificiële intelligentie in de juridische wereld', zegt Mattelin. Henchman is dan ook volop aan het experimenteren met de veelbesproken tool. 'Je kan ChatGPT vragen stukken tekst toe te voegen aan een bestaande, gevalideerde clausule van jouw organisatie. Of je kan vragen bepaalde woorden te vervangen of in het meervoud te zetten.'

Bedrijven zoals Morgan Stanley en Amazon sloegen de chatbot in de ban. Zijn ze bij Henchman dan niet bevreemd dat advocaten de software ook mijden uit veiligheids- of privacyoverwegingen? 'Veiligheid is prioriteit nummer één', zegt Vansyacker. 'We linken geen databanken van onze klanten met OpenAI (het bedrijf achter ChatGPT, red.). Bovendien kiezen klanten zelf of ze de tool gebruiken. Er behandelt hoogstens een mijp tekst op Amerikaanse servers. Een paragraaf zonder context doestouren op ChatGPT verder op te laten werken houdt geen gevaar in.'

Vansyacker en Mattelin zijn niet aan hun proefstuk toe. In 2019 verkochten ze het hi-plaatform Intuo na

zes jaar voor een onbeland bedrag aan Intuo, een Utrechtse aanbieder van bedrijfssoftware. Tegen 2026 wil Henchman 10.000 advocaten bedienen. De ambities rinken een heel stuk verder. 'Henchman is alles wat Intuo niet was', zegt Vansyacker.

Intuo bood hi-afdelingen een waarder aan oplossingen aan, Henchman focust op één probleem. 'Kan het ook interessant zijn voor notarissen? Wellicht wel, maar dat interesseert ons niet', zegt Vansyacker. 'Door onze ijzersterke focus zijn we de beste in onze niche. Dat schaal veel beter. Onze investeerders geloven dat Henchman het nieuwe Showpad kan worden.'

Toch houden Mattelin en Vansyacker de voeten op de grond. Ze springen er bedachtzaam om starters aan', zegt Vansyacker. 'Het duurt een tijd voor die effectief bijdragen.' Vandaag bestaat het 35-koppige team uit mensen met vijf tot tien jaar ervaring in tot de veelbesproken speelse techbedrijven zoals Showpad of Silverfin. 'Het team dat de komende twee jaar groei moet bewerkstelligen is er', zegt Mattelin. 'Op een machine learning engineer na. Zet je dat zeker in de VS?'

Waar die 6,5 miljoen euro voor moet dienen? 'Inleverwerk en ontwikkeling om onze voorsprong te behouden', zegt Mattelin. 'Daarnaast willen we geografisch groeien. 70 procent van alle advocaten ter wereld zit in de VS.' Dat wil niet zeggen dat Henchman daar meteen een kantoor zal openen. Ook dat hebben beide oprichters geleerd uit hun periode bij Intuo. 'Pas als we 1 à 2 miljoen euro omzet in een regio draaien, overwegen we het.'

Waaalse 'machinedokter' op overnamepad in de VS

De Waaalse machinedokter I-care neemt de Amerikaanse oplicider van technisch personeel IAC over voor een onbekend bedrag. I-care is een specialist in 'predictive maintenance', het voorspellen van defecten in machines en industriële installaties. Dankzij zijn sensoren kunnen bedrijven trillingen, temperatuurschommelingen of geluiden in het oog houden en op tijd - tot maanden of jaren vooraf - onderdelen vervangen, waardoor ze kosten besparen. Technical Associates of Charlotte

50 miljoen

I-care heeft zo'n 2.000 gebruikers en is goed voor 50 miljoen euro omzet.

[IAC] in de Amerikaanse staat South Carolina is sinds de jaren 60 gespecialiseerd in de verkoop van diagnostische opleidingen voor technici en past perfect in de portefeuille van I-care. IAC heeft al 17.000 mensen opgeleid. Allemaal potentiële klanten van I-care, zegt co-oprichter en CEO Fabrice Brisson. I-care heeft zo'n 2.000 gebruikers.

Het Belgische bedrijf werd in 2020 verkocht tot Franstalige Onderneming van het Jaar en is goed voor 50 miljoen euro omzet. Zijn klanten

zijn actief in de farmaceutische en voedselindustrie, maar ook in de dienstensector, transport en logistiek.

Om zijn groei te ondersteunen haalde I-care eind 2022 40 miljoen euro vast kapitaal op. Dat geld kwam van de Waaalse bank CPM (een tijd aandeelhouder van het dierenpark Pairi Daiza), een industriële familie en het nieuwe Waaalse fonds Amersigo. De oprichters, Brisson en Arnaud Stevenart, en de medewerkers van I-care bezitten na de kapitaalinjectie nog 80 procent van de aandelen. **SS**



Pour piloter à distance ses péniches, Seafar y installe une série de capteurs, caméras, radars et lidars. © KATHRIN VAN GELSOPEPEN

La 5G arrive: en coulisses, des entreprises s'y préparent déjà

La dernière embuche à l'arrivée de la 5G en Belgique est enfin levée. Le déploiement massif du nouveau réseau va pouvoir se mettre en place. Pour faire quoi? En attendant que le dossier se débloque, plusieurs entreprises se sont déjà penchées sur la question.

ARNAUD MARTIN

O n y est. La semaine dernière, le Parlement bruxellois a voté le rhaussement de la norme d'émission des antennes. La dernière embuche au déploiement généralisé de la 5G est donc levée. Les opérateurs s'empressent de finaliser leur plan d'attaque pour combler le retard pris par notre pays. Guillaume Boutin, le patron de Proximus, avance même une date.

Dans deux ans, le logo 5G sera visible sur tous les smartphones compatibles. Chouette. Mais pour quoi faire au final? Les exemples régulièrement sortis pour convaincre de l'intérêt du nouveau réseau n'ont pas toujours fait mouche. L'offre pour le grand public, quant à elle, peine encore à pleinement convaincre.

Du côté professionnel, les promesses d'évolution dans certains secteurs sont même parfois complètement exagérées. Le développement supposé de la chirurgie à distance est le meilleur exemple d'une révolution qui ne verra sans doute pas le jour. «On pourrait imaginer qu'un réseau comme la 5G soit utile si le médecin est en itinérance, mais il n'y a aucune chance qu'il opère dans ces conditions», nous

expliquait, il y a deux ans, Benoît Herman, chercheur à l'UCLouvain au sein de l'Institut de mécanique, matériaux et génie civil et membre du Louvain Bionics. À l'époque, le spécialiste était plutôt très sceptique.

Heureusement pour les cinq opérateurs du pays qui ont déboursé plus de 1,4 milliard d'euros pour obtenir des fréquences 5G, des entreprises y voient un véritable intérêt. En attendant que les innombrables étapes administratives soient franchies, plusieurs d'entre elles ont déjà tâté le terrain. Il y a un an et demi, le centre A6K, basé à Charleroi, a mis à disposition une antenne sur son site pour permettre aux entreprises de se faire la main. Alstom et AGC y ont notamment installé des équipes.

La 5G pour en faire plus

La société I-Care fut aussi l'une des premières à sauter sur l'occasion de se pencher sur la question. L'entreprise est spécialisée dans la maintenance prédictive. En d'autres mots, elle installe des capteurs connectés sur n'importe quel site de production. Elle est ensuite capable de prédire une panne à venir, ou la fin de vie d'une pièce.

Pour obtenir ces précieuses informations,

l'entreprise s'appuie sur l'analyse de données comme la température d'une pièce, sa vitesse de rotation, ou le bruit qu'elle fait. Forcément, cela fait vite un paquet monumental de données à analyser. Aujourd'hui I-Care travaille plutôt bien. L'entreprise montoise ne cesse de grandir et fait 85% de son business à l'étranger. Elle pourrait toutefois faire encore mieux en analysant plus de données.

«Je compare souvent notre activité avec la photo», illustre Marc Rousselle, le directeur produit de chez I-Care. «Notre métier est de prendre une photo de l'état des machines à un moment donné. Les pixels de nos photos sont les données. Plus on en a et forcément plus on a une photo de bonne qualité pour l'analyse.»

Selon le spécialiste, le nouveau réseau devrait permettre de collecter jusqu'à dix fois plus de données et permettre de largement multiplier le nombre de capteurs présents sur chaque installation. «On prévoit d'ailleurs de largement augmenter la production pour atteindre le million de capteurs produits», précise Thomas Di Pietro, le directeur R&D de l'entreprise.

Outre la plus grande gestion de données, le nouveau réseau avance d'autres arguments intéressants pour la société montoise. Notamment au niveau de la sécurité. Actuellement, l'ensemble des données récupérées circule sur la 4G publique, et pourrait donc potentiellement être la cible de récupération malveillante. À l'inverse, des réseaux 5G privés pourront être installés afin de conserver les données sur des réseaux fermés. «En Allemagne, on voit déjà plusieurs industries mettre en place leur propre réseau», explique le directeur R&D.

Le dernier argument pour I-care est écologique. La 5G permettra un transfert de données beaucoup plus rapide. Cela aura pour conséquence de significativement diminuer le

temps durant lequel chaque capteur est actif pour envoyer les données. «Aujourd'hui, on estime que les batteries de nos capteurs ont une durée de vie de 5 ans. Avec la 5G, on passera à au moins dix ans sans soucis, avance le responsable produit.

Depuis plus d'un an, la société se prépare donc au virage 5G. L'influence sur l'activité de la société devrait être significative. «On prévoit de faire fois cinq en cinq ans. Cela passera notamment via des contrats obtenus grâce à la 5G», avance Marc Rousselle. «Pour le moment, nous n'avons pas perdu de clients, mais il est certain que quand l'exploitation de la 5G sera une réalité, si nous n'avons pas une offre adaptée.»

L'influence du retard belge

La question est tellement stratégique que la société montoise aurait pu déplacer son département R&D en France si la 5G ne pointait pas d'ici peu le bout du nez en Belgique. «Notre siège est installé à Mons. Si on fait trente kilomètres, on est à 30 km de Valenciennes où on voit déjà le logo 5G sur notre GSM. Si on n'avait pas la possibilité de faire les recherches chez A6K, on les aurait faites là-bas. Des entreprises, notamment en Allemagne, sont déjà demandeurs». Aujourd'hui, les premiers prototypes de la nouvelle version des capteurs 5G sont fonctionnels. «Nous allons les tester à plus grande échelle et on espère pouvoir les mettre sur le marché dès la fin de l'année», précise Thomas Di Pietro.

Toujours chez A6K, dans le bureau juste à côté, on attend aussi avec impatience le nouveau réseau. Dans une salle vitrée, une poignée de travailleurs de Seafar ont les yeux rivés sur une dizaine d'écrans, affichant les

«Il est certain que quand l'exploitation de la 5G sera une réalité, nous pourrions perdre de futurs contrats si nous n'avons pas une offre adaptée.»

MARC ROUSSELLE
DIRECTEUR PRODUIT
CHIFFRE 1-CARIF

LIRE LA SUITE EN PAGE 28

Entreprendre

Le sens des affaires

Maxime Paquay



Le lissage de nombreux ouvrages de Roald Dahl a déclenché un torrent d'accusations de sldklat wokistes. Ce sont pourtant bien les ayants droit qui sont à l'initiative, pour garantir la profitabilité future de l'œuvre.

Réécrire Roald Dahl, une histoire de gros sous

Les œuvres de Roald Dahl sont nombreuses à avoir été réécrites. C'est le Telegraph qui a annoncé le «lissage» massif, il y a quelques jours. Exit le vocabulaire risquant d'être considéré comme offensant: les références au poids, à la santé mentale, aux questions raciales ou de genre ont été expurgées des éditions futures des livres (anglophones uniquement) de l'auteur britannique.

Des mots comme «gros» et «laids», «noirs» et «blancs» ont été supprimés, et des descriptions de personnages ont été complètement modifiées. Deux exemples, parmi les centaines de modifications: dans James et la grosse pêche, le passage «Tante Eponge était terriblement grasse, et en plus incroyablement flasques» a été remplacé par «Tante Eponge était une vieille fripouille, qui méritait que le fruit l'écrabouille».

Dans Sacrés sorcières, un passage a été ajouté après une description de la calvitie des sorcières en question: «Il y a plein d'autres raisons pour lesquelles des femmes peuvent porter des perruques et il n'y a certainement aucun mal à ça». Découffant, n'est-ce pas? La cure de jeunesse passe mal, idéologie du bien, «padibonderie wokistes», lit-on çà et là. Comme si de féroces militants s'attaquaient à une *énorme* cible.

Il convient pourtant de rappeler que ce sont bien l'éditeur britannique Puffin Books et The Roald Dahl Story Company, l'entité chargée de monétiser la propriété intellectuelle de feu Roald Dahl, qui sont à la manœuvre. Si censure il y a – et il y a, assurément – elle émane bien des ayants droit eux-mêmes.

Au bas de la page copyright des dernières éditions sorties chez l'éditeur, une discrète notice assume: «Ce livre ayant été écrit il y a de nombreuses années, nous révisons régulièrement la langue pour nous assurer qu'elle peut continuer à être appréciée par tout le monde aujourd'hui».

Le passage en revue a été lancé quelques mois avant le rachat en 2021 de la Roald Dahl Story Company – et donc du catalogue de l'auteur pour enfants par Netflix. Dans ses derniers résultats publiés avant rachat, l'entité précise que des nouvelles productions télévisées et les longs métrages sont importants pour faire découvrir aux nouvelles générations les histoires de Roald Dahl, et esquisse déjà une vente importante de droits à une société de productions, qui pourrait garantir des recettes supplémentaires. Netflix n'était déjà pas loin.

Aujourd'hui, la machine Roald Dahl tourne à plein régime. Après Sacrés Sorcières, adaptée au cinéma, la comédie musicale directement tirée de Matilda est sortie en salles, aux États-Unis en décembre 2022. Elle est disponible depuis lors sur Netflix, à l'international. Un préquel de Charlie et la Chocolaterie est aussi en cours de production, avec Timothée Chalamet au casting pour incarner «Wonka».

Certes, Puffin Books s'est adjoint les services d'un collectif pour l'inclusion et l'accessibilité de la littérature pour enfants. Mais les livres de l'auteur ont bien été réécrits pour ne pas porter ombrage à leurs ventes futures. Il s'agit ici surtout de protéger un actif, et d'injecter dans celui-ci la dose de botox linguistique nécessaire à sa profitabilité.

Ce faisant, c'est l'œuvre de Roald Dahl que ses propriétaires refusent de laisser vieillir et s'inscrire dans son contexte historique. Cet épisode de révision pourrait bien s'intituler «jouissance d'une vache à lait vieillissante. À moins que ce titre soit trop offensant pour rapporter... gros?»

La 5G arrive: en coulisses, des entreprises s'y préparent déjà

SUITE DE LA PAGE 23

images captées par des caméras, installées sur des péniches. Fondée il y a quatre ans, cette société s'est spécialisée dans le développement de la navigation automatisée. Depuis ses bureaux d'Anvers et Charleroi, la compagnie se charge de la conduite d'une quinzaine de péniches, allant de 40 m à 110 m de long. «Pour les plus petites, il n'y a plus personne à bord, le capitaine est seul à gérer le bateau depuis nos bureaux», explique Louis-Robert Cool, le CEO de l'entreprise.

En moyenne, ses employés assurent la navigation de deux péniches en même temps. «Pour les plus grands bateaux, un ou deux marins sont toujours sur la péniche, mais la conduite reste sous notre responsabilité», explique le patron. Pour piloter à distance ses péniches, l'entreprise y installe une série de capteurs, caméras, radars et lidars. Toutes les informations glanées sont ensuite renvoyées aux tours de contrôle de Seafar, via le réseau 4G. Tout comme I-Care, la start-up attend avec impatience l'arrivée du nouveau réseau. «La 5G va vraiment permettre de booster la croissance de la société», avance le patron. Le nouveau réseau devrait lui permettre de se débarrasser de quelques soucis techniques, à commencer du côté de la sécurité.

«Nous n'aurons plus aucune latence. La conduite se fera exactement comme si nous étions dans la cabine de la péniche», explique Louis-Robert Cool. Fini également les problèmes de connexion, que rencontrent parfois les capitaines. «On les constate à des moments précis. Notamment lorsque le canal est situé juste à côté d'une grande route et qu'un

embouteillage s'y forme. Les automobilistes occupent alors largement le réseau, ce qui peut détériorer la qualité du réseau...» La connexion est parfois aussi détériorée dans le port d'Anvers, où la circulation des bateaux est dense. «Les énormes porte-conteneurs forment parfois des murs qui affectent la connexion.» La 5G devrait mettre fin à tout ça.

Le 5G comme arme de lobbying

L'amélioration de la connexion et la sécurisation du réseau devraient aussi permettre à Seafar de s'attaquer à de nouveaux marchés. «Pour l'instant, la sécurité et la latence amenée par la 4G ne nous permettent pas d'attirer certaines entreprises pour les transports de marchandises à risque. La 5G nous donnera la possibilité de le faire.» De nouveaux développements géographiques pourraient également émerger. «Pour le moment, nous n'avons l'autorisation de faire naviguer nos péniches qu'en Flandre. Nous sommes en négociation avec la Wallonie. Cette amélioration du réseau sera un sérieux argument pour les convaincre», avance le CEO. Si les exemples d'I-care et Seafar sont particulièrement parlants, ils sont également extrêmement pointus. Mais pour Marc Rousselle, la 5G ne devrait pas rester longtemps cantonnée à quelques marchés de niche. «Nous parlons sans cesse de la smart city. Elle pourra avoir de véritables conséquences positives. Notamment sur la consommation énergétique, qui pourrait être optimisée. Mais si on veut effectivement voir émerger ces évolutions, le monitoring va devoir largement se généraliser. Il faudra alors gérer d'importantes quantités de données. La 5G est indispensable pour cela», conclut-il.

10

Chez I-Care, la 5G devrait permettre de collecter jusqu'à dix fois plus de données.

LA WALLONIE ET NRB EN PI FIN TEST

Pour faire en sorte que les entreprises wallonnes puissent expérimenter la 5G et ne soient pas à la traîne dans l'adoption de ce nouveau standard technologique, le gouvernement wallon a autorisé les premiers «Proof of Concept 5G» destinés à l'industrie. L'entreprise liégeoise NRB, qui a obtenu des fréquences 5G destinées aux professionnels, a remporté plusieurs projets, suite à un appel d'offres. Deux d'entre eux se feront pour intrabel, avec notamment l'utilisation d'un drone et de la 5G pour transférer

en temps réel des images. Il aura pour mission de détecter de la végétation, des flaques d'eau ou encore des fissures sur la paroi rocheuse de la ligne 162, entre Grupont et Hatrival, sur laquelle aucun réseau 4G ou 5G n'est disponible. Ce drone sera aussi équipé d'une caméra thermique afin de cartographier la température de différents matériaux composant la voie ferrée et ainsi détecter d'éventuelles zones gelées. Grâce à l'intelligence artificielle, le Data Center de NRB traitera en direct ces données qu'il

recevra via une antenne 5G, installée sur une remorque. Le but est de permettre à Infrabel d'identifier de futurs problèmes et de les résoudre avant qu'ils ne bloquent la ligne. L'entreprise liégeoise est aussi, selon nos informations, en discussion pour équiper en 5G un aéroport wallon. L'objectif est ici de rassembler le flux d'images de surveillance sur un réseau habile et sécurisé, avec une large bande passante (au vu de la quantité de données), ce que permet la 5G.

M. SA.



L'arrivée de la 5G devrait permettre de répondre à une série de difficultés dans le pilotage à distance des péniches de Seafar et permettre de partir à la recherche de nouveaux marchés. © MATRIJN VAN DER SCHEFFEN

100 miljoen uit België om Europese techkampioenen ...



De Tijd - 14 fév. 2023

Page 14,15

De Tijd

De Europese Investeringsbank (EIB) lanceert met vijf EU-lidstaten een dakfonds ter ondersteuning van Europese techkampioenen. België doet met 100 miljoen euro mee.

Het European Tech Champions Initiative (ETCI) werd een jaar geleden gelanceerd door de Europese Investeringsbank (EIB), Spanje, Duitsland, Frankrijk, Italië en België. Het doel is Europese technologiebedrijven ondersteunen die voor het ophalen van grotere bedragen (meer dan 50 miljoen euro) afhankelijk zijn van niet-Europees kapitaal. Het wordt beheerd door het Europees Investeringsfonds (EIF).

‘De meest veelbelovende technologische start-ups hebben onvoldoende kapitaal om op wereldschaal te concurreren of ze worden overgenomen door buitenlandse concurrenten, wat een nettoverlies voor de Europese economie betekent. Het wegnemen van die ‘negatieve financieringsspiraal’ en het dichtn van de scale-upkloof kan een groot aantal hooggekwalificeerde banen in Europa creëren en groei stimuleren’, zeggen de initiatiefnemers.

Het ETCI bundelt publieke middelen om te investeren in grote durfkapitaalfondsen, die op hun beurt groeifinanciering verstrekken aan Europese techkampioenen. In het vakjargon heet dat een dakfonds of een fund of funds.

Het nieuwe fonds heeft initiële toezeggingen gekregen ter waarde van 3,75 miljard euro, 500 miljoen euro komt van de EIB. Het is de eerste kapitaalronde. De totale vuurkracht komt na nieuwe toezeggingen waarschijnlijk nog hoger uit.

Duitsland en Frankrijk investeren elk 1 miljard euro, Spanje 400 miljoen (met een optie om dat bij een tweede closing op te trekken naar 1 miljard euro), Italië 170 miljoen en België 100 miljoen. De federale regering draagt via het investeringsvehikel FPIM 45 miljoen euro bij, Vlaanderen (PMV) en Wallonië (WE) elk 25 miljoen en Brussel 5 miljoen.

‘Vlaanderen, en bij uitbreiding Europa, beschikt over een enorme kennis die qua innovatie niet moet onderdoen voor andere regio’s’, zegt Michel Casselman, de CEO van PMV. ‘Het is noodzakelijk dat we in financiering gelijke tred houden met andere continenten. Het gebrek aan financiële vuurkracht mag onze innovatie niet op een makkelijke manier in hun handen duwen.’

Ons land heeft met het Belgian Growth Fund (BGF) al een dakfonds. Het investeerde al bijna 200 miljoen euro in fondsen van onder meer Sofindex, Fortino, Smartfin en Ergon.

100 miljoen uit België om Europese techkampioenen te steunen

De Europese Investeringsbank (EIB) lanceert met vijf EU-lidstaten een dakfonds ter ondersteuning van Europese techkampioenen. België doet met 100 miljoen euro mee.

MICHAËL SEPPIHA

Het European Tech Champions Initiative (ETCI) werd een jaar geleden gelanceerd door de Europese Investeringsbank (EIB), Spanje, Duitsland, Frankrijk, Italië en België. Het doel is Europese technologiebedrijven ondersteunen die voor het ophalen van grotere bedragen (meer dan 50 miljoen euro) afhankelijk zijn van niet-Europees kapitaal. Het wordt beheerd door het Europees Investeringsfonds (EIF).

'De meest veelbelovende technologische start-ups hebben onvoldoende kapitaal om op wereldschaal te concurreren of ze worden overgenomen door buitenlandse concurrenten, wat een nettoverlies voor de Europese economie betekent. Het wegnemen van die 'negatieve financieringsspiraal' en het dichten van de scale-upkloof kan een groot aantal hooggekwalificeerde banen in Europa creëren en groei stimuleren', zeggen de initiatiefnemers.

Het ETCI bundelt publieke middelen om te investeren in grote durfkapitaalfondsen, die op hun beurt

Het gebrek aan financiële vuurkracht mag onze innovatie niet naar andere continenten duwen.

MICHEL CASSELMAN
CEO PMV

groeifinanciering verstrekken aan Europese techkampioenen. In het vakjargon heet dat een dakfonds of een fund of funds.

Het nieuwe fonds heeft initiële toezeggingen gekregen ter waarde van 3,75 miljard euro, 500 miljoen euro komt van de EIB. Het is de eerste kapitaalronde. De totale vuurkracht komt na nieuwe toezeggingen waarschijnlijk nog hoger uit.

Duitsland en Frankrijk investeren elk 1 miljard euro, Spanje 400 miljoen (met een optie om dat bij een tweede closing op te trekken naar 1 miljard euro), Italië 170 miljoen en België 100 miljoen. De federale regering draagt via het investeringsvehikel FPIM 45 miljoen euro bij, Vlaanderen (PMV) en Wallonië (WE) elk 25 miljoen en Brussel 5 miljoen.

'Vlaanderen, en bij uitbreiding Europa, beschikt over een enorme kennis die qua innovatie niet moet onderdoen voor andere regio's', zegt Michel Casselman, de CEO van PMV. 'Het is noodzakelijk dat we in financiering gelijke tred houden met andere continenten. Het gebrek aan financiële vuurkracht mag onze innovatie niet op een makkelijke manier in hun handen duwen.'

Ons land heeft met het Belgian Growth Fund (BGF) al een dakfonds. Het investeerde al bijna 200 miljoen euro in fondsen van onder meer Sofindev, Fortino, Smartfin en Ergon.



Dans l'industrie, l'IA deviendra une technologie de base: "L'enjeu crucial, c'est la qualité des données"

La Libre Belgique - 03 fév. 2023

...L'intelligence artificielle (IA) commence à faire une percée significative dans le monde industriel. Aide à la prise de décision, optimisation des tâches et de la gestion des stocks, détection plus rapide des pannes et défaillances à venir des machines via la maintenance prédictive, contrôle accru...

Libre Eco week-end | Le Dossier

L'intelligence artificielle (IA) commence à faire une percée significative dans le monde industriel. Aide à la prise de décision, optimisation des tâches et de la gestion des stocks, détection plus rapide des pannes et défaillances à venir des machines via la maintenance prédictive, contrôle accru de la qualité via des capteurs visuels ou sonores, plus grande efficacité dans la gestion des ressources... L'IA s'introduit petit à petit dans tous les maillons de la chaîne de production, tous secteurs industriels confondus.

"L'affaire ChatGPT a permis de focaliser l'attention sur l'IA et d'en comprendre les forces et les faiblesses. Par la capacité de calcul et d'analyse des algorithmes, l'IA est un outil extrêmement puissant mais il doit être supervisé par un humain. Celui-ci doit toujours avoir un regard critique sur cette IA et ne pas accepter les yeux fermés comme le Saint-Graal ce qu'elle produit. C'est vrai dans l'industrie comme partout ailleurs. C'est ce travail en binôme entre l'IA et l'humain qui est pour nous la clé de la réussite", nous explique Baptiste Fosséprez, CEO de la société liégeoise PEPITE, spin-off de l'ULg.

"Nous fournissons une sorte de boîte à outils avec des algorithmes d'IA que nous mettons à disposition des industriels de différents secteurs (aciérie, cimenterie, équipementiers auto...) pour leur permettre de trouver, sur base de l'analyse des conditions de production en temps réel, le meilleur chemin pour réduire leur consommation d'énergie. Un peu comme Waze le ferait pour trouver le meilleur itinéraire en fonction des conditions du trafic", ajoute notre interlocuteur. La croissance est au rendez-vous. Le chiffre d'affaires annuel de la société devrait ainsi passer de deux millions à quinze millions d'euros d'ici trois ou quatre ans. L'emploi, lui, de vingt personnes à une centaine toujours d'ici trois ou quatre ans.

"Il y a un énorme potentiel de l'IA pour l'industrie. Nous ne sommes qu'à l'aube de cette révolution qui est limitée aujourd'hui à quelques entreprises très avancées, là où un grand nombre de sociétés n'y ont pas encore recours. Mais je suis convaincu que l'IA va devenir une technologie de base comme l'est devenue par exemple l'électricité", explique Herman Derache, CEO de Sirris, centre technologique agréé (qui emploie 170 personnes, donc 25 experts en IA), lié aux secteurs d'Agoria et qui accompagne les entreprises dans leur mutation technologique. "L'enjeu crucial pour l'industrie, c'est la qualité des données. Car un algorithme basé sur l'IA qui s'appuie sur des données erronées ne pourra évidemment que se tromper. Un des grands défis pour l'industrie dans les années à venir, ce sera de pouvoir créer de nouveaux systèmes d'IA qui auront besoin de moins de données, ce qui ouvrira de nouvelles perspectives en termes d'applications", ajoute encore Herman Derache.

Notre dossier spécial IA:

<https://www.lalibre.be/economie/digital/2023/02/03/dans-lindustrie-lia-deviendra-une-technologie-de-base-lenjeu-crucial-cest-la-qualite-des-donnees-ED3IGJ5LXFANFO2RWTREQFFP6A/>

HelloHouston veut révolutionner la maintenance des sites industriels

 La Libre Belgique - 03 fév. 2023

... est recherché. De plus, le tour de table va permettre d'améliorer la solution, en particulier en y intégrant de la maintenance prédictive. "Nous voulons pouvoir installer des capteurs sur chaque machine d'un client, afin de surveiller la consommation électrique, avance Bertrand Morel. En effet, une..."

Créée en 2018 par Stéphane Colle (CEO) et Bertrand Morel (directeur technique), la start-up HelloHouston vient de lever 500 000 euros et d'intégrer un programme dédié aux scale-up à la Station F à Paris. Un gage de l'innovation de sa solution destinée à fluidifier la maintenance des machines et la prédiction des pannes dans les usines.

HelloHouston est née grâce au soutien de quatre business angels en 2018. Avec une centaine de milliers d'euros, Bertrand Morel a développé une version alpha de la solution, puis un fonds d'amorçage "Digital Attraxion" (Sambrinvest, Wapinvest et IMBC) de 100 000 euros a permis de lancer une version bêta en décembre 2020. Depuis un an, la start-up commercialise le logiciel officiel. "Nous avons aujourd'hui 20 clients industriels dont 17 en Wallonie et le reste en Flandre et à Bruxelles", souligne Stéphane Colle. Et des sollicitations arrivent déjà de France... Vision omnisciente

Alors, que propose exactement HelloHouston ? "Notre plateforme répertorie toutes les machines de tous les bâtiments et hangars d'un site industriel, pose Bertrand Morel. Elle permet de faciliter et de clarifier à chaque instant la communication entre les opérateurs qui peuvent signaler une panne ou un dysfonctionnement, et les techniciens en interne ou en externe chargés de régler le problème. Intervenir immédiatement ou dès qu'un élément semble anormal permet d'éviter de plus gros désagréments par la suite". À noter que les grosses usines ont souvent des facility managers en interne quand les plus petites sous-traitent, mais que dans tous les cas une panne sur une machine spécifique peut nécessiter l'intervention d'un extérieur.

Depuis les années 1990, la maintenance des sites industriels est assistée par des logiciels, mais ces outils ont très peu évolué. "Les solutions existantes sont très complexes, surchargées d'informations, souvent lentes, sur un poste fixe, donc finalement délaissées par les opérateurs. HelloHouston se différencie par son interface simplifiée et sa mobilité car la plateforme est accessible sur n'importe quel smartphone, tablette ou ordinateur dans l'usine", complète le directeur technique. La solution a notamment séduit des entreprises du secteur agroalimentaires - sous la pression d'une demande supérieure à l'avant-Covid - des chaînes de magasins ou des sociétés de bureaux. On citera Cora ou encore AGC Glass Belgium.

"Dans les usines, aujourd'hui, tout le monde court après les pannes, note Stéphane Colle. Le but est d'avoir une vision omnisciente pour reprendre le contrôle sur le matériel et prévenir avec précision son vieillissement. En moyenne, on observe une diminution des interventions curatives de 30% après un an d'utilisation, et de 50% la deuxième année. Le gain de temps sur les tâches administratives d'un technicien est lui d'environ 50%." Trois formules d'abonnements

Autre particularité d'HelloHouston face à la petite dizaine de concurrents historiques présents en Belgique : le fonctionnement sur abonnement. "Quand les autres proposent de payer une fois pour installer la solution sur un certain nombre d'ordinateurs, notre business model se base sur trois formules d'abonnement, explique Stéphane Colle. Il y en a une pour chaque taille d'entreprise : les petites unités de production, les intermédiaires avec 5 à 10 techniciens et les grosses structures qui nécessitent de l'IoT (Internet des objets, NDIR) comme la connexion avec un ERP (Enterprise Resource Planning, NDIR) par exemple..." Des frais d'installation, "pas très coûteuse et rapide", sont également à prévoir.

Au mois d'octobre, HelloHouston a donc bouclé une levée de fonds de 500 000 euros auprès de Sambrinvest et BeAngels pour 80 %, et d'investisseurs privés. Cet argent doit servir à étoffer l'équipe qui vient de s'agrandir à trois personnes avec l'embauche d'un développeur ; un deuxième informaticien est recherché. De plus, le tour de table va permettre d'améliorer la solution, en particulier en y intégrant de la maintenance prédictive. "Nous voulons pouvoir installer des capteurs sur chaque machine d'un client, afin de surveiller la consommation électrique, avance Bertrand Morel. En effet, une variation dans la consommation d'un équipement peut être le signe avant-coureur d'une panne ou d'un dysfonctionnement. Surveiller cette grandeur va donc permettre d'anticiper et d'éviter les pannes."

Pour conclure, on ajoutera que HelloHouston a doublé son chiffre d'affaires en 2022 et espère tripler cette somme cette année, mais le montant reste confidentiel. La rentabilité est quant à elle visée pour début 2024.

<https://www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/2023/02/03/hellohouston-veut-revolutionner-la-maintenance-des-sites-industriels-F32TT6RTIRDSRPLPZ4YKM7BA24/>

Cette petite clause qui effraie les entrepreneurs



Trends/Tendances - 26 jan. 2023
Page 32

* Trends/Tendances : Trends/Tendances

Si vous n'êtes pas coutumier du monde des fonds d'investissement, vous ignorez sans doute la portée de la clause de liquidation préférentielle. De nombreux start-uppers la découvrent au moment de lever des fonds pour faire grandir leur boîte. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette clause ne les réjouit pas forcément. Que dit-elle donc de si sulfureux? Elle accorde aux investisseurs une priorité dans la répartition du capital après une vente, une introduction en Bourse ou toute autre réalisation de la valeur de la société. Ces investisseurs sont alors assurés de récupérer au moins leur apport initial avec, dans certains cas, un intérêt cumulatif en prime. Ce n'est qu'ensuite que les autres actionnaires et les fondateurs pourraient recevoir leur part du gâteau... S'il en reste.

Fabrice Brion, cofondateur et CEO d'I-Care (Mons), avait évidemment en tête les impacts de cette clause l'an dernier au moment de lever 40 millions d'euros pour accélérer la croissance de son entreprise spécialisée dans la maintenance industrielle prédictive. "Cela ressemble à un prêt déguisé plus qu'à un investissement de capital-risque, dit-il. Dans 90% des cas, tout se passe bien et cette clause reste très théorique. Mais quand ça se passe moins bien, les fondateurs peuvent se retrouver sur la touche. Dans le contexte économique morose que nous connaissons, cette clause peut vraiment faire des dégâts."

Une clause standardisée...

On vous rassure, I-Care a réussi à éviter cette fameuse clause lors de sa levée de fonds de l'an dernier. Et cela n'est pas dû à la seule force de persuasion de Fabrice Brion mais surtout au profil de l'entreprise. Nous sommes ici avec une firme active depuis bientôt 20 ans, qui a développé un joli chiffre d'affaires, emploie 700 personnes et cherchait des moyens pour accélérer sa croissance. Rien à voir avec la biotech ou la start-up digitale qui doit encore développer ses produits et dont le profil de risque est largement plus élevé. Or, c'est pour ce dernier type d'entreprise que la clause de liquidation préférentielle s'est imposée ces 20 dernières années, afin de limiter les risques des investisseurs.

"Dans le monde des biotechs, 99% des fonds d'investissement demandent une telle clause, confirme Helena Pozios, en charge du secteur chez Sambrinvest. Les derniers arrivés, ceux qui paient le plus cher, veulent se protéger face aux investisseurs des tours précédents, qui sont montés à bord à des valorisations inférieures." Cette protection se traduit concrètement en une priorité dans la répartition du produit d'un événement de sortie, potentiellement au détriment des actionnaires antérieurs. "Je comprends que ce ne soit pas toujours agréable pour les fondateurs, ajoute Laurent Verhavert, avocat-associé au département Corporate & Finance du bureau Strelia. Mais cette clause est le pendant pour obtenir les financements. Elle nous est venue du monde anglo-saxon et est aujourd'hui une pratique courante dans les tours de table. Ne pas l'inclure serait presque considéré comme curieux."

... mais avec des modalités très variables

Si cette clause est quasiment toujours présente dans les conventions d'actionnaires, elle prend cependant à chaque fois des modalités différentes: du simple remboursement prioritaire du montant investi, avec ou sans intérêt cumulatif, jusqu'au double dip qui permet à l'investisseur d'encore participer à la répartition du solde (au prorata de ses parts) après avoir encaissé le remboursement prioritaire. "C'est un outil qui fait partie d'une équation plus large, résume Edouard Chatenoud, head of Tikehau Capital- Benelux. Les modalités dépendront évidemment de la valorisation de la société mais aussi du comportement du management: ont-ils réinvesti beaucoup dans l'entreprise? Ont-ils déjà sorti de l'argent? Nous regardons aussi les droits des actionnaires minoritaires, leur poids dans les décisions importantes, par exemple une acquisition ou le remplacement du CEO. La clause de liquidation préférentielle et ses modalités font partie d'un ensemble de paramètres qui nous permettront d'évaluer la balance rendement-risque. Nous n'investirons que si nous jugeons cette balance satisfaisante. C'est notre métier, il n'y a pas d'émotion là-dedans."

Plus les modalités de liquidation préférentielle seront dures, plus l'investissement ressemblera à un prêt déguisé, pour reprendre l'expression de Fabrice Brion. "Et pourquoi pas? , rétorque Edouard Chatenoud. Si un investissement est très protégé, c'est parce que l'investisseur a accepté une valorisation élevée pour une boîte dont l'actif comptable n'est généralement pas énorme à ce moment-là. Les fondateurs et les actionnaires antérieurs sont alors moins dilués." Ils peuvent ainsi garder le contrôle. Ce qui, pour la plupart d'entre eux, est un élément crucial dans la négociation. "Il ne faut pas voir cela comme le méchant fonds capitaliste qui vient presser les entrepreneurs, insiste Philippe Durieux, CEO de Vives, le fonds d'amorçage de l'UCLouvain. La clause de liquidation préférentielle est un moyen de laisser un peu plus de champ libre à la discussion sur une valorisation qu'on ne peut pas encore vraiment déterminer. Qui pouvait garantir que des Odoo ou iTeos allaient atteindre de telles valorisations 10 ans plus tard?"

Valable aussi pour l'investisseur public

Gestionnaire d'un fonds lié à l'université, Philippe Durieux se retrouve souvent au milieu du gué, entre des investisseurs soucieux de la rentabilité de leurs placements et des fondateurs qui ne sont pas toujours coutumiers des attentes des financiers. "Ils ont travaillé sur le projet pendant des années, c'est un peu leur bébé, témoigne-t-il. Mais il faut bien leur expliquer que tout ne leur appartiendra plus totalement. J'essaie toujours d'avoir les conventions d'actionnaires les plus simples et les plus précises possibles, en espérant ne jamais devoir utiliser cette clause grâce à un return dans lequel tout le monde se retrouvera. L'important, c'est d'aligner les intérêts des actionnaires, du management et du conseil d'administration. Car c'est vrai que, mal utilisée, cette clause peut décourager les fondateurs, ce qui n'est dans l'intérêt de personne." Le gestionnaire rappelle que comme tout investisseur, un fonds universitaire recherche un retour, une rentabilité, le cas échéant via une clause de liquidation préférentielle. "Si le chercheur ou doctorant a pu développer son idée, c'est aussi grâce aux laboratoires de l'université, précise Philippe Durieux. Le moteur de l'innovation, il est là, et il a aussi besoin de retours financiers."

La logique vaut aussi pour les investisseurs publics qui, d'une part, suivent les règles du marché pour ne pas créer de distorsion de concurrence, et, d'autre part, se retrouvent la plupart du temps aux côtés d'un lead investor privé qui aura exigé une clause de liquidation préférentielle, celle-ci s'appliquant alors à tous les contributeurs du tour de table. "Aujourd'hui, on peut parfois lever 10, 20, 30 millions ou plus quasiment sur une simple idée et un projet ambitieux. Mais ce n'est possible que si vous accordez une certaine protection à vos bailleurs de fonds, analyse Hugues Bultot, CEO et cofondateur d'Univercells. Si les outils publics refusaient par principe cette clause, les entreprises wallonnes ou belges passeraient à côté des grands financements internationaux dont elles ont besoin. Ces outils ont en outre un rôle de conseil et de protection des entrepreneurs contre notamment les fonds vautours. Je suis donc très content qu'ils s'intègrent dans des consortiums internationaux et suivent les règles de ceux-ci."

L'avocat Laurent Verhavert (Strelia) salue également le rôle "supportif" des outils dans la recherche de l'équilibre entre les attentes de toutes les parties au moment de fixer les modalités de la clause. L'entrepreneur convaincu de la solidité de son projet, de sa capacité à multiplier la valeur par 10 ou par 20, n'aura pas trop de réticences à accepter ce paiement prioritaire aux investisseurs qui financent son entreprise. "En fin de compte, tout sera fonction de la réussite économique, poursuit Me Verhavert. Quand vous vendez bien la boîte ou réussissez une belle introduction en Bourse, la liquidation préférentielle ne pose aucun problème. En revanche, quand le produit de l'exit ne correspond pas à ce que les fondateurs et les actionnaires imaginaient, la clause peut être plus difficile à avaler."

Une clause vouée à disparaître?

Ce principe semble parfaitement en phase avec la logique d'une économie de marché. Hugues Bultot pointe toutefois un bémol. "Cette clause a bien fonctionné dans des secteurs où la réussite d'un projet industriel était liée à des risques microéconomiques, explique-t-il. Ces dernières années, nous n'avons pas vécu dans un environnement économique particulièrement stable. Un entrepreneur performant, qui a bien exécuté le business plan, peut subir un ralentissement macroéconomique. La clause de liquidation préférentielle prend alors un tout autre impact et se rapproche d'une forme d'assurance tout risque pour les investisseurs. Ce n'est dans l'intérêt de personne que le fondateur se sente étouffé par cette clause, en raison de circonstances externes, et jette l'éponge. Le système binaire mis en place – le manager réussit ou pas son business plan – montre ses limites dans cet environnement macroéconomique. Les parties ont sans doute intérêt à s'asseoir autour de la table et à réviser ces clauses de liquidation préférentielle."

Helena Pozios (Sambrinvest) voit un autre élément susceptible de venir bousculer cette clause devenue quasiment standard dans les levées de fonds d'entreprises technologiques: les critères ESG (environnement, social et gouvernance). "Ces critères invitent à mettre de plus en plus en avant la valorisation pour les fondateurs, constate-t-elle. Cela induit une tendance du marché à atténuer l'impact de la clause de liquidation préférentielle, voire à la supprimer. Je ne l'ai pas encore constatée en pratique mais je suis curieuse de voir l'évolution dans les deux-trois prochaines années, à mesure que les critères ESG se mettront en place dans les fonds d'investissement."

CHRISTOPHE DE CAEVEL

LIQUIDATION PRÉFÉRENTIELLE

Cette petite clause qui effraie les entrepreneurs

Pour lever des fonds, une entreprise débutante doit pouvoir donner des garanties aux investisseurs. Comme un remboursement prioritaire des montants investis, par exemple. CHRISTOPHE DE CAEVEL

Si vous n'êtes pas coutumier du monde des fonds d'investissement, vous ignorez sans doute la portée de la clause de liquidation préférentielle. De nombreux *start-uppers* la découvrent au moment de lever des fonds pour faire grandir leur boîte. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette clause ne les réjouit pas forcément. Que dit-elle donc de si sulfureux ? Elle accorde aux investisseurs une priorité dans la répartition du capital après une vente, une introduction en Bourse ou toute autre réalisation de la valeur de la société. Ces investisseurs sont alors assurés de récupérer au moins leur apport initial avec, dans certains cas, un intérêt cumulé en prime. Ce n'est qu'ensuite que les autres actionnaires et les fondateurs

pourraient recevoir leur part du gâteau... S'il en reste. Fabrice Brion, cofondateur et CEO d'I-Care (Mons), avait évidemment en tête les impacts de cette clause l'an dernier au moment de lever 40 millions d'euros pour accélérer la croissance de son entreprise spécialisée dans la maintenance industrielle prédictive. "Cela ressemble à un prêt déguisé plus qu'à un investissement de capital-risque, dit-il. Dans 90 % des cas, tout se passe bien et cette clause reste très théorique. Mais quand ça se passe moins bien, les fondateurs peuvent se retrouver sur la touche. Dans le contexte économique morose que nous connaissons, cette clause peut vraiment faire des dégâts."

Une clause standardisée... On vous rassure, I-Care a réussi à éviter cette fameuse clause lors de sa levée de fonds de l'an dernier. Et cela n'est pas dû à la seule force de persuasion de

Fabrice Brion mais surtout au profil de l'entreprise. Nous sommes ici avec une firme active depuis bientôt 20 ans, qui a développé un joli chiffre d'affaires, emploie 700 personnes et cherchait des moyens pour accélérer sa croissance. Rien à voir avec la biotech ou la start-up digitale qui doit encore développer ses produits et dont le profil de risque est largement plus élevé. Or, c'est pour ce dernier type d'entreprise que la clause de liquidation préférentielle s'est imposée ces 20 dernières années, afin de limiter les risques des investisseurs. "Dans le monde des biotechs, 99 % des fonds d'investissement demandent une telle clause, confirme Helena Pozios, en charge du secteur chez Sambrinvest. Les derniers arrivés, ceux qui paient le plus cher, veulent se protéger face aux investisseurs des tours précédents, qui sont montés à bord



Avec de telles clauses, cela ressemble à un prêt déguisé plus qu'à un investissement de capital-risque."

FABRICE BRION, CEO ET COFONDATEUR DE I-CARE

à des valorisations inférieures." Cette protection se traduit concrètement en une priorité dans la répartition du produit d'un événement de sortie, potentiellement au détriment des actionnaires antérieurs. "Je comprends que ce ne soit pas toujours agréable pour les fondateurs, ajoute Laurent Verhavert, avocat-associé au département Corporate & Finance du bureau Strelia. Mais cette clause est le pendant pour obtenir les financements. Elle nous est venue du monde anglo-saxon et est aujourd'hui une pratique courante dans les



tours de table. Ne pas l'inclure serait presque considéré comme curieux.”

... mais avec des modalités très variables

Si cette clause est quasiment toujours présente dans les conventions d'actionnaires, elle prend cependant à chaque fois des modalités différentes: du simple remboursement prioritaire du montant investi, avec ou sans intérêt cumulatif, jusqu'au *double dip* qui permet à l'investisseur d'encore participer à la répartition du solde (au prorata de ses parts) après avoir encaissé le remboursement prioritaire. “C'est un outil qui fait partie d'une équation plus large, résume Edouard Chatenoud, *head of Tikehau Capital-Benelux*. Les modalités dépendront évidemment de la valorisation de la société mais aussi du comportement du management: ont-ils réinvesti beaucoup dans l'entreprise? Ont-ils déjà sorti de l'argent? Nous regardons aussi les droits des actionnaires minoritaires, leur poids dans les décisions importantes, par exemple une acquisition ou le remplacement du CEO. La clause de liquidation préférentielle et ses modalités font partie d'un ensemble de paramètres qui nous permettront d'éva-

REPRENDRE SES BILLES

La clause de liquidation préférentielle accorde aux investisseurs une priorité dans la répartition du capital de l'entreprise mise en vente.

luer la balance rendement-risque. Nous n'investirons que si nous jugeons cette balance satisfaisante. C'est notre métier, il n'y a pas d'émotion là-dedans.”

Plus les modalités de liquidation préférentielle seront dures, plus l'investissement ressemblera à un prêt déguisé, pour reprendre l'expression de Fabrice Brion. “Et pourquoi pas?”, rétorque Edouard Chatenoud. Si un investissement est très protégé, c'est parce que l'investisseur a accepté une valorisation élevée pour une boîte dont l'actif comptable n'est généralement pas énorme à ce moment-là. Les fondateurs et les actionnaires antérieurs sont alors moins dilués.” Ils peuvent ainsi garder le contrôle. Ce qui, pour la plupart d'entre eux, est un élément crucial dans la négociation. “Il ne faut pas voir cela comme le méchant fonds capitaliste qui vient presser les entrepreneurs, insiste Philippe Durieux, CEO de Vives, le fonds d'amorçage de l'UCLouvain. La clause de liquidation préférentielle

est un moyen de laisser un peu plus de champ libre à la discussion sur une valorisation qu'on ne peut pas encore vraiment déterminer. Qui pouvait garantir que des Odoos ou iTeos allaient atteindre de telles valorisations 10 ans plus tard?”

Valable aussi pour l'investisseur public

Gestionnaire d'un fonds lié à l'université, Philippe Durieux se retrouve souvent au milieu du gué, entre des investisseurs soucieux de la rentabilité de leurs placements et des fondateurs qui ne sont pas toujours coutumiers des attentes des financiers. “Ils ont travaillé sur le projet pendant des années, c'est un peu leur bébé, témoigne-t-il. Mais il faut bien leur expliquer que tout ne leur appartient plus totalement. J'essaie toujours d'avoir les conventions d'actionnaires les plus simples et les plus précises possibles, en espérant ne jamais devoir utiliser cette clause grâce à un *return* dans lequel tout”



C'est un outil dans une équation plus large, pour estimer la balance rendement-risque.”

EDOUARD CHATENOUD (TIKEHAU CAPITAL)

le monde se retrouvera. L'important, c'est d'aligner les intérêts des actionnaires, du management et du conseil d'administration. Car c'est vrai que, mal utilisée, cette clause peut décourager les fondateurs, ce qui n'est dans l'intérêt de personne." Le gestionnaire rappelle que comme tout investisseur, un fonds universitaire recherche un retour, une rentabilité, le cas échéant via une clause de liquidation préférentielle. "Si le chercheur ou doctorant a pu développer son idée, c'est aussi grâce aux laboratoires de l'université, précise Philippe Durieux. Le moteur de l'innovation, il est là, et il a aussi besoin de retours financiers." La logique vaut aussi pour les investisseurs publics qui, d'une part, suivent les règles du marché pour ne pas créer de distorsion de concurrence, et, d'autre part, se retrouvent la plupart du temps aux côtés d'un *lead investor* privé qui aura exigé une clause de liquidation préférentielle, celle-ci s'appliquant alors à tous les contributeurs du tour de table. "Aujourd'hui, on peut parfois lever 10, 20, 30 millions ou plus quasiment sur une simple idée et un projet ambitieux. Mais ce n'est possible que si vous accordez une certaine protection à vos bailleurs de fonds, analyse Hugues Bultot, CEO et cofondateur d'Univercells. Si les outils publics refusaient par principe cette clause, les entreprises wallonnes ou belges passeraient à côté des grands financements internationaux dont elles ont besoin. Ces outils ont en outre un rôle de conseil et de protection des entrepreneurs contre notamment les fonds vau-tours. Je suis donc très content qu'ils s'intègrent dans des consortiums internationaux et suivent les règles de ceux-ci."



Ce n'est dans l'intérêt de personne que le fondateur se sente étouffé par cette clause. HUGUES BULTOT, CEO ET COFONDATEUR D'UNIVERCELLS

L'avocat Laurent Verhavert (Strelia) salue également le rôle "supportif" des outils dans la recherche de l'équilibre entre les attentes de toutes les parties au moment de fixer les modalités de la clause. L'entrepreneur convaincu de la solidité de son projet, de sa capacité à multiplier la valeur par 10 ou par 20, n'aura pas trop de réticences à accepter ce paiement prioritaire aux investisseurs qui financent son entreprise. "En fin de compte, tout sera fonction de la réussite économique, poursuit Me Verhavert. Quand vous vendez bien la boîte ou réussissez une belle introduction en Bourse, la liquidation préférentielle ne pose aucun problème. En revanche, quand le produit de l'exit ne correspond pas à ce que les fondateurs et les actionnaires imaginaient, la clause peut être plus difficile à avaler."

Une clause vouée à disparaître ?

Ce principe semble parfaitement en phase avec la logique d'une économie de marché. Hugues Bultot pointe toutefois un bémol. "Cette clause a bien fonctionné dans des secteurs où la réussite d'un projet industriel était liée à des risques microéconomiques, explique-t-il. Ces dernières années, nous n'avons pas vécu dans un environnement économique particulièrement stable. Un entrepreneur performant, qui

a bien exécuté le business plan, peut subir un ralentissement macroéconomique. La clause de liquidation préférentielle prend alors un tout autre impact et se rapproche d'une forme d'assurance tout risque pour les investisseurs. Ce n'est dans l'intérêt de personne que le fondateur se sente étouffé par cette clause, en raison de circonstances externes, et jette l'éponge. Le système binaire mis en place – le manager réussit ou pas son business plan – montre ses limites dans cet environnement macroéconomique. Les parties ont sans doute intérêt à s'asseoir autour de la table et à réviser ces clauses de liquidation préférentielle."

Helena Pozios (Sambrinvest) voit un autre élément susceptible de venir bousculer cette clause devenue quasiment standard dans les levées de fonds d'entreprises technologiques : les critères ESG (environnement, social et gouvernance). "Ces critères invitent à mettre de plus en plus en avant la valorisation pour les fondateurs, constate-t-elle. Cela induit une tendance du marché à atténuer l'impact de la clause de liquidation préférentielle, voire à la supprimer. Je ne l'ai pas encore constatée en pratique mais je suis curieuse de voir l'évolution dans les deux-trois prochaines années, à mesure que les critères ESG se mettront en place dans les fonds d'investissement." 



Les derniers arrivés, ceux qui paient le plus cher, veulent se protéger face à ceux qui sont montés à des valorisations inférieures. HELENA POZIOS (SAMBRINVEST)

Le leader wallon de la traduction se développe en France



L'Echo - 20 jan. 2023
Page 14
L'Echo

... confidentielle (un des premiers réseaux sociaux, un important éditeur américain de logiciels, une grande compagnie aérienne...). Ils viennent s'ajouter à Ferrero, Belfius, Siemens, Volvo, OncoDNA, I-Care, l'Union européenne et à un géant du voyage en ligne, pour lesquels Stoquart travaille....

Avec les progrès des outils de traduction automatisée, on pourrait croire que le secteur de la traduction serait amené à souffrir. D'après le bureau d'études spécialisé Nimzi, il n'en est rien. Ce marché, qui pesait près de 65 milliards de dollars en 2022, devrait progresser de plus de 30% d'ici 2026.

En Belgique, la PME montoise Stoquart s'inscrit dans cette tendance. Cette société qui se présente comme le n°1 du marché en Wallonie a été créée en 1986 par Dimitri Stoquart, un traducteur anglais-espagnol, qui en est le seul actionnaire. Elle a grandi par croissance interne et par acquisitions. La société est aujourd'hui présente en Belgique, en France, en Italie, en Tchéquie et au Canada. Elle offre des services multilingues, surtout dans des secteurs comme l'IT, le médical, la banque, le marketing ou le tourisme.

Stoquart participe au mouvement de consolidation en cours dans le secteur. Elle vient de se renforcer dans l'Hexagone en reprenant Version Internationale, avec le soutien de l'invest Mons Borinage et de Belfius. Cette société lyonnaise apporte des clients d'envergure dont l'identité est confidentielle (un des premiers réseaux sociaux, un important éditeur américain de logiciels, une grande compagnie aérienne...). Ils viennent s'ajouter à Ferrero, Belfius, Siemens, Volvo, OncoDNA, I-Care, l'Union européenne et à un géant du voyage en ligne, pour lesquels Stoquart travaille.

De quoi porter le chiffre d'affaires de la société à 7 millions d'euros en 2023 selon ses projections. La société emploie 70 personnes auxquels s'ajoutent des dizaines d'indépendants. «Notre modèle est assez atypique, souligne son patron; alors que la majorité des agences n'occupent qu'une poignée de personnes et sous-traitent à des freelances, nous employons des chefs de projet et une grosse équipe de linguistes qui nous permettent d'avoir un contrôle optimal sur la qualité.»

Reprise

Après un recul pendant la pandémie, Dimitri Stoquart se félicite de la reprise de certains gros donneurs d'ordre et du gain de nouveaux clients: «En 2022, nous avons fait mieux qu'en 2019, ce qui nous a permis de dégager les moyens nécessaires pour procéder à cette acquisition.»

Outre ses clients en direct, la société travaille beaucoup pour des «multi langage vendors», des géants internationaux qui traduisent pour des multinationales (Microsoft, Google, Amazon...) dans une multitude de langues avec des solutions de traduction machine spécifique, sous-traitant les activités linguistiques stricto sensu à des bureaux spécialisés, comme Stoquart. Si bien que ce dernier figure désormais dans le top 20 européen, réalisant plus de 90% de son chiffre d'affaires hors de Belgique.

Dimitri Stoquart

Les entreprises disent “oui” à WE



Trends/Tendances - 19 jan. 2023
Page 44

* Trends/Tendances : Trends/Tendances

Mais pourquoi diable n'a-t-on pas réorganisé plus tôt les outils économiques wallons? La question vient à l'esprit quand on lance les chefs d'entreprise sur le terrain de la création de Wallonie Entreprendre, la structure qui regroupe désormais les anciennes SRIW, Sogepa et Sowalfin. Tous applaudissent en effet cette réorganisation qui devrait, disent-ils, améliorer le service aux entreprises et conforter donc la raison d'être de l'outil. Essayons de voir quelles sont les forces et les faiblesses de cette nouvelle structure.

La ligne de force: la lisibilité

L'argument le plus souvent avancé pour cette réforme est celui de la lisibilité. Certes, a priori, les rôles étaient bien répartis entre les ex-SRIW (grandes entreprises), Sowalfin (PME) et Sogepa (entreprises en reconversion) mais l'accumulation d'acronymes et de filiales ou programmes spécifiques brouillaient manifestement la vue d'ensemble. "Tout le monde avait en outre un peu tendance à sortir de son domaine, souligne Pierre Mottet, président d'IBA (entreprise soutenue depuis longtemps par la SRIW) et de l'Union wallonne des entreprises. La SRIW a financé de petits dossiers qui auraient pu rester chez les invests, la Sogepa ne finançait pas que des entreprises en reconversion, etc. La réorganisation rendra, je l'espère, l'action plus lisible et permettra un meilleur déploiement des stratégies régionales."

THERAtRAME, spin-off de l'ULiège qui développe un traitement anti-cancéreux à base d'ARNt, est l'une de ces toutes petites entreprises (six personnes) financées dès sa genèse par la SRIW. "Je dois convenir qu'au début, ce n'était pas évident de bien comprendre qui faisait quoi dans ces structures régionales, concède Pierre Close, cofondateur de l'entreprise. Nous avons heureusement eu une bonne interlocutrice à la SRIW, qui nous a beaucoup aidés à comprendre ce monde complètement inconnu pour nous. Pour une toute petite société comme la nôtre, c'est formidable de pouvoir bénéficier du réseau de la SRIW dans le monde des biotechs en Belgique et même en Europe. Au-delà de l'aspect financier, cette mise en réseau est peut-être la vraie plus-value de ces outils pour les jeunes entreprises wallonnes." "La lisibilité sera aussi une excellente chose à l'international, ajoute Fabrice Brion, cofondateur et CEO d'I-Care. Les acteurs internationaux sont peu au fait de nos subtilités régionales. Le fait d'avoir un seul outil public va offrir plus de crédibilité à la Wallonie dans leurs discussions avec de tels acteurs."

En présentant la nouvelle structure, le ministre de l'Economie Willy Borsus avait également évoqué la force de frappe de l'outil fusionné. Sa taille devrait effectivement lui permettre, estime Thierry Huet, CEO de la biscuiterie Desobry, de "prendre davantage de risques", même si la déconfiture de la Sogepa dans l'aventure Hamon, incitera sans doute les gestionnaires publics à redoubler de prudence. "Pour les levées de fonds de plus de 20 ou 30 millions, cela restera compliqué, modère alors Pierre Mottet. En revanche, il y aura une plus grande cohérence dans le suivi de la croissance d'une société, l'outil aura une vue complète de l'entreprise et ce sera très utile pour ses stratégies de développement." "Un dossier qui mûrit accompagné d'une structure comme WE permettra d'aller plus vite, abonde Pierre Close. Vous n' imaginez pas comme c'est énergivore de devoir réinitialiser les contacts, quand les interlocuteurs changent à mesure que l'entreprise grandit."

L'atout: l'"account manager"

Cela nous amène à l'aspect crucial de la réforme, plus encore peut-être que la fusion des outils en elle-même: la désignation d'un account manager par entreprise, une personne de référence qui guidera les entreprises à travers les programmes des 13 business units qui composent désormais WE. "Il existe plein de canaux et de leviers intéressants pour aider les entrepreneurs en Wallonie, dit Dominique Pellegrino, CEO et cofondateur de Vertuozza. Mais ils sont trop peu connus et il n'est pas toujours simple de savoir vers quelle chapelle se diriger. Le point de contact unique peut être vraiment intéressant pour les entreprises wallonnes. Nous sommes financés par W.IN.G (fonds dédié aux start-up numériques et qui est dans le giron de WE) et nous serions ravis d'y avoir un account manager pour optimiser toutes les aides possibles pour notre boîte."

Dominique Pellegrino va même un cran plus loin et rêve d'aiguillages performants à travers toute l'administration, y compris les subsides, les chèques-entreprises et autres aides régionales. "En tant que CEO, je suis le nez dans le guidon, appuie Thierry Huet, qui achève un investissement de 18 millions d'euros - réalisé avec un prêt subordonné de WE - pour la nouvelle usine de Desobry. Avoir des gens dans ces structures qui ne vont pas seulement gérer votre dossier mais qui anticipent, qui vont vous interpellier, vous téléphoner, vous suggérer des possibilités, ce serait vraiment génial. D'autant qu'avec la fusion des outils économiques, le portefeuille des possibilités d'aide devient vraiment très large."

Le nœud: l'articulation avec les "invests"

Tant qu'à réunir les forces, ne faudrait-il pas aller un cran plus loin et intégrer les neuf invests provinciaux dans

le travail de rationalisation? Parmi nos interlocuteurs, Thierry Huet est le seul à le penser sans réserve. “Je suis un adepte des synergies totales, affirme-t-il. Sur notre petit territoire de 4 millions d’habitants, nous devons globaliser les moyens pour gagner en efficacité. L’entrepreneur qui s’apprête à investir, il peut faire 100 km pour avoir un service complet, précis et rapide. Ce découpage provincial des instruments ne sert à rien du tout. Ça fait quelques années que je suis actif en Wallonie et je peux vous assurer que je n’ai pas encore la connaissance, loin de là, de toutes les possibilités offertes par toutes les structures.”

D’autres jugent toutefois pertinent de conserver un ancrage provincial pour les plus petites entreprises. “Le mythe de la méga-structure qui va s’occuper de tout, c’est dangereux, estime Benoît Coppée, le président d’InvestSud (Marche-en-Famenne). La tendance est alors de ne s’occuper que des plus gros dossiers, des projets les plus excitants qui ne sont pas forcément les plus utiles dans la durée. C’est d’ailleurs pour cette raison qu’on a créé les invests à l’époque. Notre tissu économique a besoin de ces gens passionnés par le terrain et par la vie des PME.” Fabrice Brion cite l’exemple de sa propre entreprise. “Quand nous avons démarré en 2007, la SRIW n’aurait guère eu de valeur ajoutée pour I-care, analyse-t-il. Notre lancement a bénéficié du support et de l’accompagnement de l’invest IMBC. La SRIW, désormais WE, est arrivée bien plus tard quand l’entreprise avait grandi. Cela me paraît la bonne stratégie.”

L’élément crucial est alors l’articulation entre les différents outils économiques. Et ce n’est pas toujours simple car les invests, gagnant en expertise, tendent à sortir de leurs frontières provinciales et ne cèdent pas toujours totalement le relais à l’échelon supérieur quand l’entreprise grandit. Et WE finance aussi des entreprises débutantes, notamment dans le digital et les biotechs. La réforme clarifie les rôles en imposant une information préalable de WE pour les dossiers de plus de 2,5 millions d’euros (et l’inverse pour les dossiers inférieurs à 1,5 million) avant de décider qui investira où. Et parfois, ce seront des investissements conjoints. “Nous investissons avec des fonds privés, avec des fonds universitaires et avec la SRIW, rappelle Benoît Coppée. Quand on lève 10, 15, 20 millions ou plus, il est toujours utile d’avoir plusieurs lectures du dossier. Et puis, cela permet des tours de table que personne n’aurait eu les moyens de réaliser seuls.”

En outre, les invests n’auront plus comme actionnaire la Sowalfin (la Wallonie détient une participation minoritaire dans les invests) mais WE, qui siègera donc au conseil de ces structures provinciales. A priori, cela devrait favoriser la fluidité de la transmission des informations et peut-être une meilleure connaissance des expertises présentes sur l’ensemble du territoire. “Sincèrement, cette organisation me semble très intelligente sur papier, reprend Benoît Coppée. Il faudra l’évaluer dans quelques années et l’adapter le cas échéant car les structures, les besoins, le paysage auront évolué. Nous ne devons pas nous enfermer dans un schéma.” “Le cadre me semble effectivement pertinent et c’est une plume au chapeau du ministre de l’Economie Willy Borsus, conclut Pierre Mottet. Son succès dépendra toutefois de la mise en place concrète et de la manière dont WE sera gérée. Et là, je dois dire que j’ai une totale confiance envers le tandem Pierre Rion (président du CA) et Oliver Vanderijst (président du comité de direction). Si une autre équipe de direction avait été choisie, je vous aurais peut-être tenu un tout autre discours sur l’impact de Wallonie Entreprendre. Mais je suis convaincu qu’avec eux, la gouvernance va continuer à se simplifier et les lignes stratégiques à se renforcer pour le bien de l’économie wallonne.”

CHRISTOPHE DE CAEVEL

«En 2023, notre défi sera d'aider nos membres à traverser cette crise sans précédent», déclare J-J.Cloquet, qui préside le club d'affaires carolo B4C



Sud Presse - 10 jan. 2023

... notre tribune l'épidémiologiste Yves Coppieters, le secrétaire d'État à la relance Thomas Dermine, le ministre wallon en charge des Finances et du Budget Adrien Dolimont, ou encore Fabrice Brion le CEO d'I-Care », résume Jean-Jacques Cloquet, le président du B4C....

Par M-G.D. Le club d'affaires B4C aborde 2023 avec dynamisme et enthousiasme. « L'an dernier, le Covid nous avait

contraints à postposer notre présentation des vœux au mois d'avril. Ce qui ne nous a pas empêchés de multiplier des conférences de prestige en lien avec l'actualité. Nous avons ainsi accueilli à notre tribune l'épidémiologiste Yves Coppieters, le secrétaire d'État à la relance Thomas Dermine, le ministre wallon en charge des Finances et du Budget Adrien Dolimont, ou encore Fabrice Brion le CEO d'I-Care », résume Jean-Jacques Cloquet, le président du B4C.

B4C a aussi étoffé ses rangs. « Nous enregistrons une croissance de l'ordre de 10 à 15 %. Nous comptons aujourd'hui près de 330 membres. Ils représentent un chouette panel des talents qui s'expriment dans la région de Charleroi Métropole », précise Jean-Jacques Cloquet.

Et l'année qui s'ouvre ne sera pas en reste. « Nous allons continuer à diversifier nos activités et à participer au développement de la région. Nous allons ainsi lancer un partenariat avec Télésambre, la télé locale, sur un thème de circonstance : la recherche d'un job. Nos entreprises recrutent, mais elles rencontrent parfois des difficultés à trouver le bon profil. »

Une enquête auprès des membres

B4C poursuivra aussi son cycle de conférences. Elle accueillera cette année le CEO de Proximus, pour parler de la 5G mais aussi Thierry Zintz, le président de l'ASBL Special Olympics Belgium, qui organise des activités sportives pour les personnes ayant un handicap mental, le Carolo Benoît Bultot, qui a fondé Univercells, une entreprise wallonne spécialisée dans la production de vaccins ainsi que Benoît Deper, un autre Carolo qui viendra parler d'Aerospacelab. Elle sera la plus grande usine d'assemblages de nanosatellites d'Europe.

« Plus que jamais, notre défi sera d'aider nos membres à traverser cette crise sans précédent », déclare Jean-Jacques Cloquet. Et pour coller au plus près de leurs aspirations, B4C a sondé ses membres. « Nous allons bien sûr nous en inspirer pour nous améliorer », précise-t-il. Il y est notamment question de poursuivre la diversification des activités ou de miser sur les jobs. Ce ne sont là que 2 pistes parmi d'autres...

<https://www.sudinfo.be/id599303/article/2023-01-10/en-2023-notre-defi-sera-daider-nos-membres-traverser-cette-crise-sans-precedent>

I-Care : un nouveau bâtiment de 15.000 m² pour 500 futurs salariés

La Meuse
La Gazette
La Province
Nord-Eclair
La Capitale
Sud Presse - 03 jan. 2023
Page 7

* Sud Presse : La Province

Dans la continuité des précédentes, 2022 figurera parmi les bonnes années pour I-Care, spécialisée dans la maintenance prédictive industrielle. En septembre, la société levait 40 millions auprès d'investisseurs. Son patron évoque les futurs projets.

Lorsque vous demandez à Fabrice Brion, CEO d'I-Care, quels grands moments il retient de l'année écoulée, sa réponse prend plusieurs secondes de réflexion, tout simplement parce qu'ils ont été nombreux. Bien sûr, la levée de fonds représente une étape importante en 2022. En septembre, l'entreprise montoise récoltait 40 millions d'euros, soit 15 millions venant d'investisseurs publics et 25 millions du secteur privé. A cette somme, viennent s'ajouter 10 millions investis par le personnel de l'entreprise qui compte près 700 salariés.

1.000 emplois créés

Cette levée de fonds s'imposait afin que l'entreprise puisse mener ses ambitieux projets à terme. I-Care compte en effet multiplier sa taille par cinq et embaucher 1.000 personnes de plus au cours des... cinq prochaines années. Pas moins !

Où ces nouveaux emplois vont-ils être créés ? « Il y en aura 500 à Mons sur le parc Initialis », répond le patron.

Avec un parking souterrain

« Nous sommes propriétaires du terrain situé juste en face d'I-Care, de l'autre côté de la route. » C'est à cet endroit que la société compte construire un nouveau bâtiment de 15.000 m² (rez + 1), en plus d'un parking souterrain, indispensable vu l'affluence des véhicules sur le parc Initialis. « Nous espérons obtenir le permis en 2023, mais on ne sera pas dans ce bâtiment avant fin 2024. On l'espère ! »

Sur les autres futurs jobs, 300 sont prévus en Flandre et le reste un peu partout en Europe, de même qu'aux Etats-Unis, au Brésil et en Australie où I-Care est également présente.

Egalement pour 2023, Fabrice Brion annonce l'ouverture de nouveaux bureaux à l'étranger : un supplémentaire aux USA, et d'autres en Autriche, Norvège et Canada. L'ouverture de ces bureaux s'accompagnera bien sûr d'engagements de collaborateurs.

Décidément, l'entreprise montoise ne cesse de s'étendre depuis son lancement en 2004. De quoi faire rêver plus d'un chefs d'entreprise ! Comment expliquer une telle expansion ?

« D'abord nous avons été pionniers sur le marché », répond Fabrice Brion. « Au départ le marché était minuscule. Puis les clients se sont rendu compte de l'enjeu que représente notre nouvelle technologie. Ici, nous sommes en pleine phase de décollage », sourit le directeur général.

En route vers le Japon

La technique développée par I-Care permet d'anticiper les pannes éventuelles de machines en analysant l'huile et les vibrations des moteurs.

A l'avenir, le développement d'I-Care à l'international passera par le Japon. « C'est un marché de 120 millions d'habitants. Il y a énormément d'industries, les clients potentiels sont énormes. Tout est concentré sur un petit territoire. »

Mais la percée sur le marché nippon prendra un à deux ans, le temps que l'entreprise belge se fasse accepter.

A l'aube de nouveaux défis, et au moment de tirer le bilan de l'année écoulée, le patron d'I-Care retient principalement deux chiffres. « Un : nous avons 10 % de nos employés qui sont encore là depuis plus de 10 ans, ce qui veut dire que quasi tout le monde est resté. Deux : plus de 50 % nous ont rejoints après le 13 mars 2020 (début du confinement). Ceci résume bien l'esprit de notre entreprise... »

Claude Widart

Claude Widart